Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris-Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14100 — 5 F — *MARDI 29 MAI 1990* — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Colombie : la démocratie à tout prix

LA Colombie a tenu son pari, dimanche 27 mai : celui d'un petit pays qui malgré des décennies de violence aveugle a décidé de rester fidèle aux principes démocratiques qu'il s'était fixé. La preuve vient d'en être faite, lors de la tenue inespérée de ce scrutin présidentiel qui a vu la victoire du libéral César Gaviria. Un scrutin que la mafia de la cocaïne liée aux forces d'extrême droite avait bien juré de saboter.

La démocratie à tout prix donc, mais aussi à quel prix ! Trois candidats à la présidence assassinés en huit mois, des dizaines de victimes, une centaine de policiers tués, d'autres dont la tête a été mise à prix par les barons de la drogue qui veulent imposer leur version de « la loi et l'ordre » au pays.

OR c'est dans un calme exemplaire que la Colombie a choisi celui qui succéderaau vieux président Barco le 7 août. Preuve aussi que la détermination désespérée des autorités a porté et que le cartel de Medellin n'est peut-être pas aussi efficace qu'il y paraît quand un pays semble déterminé a exercer le premier de ses droits : voter. Les 50 % d'abstention enregistrés – un record pour la Colombie – ne sont que la concession à la peur, en quelque sorte.

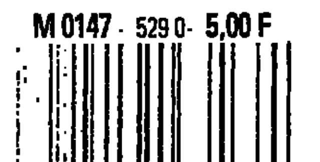
La journée du 27 mai aura été exemplaire à un autre titre : pour la première fois, la gauche obtient 12 % des voix et conquiert sa place sur un échiquier politique qu'elle avait plutôt jusqu'ici contribué à déstabiliser, les armes à la main. En ce sens-là encore, la démocratie a marqué des points, et le succès hautement symbolique du candidat du mouvement de guérilla M19 montre que le président Barco a peut-être trouvé le terrain favorable pour conduire de la lutte armée au dialogue.

RESTE – le mot en lui seul est un euphémisme – cet autre poison qui mine et pourrit la société colombienne : les narcotrafiquants. Pour ceux-là surtout, la victoire de César Gaviria est un défi. Un défi mortel, puisque seul parmi les candidats – les autres, plus réalistes ou plus accommodants, parlaient de « dialogue » et même de mettre fin à « ce caprice des Etats-Unis » que sont les extraditions de trafiquants – Cesar Gaviria a promis une « lutte sans merci ».

Encore faudra-t-il avoir les moyens de la mener. Et, en dépit des mots d'ordre vengeurs qui viennent de Washington, et auxquels les libéraux ont toujours été sensibles, on peut conclure avec les premiers critiques de l'opposition conservatrice que le cycle infernal de la violence n'est pas près de s'arrêter. A moins que, là aussi, le nouveau gouvernement ne soit prêt à se battre contre ce redoutable adversaire qu'est le manque de solidarité internationale, qui rend bien vains les sacrifices colombiens. Aussi n'est-ce pas un hasard si le premier appel du futur président a été pour Washington : « Que pouvons-nous faire si les pays consommateurs ne font rien ? »

Lire nos informations page 4

M 0147 - 529 0- 5,00 F



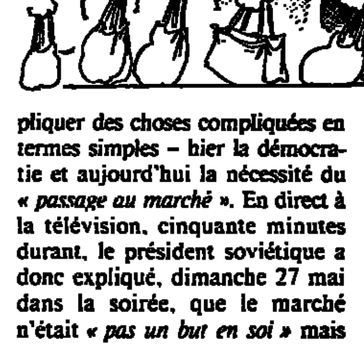
La montée des périls en Union soviétique

Affrontements meurtriers entre Arméniens et militaires

M. Gorbatchev tente d'enrayer la panique provoquée par l'annonce des hausses de prix

La situation était très tendue le 28 mai à Erevan où des centaines de milliers de personnes s'apprêtaient à manifester après les affrontements qui se sont produits dimanche entre Arméniens et militaires et qui auraient fait une vingtaine de morts.

M. Gorbatchev a tenté, dimanche soir, dans un discours télévisé, d'enrayer la panique provoquée par l'annonce des hausses des prix alimentaires.



MOSCOU

de notre correspondant

On se serait cru deux ans en arrière sauf qu'il ne s'agissait plus de politique mais d'économie. Comme il y a deux ans, M. Gorbatchev était redevenu cet instituteur patient, un peu lent mais bon pédagogue, maître dans l'art d'expliquer des choses compliquées en termes simples – hier la démocratie et aujourd'hui la nécessité du « *passage au marché* ». En direct à la télévision, cinquante minutes durant, le président soviétique a donc expliqué, dimanche 27 mai dans la soirée, que le marché n'était « *pas un but en soi* » mais un moyen d'« *d'émanciper l'individu (et) de nous aider à résoudre les problèmes contre lesquels nous luttons depuis des décennies* ». Trois jours plus tôt, le premier ministre, M. Ryjkov, n'avait, sur le fond, rien dit d'autre en présentant au Parlement son projet de réforme économique. Honnête technocrate mais mauvais politique, il n'avait réussi à convaincre la population que d'une chose – l'imminence de la hausse des prix.

On s'était donc rué par familles entières sur les magasins, raflant tout le nécessaire et le superflu. Les conserves comme les denrées périssables.

BERNARD GUETTA

Lire la suite et nos informations page 3

Plaies d'Afrique

I. – *La peur de l'oubli*

Emeutes au Gabon, graves incidents au Cameroun, où trois cents étudiants ont été arrêtés le 26 mai après une manifestation (lire page 8), *progrès de la guérilla au Libéria, révolte de militaires et de policiers en Côte-d'Ivoire où s'éternise une fin de règne : la chronique africaine de ces derniers jours en dit long sur la profondeur du mécontentement populaire sur un continent assoiffé de démocratie et de liberté.*

par Jean-Pierre Langellier

Trente ans après les indépendances, l'Afrique, enfin, s'émancipe. Nouvellement délaissée par ses grands parrains d'hier, qui attisèrent trop longtemps sur son sol les braises de leur « guerre tiède », elle se retrouve avec elle-même, à la fois lucide et inquiète, impatiente aussi. Peu à peu, elle ôte ses masques, brade les slogans vides et les dogmes d'emprunt. L'œil grand ouvert sur le monde et l'esprit aux aguets, elle redécouvre la plus belle des idées – la liberté – et ses deux filles, en l'occurrence jumelles : la démocratie et l'économie de marché. L'aube d'Afrique se lève sur un paysage politique neuf mais encore flou, qui, plus tard peut-être, aura la netteté des lendemains d'orage.

C'est le temps des constats, entre amertume et clairvoyance, des prises de conscience et des remises en cause. En balayant l'Afrique, la queue du « cyclone Gorbatchev » a chassé les derniers effluves de l'« illusion lyrique » qui fit croire naguère aux vertus du socialisme tropical. Car le nouvel *homo africanus* – rejeton prodige de Marx et de Frantz Fanon – n'a jamais vu le jour. L'URSS, sur le départ, abandonne à leur sort ses anciens clients, vulnérables et désemparés, voire ruinés par des guerres devenues archaïques à ses yeux (Angola, Ethiopie, Mozambique). Un à un, les adeptes du marxisme-léninisme l'abjurent sans chagrin, parfois d'un jour à l'autre (Bénin), en faisant mine de découvrir les mérites du capitalisme. L'Afrique, il est vrai, avait acclimaté à sa manière l'idéologie venue du froid. Et Kim Il Sung, pour ne prendre que lui, trouva des émules à gauche (Mugabe) comme à droite (Mobutu).

Par un cruel retour de l'Histoire, l'Afrique « progressiste », celle qui choisit hier de rompre avec le néo-colonialisme maudit, se retrouve aujourd'hui exsangue – sans aucune exception – et le plus durement assujettie aux créanciers, de l'Ouest comme de l'Est (1). Pourtant, à l'encontre d'un mythe tiers-mondiste qui eut la vie dure, les grands fauves du Nord n'ont pas étranglé les révolutions africaines. Celles-çi se sont lentement suicidées, à force de mensonge bureaucratique. « Progressiste » ou non, l'Afrique n'a plus le cœur à se chercher des alibis ou des boucs émissaires. En apaisant la vieille rivalité américano-soviétique, le reflux de l'URSS prive le continent de sa dernière arme, ce chantage à la désertion vers l'autre camp que certains agitèrent sous le nez de l'Occident, histoire d'obtenir de lui – en échange – de quoi remplir leur escarcelle.

Lire la suite page 6

(1) A ce sujet et sur l'évolution récente du continent, voir les deux intéressantes études de Jean-marc Kalflèche «l'argumentaire menteur d'une entreprise de déclassement» et «l'aiguillon gorbatchev» dans les livraisons d'octobre 1989 et mars 1990 de la revue «géopolitique africaine»

POINT DE VUE : la lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Une morale du respect

par Jean-Denis Bredin
de l'Académie française

Après notre Bicentenaire, tant célébré, voici un centenaire dont on eut préféré qu'il ne fût pas le nôtre, et que nul ne le célébrât ! 1890, c'est l'année du déchaînement de l'antisémitisme en France, s'il est possible de le dater précisément.

Depuis 1880, une quarantaine d'ouvrages antisémites ont été publiés. En 1986, Drumont a publié *la France juive*, dénonçant le juif « *dans sa totalité* ». En 1892, il fondera *la Libre Parole*. Ennemi par nature, traître par vocation, étranger en tout cas, le juif, affligé de toutes les disgrâces physiques et morales, est coupable du malheur des Français. La fièvre antisémite secoue la presse, le Parlement, l'armée, les élites. Comment se débarrasser de ce fléau ? Un prêtre demande la relégation des juifs hors de la société chrétienne, un écrivain suggère le gibet, un parlementaire propose l'expulsion de tous les juifs de France. Et Drumont prophétise, en janvier 1893 : « *Quelque chose me dit que le châtiment sera effroyable...* » Le capitaine Dreyfus est jeune marié, jeune père, brillant officier. Encore deux années de bonheur, ou presque, avant qu'il n'apprenne vraiment qu'il est juif !

Mais nous savons que ce siècle, qui nous sépare des années de l'hystérie antijuive, a transformé le monde et les mentalités comme ne l'avait pas fait un millénaire, nous observons que la plupart des sources auxquelles se nourrissait l'antisémitisme français sont aujourd'hui taries. A la fin du siècle passé, l'enseignement catholique était volontiers antijudaïque, désignant le peuple déicide ; le plus grand journal catholique se décrivait fièrement en 1890 « *le journal le plus anti-juif de France* ».

Aujourd'hui, l'Eglise condamne sans équivoque l'antisémitisme, les évêques de France participent aux combats contre le racisme, la presse catholique – dont l'audience n'est plus la même – parle d'amour non de haine. L'antisémitisme profitait de la peur du capitalisme montant – le juif était responsable du règne des banques, de la ruine des petites gens – et aussi de la terreur des révolutions, car bien sûr ce juif était de tous les complots qui pouvaient saccager le « *vieux jardin français* ». Ce discours-là, qui dénonçait dans le juif tantôt Rothschild et tantôt Marx, on voit comme il paraît aujourd'hui vieux, démodé par l'histoire.

Et de même le nationalisme français, la haine de l'Allemagne, la volonté de revanche, l'exaltation de l'armée qui caractérisèrent la France entre la guerre de l'humiliation et celle de la victoire, ils n'appartiennent plus qu'au passé.

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN, Antilles-Réunion, 8 F, Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p, Grèce, 160 DR, Irlande, 90 p., Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL, Norvège, 13 KRN, Pays-Bas, 2,50 FL, Portugal, 160 ESC, Sénégal, 375 F CFA, Suède, 14 KRS, Suisse, 1,70 FS, USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $

هكذا من الأصل

DÉBATS

Racisme et antisémitisme

Une morale du respect

Suite de la première page

Il faudrait regarder aussi tout ce qui a bouleversé la société française : la facilité des voyages, l'apprentissage des langues, la construction de l'Europe, l'ouverture du monde par les médias, le développement d'une culture mondiale, celle de la musique notamment, et aussi le déclin des valeurs traditionnelles qu'il y a cinquante ans le maréchal Pétain prétendit encore incarner... L'antisémitisme traditionnel paraît avoir perdu ses aliments.

Surtout il y a eu l'Holocauste, et *pas seulement* l'Holocauste allemand, les persécutions des juifs dont les Français eux-mêmes portent la responsabilité. Le martyre du peuple *juif* a déshonoré l'antisémitisme. Dédiant en 1886 à tous les vrais Français sa *France juive*, Drumont osait écrire : *« Je n'ai été que le secrétaire de tous les esprits, et le porte-parole de toutes les âmes. »* Quelques années plus tard, Maurras reprenait en écho : *« Le désordre est le fait des juifs, idées libérales, idées humanitaires, idées révolutionnaires, idées juives. »* Céline en 1937 accentuait l'appel à la haine : *« Il faut de la haine aux hommes pour vivre. Ils n'ont qu'à l'avoir pour les juifs, cette haine, pas pour les Allemands. »*

Les îlots du ressentiment

Ces discours, un demi-siècle plus tard, ils ne sont pas que déshonorés, ils sont ensevelis par l'histoire, et les horreurs de Carpentras ne leur restituent aucune vie. Il n'y a plus en France d'antisémitisme vivant. Il n'y a plus de parti, plus de doctrine, plus de presse, plus d'intellectuel qui ose s'affirmer antisémite. Le mot terrible de Barrès : *« Que Dreyfus est capable de trahir je le conclus de sa race »*, aucun nouveau Barrès ne pourrait le tenir, et il ne serait pas supporté. Est-il euphorique d'avancer que les provocations antisémites ne sont plus en France que le fait d'enragés ou de très petits groupes, que ce qui est général aujourd'hui c'est bien la réprobation de l'antisémitisme ? Ce qui signifie, sur un siècle, un vrai progrès de notre société... acquis, hélas ! *à un tel prix*.

Et pourtant les événements odieux de Carpentras et d'ailleurs, il nous faut les prendre au sérieux. Car l'histoire de l'antisémitisme en France a toujours été faite d'oscillations. *Impossible sans une marée* d'antisémitisme, l'affaire Dreyfus était imprévisible dix ans avant qu'elle n'éclatât.

Nul doute que l'antisémitisme d'autrefois ne trouve encore, pour *s'entretenir*, quelques survivances d'anciennes traditions. On aperçoit ses diverses familles : catholiques intégristes pour qui l'Eglise de France, *trahissant Dieu*, a *oublié* que le sang du Christ devait retomber sur le peuple juif ; maurrassiens rêvant encore d'une nation pure et dure ; vichyssois entretenant le vieux rêve d'une *révolution* qui devait nettoyer les écuries parlementaires et incarner les valeurs de la France éternelle. Les rejoignent parfois ceux qui furent éprouvés, écrasés, dans les secousses du dernier demi-siècle, victimes de l'épuration, combattants de l'OAS, nostalgiques de l'Algérie française, dont la souffrance peut s'en prendre aux coupables de toujours. Et, bien sûr, le temps et la mort ont peu à peu réduit ces îlots du ressentiment, du malheur, où l'antisémitisme est lié à l'image d'une France fidèle à ses *vertus traditionnelles*, une France forte et belle, sans étranger, sans traître, sans ennemi intérieur.

Il est probable que M. Le Pen et quelques-uns de ceux qui l'entourent portent en eux, sans le dire, ce vieil antisémitisme français. Mais l'habileté de M. Le Pen a été de cultiver un champ plus vaste, aujourd'hui plus fécond : notre sécurité et notre *identité*. *Vieux projet* modernisé, dont la large perspective déborde l'antisémitisme, déborde même le racisme qui semble n'en être qu'une étape. Il s'*agit* de protéger les Français, les « vrais », contre toutes les menaces du dehors, et du dedans, d'organiser leur légitime défense. Il s'agit d'appeler à la guerre perma*nente qui oppose un peuple* de braves gens à ses agresseurs potentiels.

Des mannequins de l'esprit

Qui nous menace aujourd'hui ? *Les délinquants bien sûr, et derrière* eux tous les délinquants en puissance, les Arabes qui sont « couleur délinquant » comme Dreyfus semblait à Léon Daudet de *« couleur traître »*, et *tous ceux qui*, venus d'ailleurs, ne partagent pas notre héritage et rêvent de forcer la porte de nos maisons. Les juifs ? Non, les juifs ne menacent plus vraiment la *sécurité des Français, ils ne la mena*cent pas tant qu'ils ne sont pas trop nombreux, trop puissants, et tant qu'ils restent discrets ! Ce vieux discours de l'extrême droite française, exaltant l'ordre et la sécurité contre les agresseurs venus de tous côtés, il a un fondement légitime : la défense du sol et des valeurs communes, la sécurité individuelle, celle d'un peuple, ce sont les objectifs de tout gouvernement.

Mais on voit bien que le projet politique est au-delà : il s'agit de séparer sans cesse les honnêtes gens et les autres, les innocents et les coupables, les victimes et les boucs émissaires, les Français et ceux qui ne le sont pas, incapables de l'être, ou indignes de le devenir. Ce projet commence par justifier les comportements individuels – la violence est licite si elle défend la personne et la propriété, les biens et les valeurs – puis il inspire un programme politique : *il justifie* les expulsions arbitraires, les extraditions faciles, les châtiments impitoyables. Le camp de triage se profile, et plus loin le camp d'extermination.

Que demandaient en 1898 les Français qui souscrivaient, à l'appel de *la Libre Parole*, en faveur de la veuve du colonel Henry, cet officier français *« assassiné par les juifs »* ? Un militaire demandait, en versant sa contribution, à *« massacrer les sales youpins »*, un autre suggérait *« un achat de clous pour crucifier tous les juifs »*. Un honnête citoyen suggérait que *« tous les youpins et les youpines »* fussent brûlés dans les fours de la cristallerie voisine. Un autre offrait 0,25 F *« pour louer un wagon d'exportation »*. Un autre envoyait son obole *« pour rôtir les juifs »*. Bien sûr ce n'étaient que des mots. Il ne s'agissait que de se défendre contre la misère, contre la peur, contre l'étrangeté. Encore un peu de persévérance, de temps, le secours des circonstances, et ce discours deviendra délirant. Il obligera à mettre en veilleuse les libertés, car elles sont faites pour les temps tranquilles. Puis il conseillera le châtiment.

Et ce que nous avons mal mesuré, ces dernières années, nous les enfants gâtés de la démocratie, c'est que le progrès économique et social, et *même, paradoxalement*, le développement des libertés ouvraient à ce discours des champs nouveaux, et fertiles ! Tout le progrès, le progrès scientifique, le progrès social, ne cesse d'accroître l'exigence de sécurité, et sans doute la peur, peur de la maladie, peur de la mort, peur d'être agressé, d'être dépouillé, peur *pour soi, pour sa maison, et pour* les quelques-uns sur lesquels nous avons refermé le monde. Le déclin des organisations – partis, syndicats – *qui prétendaient conduire* des combats collectifs, l'exaltation moderne de l'individuel, incarné par le couple ou la famille nucléaire, y aident aussi : l'autre est l'étranger, *l'étranger* est autre, menace latente contre le bonheur.

Ceux qui parlent et se montrent n'ont plus assez de mots et de gestes pour exalter la réussite, la chance, et *bien sûr la beauté !* Et comment cette morale, celle des mannequins du corps et de l'esprit, n'inciterait-elle pas au mépris des exclus, des ratés, des sales gueules ? Ces gens *qui sont venus chez nous sans com*pétence, sans force, sans autre raison que d'échapper à la misère, vilaines images de la vie, suspects à mauvaise mine et à parler étrange, *comment ne* pas les redouter, et ne faut-il pas les chasser tous, ces perdants qui nous dérangent ?

La démocratie s'apprend et se désapprend

Contrairement à ce qu'ont imaginé les utopistes des Lumières, le respect des autres, le sentiment de l'égalité et de la dignité humaine, *l'acceptation des différences ne vont* pas du tout de soi. Ce sont, hélas ! la peur, le mépris, sinon la haine, qui semblent naturels. La gauche française, une large partie de la droite, *ont trouvé* leur confort dans l'illusion que la démocratie serait un progrès irrésistible, incessant, comme la raison et l'intelligence de l'homme. *Le vingtième siècle nous* aura au moins appris que la démocratie est fragile – que la servitude l'est aussi – que la démocratie se conquiert, se perd, se retrouve, et *qu'elle s'apprend et se désapprend*. Une pédagogie de la démocratie ?

Celle-ci est plus facile à proclamer qu'à mettre en œuvre. L'exigence première est bien sûr celle d'un enseignement, par la parole et par *l'image, des droits de l'homme* et de la liberté, qui devrait traverser les trois degrés de notre système éducatif, un enseignement à part entière *qui pourrait être ni ennuyeux, ni* dogmatique, ni vengeur. On attend aussi une propédeutique de la vie publique. Si les partis politiques veulent utilement lutter contre le *racisme*, il leur faut prendre garde aux discours excommunicateurs, aux spectacles d'affrontements qui étalent la rivalité des intérêts per*sonnels et l'indifférence aux intérêts* collectifs, il leur faut corriger, au jour le jour, tous les comportements qui nourrissent la haine et l'exclu*sion, donc le racisme. Même l'anti*racisme doit être vigilant. Il ne peut être une frme renversée du racisme, un fanatisme légitime. Il ne doit pas écraser *sous le mépris tous ceux* dont l'ignorance, ou le malheur, ou la peur, ont pu faire des racistes d'occasion qu'il faut non pas pros*crire mais aider à ne plus l'être*.

Peut-on parler d'éthique, s'il est indiscret de parler de morale ? Il y a une éthique des médias à encourager. Il n'est pas vrai que la télévision *met en spectacle M. Le Pen parce* qu'il est représentatif d'un vaste courant de l'opinion. M. Le Pen est invité, avec complaisance, parce qu'il a du talent, et la terrible séduction des idées *simples* et des convictions aveugles, parce qu'il suscite une forte écoute, et parce que l'on peut espérer qu'il tiendra des propos *scandaleux. Que la télévision se sou*vienne qu'elle est devenue en France la seconde école, et même pour beaucoup d'enfants, la première école, ce qui lui crée des devoirs qu'elle *doit s'imposer* !

Notre chère liberté d'expression

Nul besoin de lois nouvelles, sauf *à rajeunir la loi sur la presse, simpli*fier sa procédure, et sans doute donner au juge, dans l'incrimination et dans la sanction, un pouvoir plus large. *Le ferons-nous jamais ?* Nous *sommes fidèles* à une conception immature de la liberté de la parole et de l'écrit, inspirée des diatribes de Marat : notre chère liberté d'expression *nous autorise à tout faire ou à peu près*, sans vraiment rendre compte. Le délit de presse – si sévèrement sanctionné dans les pays anglo-saxons – est assuré en France d'une *impunité sociale*, et périodiquement les lois d'amnistie effacent ce délit sacré.

Faut-il s'en prendre aux juges ? Ce qui est à la mode. Ils ne font qu'exprimer un sentiment collectif et leur apparente *indulgence n'est* que la nôtre. Mais le pouvoir politique pourrait-il vraiment faire grief au pouvoir judiciaire de sa faiblesse ? Et si les néo-nazis ne défi*laient pas paisiblement quand ils* en ont envie ? Et si journaux exprimant franchement, ou entre les lignes, l'antisémitisme et le racisme, ne s'étalaient plus dans les kiosques *à journaux ? Et si le gouvernement* demandait à sa police qu'elle respectât non seulement les lois mais aussi les personnes, qu'elle n'offensât jamais la dignité d'aucun, *fût-il bien ou mal habillé, blanc de* peau ou fâcheusement coloré ? Et si les administrations traitaient les administrés avec attention, avec compréhension ? *Et si le pouvoir réduisait l'étalage des signes du pou*voir qui véhiculent dans les rues l'apparence du mépris ?

Ce ne sont rien que de minuscules exemples... L'illusion est de croire que l'on ne vaincra le racisme que par *l'antiracisme. Elle est aussi* de croire que nous nous préserverons de l'antisémitisme par la seule mémoire de l'Holocauste.

Il n'y a pas de différence radicale entre le raciste qui malmène un Arabe, *le chauffard qui sur une* route oblige à l'accident une voiture soudain détestée, et tous ces dénonciateurs dont les lettres anonymes laissent parler la haine. On ne peut *pas combattre utilement le racisme* si on ne le reconnaît pas sous tous ses visages.

D'où prennent donc vie aujourd'hui le respect de l'autre, le souci obstiné de sa dignité, même s'il nous dérange, même s'il nous inquiète ? D'où peut nous venir la honte d'être raciste ? Ils ne peuvent venir que d'une morale qui revendi*que, en toute circonstance*, le respect de l'homme, si différent, si étranger qu'il soit. Sans cette loi morale, nul fondement indiscutable au refus du racisme. Et *cette morale impose une* cohérence des comportements. M. Le Pen cultive avec talent ce que nous avons de pire en nous. Que les *partis politiques*, les médias, les intellectuels sollicitent ce que nous avons de meilleur, et le racisme sera probablement sans avenir. Il est pro*bable que les Français* l'attendent. Mais ils savent aussi que l'antiracisme n'est pas un aboutissement, qu'il est l'une des exigences du respect de l'homme, et que le respect de l'homme ne se divise pas.

JEAN-DENIS BREDIN
de l'Académie française

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : *André Fontaine*, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

TRAIT LIBRE



OTAN

Et si l'Allemagne s'inspirait du modèle français ?

par Etienne Copel

LES troupes soviétiques de RDA vont-elles rentrer en URSS ? Mieux, vont-elles rentrer en Russie ? Si *tel* est le cas, la sécurité de l'Europe occidentale sera d'un seul coup renforcée de façon spectaculaire et l'on pourra songer, sans déraison, à des réductions sensibles de nos dépenses d'armement.

Notre intérêt primordial, aujourd'hui, est de tout faire pour que ce retrait ait lieu sans heurts, sans malheurs. Or, malgré l'explosion naturelle de la liberté en Europe centrale, les dangers, *pour nous, demeurent*.

Des militaires désespérés sont, par nature, des hommes dangereux. *Or, pour* les hauts responsables militaires soviétiques, le retrait des troupes de RDA ne peut être qu'un déchirement. Car c'est là qu'est leur cœur. C'est là qu'ils ont installé, depuis des décennies, leurs plus belles unités blindées, leurs bases aériennes les plus modernes.

Une chance pour l'Europe

Si l'Allemagne, en se réunifiant, reste membre non seulement de la CEE et de l'alliance atlantique, mais aussi de l'organisation militaire intégrée *de l'OTAN, le déchirement* des Soviétiques peut devenir désespoir. Avant leur départ, ils se mettront à imaginer les « impérialistes », aux *ordres des Américains*, venant s'installer dans leurs casernes, leurs maisons, leurs lieux de détente et de loisirs... N'ayant pas démérité, ils se *sentiront* trahis, *poignardés dans* le dos. Et s'ils voient la possibilité de renverser le cours des choses, ils pourront être tentés par l'aventure (coup d'*Etat militaire*, *reprise* en main de l'Union, reconquête du glacis...). Pour leur propre avenir, leur propre sécurité, mais aussi pour l'Empire, pour la Russie. Et pour l'honneur. Il est donc fondamental de leur offrir une porte de sortie honorable.

Bien sûr, la neutralisation de l'Allemagne serait, pour eux, la meilleure formule. Mais à quel titre imposer cette solution aux Allemands s'ils ne la souhaitent pas ? Pour ceux-ci, la solution peut, sans doute, se trouver dans la *direction prise*, pour la France, par le général de Gaulle en 1966 : rester totalement fidèle à l'alliance atlantique tout en se retirant de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN.

Si, pour ne pas désespérer la haute hiérarchie militaire soviétique, il peut sembler souhaitable que l'Allemagne s'inspire ainsi de l'exemple *français*, il *n'est peut-être* pas indispensable qu'elle suive le modèle jusqu'au bout.

Elle n'est pas tenue, en particulier, de *demander*, *outre* le *retrait* du commandement militaire de l'OTAN, le départ de toutes les troupes alliées stationnées sur son sol. Le général de Gaulle, lui, avait lié les deux décisions – essentiellement pour des raisons psychologiques, – mais il n'y a là rien d'*obligatoire*. *L'on pourrait* très bien, d'ailleurs, en France, changer d'avis et admettre que des unités aériennes allemandes, par exemple, stationnent désormais en Beauce ou en Aquitaine.

En tout cas, même si l'Allemagne nouvelle ne refusait pas l'hospitalité à des troupes amies, il est clair qu'en retirant ses propres troupes de la hiérarchie intégrée de l'OTAN elle forcerait cette organisation à se rénover complètement. *Eh bien, tant mieux ! Quand* les *« circonstances »* changent, les structures doivent évoluer. N'en doutons pas, s'il faut aujourd'hui moins d'intégration et plus de coordination que dans l'immédiat après-guerre, l'OTAN saura s'adapter.

Au moment où l'on commence à entrevoir la naissance d'une Europe politique, comment pourrait-on ne pas se réjouir de voir les Allemands, *enfin tous libres*, *choisir* la voie ouverte il y a vingt-cinq ans par la France, celle de l'indépendance et de la solidarité ? Et si les Allemands suivent ce chemin, si les deux puissances les plus importantes du continent européen bénéficient du même statut par rapport à l'alliance atlantique, la construction du fameux pilier européen de l'alliance pourra enfin démarrer sur des bases solides.

Ne pas désespérer les officiers soviétiques est bon. Le faire en renforçant l'Europe est meilleur encore.

► **Le général Etienne Copel est ancien sous-chef d'état-major de l'armée de l'air.**

AU COURRIER DU Monde

Des médecins au chevet du Liban

Les médecins franco-libanais installés en France sont au nombre de mille deux cents, soit près de 0,8 % du corps médical français. Deux cent cinquante d'entre eux venus des quatre coins de France, se sont réunis le 19 mai à l'Assemblée nationale sur invitation de l'Association médicale franco-libanaise, que je préside et qui organisait un colloque sur le thème : comment soulager le Liban ? »

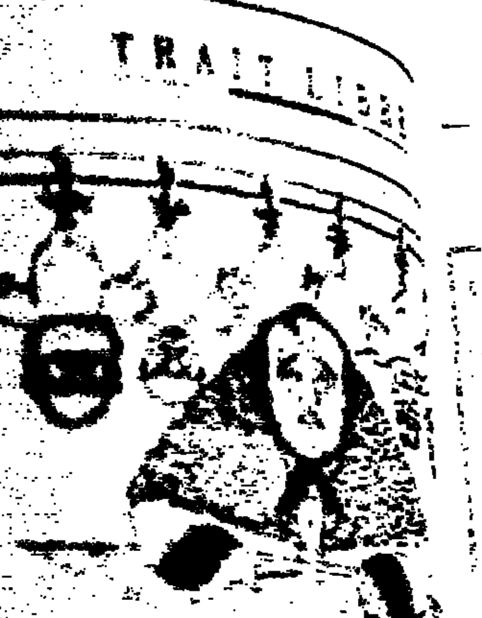
« Ces médecins ont posé un diagnostic : le blessé est sévèrement touché ; il faut arrêter l'hémorragie. Ils ont décidé de mieux s'organiser afin d'amplifier le mouvement d'aide déjà en cours tant à destination du Liban que des réfugiés *rapatriés* en France. Un bureau d'accueil va probablement recevoir une coordination médico-sociale *qui* sera à l'écoute des problèmes des arrivants de Beyrouth.

Français, ces *médecins* le *sont*, et ils ont ouvertement remercié la France pour les avoir accueillis et formés, pour leur avoir donné une autre chance et un nouvel espoir. *Libanais*, ils le sont toujours, car *au fond d'eux-mêmes, malgré* les quinze ou vingt années passées en France, il y a comme un sentiment de devoir inaccompli, qui résiste à l'épreuve du temps et qui se réveille à la vue des aveugles et des amputés.

A aucun moment, le terme de chrétien et de *musulman n'a* été prononcé, et c'était à se demander si les guerres libanaises avaient bien opposé des chrétiens et des musulmans...

PAUL TYAN
Paris

ÉTRANGER



Et si l'Allemagne s'ins
du modèle français

URSS : affrontements meurtriers en Arménie

Une vingtaine de tués et plus de 45 blessés près d'Erevan

Plus de vingt personnes ont été tuées et plus de 45 blessées dimanche après-midi 27 mai lors d'affrontements armés près de Sovietachen, dans la banlieue sud d'Erevan, selon les déclarations du quartier général de l'Armée soviétique à Erevan à l'AFP, lundi. Le porte-parole, joint par téléphone, a ajouté que les *« victimes étaient plutôt de l'autre côté »*, c'est-à-dire du côté des militants arméniens.

Peu auparavant, à Moscou, le centre de presse du ministère soviétique de l'intérieur avait indiqué que le dernier bilan faisait état d'*« au moins dix morts et de vingt blessés »*. Selon cette version, six Arméniens, tous armés, ont été tués dimanche matin lors d'un affrontement en gare d'Erevan, capitale de la République. Neuf autres ont été tués dans la soirée, a annoncé un porte-parole du ministère. Ils avaient établi un barrage sur une route conduisant aux faubourgs du sud d'Erevan.

Le Mouvement national arménien (MNA, indépendantiste) a déclaré que les troupes intérieures avaient tué un homme qui dormait dans une voiture devant leur quartier général, lundi matin, lors d'un troisième incident. Un porte-parole du mouvement a en outre déclaré que 30 civils avaient été blessés par balles lors du deuxième incident, dimanche soir.

Barricades sur les routes

Un journaliste de l'agence locale Armenpress a déclaré à Reuter par téléphone depuis Erevan que des centaines de milliers de personnes devaient prendre part lundi à une manifestation dans la ville. *« La moitié de la ville a cessé le travail. Les gens ont établi des barricades sur les routes d'accès à la ville pour empêcher de nouvelles troupes du ministère de l'intérieur d'entrer »*, a-t-il dit.

Il s'agit des affrontements les plus meurtriers en Arménie depuis l'essor du mouvement national local, il y a plus de deux ans. Le MNA, qui l'a mené, est sorti en position dominante des récentes élections locales dont un second tour devait se dérouler dimanche prochain. Vendredi, le commandant des troupes soviétiques de l'intérieur, le général Iouri Chataline, s'était rendu avec des renforts à Erevan, où la situation était *« explosive »*, avait-il dit, cité par la télévision de Moscou (*le Monde* daté 27-28 mai).

Le MNA conteste cette affirmation et dément aussi des propos attribués par TASS à son dirigeant Levon Ter Petrossian, qui aurait, selon l'agence, appelé la population à s'armer. Le MNA affirme au contraire avoir demandé aux différentes milices armées de ne pas défiler lundi 28 mai, journée anniversaire de l'indépendance arménienne.

La fusillade près de la gare a opposé des militaires ayant convoyé un train aux vitres brisées venu d'Azerbaïdjan à des *« extrémistes »*, selon les autorités militaires, qui ont ouvert le feu les premiers. Selon une version arménienne, un attroupement de civils s'est formé autour des soldats pour les *« convaincre de ne pas entrer dans la ville »*.

Les militaires ont par la suite négocié avec le MNA et auraient promis de cesser tout mouvement de troupes. Mais le déploiement de soldats près de la morgue aurait entraîné, selon les nationalistes, les nouvelles fusillades avec les milices arméniennes, qui se sont formées au début de l'année, au moment des affrontements frontaliers avec les Azéris.

S. Sh.

POLOGNE

• Les cheminots arrêtent leur grève
• Faible participation aux élections locales

Les premières élections totalement libres en Pologne depuis un demi-siècle, des élections municipales, ont connu dimanche 27 mai une faible participation. 42 % des inscrits se sont rendus aux urnes au lieu des 60 % annoncés dans les estimations, signe du découragement d'une population durement touchée par le plan d'austérité du gouvernement de Solidarité.

Le scrutin, qui devrait cependant voir une victoire aisée du mouvement de Lech Walesa, s'est déroulé dans un climat social tendu, avec la grève des cheminots, soutenue par le syndicat OPZZ, anciennement communiste. Entamée une semaine auparavant, cette grève paralysait tout le Nord-Ouest du pays, notamment les grands ports de la Baltique. Mais la radio polonaise a annoncé lundi matin que le comité de grève avait décidé dans la nuit de mettre fin à son mouvement après une visite surprise du président de Solidarité, M. Lech Walesa. Ce dernier s'est rendu à Slupsk (Nord-Ouest du pays) et a signé un accord avec le comité, par lequel les cheminots s'engageaient à reprendre le travail dès lundi matin. De son côté, le gouvernement *« examinera les revendications »* des grévistes, qui réclamaient 30 % d'augmentation salariale.

Le comité menacait de lancer une grève nationale d'avertissement d'une heure et demi, exigeant la venue de représentants du gouvernement pour négocier. Une négociation que celui-ci refusait tant que la grève se poursuivait.

Le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, qui commence lundi une visite officielle de quarante-huit heures à Paris, invoquait le risque de déclencher une cascade de revendications qui réduirait à néant le programme de réformes économiques et il dénonçait, de même que M. Walesa, l'exploitation du mouvement par le syndicat pro-communiste. – *(AFP, AP.)*

Enrayer la panique

Suite de la première page

On se serait cru à la veille d'un siège, d'une attaque atomique, d'une apocalypse qui a multiplié, sur Moscou, les ventes de farine par huit, celles d'huile de table par sept et fait doubler celles du... sel. Un peu partout ailleurs, la frénésie de stockage a été semblable et à mesurer, dimanche, à quel point les étalages étaient vides, on réalisait mieux à quel point le vide d'hier était relatif.

Tout peut toujours être pire et c'est en partant de ce constat que les nouveaux responsables de la municipalité de Moscou, des réformateurs radicaux, ont décidé de limiter pour deux semaines la vente des produits alimentaires aux seuls résidents de la capitale. On achètera désormais son saucisson sur « passeport intérieur » (l'équivalent de la carte d'identité) et cette mesure d'urgence est soudain venue illustrer l'ampleur du chaos politico-économique qui menace à chaque instant ce pays.

Car de proche en proche, ici, pour raisons conjoncturelles, là pour cause de déclaration d'indépendance et maintenant, à Moscou, c'est le chacun pour soi qui l'emporte.

Tant qu'il ne s'agissait que des républiques baltes ou même de Leningrad, le mal était limité mais avec la capitale, l'affaire devient maintenant sérieuse car y débarquent, quotidiennement, de un à trois millions de provinciaux, qui viennent y chercher ce qu'ils ne trouvent plus chez eux.

Avec la rationalité dont le communisme avait le secret, on pillait traditionnellement le pays profond pour remplir les vitrines de Moscou qui étaient aussi vidées par l'afflux d'acheteurs arrivés par trains et avions entiers des régions sacrifiées. Le système était absurde, mais si on le casse d'un coup – et c'est ce qui se passe aujourd'hui – on risque d'aviver l'antagonisme entre Moscovites et provinciaux et de développer un marché noir de dimensions encore inconnues.

Confusion politique

Tout pâles, les nouveaux élus de la capitale ne cachent d'ailleurs pas leur désarroi et les députés conservateurs du Parlement de Russie, élus pour la plupart hors de Moscou, ont aussitôt commencé de dénoncer les démocrates comme aristocrates affameurs du peuple. Sur fond de bataille pour la présidence de ce même Parlement de Russie, l'affaire est complexe et passionnelle.

Candidat soutenu par des réformateurs aux yeux desquels M. Gorbatchev ne va pas assez loin dans les réformes, M. Eltsine a ainsi tenté, samedi, de se défausser en déclarant haut et fort son opposition à une réforme dont le coût retomberait sur les épaules des plus pauvres. Ses déclarations ont autant ravi une partie de sa base que consterné nombre des députés qui le soutiennent et savent que le cassage définitif de l'économie bureaucratique passe inévitablement par de lourds sacrifices sociaux. Encore inégalé, mais à coup sûr bientôt dépassé, le niveau de confusion politique devient de cette façon extrême... sans, pourtant, que cela nuise vraiment au bon sens.

Samedi soir, après qu'un deuxième tour n'eut toujours pas permis de départager M. Eltsine et son adversaire ultra-conservateur, M. Polozkov, on ne parlait plus dans Moscou que de négocier un compromis permettant de dégager une majorité de centre gauche. La présidence irait à M. Eltsine qui laisserait en échange plusieurs importants fauteuils à des gorbatchéviens. L'accord se cherche et en attendant qu'il se trouve ou ne se trouve pas, M. Gorbatchev a essayé dimanche soir de calmer le jeu et rattraper la maladresse de son premier ministre, dont l'avenir semble plus que jamais compromis.

« Il ne faut pas céder à la panique », a-t-il déclaré en faisant valoir que le marché permettrait enfin d'utiliser rationnellement les immenses ressources de l'URSS, d'encourager l'initiative et la productivité, de récompenser l'effort et de pénaliser la négligence. A ceux qui lui reprochent d'aller trop loin dans la voie de la liberté des prix, il a dit qu'il y aurait *« compensations »* et que tout le monde, des ateliers d'usine aux conseils municipaux en passant par les parlements républicains devait faire converger ses propositions vers le pouvoir central.

« Cela passera »

A ceux qui lui reprochent au contraire d'avoir trop traîné et de n'aller pas assez loin, il a rétorqué que *« ne serait-ce qu'il y a deux ans ou un an et demi la société n'était pas prête »*. *« Nous aimons beaucoup les solutions simples aux problèmes compliqués*, a-t-il encore lancé, *mais cela signifie seulement que nous ne sommes pas encore libérés des illusions passées. »*

« Cela passera, a-t-il encore tranquillement affirmé en énumérant les lois à faire passer dans les mois à venir pour favoriser le marché et en prenant position, surtout, en faveur des mineurs, qui réclament la possibilité de commercialiser leur charbon comme ils l'entendent.

Selon un sondage que vient de publier l'hebdomadaire réformateur *Arguments et faits*, 31 % des Russes veulent renforcer l'économie planifiée dans tous les secteurs, 28 % souhaitent un complet passage au marché et 36 % veulent le plan dans les secteurs lourds, et le marché dans les services et l'industrie légère.

Il y a là la majorité de centre gauche que cherche M. Gorbatchev – ce qui ne signifie pas qu'il la trouvera.

BERNARD GUETTA

ROUMANIE : le début du procès de Nicu Ceausescu

La triste image d'un gosse de riche qui ne se reconnaît aucune responsabilité

Insignifiant. Tristement insignifiant. Ainsi est apparu Nicu Ceausescu, trente-neuf ans, lors de la première journée de son procès samedi 26 mai à Sibiu, la localité située à 250 kilomètres de Bucarest dont il était le premier secrétaire du Parti communiste au moment de la « révolution » de décembre.

SIBIU

de notre envoyé spécial

Avec sa veste grise, sa chemise bleue sans cravate, ses épaules légèrement voûtées et cette espèce de moue dédaigneuse dont ne peuvent se départir certains « gosses de riches », le fils cadet de l'ancien dictateur n'a eu, au cours de cette longue journée, aucun mot, aucune attitude un tant soit peu noble. A l'image des précédents accusés, minables et pleutres, Nicu Ceausescu a fondé toute sa défense sur le triptyque : je ne savais rien, j'ai été trompé, je ne voulais pas faire couler le sang.

Accusé de *« complicité de génocide »* – il y a eu quatre-vingt neuf morts à Sibiu – mais aussi de *« détention d'armes sans autorisation »* – Nicu avait une panoplie d'armes de collection – l'ancien ministre de la jeunesse a répondu point par point aux accusations portées contre lui. Le 17 décembre, au cours de la fameuse télé-conférence qui a permis à tous les hauts responsables du régime de déterminer la stratégie à suivre face à l'émeute qui avait commencé à Timisoara, Nicu Ceausescu n'a-t-il pas déclaré qu'il fallait *« tirer sans sommations »* ? Réponse de l'accusé : *« Je pensais qu'il s'agissait d'éléments étrangers et non de Roumains. Je croyais que nous étions en état de guerre. »* Il reconnaît que ce jour-là il avait fait *« un repas bien arrosé et qu'il était même un peu euphorique »*. Il lui faudra attendre le 20 décembre, dit-il, pour connaître, et ce grâce à la télévision italienne, la réalité des événements ! Le 21 décembre, il apprend que les manifestants sont dans le centre de la ville et préfère déménager le siège du parti.

« Vous avez bien entendu à ce moment-là, lui demande le président, *les tirs d'armes automatiques ?*

– Non, je ne connaissais pas ces bruits, je n'arrivais pas à les reconnaître, je ne savais pas de quoi il s'agissait.

– Vous avez pourtant fait votre service militaire?

– Oui, monsieur le juge, mais dans l'aviation ! »

Des « dissensions » avec ses parents

Nicu Ceausescu tentera ensuite de convaincre ses juges qu'il avait toujours été, lors de ces journées tragiques, partisan du dialogue. *« Je voulais convaincre les gens de retourner à leur travail, je voulais qu'on négocie avec les manifestants. »* Pour preuve, le 22, Nicu va même... mentir à sa mère qui lui demande au téléphone ce qui se passe à Sibiu. *« Je lui ai dit que tout allait bien parce que je ne voulais pas qu'on envoie ici quelqu'un du comité central qui aurait décidé d'une répression dure comme à Timisoara. »* Nicu expliquera aussi, quelques instants plus tard, qu'il avait des *« dissensions »* avec ses parents. *« Sur des sujets économiques mais aussi sentimentaux*, dit-il, *et pas seulement en privé, cela se passait aussi aux séances du parti »*.

Difficiles aussi, selon lui, auraient été ses relations avec Tudor Postelnicu, présenté comme le numéro deux du régime et qui a été condamné, en janvier dernier, à la prison à perpétuité. *« Apparemment, nos relations étaient amicales mais je lui ai dit que j'étais le seul à savoir qu'il voulait usurper le pouvoir et qu'il voulait tout balayer sur son chemin. »* Ce même Postelnicu qui devait être lundi 28 mai à la barre des témoins et dont on attend beaucoup de la confrontation avec l'accusé.

En fait, c'est avec ses mains, qu'il a très expressives, que le fils de l'ancien dictateur répondit à la question essentielle que lui a posée le président du tribunal : *« Mais alors, aviez-vous vraiment du pouvoir, entre la Securitate, l'armée... ? »* A ce moment-là, Nicu Ceausescu est resté muet mais a fait balancer ses mains de droite à gauche comme s'il voulait dire *« comme ci, comme ça »*.

Est-ce une défense bien préparée ? Est-ce la réalité ? L'impression générale qui dominait samedi soir à Sibiu était peut-être contenue dans ce geste dubitatif. Comme si ce garçon, un peu veule, avait préféré casser des voitures de sport, s'enivrer et courir après tout jupon qui passait devant lui, plutôt que de suivre la voie que sa mère avait tracée pour lui : succéder un jour à son père à la tête du pays. D'où, disent du moins certains témoignages, le *« laxisme »* qui a marqué son passage à Sibiu. *« Il n'était pas pire que les autres*, raconte un habitant de la ville. *Lorsqu'on arrivait à le voir, il parvenait même à débloquer certaines situations. Bien sûr, il fallait payer en échange. Mais ce n'était pas un homme d'appareil. »*

Parviendra-t-il à convaincre ses juges ? Sans doute pas, tant ces premiers procès des dignitaires de l'ancien régime paraissent tronqués. Non pas qu'ils se déroulent dans des conditions formellement injustes, mais parce qu'ils s'apparentent davantage à des « chroniques de sentences annoncées » plutôt qu'à une recherche réelle des responsabilités de quarante années de dictature.

JOSE-ALAIN FRALON

PAYS-BAS

Deux Australiens victimes d'un attentat imputé à l'IRA

AMSTERDAM

de notre correspondant

Deux jeunes gens qui s'apprêtaient à monter dans une voiture portant une immatriculation britannique ont été tués par un commando de trois hommes masqués dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 mai, à Roermond, ville du sud des Pays-Bas que fréquentent volontiers les permissionnaires des forces britanniques stationnées en RFA. Selon la police locale, les deux victimes sont des touristes australiens.

Il pourrait s'agir d'une méprise d'un commando de l'IRA. On avait d'abord cru qu'il s'agissait de deux militaires britanniques. Les tueurs ont agi en professionnels. Deux jeunes femmes, assises à l'arrière du véhicule, n'ont pas été atteintes.

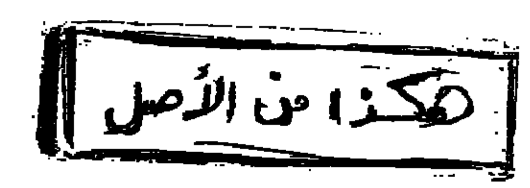
Un porte-parole de la police de Roermond a laissé entendre que les enquêteurs privilégiaient la piste de l'Armée républicaine irlandaise.

L'IRA s'est déjà manifestée deux fois aux Pays-Bas. Le 1er mai 1988, trois soldats britanniques avaient été tués dans le centre de Roermond dans des conditions similaires.

Neuf ans plus tôt, en 1979, c'est à La Haye que les indépendantistes irlandais avaient frappé en assassinant l'ambassadeur britannique aux Pays-Bas.

C. C.

□ **SUÈDE : le Parti communiste suédois se débaptise.** – Le Parti communiste suédois, le VPK (parti de gauche communiste), dont le congrès se tenait la semaine dernière à Stockholm, a voté samedi 26 mai en faveur de son changement de nom par 136 voix contre 133. Il s'appelle désormais Parti de gauche. – *(Corresp.)*



هكذا من الأصل

EUROPE

YOUGOSLAVIE : achevant son XIVe congrès

La Ligue des communistes renonce au monopole politique

BELGRADE

de notre correspondante

Le XIVe congrès « extraordinaire » de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY), qui s'était tenu à Belgrade du 20 au 23 janvier, avait été interrompu à la suite du départ spectaculaire de la délégation slovène. Quelques jours plus tard, les communistes slovènes rompaient avec la Ligue fédérale, qu'ils jugeaient trop imperméable aux tendances réformatrices et se transformaient en « Parti de la réforme démocratique », complètement indépendant. Ils furent suivis de peu par les Croates, qui fondèrent à leur tour le « Parti du changement démocratique ».

Samedi 26 mai, cent vingt-quatre jours après l'interruption, le XIVe congrès de la Ligue fédérale a été achevé en un temps record de trois heures et en l'absence des Slovènes, des Croates et des Macédoniens.

Sur les 1 510 délégués désignés par les six républiques et les deux provinces autonomes de la Fédération, 989 étaient présents samedi. Les onze d'entre eux qui ont obtenu la parole n'ont fait que paraphraser la brève déclaration qui a été a adoptée en fin de séance.

Dans ce texte, il est dit que la LCY a définitivement renoncé au monopole politique *« garanti par la Constitution »* et a dit « oui » au multipartisme, *« mais dans les limites de la société démocratique socialiste et du modèle fédéral »*.

Les orateurs ont aussi insisté sur la nécessité de réformer la LCY, qui *« était jusqu'à présent basée sur un modèle éculé de socialisme »* et de lui créer *« une nouvelle identité »*.

Renouveau démocratique

C'est pourquoi, ils ont décidé que le prochain congrès, celui *« du renouveau démocratique et de la réforme du programme de la LCY »*, aura lieu le 23 septembre 1990. Le comité de préparation du prochain congrès, qui a été élu samedi en séance plénière, ne comprend aucun Slovène, aucun Croate, ni aucun Macédonien.

Ciril Ribicic, leader du Parti de la réforme démocratique slovène a indiqué dans une lettre adressée aux délégués participant au congrès, qu'il était prêt *« à collaborer à l'avenir, mais qu'il ne se forcerait pas à créer une unité là où il n'y en a pas »*.

L'absence de M. Ante Markovic, premier ministre et membre jusqu'à présent de la LCY, a été remarquée, d'autant plus qu'il vient d'annoncer, lors d'une interview accordée à l'agence Reuter et à la BBC, qu'il allait – avec les membres de son gouvernement – fonder un nouveau parti. Celui-ci se basera sur le programme de réformes déjà mis en œuvre par le gouvernement et participera aux élections parlementaires qui auront lieu d'ici à la fin de l'année

FLORENCE HARTMANN

ASIE

BIRMANIE

L'opposition revendique la victoire aux élections législatives

L'opposition a revendiqué, dimanche 27 mai, la victoire aux élections législatives, premier scrutin pluraliste organisé en Birmanie depuis trente ans. La radio birmane a annoncé que la Ligue nationale pour la démocratie (LND), principal parti d'opposition, avait remporté 80 % des suffrages dans la circonscription du port de Rangoun. L'état-major de l'opposition a revendiqué la victoire dans deux autres circonscriptions urbaines.

A l'annonce des résultats, des milliers de partisans de la Ligue se sont rassemblés pour chanter victoire devant le siège de leur mouvement dans la capitale. Ils se sont cependant dispersés avant l'arrivée des troupes chargées de faire respecter le couvre-feu nocturne. Les dirigeants de la Ligue ont déclaré que le résultat du scrutin ne faisait pour eux plus aucun doute et que le problème était désormais de savoir si les militaires accepteraient d'abandonner le pouvoir qu'ils détiennent depuis septembre 1988. La junte ne semble cependant pas décidée à abandonner le pouvoir aux civils. Le Conseil d'Etat de restauration de la loi et de l'ordre, qui a pris le pouvoir en septembre 1988 en écrasant dans le sang une insurrection populaire, a récemment déclaré que son retrait devrait être précédé par l'adoption d'une nouvelle Constitution et la formation d'un nouveau gouvernement, ce qui pourrait prendre deux ans.

La participation au scrutin a été massive en dépit de l'absence des ténors de l'opposition qui sont assignés à résidence et n'ont pas été autorisés à faire acte de candidature. La loi martiale, en vigueur depuis novembre dernier, n'a été levée que partiellement à l'occasion du scrutin. Deux mille deux cent neuf candidats appartenant à quatre-vingt-treize formations politiques et quatre-vingts candidats indépendants se sont disputé quatre cent quatre-vingt-cinq sièges. Aucun incident sérieux n'a été jusqu'ici rapporté au cours d'un scrutin dont l'issue dépendra, avant tout, du vote dans les campagnes où le poids de l'armée demeure décisif.

J.-C. P.

□ **CAMBODGE : la réunion des « cinq » à New-York.** – Les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS), qui ont tenu leur quatrième réunion sur le Cambodge à New-York, ont lancé une invitation aux quatre factions cambodgiennes à une réunion commune à Paris avant la mi-juillet. Les « cinq » se sont en outre félicités *« des récents pas positifs vers la paix au Cambodge »*, une allusion, notamment, à la reprise d'un dialogue sino-vietnamien. Ils accueillent favorablement la perspective d'une réunion à Tokyo, les 4 et 5 juin, entre *« les parties représentatives du Cambodge »*. Le prince Sihanouk a indiqué, le 22 mai, qu'il s'apprêtait à signer un cessez-le-feu sur place au nom de l'opposition armée avec le premier ministre de Phnom-Penh. – *(AFP.)*

□ ***COREE DU NORD* : Pyongyang restitue les dépouilles de cinq soldats américains.** – Les autorités nord-coréennes ont remis, lundi 28 mai, à une délégation du Congrès américain les dépouilles de cinq soldats américains tués pendant la guerre de Corée (1950-53). Selon Washington, 8 177 militaires américains et alliés ont été portés disparus pendant le conflit. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

COLOMBIE : l'élection présidentielle

La victoire du candidat libéral est un défi lancé à la mafia de la drogue

Il n'y a pas eu de drame, pas de surprise non plus. C'est dans un calme quasi général que les Colombiens ont choisi le 27 mai leur futur président. Les « narcos » n'ont pas déclenché l'ultime offensive de terreur qu'ils semblaient promettre pour le jour du scrutin. Les 200 000 soldats et policiers qui ont quadrillé le pays étaient en mesure, il est vrai, de les en dissuader. Seuls quelques incidents dus à la guérilla auraient été signalés ici et là. Le gouvernement a donc pu recourir à son image favorite en disant que le bulletin de vote avait triomphé des bombes, que la démocratie avait vaincu les stratèges de la déstabilisation.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

« Nous avons tout fait pour éviter les actions des violents » a dit le président Barco. Dans le langage châtié du pays, les *« violents »* sont – entre autres – les terroristes de la mafia. La Colombie a été mise en effet en état de siège : contrôles sur les routes, fouilles, villes quadrillées soumises à de multiples perquisitions. A deux jours du scrutin, la police de Bogota a découvert et arrêté une bande de sicaires qui avaient fait exploser trois voitures piégées ces dernières semaines : six individus, dont un sergent de l'armée de l'air, qui avaient emmagasiné plus d'une tonne de dynamite et s'apprêtaient à multiplier les attentats.

Mais la démocratie a-t-elle tout à fait gagné ? On peut en douter au vu du taux élevé d'abstentions : 55 %. Sans doute la participation électorale a toujours été faible en Colombie . Elle avait progressé néanmoins ces dernières années. Le chiffre en tout cas a surpris. Il indique que le climat de violence et d'intimidation créé par les capos de la mafia – et par tous ceux à l'extrême droite qui veulent miner le système colombien – a joué son rôle. Le scrutin a eu lieu, sans doute, les principaux candidats en lice depuis un mois sont arrivés vivants au jour de l'élection, mais celle-ci n'a concerné finalement que moins d'un Colombien sur deux.

Guerre sans merci

En revanche, la journée du 27 mai a été sans surprise quant au nom du vainqueur. Les sondages avaient indiqué que le candidat du Parti libéral au pouvoir Cesar Gaviria gagnerait haut la main. Il réunit à lui seul le même nombre de voix que ses trois principaux concurrents sans atteindre le score de 58 % suffrages exprimés obtenu en 1986 par Virgilio Barco.

La victoire de Cesar Gaviria n'est pas de nature à plaire aux barons de la cocaïne. Avec lui, ces derniers sont assurés que continuera la guerre sans merci menée depuis neuf mois par le gouvernement Barco. Les deux candidats conservateurs, Alvaro Gomez et Rodrigo Lloreda ont déclaré pendant leur campagne qu'il fallait prendre au mot les *« extradables »* et examiner leur offre de reddition faite au début de l'année. Cesar Gaviria a tenu un autre langage. Il refuse tout simplement de *« dialoguer »*.

Percée spectaculaire du M-19

Le futur président a aussi laissé entendre qu'il ne gouvernerait pas seul, qu'il ouvrirait son cabinet aux diverses forces politiques présentes le 27 mai. Il n'a pas exclu non plus le principal parti de gauche, le M-19, de son offre de collaboration. Cet ancien mouvement de guérilla qui guerroyait encore l'année dernière dans les sierras proches de Cali a fait une percée spectaculaire avec les quelque 12 % de voix obtenus par son candidat Antonio Navarro.

Lors du scrutin présidentiel de 1986, la gauche avait été également présente, mais c'était avec un candidat marxiste, Pardo Leal, président d'une coalition d'Union patriotique qui comprenait de nombreux anciens guérilleros du PC. Son score avait été faible, environ 4 % des voix. Depuis, l'Union patriotique a pratiquement été éliminée de la vie politique avec l'assassinat de plus d'un millier de ses militants et de ses candidats présidentiels successifs, ainsi qu'avec l'exacerbation de ses divisions internes.

Le M-19 a occupé sa place et malgré l'assassinat de son chef historique Carlos Pizarro qui était son candidat au scrutin du 27 mai, il a gagné, avec le numéro deux du parti, Antonio Navarro, une frange de l'électorat visiblement sceptique à l'égard des autres candidats.

Son succès donne à la gauche l'espace politique qu'elle cherchait depuis longtemps. Pour y parvenir il a présenté un programme en retrait par rapport aux idéaux de ses premiers dirigeants : il ne parle pas par exemple de réforme agraire alors qu'il s'agissait autrefois d'un de ses objectifs prioritaires.

L'ouverture politique symbolisée par le succès du M-19 devrait se concrétiser avec la convocation d'une assemblée constituante dont le principe a été approuvé par les électeurs le 27 mai. Cette assemblée devra procéder à un sérieux aggiornamento des institutions colombiennes. Le Parlement devrait être réformé pour gagner plus de poids en tant qu'institution et pour retirer certains de leurs privilèges à des congressistes transformés actuellement en lobby d'intérêts.

Cette mise à jour générale devrait faciliter la participation populaire dans la vie de la nation. Plusieurs projets de réforme constitutionnelle avaient échoué sous les gouvernements précédents. Il appartiendra à Cesar Gaviria d'être l'homme de la rénovation.

CHARLES VANHECKE

Cesar Gaviria : la stratégie de la jeunesse

BOGOTA

de notre envoyé spécial



Si la jeunesse est une vertu, dans un pays traditionnellement dirigé par des caciques blanchis sous le harnais, Cesar Gaviria est assurément un vertueux. Il porte ses quarante-trois ans avec l'allure timide, le sourire emprunté d'un cadre à peine sorti de l'université.

De cette juvénilité extrême il a fait une stratégie : ses conseillers pendant la campagne n'avaient guère plus de la trentaine. Le vieux Parti libéral qu'il préside a pour secrétaire général un homme de vingt-six ans. Lorsqu'il prendra ses fonctions le 7 août, il aura pour ministre, dit-on, des hommes de sa génération.

N'est-ce pas le premier signe de changement ? Ses adversaires disent que ce sera aussi le dernier. Ils le présentent comme l'homme de la continuité. Par rapport à Virgilio Barco, le président chenu dont il a été deux fois ministre, Cesar Gaviria n'innoverait ni en économie qu'il continuerait de gérer sans audace réformiste, ni dans la lutte contre les *« narcos »* qui le mènerait lui aussi dans l'impasse.

De fait, Cesar Gaviria n'a rien d'un trublion. Natif de Pereira au pied de la cordillère centrale, économiste de formation, il a fait toute sa carrière politique au sein du Parti libéral, occupant dès l'âge de trente et un ans un poste de vice-ministre du développement.

En 1986, il a dirigé la campagne électorale de celui dont il s'apprête à prendre la succession et dont il a dû reconnaître ces derniers mois les défauts : une inaptitude à *« communiquer »* et à obtenir les adhésions nécessaires pour surmonter la crise sanglante que traverse le pays.

C'est après avoir occupé le ministère des finances puis celui de l'intérieur qu'il rejoint en 1988 l'homme qui incarne alors au sein de son parti un réel souci de rénovation : Luis-Carlos Galan dont il devient le chef de campagne à l'époque où ce dernier prépare sa candidature pour l'élection de cette année.

L'assassinat de Galan par les narcotrafiquants en août 1989 laisse un vide que les vieux dirigeants libéraux comblent en faisant de Gaviria son héritier.

Le jeune ex-ministre assure l'ensemble de l'héritage. Comme Galan, il déclare qu'il luttera sans merci contre les terroristes de la mafia : pas de négociations ni de concessions possibles. Il justifie la politique d'extradition rejetée par la plupart des autres candidats en affirmant qu'il n'y renoncera que le jour où la justice colombienne sera en mesure de remplir sa mission.

En économie, il est partisan d'une ouverture vers l'extérieur amorcée par l'actuel président. Ses préoccupations sociales sont restreintes : il raisonne en chef d'entreprise soucieux avant tout d'efficacité. Aussi en quelques mois de campagne a-t il réussi à cristalliser sur son nom l'aspiration aux réformes qui habite nombre de Colombiens fatigués par trente ans d'un bipartisme fossilisé.

Un souffle d'air frais devrait passer dans la vie politique colombienne si Gaviria tient les promesses de son âge et procède à la relève de génération – et de mentalité – qui s'impose au plus haut niveau.

C. V.

□ **PANAMA : le général Noriega va être jugé pour « assassinat » d'officiers rebelles.** – L'ex-homme fort du Panama, Manuel Antonio Noriega, sera jugé au Panama pour répondre de l'accusation d'*« assassinat »* d'une dizaine d'officiers panaméens, dont le major Moises Giroldi qui avait dirigé une tentative de putsch en octobre dernier, a annoncé, samedi 26 mai, la presse panaméenne. Accusé de trafic de drogue par la justice américaine, le général Noriega est actuellement détenu dans une prison de Miami (Floride). – *(AFP.)*

□ **GUATEMALA : ouverture d'un premier dialogue entre la guérilla et les forces politiques.** – La guérilla et neuf partis politiques du Guatemala, dont le Parti démocrate-chrétien au pouvoir, devaient se réunir pour entamer un dialogue, lundi 28 mai à Madrid, et ce pour la première fois depuis le début du conflit armé qui a fait en trente ans plusieurs dizaines de milliers de morts et de disparus au Guatemala. – *(AFP.)*

□ **PEROU : Mario Vargas Llosa et Alberto Fujimori à égalité dans les sondages.** – L'avance d'Alberto Fujimori sur Mario Vargas Llosa dans la course à la présidence du Pérou s'est évaporée et les deux candidats à l'élection du 10 juin prochain sont maintenant au coude à coude. Selon un sondage de l'Institut Apoyo publié samedi 26 juin, M. Vargas Llosa est donné vainqueur avec 45 % des intentions de vote, contre 37 % à M. Fujimori. Par ailleurs, trois autres sondages ne constatent qu'un point de différence entre les deux candidats dans les réponses enregistrées. – *(Reuter.)*

QUES

ndidat libéral

mafia de la drogue

LA MARQUE CASINO INTERDITE DE TELEVISION !

DOMMAGE...



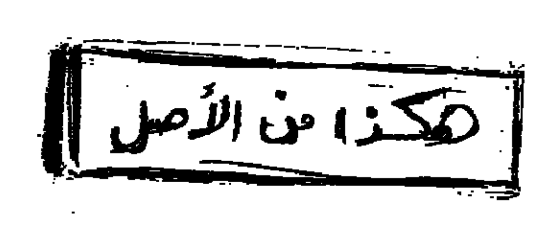
Oui, c'est vraiment dommage qu'en 1990, au moment où l'on parle de compétition, d'efficacité, de communication bien sûr, que l'on interdise à une entreprise comme CASINO de faire de la publicité à la télévision sur ses produits qu'elle fabrique dans ses usines ou qu'elle élabore avec les grands de l'industrie agro-alimentaire.



Dommage pour les consommateurs! Un simple message publicitaire de vingt secondes leur permettrait de savoir que 3 tablettes de chocolat supérieur au lait 100 g CASINO, fabriquées dans ses usines et d'une qualité tout à fait comparable aux grandes marques, ne coûtent que 8F95* dans toutes les grandes surfaces CASINO.

* soit le kg 29 F 83

LE BON N'EST PAS PLUS CHER



ENQUÊTE

Plaies d'Afrique

Suite de la première page

La nouvelle grande peur de cette Afrique stratégiquement dépréciée, c'est *tout simplement qu'on l'oublie*. Au profit de l'Asie, méritante parce qu'elle « s'en sort », mais surtout de l'Europe ex-communiste, elle aussi dans le besoin. Elle craint de faire les frais des retrouvailles entre les frères du Nord. Le désir de l'Occident d'épauler ses fragiles démocraties renaissantes prend la forme d'un « est-mondisme » qui dissimule mal de vieux réflexes malthusiens. L'Afrique redoute d'autant plus ce néocartiérisme planétaire qu'elle sait son *« crédit d'indulgence »* largement épuisé. L'afropessimisme résigné *(« Il n'y a vraiment rien à faire ! »)* alimente l'afrophobie méprisante *(« A quoi bon les aider ? »)*.

« L'Europe de l'Est ressemble à une jeune beauté, note un dirigeant kényan, *l'Afrique à une vieille dame ridée. »* Même si l'Occident se défend de vouloir choisir entre la jeune et la vieille, sa générosité a des limites. Dans cette compétition pour l'*« argent de l'aide »*, l'Afrique n'est pas la mieux placée (elle ne dispose, par exemple, d'aucun lobby à Washington). Déjà, l'indifférence – sa pire ennemie – se devine à d'autres signes. Les réunions annuelles de l'OUA n'intéressent plus grand monde. Les conférences franco-africaines, tournant au rite, s'espacent discrètement.

« Effet Gorbatchev », « effet Ceausescu »

La marginalisation économique du continent aggrave son déclassement. L'Afrique noire ne contribue plus que pour 1,5 % au commerce mondial. Son PNB avoisine celui de la Belgique. Les entreprises étrangères, même japonaises, lui retirent leurs capitaux. L'investissement par tête en Afrique est trois fois moindre, en monnaie constante, qu'il y a treize ans. Le marasme industriel, la vétusté des transports, les pesanteurs administratives, les abus du népotisme, les trop grands risques encourus pour d'incertains profits expliquent ce désintérêt croissant. En revanche, l'Afrique reste le bénéficiaire privilégié de l'aide publique au développement (1/3 du total pour seulement 11 % de la population mondiale).

L'Afrique subit, conjugués pour son salut, l'« effet Gorbatchev » et l'« effet Ceausescu » : le premier libère la parole, restaure la vérité, ranime la démocratie ; le second accuse les dictatures familiales, fragilise les pouvoirs personnels, fait réfléchir les *« chefs »*. Devenus des *« citoyens du monde »*, de mieux en mieux informés – même en brousse – beaucoup d'Africains ont vécu d'autant plus intensément les révolutions d'Europe de l'Est, qu'ayant perdu foi en leurs régimes, ils étaient dans l'attente. La démocratie étant contagieuse, certains – d'Abidjan à Libreville – l'ont vite « attrapée ».

Cinq pays d'Afrique noire – sur quarante-six – fonctionnent, à des degrés divers, en démocratie : le Botswana, la Gambie, le Sénégal, l'île Maurice – la plus authentique – et la toute jeune Namibie (2). Ailleurs, le chef gouverne sans partage. Il n'a ni second ni dauphin. Héritage de la tradition des royaumes, réponse aux besoins d'une époque – l'enfance des Etats postcoloniaux – le culte du chef infaillible, offert à l'adulation populaire, du guide au destin réglé par la Providence, et de tous ceux que Bertrand de Jouvenel appelle les *« montreurs de conduite »* ne disparaîtra pas de sitôt. Symptôme aigu de la concentration du pouvoir, il atteste la puissance d'incantation des régimes africains.

Pourtant, au-delà même du style, les mœurs politiques évoluent rapidement, ici et là. *« Je préfère l'injustice au désordre »*, répétait Félix Houphouët-Boigny. Il le pense encore mais n'a plus l'autorité politique pour faire respecter sa préférence. *« On ne dira pas de moi : voici l'ancien président du Mali »*, jurait naguère Modibo Keita, avant d'être démenti par les faits. Aujourd'hui, qu'ils aient ou non conquis leur trône par la force (environ quatre-vingts coups d'Etat en trente ans) certains chefs consentent – c'est une révolution – à envisager leur « sortie du pouvoir », voire à l'organiser, à l'exemple des deux seuls leaders qui planifièrent en douceur leur départ, le Sénégalais Léopold Senghor et le Tanzanien Julius Nyerere (3). Houphouët-Boigny s'apprêterait à sacrer son successeur. Au Bénin, le président Mathieu Kerekou passe la main sans le dire.

Mieux : des chefs renoncent à l'instrument du pouvoir absolu, ce parti-Etat tentaculaire qui, comme au Zaïre, recrutait les « citoyens » dès leur naissance. Ils instaurent ou restaurent le multipartisme, parfois inscrit dans la Constitution (Côte-d'Ivoire). Même Julius Nyerere, jadis prophète vertueux du socialisme tanzanien, admet – parce qu'il est à la retraite ? – que le monopartisme n'est pas un *« vœu de Dieu »*.

Ces chefs ont-ils oublié les alibis qui firent du parti unique l'indispensable outil de la transformation sociale ou le creuset de l'unité nationale ? Ce système qu'ils vantaient n'empêcha ni l'aggravation des inégalités ni les conflits – ou les dosages – ethniques. En Afrique aussi, les partis uniques ont logiquement produit leur nomenklatura. Au lieu d'estomper le tribalisme, ils l'ont abrité, en se *« villageoisisant »* (4). A cet égard, l'armée fut plus souvent un facteur d'intégration nationale. Et la grande ville, avec ses brassages, reste le plus sûr remède au tribalisme.

Naissance d'une opinion publique

Certains leaders, moins audacieux, se contentent de promettre des réformes. D'autres, enfin, se cramponnent à leur sceptre. Ils voient dans le multipartisme un *« retour à l'âge de pierre »* (Kenneth Kaunda), l'objet d'un *« complot capitaliste »* (Robert Mugabe) et tiennent ses avocats pour des *« marionnettes du colonialisme »* (Daniel Arap Moi). Combien de temps pourront-ils résister au changement ?

Le multipartisme africain – n'est-ce pas M. Chirac ? – n'est ni une panacée ni une fin en soi. Il ne garantit ni la démocratie ni la morale publique, encore moins le développement. Il peut même comporter certains risques – l'émiettement politique, le foisonnement tribal – et décevoir plus d'une espérance. Voilà pourquoi les « sociétés civiles », là où elles peuvent enfin s'exprimer, demandent une véritable démocratisation des régimes africains, quelle que soit leur idéologie de façade. Celle-ci suppose la mise en place de contre-pouvoirs, une profonde décentralisation, et surtout l'abandon des méthodes de gouvernement en vigueur sur le continent, du paternalisme à la dictature. L'Afrique aspire à une nouvelle culture politique, et elle le dit.

Une opinion publique est en train de naître, qui réclame la démocratie tout court, ni « guidée » ni « populaire », la démocratie *« sans mystères »* (comme l'observe un ancien ministre ougandais) ; qui refuse cette introuvable « troisième voie » entre capitalisme et communisme trop longtemps promise au tiers-monde ; qui entend interpeller des pouvoirs devenus méfiants envers leur peuple à force de ne dialoguer qu'avec eux-mêmes.

Depuis trente ans, de grève en émeute vite réprimées, les sociétés africaines furent bien moins dociles qu'on ne l'a dit – quoique plus avides de l'Etat de droit – même si la peur finissait presque toujours par l'emporter. Pour survivre vaille que vaille, en esquivant les méfaits du pouvoir, l'Africain de la rue se réfugie dans l'humour, la dérision, la fraternité mystique des sectes. C'est ce qu'on appela joliment la *« part de l'escapade »* (5). Quant aux intellectuels, expatriés de gré ou de force, ils s'étiolent rapidement aux soleils pâles de l'exil. Mais *« l'élasticité sociale »*, décrite par les ethnologues, autrement dit la capacité du petit peuple à endurer ses malheurs, à faire de la résistance passive, n'est pas sans limites.

La colère a surgi des classes moyennes atteintes par la rigueur ambiante : fonctionnaires, professions libérales, étudiants. En Côte-d'Ivoire, par exemple, les employés des villes ont craint de perdre certains acquis, dès lors que la crise financière malmenait le libéralisme social dont le pouvoir avait longtemps tiré une juste fierté. Sur les campus, les doléances corporatistes (bourses, loyers, qualité de l'enseignement) prirent vite un tour politique. Chômeurs potentiels ou salariés en sursis, les *« longs crayons »* d'Afrique, étudiants ou fonctionnaires débutants, sont en première ligne face à l'austérité.

Démocratie et économie de marché

Aux marges de deux mondes et de deux époques, ce sont souvent des mutants, un pied en brousse, l'autre à la ville, déjà déracinés mais encore soumis à la tyrannie familiale. Qui dira les tourments du « boursier » harcelé par ses innombrables cousins, qu'il doit nourrir et loger ? Les sacrifices du jeune marié alimentant en mandats ses vieux parents qui ont tant investi en lui ? En Afrique, on n'échappe pas facilement à l'emprise des aînés, sauf à subir la honte due aux ingrats, ou à tourner le dos une fois pour toutes au village natal abandonné à ses petites jalousies, ses querelles et ses sortilèges.

L'Afrique « qui bouge » revendique en même temps la démocratie et l'économie de marché, consciente à son tour que le capitalisme est le moins mauvais des systèmes de production, que le développement se fonde sur l'épanouissement individuel et collectif. Seules des sociétés concernées par leur propre sort, et où régnera un minimum de confiance entre le pouvoir et son peuple, apporteront à l'Afrique le dynamisme qui précède toute modernité.

C'est alors que les comportements pourront évoluer, que le chef, exposé au jugement des siens, devra peu à peu renoncer à ce que le petit peuple du Cameroun appelle la *« politique du ventre »* et qui consiste pour celui qui *« s'est mis debout »* à accumuler toujours plus de richesse avant de la redistribuer – plus ou moins – de *« cadeauter »* – comme on dit au Ghana – parce que la prospérité partagée est une chance, une vertu, la source du prestige (5). Alors seulement s'atténuera cette corruption dont l'Afrique n'a pas l'apanage et qui, chez elle, permet souvent aux plus pauvres de survivre.

Trente ans après, tout bilan des indépendances, si désenchanté qu'il soit, exige qu'on le nuance, d'un pays à l'autre. A côté des crimes et des misères, les Etats adolescents ont partiellement étanché la soif de dignité de leur peuple tout en forgeant l'unité nationale. De formidables bouleversements sont en cours : la promotion scolaire, l'explosion urbaine, le métissage ethnique. Certains régimes ont avec courage misé à fond sur l'enseignement, comme en témoignent les énormes progrès de la francophonie. Le continent a ainsi accumulé un précieux capital intellectuel.

Seul l'avenir attestera la sincérité de certains dirigeants manifestement trop soucieux de retrouver, grâce à une cure de réformisme, leur crédit perdu : seul le temps fera la part de l'opportunisme et de la conviction. Plus d'une révolution pacifique risque de dégénérer en Thermidor tropical. Mais ailleurs, l'Afrique aura enfin la chance de vivre sa *« seconde indépendance »*.

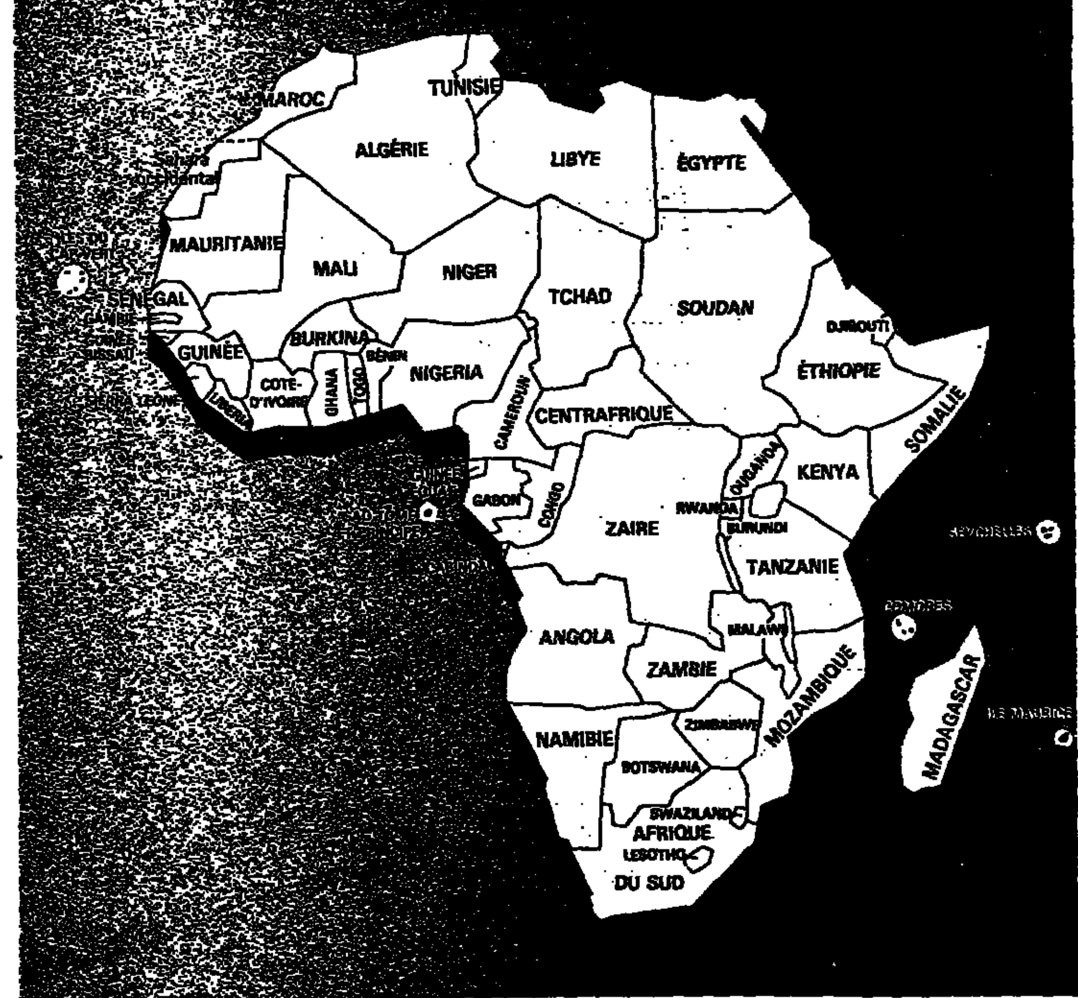
JEAN-PIERRE LANGELLIER

(2) Auxquels on peut ajouter Madagascar, qui a retrouvé le multipartisme et une presse au ton assez libre.

(3) D'autres chefs d'Etat, tel M. Ahidjo au Cameroun, ont cédé la place, plus ou moins contraints et forcés.

(4) Pour reprendre un néologisme de l'écrivain congolais Sony Labou Tansi.

(5) Jean-François Bayart dans son ouvrage de référence *l'Etat en Afrique* sous-titré *la Politique du ventre*, Fayard 1989.



Prochain article :
MATIÈRES PREMIÈRES, DU MIRACLE AU MIRAGE
par ERIC FOTTORINO

AFRIQUE


GABON : tension persistante et manifestations

Plus des deux-tiers des Français ont quitté Port-Gentil

Un millier de personnes ont à nouveau manifesté, dimanche 27 mai, à Port-Gentil à l'appel du Parti gabonais du progrès (PGP) pour demander le départ du président Omar Bongo. Un type de rassemblement qui devient habituel dans la deuxième ville du pays.

Les femmes, regroupées à l'avant du cortège, des fichus rouge et noir noués sur la tête, chantent à la mémoire de Joseph Rendjambe, le secrétaire général du PGP, retrouvé mort mercredi matin dans un hôtel de Libreville, dans des circonstances toujours non élucidées.

Alors que le défilé traverse Port-Gentil, de petits groupes se forment dans les rues et discutent de l'avenir de cette petite ville où l'activité économique s'arrête peu à peu, après les pillages des premiers jours et le rapatriement de quelque 1 800 ressortissants français sur les 2 500 qui résidaient à Port-Gentil avant le début des troubles.

Aucun incident grave n'a été signalé dimanche à Port-Gentil, où la situation demeurait cependant *« confuse et chaotique »*, selon les habitants. De petits groupes de manifestants, armés de fusils de chasse, tounent dans la ville, mais sans jamais chercher l'affrontement. L'armée française a renforcé son dispositif dans la ville et contrôle tous les points stratégiques, en particulier l'aéroport, qui a été déclaré *« aéroport militaire »* et est interdit au trafic civil jusqu'à nouvel ordre. A Libreville, la situation était tout à fait normale.

Les obsèques de M. Rendjambe devaient avoir lieu lundi ou mardi dans le village d'Ombué, au sud de Port-Gentil. La famille Rendjambe et les sympathisants du PGP voudraient que le cercueil du défunt soit d'abord exposé à Port-Gentil, mais les autorités gabonaises redoutent qu'une telle cérémonie n'engendre de nouveaux troubles. Cinq ministres qui s'étaient rendus samedi à Port-gentil dans l'espoir d'ouvrir des négociations avec des membres du PGP sont rentrés à Libreville sans qu'aucun progrès n'ait été enregistré.

« Ne pas faire couler le sang »

L'équivalent d'une compagnie de la Légion étrangère, soit une centaine d'hommes, et de nouveaux moyens de commandement sont arrivés samedi à Port-Gentil, ce qui porte à 300 hommes les renforts envoyés de France. Au total, les effectifs militaires français atteignent désormais près de 1000 hommes. Dans une mise au point, le ministère des affairs étrangères a rappelé dimanche que *« les forces françaises au Gabon ont pour unique mission d'assurer la sécurité des Français et des opérations de rapatriement volontaire et en aucun cas d'assurer le maintien de l'ordre. »*

De son côté, le gouvernement gabonais a donné pour consigne aux représentants de la force publique de *« ne pas faire couler le sang »*. Le général Idriss N'Gari, chef d'état-major des forces armées, a demandé d'être *« patients avec les manifestants »* précisant : *« Nous ne sommes pas au bout du tunnel, mais nous allons y parvenir. »* – (AFP, Reuter, AP.)

A Lambaréné, les Français ont peur...

« Nous ne voulons pas être là au moment des règlements de comptes »

LAMBARENE

de notre envoyé spécial

Accueil plutôt frais, dimanche, à l'hôpital Albert-Schweitzer toujours géré par une fondation pour laquelle travaillent vingt-deux étrangers. La directrice-adjointe est une Française, par ailleurs *« agent consulaire »*. Malgré sa fonction, *« elle n'a plus de téléphone depuis quatre mois »*. Bien que le site paisible et majestueux au bord d'un large bras d'eau soit proche de la ville, elle *« n'a rien entendu »* et préfère que *« nous allions nous renseigner auprès du gouverneur »*.

Inutile de suivre ce mauvais conseil. Le spectacle parle de lui-même. Les bancs d'une école saccagée ont servi à faire un barrage à l'entrée de la ville. Le tribunal a été incendié par les détenus qu'une partie de la population a libérés de prison. Ensuite, à peu près tous les magasins ont été enfoncés et pillés. Hors le gros œuvre, il ne reste plus rien des nombreux points de vente de la chaîne Gaboprix ni du grand magasin d'Etat Les matériaux du Gabon. Les stations-service ont subi le même sort, ainsi que la Maison du parti.

Les langues se délient dans le restaurant d'un Français qui nous offre la chaleureuse hospitalité d'un vieux broussard dans cette ville privée de pain et de beaucoup d'aliments : *« Ça a commencé jeudi par des défilés plutôt gentils avec des chansons contre le parti gouvernemental. Ensuite, ça a vite dégénéré. Vendredi, les émeutiers sont passés devant un commissariat. Les flics ont laissé faire. Certains ont même mis la main à la pâte pour ouvrir le coffre d'un grand magasin. Les commerçants libanais et maliens ont dégusté. Vous savez qu'en Afrique les commerces sont rarement tenus par les nationaux. Forcément, les patrons seraient obligés de faire crédit à toute la rue ou tout le village à cause des liens familiaux et de la pauvreté. Depuis l'envoi de quelques renforts de police, ça c'est un peu calmé. Mais les pillages ont lieu la nuit, malgré le couvre-feu. »* Le restaurateur français est aussi patron d'un grand magasin d'alimentation qui a été épargné jusqu'à présent. *« On campe sur les balcons avec les fusils »*. Lui et sa femme sont parmi les très rares expatriés qui veulent rester. *« J'ai quitté la maison cette nuit*, raconte la femme. *Ça brûlait à côté pendant que mon mari montait la garde. J'ai débarqué à l'Hôtel Sofitel à 2 heures du matin »*. Le propriétaire des murs du magasin d'alimentation est un général gabonais. *« Je lui ai demandé de l'aide*, raconte notre hôtesse. *Il m'a répondu : « Ma pauvre dame nous n'avons plus de militaires, tellement il en faut dans tout le pays »*.

« Ils veulent le départ de Bongo »

Sur la quarantaine de Français qui vivent à Lambaréné, une quinzaine sont réfugiés avec femmes et enfants dans la mission des Sœurs de l'Immaculée Conception. *« Hier*, raconte un homme, *« un hélicoptère de l'Armée française s'est posé ici. Deux capitaines français, des bérets verts, sont venus demander qui voulait partir. Mais je crois qu'ils voulaient surtout s'occuper des dépôts d'essence qu'ils ont ici. Ce matin, j'ai pu avoir l'ambassade au téléphone. On m'a dit qu'un avion venu de Centrafrique nous prendrait si nécessaire. Mais on ignore toujours quand. Si ça continue, on va organiser un convoi nous-mêmes. »*

Lambaréné est doté d'un petit aéroport sur lequel un Fokker civil se pose deux fois par semaine. Un point c'est tout. Ici on vit dans l'attente du bruit salvateur d'un vol militaire français. Car beaucoup ont peur.

Ce ne sont pas seulement des bandits échappés de prison qui ont tout cassé et ont dressé des barrages sur la route de Lambaréné à Libreville, vendredi et samedi. *« Des enfants debout devant nos voitures nous ont menacés avec des canettes pleines d'essence, de vrais cocktails Molotov »*. Et l'on ajoute : *« Ça ne va pas se calmer comme ça. Il y avait eu une première alerte en mars, mais ça n'avait duré que deux jours à Libreville. Ce qu'ils veulent maintenant c'est le départ de Bongo. Nous ne voulons pas être là au moment des règlements de comptes même si ceux-ci doivent avoir lieu un peu plus tard. »*

Sur la route du retour vers Libreville, deux Français qui ont décidé de regagner la capitale nous affirment que cela faisait des mois que des signes avant-coureurs étaient perceptibles. Des chefs d'entreprise français ou gabonais ont été séquestrés par les employés mécontents. Même à la Fondation Albert-Schweitzer, pourtant modèle en matière sociale, des grèves ont tout paralysé pendant plusieurs semaines. La population ne supporte plus l'encadrement et, n'ayant pas grand-chose à perdre, cède à toutes les démagogies même quand sont mis en cause des gens intègres et compétents.

Les risques de blocage de l'économie

Lors d'une réunion plusieurs fois retransmise par la télévision, des ministres et des chefs de l'opposition légale ont appelé au calme en évoquant le blocage de l'économie *« par les troubles et la fuite des investisseurs étrangers »*. Le départ des pétroliers va avoir des conséquences dramatiques, mais c'est le dernier souci des révoltés.

Au carrefour de Franceville, un camionneur, en route vers la ville natale du président Bongo, assure qu'*« on distribue des armes là-bas »* (à l'ethnie du chef de l'Etat). Vrai ou faux ? L'important et l'alarmant est que de tels bruits se répandent dans le pays profond.

JEAN DE LA GUERIVIERE

Les réactions en France

M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central du PCF a affirmé, vendredi 25 mai, que *« l'intervention des troupes françaises au Gabon est inadmissible, (...) l'envoi de 200 militaires au Gabon n'a rien à voir avec le prétexte évoqué* [la sécurité des résidents français]. *Cette décision apparaît comme étant dictée par la volonté de préserver l'ordre néo-colonialiste dans un pays avec lequel la France entretient depuis toujours des rapports de domination économique et politique.*

Le président Bongo, dont la politique répressive s'accentue, a des relations privilégiées avec les dirigeants français. C'est son pouvoir menacé par le mécontentement populaire que l'on cherche à préserver ». *« Comme le disent les opposants gabonais, la France ferait mieux d'envoyer des observateurs pour s'assurer que les élections prévues en septembre se dérouleront normalement. La France doit cesser de se comporter comme le gendarme de l'Afrique »*, a conclu M. Gremetz.

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, a jugé, dimanche 27 mai sur RMC, *« tout à fait normal, légitime et souhaitable que la France protège ses ressortissants (...), qu'elle respecte ses accords de coopération. Mais pour autant, il faut voir la situation de ces pays, ils ont gravement souffert de la crise économique mondiale depuis dix ans (...). On peut les aider en les incitant à mener des politiques économique et sociale qui soient de liberté (...) et de partage »* a ajouté M. Balladur.

M. François Léotard, président du PR, a indiqué dimanche 27 mai sur RTL, que *« le bon investissement en Afrique, c'est l'investissement démocratique. Je n'accepte pas que l'on dise des Africains qu'ils sont condamnés indéfiniment au parti unique et aux chefs corrompus. Il faut que l'on soutienne des régimes qui évoluent vers la démocratie »*.

La production pétrolière a pratiquement cessé

Inquiètes des menaces directes visant les expatriés, les compagnies pétrolières ont quasiment stoppé toute production au Gabon et évacué une bonne partie de leurs effectifs. Le groupe français Elf-Aquitaine, qui extrait environ 70 % du brut gabonais, a rapatrié, samedi 26 mai, par vol spécial, 550 personnes, ne laissant sur place qu'une cinquantaine de salariés indispensables pour assurer la maintenance des installations. Les groupes Shell et Agip ont également évacué les familles de leurs employés.

La production gabonaise de pétrole, qui en avril atteignait 270 000 barils/jour, est tombée aux alentours de 20 000 barils par jour, soit le minimum nécessaire pour maintenir les champs en état de fonctionnement. Elf, qui exploite le pétrole offshore, a arrêté toutes ses plates-formes, à l'exception d'un puits de gaz qui alimente la ville de Port-Gentil en électricité et en eau potable. La production du gisement de Rabi-Kounga, situé dans la forêt équatoriale au sud de Libreville et exploité par Shell (associé à Elf), est aussi réduite au minimum nécessaire.

Dimanche soir, le gouvernement gabonais a exprimé sa *« préoccupation »* devant la situation du pays, dont les hydrocarbures sont la seule source de recettes en devises. Cette situation, affirme un communiqué publié à l'issue du conseil des ministres, appelle *« des mesures précises tendant à redonner confiance »* tant aux Gabonnais qui travaillent dans ce secteur qu'aux partenaires économiques du pays.

La direction du groupe français a expliqué sa décision par la crainte d'une nouvelle flambée de violence. *« Elf Gabon a été forcée d'arrêter sa production sous la menace »*, a déclaré dimanche le directeur des opérations, rappelant que 7 collaborateurs français du groupe avaient été pris en otage jeudi 24 mai à l'intérieur même de la concession et que la société avait été avertie dès mercredi par un groupe de 200 à 300 personnes en armes que toutes ses installations terrestres seraient détruites si elle n'arrêtait pas sa production. – (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

La droite se rebiffe

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président Frédérik De Klerk, M. Andries Treurnicht, chef du Parti conservateur, et M. Nelson Mandela, vice-président de l'ANC (Congrès national africain), trois des plus importantes figures politiques sud-africaines, se sont exprimées publiquement samedi 26 mai.

Au moment où M. De Klerk s'exprimait à l'aéroport de Johannesburg, samedi 26 mai, de retour de sa tournée européenne, des militants d'extrême droite convergeaient vers le Voortrekker monument, une bâtisse massive construite sur une colline de Pretoria, à la mémoire des pionniers boers. Ils étaient environ soixante mille pour écouter M. Andries Treurnicht, chef du Parti conservateur, arrivé en calèche, tirée par deux chevaux blancs, entourée de cavaliers tous vêtus de pantalons et chemisettes kaki clair.

M. Treurnicht, farouchement opposé aux réformes du gouvernement, a proclamé le lancement d'*« une troisième lutte pour la liberté »*. Considérant que le gouvernement cherchait *« les problèmes »*, il a déclaré qu'*« un Etat non racial conduirait inévitablement aux affrontements et à la lutte pour l'existence »*. M. Treurnicht, qui est également pasteur, a menacé implicitement le gouvernement. *« Ne mettez pas notre peuple dans cette situation. Ne le forcez pas à se mettre sur votre chemin et vous défier de lui passer dessus. Nous vous le disons aujourd'hui, notre mouvement national pour la liberté est irréversible. Vous n'avez pas suffisamment de cellules pour emprisonner tous les nationalistes afrikaners »*, a lancé M. Treurnicht avant de s'en prendre au Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela qu'il a qualifié de *« chef de l'Etat* bis *»*.

De son côté, M. Nelson Mandela s'est adressé à soixante-dix mille personnes réunies au stade d'Atteridgeville, à quelques kilomètres seulement du Voortrekker Monument.

Le vice-président de l'ANC a appelé *« tous les Blancs qui veulent assurer l'avenir de leurs enfants »* à soutenir le président De Klerk qui *« a au moins eu le courage de s'asseoir et de discuter avec l'ANC »*.

M. Mandela a indiqué que l'ANC étudiait l'opportunité d'une union politique avec d'autres organisations anti-apartheid, les syndicats et les dirigeants des homelands.

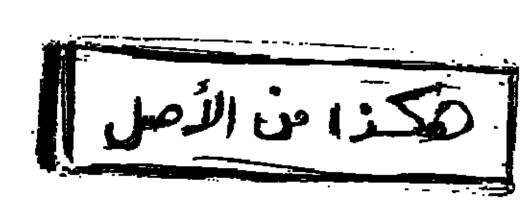
M. De Klerk : « Nous allons réussir »

« Une nouvelle Afrique du Sud est en train de naître. Personne ne pourra l'arrêter », a lancé de son côté le président Frédérik De Klerk, à son retour d'Europe. *« Notre opinion est faite. Nous savons où nous allons et nous allons réussir »*, a-t-il affirmé, déclenchant les applaudissements d'une foule bon chic-bon genre qui avait envahi le hall de l'aéroport Jan-Smuts de Johannesburg.

Le président de la République s'est présenté en triomphateur, au terme d'un voyage qui l'a conduit dans neuf capitales européennes. *« L'isolement progressif de l'Afrique du Sud était un obstacle aux réformes en cours. Je crois sincèrement que ce voyage a contribué à le lever »*, a indiqué M. De Klerk, avant d'ajouter que son pays pouvait maintenant *« regarder la communauté internationale dans les yeux »*.

Le chef de l'Etat a confié à ses admirateurs que ses interlocuteurs européens avaient compris sa préoccupation de *« protéger les minorités d'une domination par la majorité »*. M. De Klerk a appelé tous les responsables politiques sud-africains à *« accepter sa bonne foi, comme l'Europe l'a fait »*, car *« cette vérité fondamentale doit être placée au-dessus de toute politique politicienne »*, a-t-il estimé.

FRÉDÉRIC FRITSCHER



هكذا من الأصل

AFRIQUE

CAMEROUN

Six personnes ont été tuées au cours d'une manifestation

Six personnes sont mortes au cours de manifestations qui ont eu lieu, samedi 26 mai, à Bamenda (nord-ouest du Cameroun) selon la radio nationale camerounaise qui a affirmé que celles-ci avaient péri lors d'une bousculade. Mais d'après plusieurs témoignages ces manifestants ont été tués par balles, lorsqu'un barrage des forces de l'ordre qui avaient bloqué le centre ville, a cédé sous la pression des protestataires, environ 20 000 personnes.

Durant quatre heures les forces de l'ordre ont subi les assauts répétés de la foule qui lançait des pierres et jetait des gourdins.

Les manifestants se sont ensuite livrés à des actes de vandalisme et de violence qui ont abouti à la destruction de trois véhicules de la gendarmerie et d'un camion-citerne de la police. Ces violences ont fait également de nombreux blessés parmi les forces de l'ordre.

Le Front démocratique social (SDF), parti d'opposition illégal, avait appelé ses sympathisants à manifester pour inaugurer le lancement de ses activités, en dépit de l'interdiction des autorités. Le président du SDF, M. John Frundi, avait déposé le 16 mars un dossier pour la création d'un parti politique.

Il avait accordé un délai de deux mois aux autorités camerounaises et avait annoncé qu'au-delà il mettrait à exécution son programme d'action.

Le 1er mai, vingt-deux intellectuels, représentant toutes les ethnies du Cameroun, avaient lancé un appel au président Biya pour l'instauration *« urgente »* du *« pluralisme démocratique »*. – *(AFP, AP.)*

□ **ALGÉRIE : des militaires pourraient prendre le pouvoir, selon M. Ben Bella.** – L'Algérie est au bord d'un bouleversement analogue à celui qu'a connu la Roumanie, estime l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella. Dans l'émission « Le club de la presse » d'Europe 1, M. Ben Bella a déclaré dimanche 27 mai : *« Des militaires algériens s'apprêtent à faire la même chose que ce qui s'est produit en Roumanie et à rendre Chadli* (l'actuel président algérien) *responsable de tout. »* Sans donner davantage de précisions, il a assuré disposer d'éléments prouvant que des militaires seraient en train de comploter pour s'installer au pouvoir.

□ **COTE-D'IVOIRE : les douaniers en grève.** – La situation sociale s'est de nouveau dégradée, vendredi 25 mai, à Abidjan, où les douaniers ont manifesté bruyamment. Les quelque 500 douaniers de la capitale ont entamé leur grève dès l'aube. Il semble que le mouvement ait été largement suivi par leurs 1 500 collègues de province. Ils réclament la *« militarisation »* de leur corps, ce qui leur apporterait certains avantages, notamment en matière de logement et d'indemnités. Les douaniers ont occupé l'un des deux ponts reliant les deux parties d'Abidjan et exigé le départ de leur directeur général, M. Maurice Augoua Koffi. De nombreux coups de feu ont été tirés en l'air. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Une semaine après la tuerie de Rishon-le-Zion

Les Palestiniens des territoires occupés restent mobilisés

Une semaine après le drame de Rishon-le-Zion, la mobilisation des Palestiniens des territoires occupés reste importante. Il a suffi que les autorités décident de lever, dimanche 27 mai, le couvre-feu imposé sur la plupart des localités de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour que de nouveaux affrontements aient lieu avec l'armée.

JERUSALEM

de notre correspondant

Une fois de plus, c'est à Gaza, d'où étaient originaires les sept Palestiniens assassinés à Rishon-le-Zion, que les affrontements ont été les plus durs ; un Palestinien a été tué et une demi-douzaine d'autres ont été blessés par balles dans le camp de Deir-el-Balah, cependant que des sources locales faisaient état d'une série d'accrochages çà et là dans le territoire. La direction unifiée du soulèvement palestinien, dans un *communiqué 57*, appelle à une *« escalade de la lutte »* à l'occasion du sommet arabe de Bagdad. Si les couvre-feux ont été levés, une grande partie des territoires était toujours déclarée *« zone militaire fermée »*.

Toutefois, un certain soulagement était perceptible dans les milieux officiels à la suite de la prestation de M. Yasser Arafat, vendredi 25 mai, à Genève. L'analyse dans ces milieux est que le chef de l'OLP a tenu des propos radicaux, en tout cas pas le discours modéré attendu par les Occidentaux, et que ce ton a déplu aux Américains. On faisait valoir qu'une décision du Conseil de sécurité en faveur de l'envoi d'une mission d'observation temporaire dans les territoires était encore loin d'être acquise.

L'« hypocrisie » des Nations unies

A Jérusalem, une trentaine de personnalités palestiniennes nationalistes n'en poursuivaient pas moins une grève de la faim, entamée il y a une semaine et qu'elles n'entendent rompre que lorsque le Conseil de sécurité aura pris une décision sur l'envoi d'observateurs en Cisjordanie et à Gaza.

Du Likoud (droite) à l'opposition travailliste, la proposition a, en général, été unanimement rejetée en Israël. S'il faut en juger à l'aune de l'éditorial du très libéral *Haaretz*, la réunion du Conseil de sécurité est perçue en Israël comme une nouvelle manifestation de l'*« hypocrisie »* des Nations Unies à l'égard de l'Etat hébreu. Nous voulons bien, dit *Haaretz*, qu'on en appelle à la fin de l'occupation et qu'on condamne la *« main lourde »* de l'armée israélienne ; mais que l'on puisse parler dans l'enceinte de l'ONU, poursuit-il, *d'« un génocide commis collectivement par les Israéliens contre les Palestiniens »* est plutôt triste.

La plupart des éditorialistes relèvent qu'il n'a pas été question d'envoyer des observateurs de l'ONU au Kurdistan irakien quand le président Saddam Hussein a fait bombarder au gaz chimique sa propre population ni, tout récemment, au Cachemire lorsque l'armée a ouvert le feu sur le cortège funèbre d'un dirigeant musulman.

ALAIN FRACHON

Après avoir entendu M. Arafat à Genève

Le Conseil de sécurité va reprendre ses travaux à New-York

GENÈVE

correspondance

Exceptionnellement transférée à Genève afin de permettre à M. Yasser Arafat de prendre la parole, la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour l'examen de la situation en Cisjordanie et à Gaza, n'a abouti à aucune décision, samedi, et les débats doivent reprendre, mardi 29 mai, à New-York.

L'OLP et les représentants arabes n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour faire aboutir un projet d'envoi par le Conseil d'une mission d'observation de l'ONU dans les territoires occupés. Selon l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Clovis Maksoud, ce projet, attribué aux Etats-Unis et à l'Egypte, prévoyait de dépêcher sur place une délégation de trois membres (France, Canada, Ethiopie) pour une brève visite.

Rejet israélien

En attendant le retour de cette mission, le Conseil aurait suspendu ses délibérations, puis, au vu du rapport, aurait pu décider des mesures à prendre pour améliorer le sort des habitants de ces régions. Alors que l'OLP avait favorablement accueilli cette idée, les Israéliens l'ont au contraire *« catégoriquement rejetée »*, ce qui a conduit les Etats-Unis à hésiter à appuyer publiquement le projet, a ajouté M. Maksoud.

J.-C. B.

« Le pire peut arriver » affirme M. Kouchner

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les Palestiniens des territoires occupés ont *« atteint un seuil de désespoir où le pire peut arriver » ; « la situation est plus dommageable qu'elle ne l'a jamais été par le passé »*. M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a conclu par ces propos, dimanche 27 mai, une mission de quatre jours en Cisjordanie, à Gaza et en Israël.

Entrepris à la demande expresse de l'Elysée, ce voyage a été conduit *« sans aucun esprit de provocation »*, a-t-il dit, mais *« dans un souci d'apaisement afin d'écouter et de voir »*, parce que *« nous avions été émus par le nombre de victimes »* dans la répression des manifestations après le meurtre de Rishon le Zion. M. Kouchner a pris note des besoins médicaux. Il a observé *« des structures dépassées par le nombre des victimes »*, relevé des besoins en équipements mobiles d'urgence, en radiologie, en traumatologie et en anesthésie. Comme nombre d'observateurs, il a enregistré l'une des principales plaintes des Palestiniens : médecins et ambulances sont trop souvent empêchés de se rendre immédiatement sur les lieux des affrontements.

Représentant un assez large « consensus », la délégation comprenait aussi trois députés : Mme Michèle Barzach (RPR), M. Bernard Stasi (UDC) et M. Bertrand Gallais (PS). D'abord accueillie plutôt froidement par les autorités, la délégation a rendu visite aux dirigeants de l'opposition travailliste, MM. Shimon Pérès et Itzhak Rabin, et a été reçue, dimanche, par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, pour un entretien que M. Kouchner a qualifié de *« long, franc et cordial »*.

Al. Fr.

En dépit d'ultimes démarches diplomatiques

Le sommet arabe s'est ouvert à Bagdad en l'absence de plusieurs dirigeants

Pour l'Irak, l'essentiel est quasiment fait puisque Bagdad a réussi à réunir, lundi 28 mai, le sommet arabe extraordinaire auquel tenait tant le président Saddam Hussein. La précipitation dans la préparation et le choix du lieu officiellement proposé par l'OLP sont toutefois à l'origine de plusieurs absences de marque.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Prévisible, la non-participation de la Syrie a donné lieu à d'ultimes démarches diplomatiques effectuées depuis Damas par le colonel Kadhafi, qui a tenté en vain de jouer de nouveau les médiateurs entre Damas et Bagdad. S'alignant sur la Syrie, le Liban ne sera pas non plus représenté. Trois autres chefs d'Etat ont en outre boudé la capitale irakienne. Le roi Hassan II du Maroc a été irrité, dit-on de source diplomatique arabe, que, hôte du précédent sommet extraordinaire de Casablanca, qui avait réuni tous les grands leaders du monde arabe, il ait été mis devant le fait accompli et que le lieu choisi soit *« porteur de discorde plus que d'union »*. Le président algérien Chadli Bendjedid, lui aussi, semble avoir été choqué par la méthode. Il ne serait pas mécontent de *« faire plaisir à la Syrie, sans laquelle*, avait dit son ministre des affaires étrangères, *ce sommet n'avait pas de sens »*. Le sultan Qabous d'Oman, enfin, n'apprécie guère ces *« réunions de famille »*.

Ces absences font en tout cas peser une lourde ambiance sur un sommet qu'en fait, hormis l'Irak, l'OLP et la Jordanie, personne ne voulait vraiment ; celui-ci risque donc de se terminer, comme c'est trop souvent le cas, par une série de résolutions lénifiantes sans portée pratique. C'est par un dîner de travail, offert dimanche soir à ses pairs par le président Saddam Hussein, que s'est préouverte cette réunion, alors que les ministres des affaires étrangères s'attelaient à la rédaction délicate du message que les chefs d'Etat arabes doivent envoyer au sommet Bush-Gorbatchev qui s'ouvre mercredi à Washington. Outre la question de l'émigration des juifs soviétiques vers Israël, ce message devrait évoquer le soutien des Etats-Unis à l'Etat hébreu, les menaces contre la sécurité nationale arabe, en particulier contre l'Irak et la Libye, ainsi que le droit des Arabes aux technologies les plus avancées.

Vive controverse

Les Deux Grands ont d'ailleurs envoyé chacun un message au sommet de Bagdad. Le contenu de celui des Etats-Unis, remis par note écrite, qui appelait à la modération, a même entraîné une violente dénonciation dans la presse irakienne, qui accuse Wash-ington d'ingérence dans les affaires arabes. Retour d'un voyage éclair à Moscou, M. Abou Mazen, membre du comité central de l'OLP, a apporté dimanche soir une promesse de l'URSS qui s'engagerait, en réponse à une requête de l'OLP, à prendre rapidement la décision de donner des passeports plutôt que des laissez-passer aux juifs désirant émigrer, leur laissant ainsi le libre choix de retourner en Union soviétique.

L'attitude à adopter vis-à-vis des Etats-Unis a déjà provoqué une très vive controverse, lors de la réunion préparatoire des chefs de diplomatie, opposant l'Irak et l'OLP, qui souhaitaient une résolution très dure, à l'Egypte et à l'Arabie saoudite, qui ont fait valoir qu'une attitude trop négative n'avait aucune chance d'aboutir. Cette controverse risque d'autant plus de diviser les rangs que M. Yasser Arafat est reparti les mains vides de la réunion du Conseil de sécurité à Genève.

Ce sommet, convoqué pour *« consolider le front arabe »*, déjà mis à mal par l'absence de la Syrie et du Liban, pourrait donc, au contraire, aggraver les divisions, tant l'appréciation des *« menaces »* auxquelles doit faire face la nation arabe, et surtout des moyens de les contrer, est différente.

FRANÇOISE CHIPAUX

EN BREF

□ **LIBAN : plan de paix du Vatican dans le camp chrétien.** – L'armée du général Michel Aoun a remis en liberté, dimanche 27 mai, trente miliciens des Forces libanaises (FL), au lendemain de l'annonce d'un plan de normalisation dans le « pays chrétien ». Le nonce apostolique au Liban, Mgr Pablo Puente, avait, samedi, annoncé ce plan, accepté par les deux parties, prévoyant, outre la fin des combats et l'échange des prisonniers, l'arrêt des campagnes médiatiques et des mouvements de troupes sur les fronts ainsi que la réouverture des écoles. – *(AFP.)*

□ **SYRIE : le Parti Baas largement majoritaire aux élections parlementaires.** – Au pouvoir en Syrie, le Parti Baas a remporté, dimanche 27 mai, 134 des 250 sièges en jeu lors des élections parlementaires. Les cinq partis de gauche formant avec le Baas le Front national progressiste ont remporté 32 sièges, les indépendants 84. 21 femmes ont été élues. – *(AP.)*





POLITIQUE

Aujourd'hui directeur du quotidien d'extrême droite « Présent »

M. Arfel-Madiran affirmait sous l'Occupation que « le juif souffre par où il a péché »

Dans ses derniers numéros, le quotidien d'extrême droite *Présent* expose, sur une page entière, sa position vis-à-vis des juifs. *« A la différence du monde moderne, du modernisme et du progressisme chrétien,* écrit son directeur, M. Jean Madiran, *nous ne nous rallions pas au refus juif de reconnaître la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ. »* Selon M. Madiran, *« l'accusation d'antisémitisme est en train de devenir la plus grande imposture de la fin du vingtième siècle ».*

« Pourquoi toujours revenir sur le passé ? » Cette question revient souvent dans les propos des dirigeants d'extrême droite. Il est inutile, à leurs yeux, de rappeler certains faits, sauf à vouloir porter atteinte à l'unité nationale. Mais ceux qui contestent aux autres l'utilisation de la mémoire ne se l'interdisent pas à eux-mêmes. Ici, un homme de gauche est montré du doigt car son nom figure sur une liste officielle de titulaires de la francisque - ordre créé par Philippe Pétain - et, là, un dirigeant de droite est accusé d'être *« communiste »* pour avoir signé l'appel de Stockholm, un texte pacifiste d'inspiration soviétique lancé au début de l'année 1950. La presse d'extrême droite, dont c'est peu dire qu'elle est proche du Front national (1), ne se refuse jamais cette pratique, sur un mode qui se veut polémique ou même pamphlétaire. Le journal *Présent* (2) la double d'une dénonciation de tous ceux qui sont, selon lui, animés d'un esprit *« journaliste-flic, commissaire politique, auxiliaire de répression ».*

Les mots *« répression », « délation », « persécution »* sont ceux qui reviennent le plus souvent sous la plume du directeur spirituel de ce journal. Ce sont les maux qui frappent, selon M. Madiran, *« le mouvement de survie nationale ».* Depuis cinquante ans, armé de la même inébranlable conviction, il assène inlassablement un credo dont seule la formulation a évolué. Sur le terrain du langage, il est vrai que certaines « opinions » ayant trait aux juifs ne peuvent plus être formulées comme elles le furent dans les années 40 ou à la fin du siècle dernier, quand Edouard Drumont écrivait *la France juive.*

Aujourd'hui, M. Madiran dénonce régulièrement dans *Présent* les *« lobbies »* sans jamais les définir, il s'attaque au *« cosmopolitisme »* avec autant de virulence que le président du Front national, il s'indigne qu'on veuille *« entraver »* M. Le Pen à la télévision (3) *« avec des histoires de juifs et d'interdictions du révisionnisme »,* mais il tarde à s'offusquer de la profanation de Carpentras et il répète sans se lasser, mais sans convaincre, que *« l'accusation arbitraire d'antisémitisme »* qui pourrait être portée contre sa publication est *« en train de devenir la plus grande imposture de la fin du vingtième siècle ».* A la fin de la première moitié du siècle, l'antisémitisme ne lui paraissait pas *« la plus grande imposture ».* M. Madiran, il est vrai, lui apportait alors sa caution intellectuelle et son appui médiatique sous son vrai nom - Jean Arfel - avec la bénédiction de Charles Maurras, qui voulait *« monter en épingle »* cette jeune recrue selon ce que rapporte Henri Massis (4).

« La bataille de l'intelligence »

Militant royaliste, M. Arfel s'affirme antidémocrate, antirépublicain, antisémite et antimaçonnique. Comme bon nombre de membres de l'Action française, il n'est pas particulièrement germanophile, mais il ne manifeste pas, non plus, un amour immodéré pour les Britanniques. Sa famille de pensée est farouchement antigaulliste et anticommuniste. Tout ce qui concerne le chef de la France libre réfugié à Londres est publié par le journal *l'Action française*, dans la rubrique *« Petit courrier de la dissidence »* ou sous l'intitulé *« Echos et informations »* avec un mépris qui le dispute à la haine. Habillé philosophiquement de pied en cap dès l'âge de vingt ans, en 1940, M. Arfel participe pendant près de quatre ans, à la glorification de la *« contre-révolution inaugurée en juin 1940 »,* que l'extrême droite accueille comme une *« divine surprise ».*

Il fait son apparition dans les colonnes de *l'Action française* au milieu de l'année 1943, mais, depuis 1941, il mène *« la bataille de l'Intelligence »* dans une revue littéraire publiée à Angoulême, *France,* qui deviendra *Nouveaux Cahiers de France* en juin 1943. Dans ce magazine, il fustige les écrivains qui ont eu le malheur de ne pas suivre le même chemin que lui. *« Nous n'avons pas osé accueillir par un chapelet d'épithètes vigoureuses le bas peuple des Estaunié, des Kessel, des Abel Hermant, des Giono, des Martin du Gard. (...) Nous savons aujourd'hui - malgré Descartes - que la pensée des Pères de l'Eglise et de saint Thomas d'Aquin avait une ampleur, une puissance, une profondeur qu'aucun philosophe moderne n'a pu atteindre. Pour l'assimiler et le dépasser, il aurait fallu des cerveaux autrement vastes que ceux de Descartes ou des juifs Spinoza et Bergson »,* écrit-il dans le premier numéro de *France* en juillet 1941. Descartes et Bergson sont, du reste, les cibles privilégiées de M. Arfel qui, en dehors de Dieu, n'a alors qu'un seul maître : Philippe Pétain. *« C'est l'Intelligence française qui parle par la bouche du maréchal »,* écrit-il en avril 1943.

De Descartes, il dit : *« On connaît la démarche première du cartésianisme :* cogito ergo sum, *trois petits mots dont se gargarisent les esprits primaires, les analphabètes d'université et d'académie, et les autodidactes de l'individualisme juif. »* Quant à Bergson, il le traite de *« petit juif habile, malin, verbeux, une variété de maquignon intellectuel ».* Le ton n'a rien à envier à celui de Maurras qui, à l'aube de la guerre, dénonçait le régime *« enjuivé », « métèqué », « démocrassouillé »* de la France. Au fil de l'année 1942, M. Arfel précise sa pensée antisémite. *« Mieux que le monde juif,* écrit-il dans *France, c'est l'esprit juif qui est l'élément le plus constant de notre intellectualité de décadence, et cette incroyable perméabilité au judaïsme restera le principal signe d'infamie des représentants officiels de l'intelligence française. (...) L'esprit juif du XX[e] siècle, ce n'est pas seulement l'esprit des juifs, mais d'un peu tout le monde, de presque tout le monde dans la profession intellectuelle « française ». »*

M. Arfel-Madiran, qui pointe du doigt aujourd'hui les *« assassins de bouche et de plume »* responsables, selon lui, de *« l'exclusion »,* qui frappe le Front national et du *« lynchage médiatique »* qui atteint son journal, ne jouait pas ce rôle de persécuté, il y a cinquante ans, quand il était du côté du manche avec l'occupant. *« Certains livres, certains auteurs, certaines idées n'ont plus droit de cité parmi nous,* se félicitait-il. *Il ne leur sera pas permis de lever le petit doigt ou de montrer le bout du nez sans que fonde sur eux une avalanche de critiques, d'invectives, de violences, l'obstruction par tous les moyens s'il le faut »,* concluait-il en glorifiant la *« révolution nationale »* en marche.

« Ils sont puissants et agissants... »

Dans les colonnes de *l'Action française*, qui continue à paraître après l'entrée des troupes allemandes en zone sud, M. Arfel se met principalement au service de saint Thomas d'Aquin. Il exerce un magistère philosophique naissant dans l' *« Organe du nationalisme intégral »* mais ne dédaigne pas revendiquer en clair son antisémitisme. Répondant (5) à un hebdomadaire qui, en 1943, reprochait à *l'Action française* de ne pas mettre suffisamment d'ardeur à traquer les juifs, M. Arfel tempête. *« Dire que* l'Action française *est un « quotidien pseudo-antisémite »,* écrit-il, *c'est tout simplement mentir. Sans ce « pseudo-antisémitisme », c'est-à-dire sans Léon Daudet et Charles Maurras, les Français auraient perdu à l'heure actuelle le souvenir de Drumont, et nul gribouille, nul épileptique n'eût trouvé tout seul l'idée de le rouvrir. »*

Plus loin dans le même article, l'auteur précise : *« La chasse au juif peut être, même pour les maçons, un alibi. En réalité, l'antijudaïsme, même « gueulé », qui n'est pas doublé d'un anti-maçonnisme est une agréable plaisanterie. D'autant que le premier est beaucoup plus facile et beaucoup « mieux porté » en certains milieux que le second, n'est-il pas vrai ? L'un et l'autre d'ailleurs, antimaçonnisme et antisémitisme, ne se conçoivent pour des Français que sous la forme d'une lutte contre l'anti-France, et donc pour la France. »*

Un an plus tard (6), dans un article intitulé « Les bons trucs », M. Arfel ne désarme pas. *« On fait actuellement aux Français le coup de l'indignation,* écrit-il, *parce qu'ils n'osent plus affirmer leurs vérités cardinales, et notamment celle-ci : qu'au milieu des conséquences tragiques de la défaite de 1940, le juif souffre par où il a péché, tandis que le Français souffre par où il a laissé pécher le juif. (...) Cette double forme résume toute notre position antisémite actuelle : le regret que l'on n'ait pas empêché les juifs de nuire à la France et la volonté de ne plus se laisser guider par eux. »*

Alors que le sort des juifs émeut et mobilise une partie de l'opinion catholique, M. Arfel achève son article par cette conclusion : *« Nous ne nions pas que les juifs subissent durement le contrecoup de leur politique imprudente et impudente. Mais qu'on ne gémisse pas que nous nous acharnons sur de pauvres hères traqués et réduits à néant. Ils sont puissants et agissants puisqu'ils tourneboulent encore une partie de l'opinion et la mobilisent pour leur défense, et pour l'oubli de leurs fautes. »*

Aujourd'hui comme hier, M. Arfel-Madiran se veut en état de *« légitime défense ».*

OLIVIER BIFFAUD

(1) Le PDG de *Minute*, M. Serge Martinez, a été coopté au comité central du Front national par M. Le Pen : M. Roland Gaucher, directeur de *National-Hebdo*, est membre du bureau politique de ce parti, tout comme M. Pierre Durand, conseiller régional d'Ile-de-France, codirecteur - avec M. Madiran - et directeur de la publication de *Présent.*

(2) Dans le numéro daté 19-20 mars, M. Madiran écrivait : « Présent, *vous le savez, n'est ni l'organe, ni un organe du Front national. (...) Le soutien que nous apportons à l'action politique que conduit Jean-Marie Le Pen, c'est en toute liberté, c'est en toute conviction, c'est sans aucun complexe qu'il est un soutien entier, un soutien à 100 %.* »

(3) *Présent* du 11 mai.

(4) Faisant l'éloge du *« ton théologico-militaire »* de M. Arfel-Madiran, cet écrivain maurrassien écrivait, en 1951, dans *Maurras et notre temps* (éd. La Palatine), livre de Mémoires : *« Ce que Maurras aimait dans le premier essai de son jeune disciple, c'était bien autre chose qu'une belle polémique : il y distinguait les amorces précises d'un travail d'achèvement, de couronnement, où s'accomplirait ce qu'il avait souhaité plus que tout, sans parvenir à le parfaire. »*

(5) *L'Action française*, 31 août 1943

(6) *L'Action française*, 11, 12 et 13 août 1944.

Une carrière

Auteur de référence pour l'extrême droite, condamné pour collaboration pendant la dernière guerre, puis gracié, M. Henri Coston est l'auteur d'un Dictionnaire de la politique française, *dont il a rédigé plusieurs éditions. Dans celle de 1972, il indique notamment à « Arfel (Jean, Louis, Georges) » : « Homme de lettre et professeur, né à Libourne (Gironde), le 14 juin 1920. Il fut, pendant la guerre, rédacteur à* l'Action française, *paraissant alors à Lyon, zone sud, et il reçut la Francisque du maréchal Pétain. Après la Libération, il collabora au journal royaliste* l'Indépendance française *sous le pseudonyme de Jean-Louis Lagor et publia divers ouvrages de doctrine, dont* la Philosophie politique de saint Thomas, *que Charles Maurras préfaça,* et le Temps de l'imposture. *Sous le pseudonyme de Madiran, il fut, plusieurs années durant, l'un des principaux collaborateurs de* Rivarol *– qu'il quitta lorsque Lucien Rebatet en devint rédacteur [en 1958], – des* Ecrits de Paris *et du* B. E. I. P. I. *(l'actuel* Est et Ouest*). Il fonda en 1956 la revue catholique de droite* Itinéraires *et fit paraître plusieurs livres de polémique, tels que* Ils ne savent pas ce qu'ils font *et* Ils ne savent pas ce qu'ils disent, *hostiles aux démocrates-chrétiens. Considéré à juste titre comme l'une des meilleures plumes de la droite catholique, il est depuis plus de dix ans le porte-parole écouté de l'intégrisme dans la presse traditionaliste. »*

L'« excellent quotidien » de M. Le Pen

Le journal *Présent* se définit comme *« le quotidien de la droite traditionaliste »* et du *« catholicisme intégral ».* Le numéro 1 est paru le 5 janvier 1982. Il a été fondé notamment par MM. Jean Madiran et Pierre Durand (les directeurs actuels), Bernard Antony (qui, sous le pseudonyme de Romain Marie, dirigeait cette publication quand elle n'était que mensuelle) et François Brigneau. M. Antony, membre du bureau politique du Front national, ne figure plus dans l'organigramme de *Présent*. M. Brigneau, qui y attaquait des personnalités juives sous le pseudonyme de Mathilde Cruz, a été écarté du journal en 1985 par M. Madiran pour avoir soutenu la cause « révisionniste » de M. Faurisson, celui-ci ayant aux yeux du directeur le défaut d'être « athée ». M. Brigneau a été remplacé par M[e] Georges-Paul Wagner, membre du bureau politique du Front national, comme M. Durand.

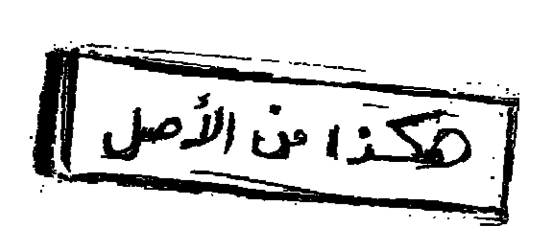
Présent se défend d'être l'organe du Front national, mais apporte officiellement un *« soutien à 100 % »* à M. Le Pen, qui l'a hissé au rang d' *« excellent quotidien »* lors de son passage à *« L'heure de vérité »,* sur Antenne 2, le 9 mai. Les membres du bureau politique du parti d'extrême droite y ont quotidiennement colonnes ouvertes. Rares sont ceux qui ne s'y expriment jamais, les plus assidus étant des dirigeants comme MM. Bruno Mégret, Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou, d'ailleurs plus proches des thèses du Club de l'Horloge que des opinions religieuses de M. Madiran.

Le tirage de ce quotidien est gardé secret par ses responsables, mais la diffusion peut être estimée aux environs de dix mille exemplaires. Se défiant de la presse que, du reste, ils lisent très peu, les militants et les cadres du FN s'en remettent à *Présent* - huit pages quotidiennes, dont une d'autopublicité, cinq jours par semaine - pour leur information.









هكذا من الأصل

POLITIQUE

La visite du président du Front national en Savoie et en Haute-Savoie

M. Le Pen à Saint-Franc, village retranché

Après Divonne-les-Bains (Ain), vendredi 25 mai (*le Monde* daté 27-28 mai), M. Jean-Marie Le Pen s'est de nouveau présenté en *« victime de la dérive autoritaire et totalitaire du pouvoir socialiste »*, lors de la réunion tenue à Cluses (Haute-Savoie) samedi 26 mai, puis, le lendemain, à Saint-Franc (Savoie), où devait se dérouler la fête des tricolores savoyards, dont il était l'invité. Là, le président du Front national avait décidé de *« braver »* l'interdiction de ce rassemblement prononcée par M. Bertrand Landrieu, préfet de la Savoie.

CHAMBÉRY

de notre correspondant

« Le village retranché de Saint-Franc est appelé à devenir notre Solutré. Nous y reviendrons en pèlerinage (1) » : éprouvé par 6 kilomètres de marche sous le soleil, dans son costume strict, M. Jean-Marie Le Pen n'en était pas moins ravi. *« Le préfet de la Savoie a fait tout ce qu'il fallait pour nous faire gagner quelques dizaines de milliers de voix supplémentaires »*, affirmait-il, dimanche 27 mai à Saint-Franc, devant les quelques rares témoins de la « fête champêtre » interdite par le préfet deux jours plus tôt. La fête devait être organisée dans la propriété privée d'un conseiller municipal (FN) de ce village de cent trente habitants, perché dans la montagne, à une trentaine de kilomètres de Chambéry.

« Les difficultés d'accès et la coexistence de deux manifestations antagonistes susceptibles de provoquer des violences et des affrontements m'ont incité à prendre, seul, cette décision », avait expliqué le préfet pour justifier les barrages de gendarmerie mis en place en vue de bloquer les accès de la commune à toute personne étrangère. Un collectif de *« vigilance antifasciste »* avait en effet décidé d'organiser une contre-manifestation.

Alors qu'une petite centaine de militants du Front national ont été immobilisés au pied de la colline, M. Le Pen a été autorisé à se rendre à pied sur les lieux, après avoir annoncé son intention d'attaquer devant la justice les trois arrêtés préfectoraux d'interdiction. *« Gavroche a fait la nique à Joxe »*, s'est réjoui le président du Front national, tout en s'estimant *« victime d'un délit de faciès inversé »*, comme il l'avait proclamé la veille au soir devant plus d'un millier de personnes à Cluses (Haute-Savoie).

Après avoir repris l'essentiel des propos tenus à Divonne sur les événements de Carpentras (*le Monde* daté 27-28 mai), il s'est insurgé contre *« cette contravention cynique aux libertés républicaines élémentaires. Suffit-il d'organiser une contre-manifestation pour limiter le droit de réunion et d'expression ? »*

Qualifiant de *« débile profond »* le maire d'Avignon accusé d'avoir évoqué l'interdiction de son parti, et dénonçant l'attitude des municipalités qui se refusent désormais à accueillir ses réunions, il s'en est pris au maire de Villeurbanne (Rhône), coupable, à ses yeux, de lui avoir *« accordé une écurie dans un quartier d'immigrés »*, en lieu et place de la grande salle initialement prévue, le 30 mai, pour le meeting de soutien au candidat de son parti lors de la prochaine élection cantonale partielle dans cette ville. M. Le Pen parle aujourd'hui de son *« entrée en résistance »*, tel *« le Gaulois dans son village retranché »*.

MICHEL DELBERGHE

(1) Chaque année depuis la Libération, M. Mitterrand gravit, le dimanche de Pentecôte, la roche de Solutré (Saône-et-Loire), conformément au vœu qu'il avait formulé pendant la Résistance.

□ **M. Mitterrand a une part de responsabilité dans la montée du FN, selon un sondage IPSOS-*le Point*.** – Selon un sondage de l'IPSOS publié dans *le Point* du 28 mai, 58 % des personnes interrogées estiment que M. François Mitterrand a une part de responsabilité dans la montée du Front national. 63 % des personnes consultées donnent raison à M. Mitterrand quand il parle du racisme ou de l'antisémitisme, comme après l'affaire de Carpentras. Soixante-quatre pour cent lui donnent tort quand il évoque le droit de vote des étrangers aux élections locales ; 53 % des personnes interrogées estiment que M. Mitterrand fait bien son travail en ce qui concerne la France et son avenir, mais 64 % pensent qu'il le fait mal lorsqu'il s'agit des Français et de leurs préoccupations quotidiennes ; 55 % expliquent d'ailleurs la baisse de la popularité du président de la République par les orientations insuffisamment sociales du gouvernement en matière de salaires. Mais 71 % des « sondés » sont opposés à un changement de premier ministre, et 61 % à un remaniement ministériel. En revanche, 58 % sont favorables à une ouverture de la majorité à des ministres centristes.

Le sondage de l'IPSOS a été réalisé auprès de huit cents personnes, les 22 et 23 mai.

□ **Annulation d'un dîner-débat avec M. Mégret à Nice.** – Un dîner-débat qui devait être animé, lundi 28 mai à Nice, par M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a été annulé à la suite du refus de plusieurs établissements de la région d'accueillir la réunion. Les Comités d'action républicaine (CAR), qui organisaient ce dîner, affirment que la manifestation a été reportée à une date ultérieure *« à la suite de menaces dont ont fait l'objet les établissements qui avaient accepté d'accueillir Bruno Mégret »*, président d'honneur des CAR.

A la veille,

L'opposition paraît ouverte aux propositions

Le comité de coordination de l'opposition devait normalement se réunir, mardi 29 mai au matin, pour répondre à l'invitation de M. Michel Rocard à la deuxième table ronde sur l'immigration, prévue pour le même jour en fin d'après-midi. Compte tenu des mesures nouvelles préconisées par le premier ministre dans sa lettre du 25 mai, la tendance était de nouveau à l'ouverture.

N'en déplaise à M. Léotard, jamais sans doute les conditions d'un programme commun sur l'immigration, d'une charte solennelle gouvernement-opposition – qu'importe en définitive les termes devant un tel défi de société – n'ont été si solidement réunies. Et pourtant, jamais cette opposition n'a semblé autant fuir comme la peste tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin au consensus. Une fois encore, l'opposition donne l'impression de nager en pleine incohérence, toutes les raisons lui semblant bonnes pour repousser dédaigneusement toute amorce de démarche commune. Cela dure depuis la fin de la première table ronde du même type qui s'était tenue le 3 avril dernier. On peut comprendre que les responsables de l'opposition aient été irrités par l'accord donné par le gouvernement à l'examen par l'Assemblée nationale de la proposition communiste contre le racisme. Mais depuis, ils n'ont pas manqué de gages de bonne volonté de la part du premier ministre.

Ils avaient fait de l'enterrement du droit de vote des étrangers un préalable à toute discussion. M. Rocard leur a donné entièrement satisfaction, au risque de froisser l'Elysée et de mécontenter certains socialistes. Ils ont ensuite exigé le report de la deuxième table ronde après le débat général sur l'immigration à l'Assemblée. Matignon, là encore, les a entendus. La table ronde retardée, le débat a pu se tenir. Ils ont encore demandé qu'avant cette deuxième rencontre, M. Rocard leur fasse connaître très concrètement les solutions de son gouvernement. Il l'a fait par une lettre expédiée vendredi 25 mai sur laquelle tous les dirigeants de l'opposition ont eu le loisir de se pencher au cours du week-end.

Or tous ceux qui ont pris le temps de le faire sérieusement conviennent que toutes les mesures avancées vont *« dans le bon sens »*, qu'ils ont été *« favorablement impressionnés »*, qu'elles représentent *« un progrès sensible »* par rapport au débat parlementaire de la semaine dernière. Invité dimanche 26 mai du Grand Jury RTL-*le Monde*, M. Léotard lui-même fut fort embarrassé quand il s'est agi de contester sur le fond les propositions de M. Rocard. Normal puisque, comme il finit par en convenir, ces mesures, mis à part le code de la nationalité, s'inspirent largement des propositions des états généraux de Villepinte et que le parallèle est saisissant entre le document produit par Matignon et la lettre de M. Valéry Giscard d'Estaing adressée le 12 mai dernier au premier ministre (*le Monde* du 23 mai).

Sans même attendre cette lettre de M. Rocard, beaucoup au sein de l'opposition, MM. Méhaignerie, Charles Millon et Charles Pasqua notamment, ne comprenaient plus cette incohérence, voire cette inconséquence de leurs partenaires, au lendemain de la manifestation organisée à Paris pour protester contre la profanation du cimetière juif de Carpentras qui avait vu défiler côte à côte responsables de la majorité et de l'opposition. MM. Yves Galland

M. Balladur : les Français auraient du mal à comprendre...

M. Edouard Balladur a déclaré, dimanche 27 mai, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de *Libération*, que M. Michel Rocard *« semble avoir évolué et donné des satisfactions à l'opposition »* sur le problème de l'immigration, et que les Français *« auraient sans doute du mal à comprendre que tous les responsables politiques ne se réunissent pas pour arriver à des solutions »*. L'ancien ministre, député (RPR) de Paris, estime, cependant, qu'*« il y a aussi des arguments pour ne pas aller »* à la table ronde proposée par le premier ministre, car *« les choses ne sont pas claires »* sur le droit de vote des étrangers et le code de la nationalité.

Au sujet de l'organisation de l'opposition, M. Balladur a expliqué que la formule compte peu à ses yeux. *« Appelons cela « confédération » (...), appelons cela « union », appelons cela « alliance », peu importe !* a-t-il dit. *L'essentiel c'est que les Français se disent : nous avons face à nous deux grands mouvements politiques qui ont su s'organiser, qui nous proposent des choses claires et qui, notamment, ont pris l'engagement – cela me paraît capital – de présenter un candidat commun à l'élection présidentielle, et pas deux. »* Pour l'ancien ministre, *« tous ceux qui diffusent le doute »* sur la capacité de M. Jacques Chirac à être ce candidat *« rendent un mauvais service à l'ensemble du mouvement gaulliste »*.

Le *« niveau trop faible du salaire direct »* est, selon M. Balladur, *« un problème qui devient préoccupant pour notre pays »*. *« Les Français*, a-t-il dit, *on leur parle de rigueur et d'austérité depuis sept ans ; ils en ont assez ; ils se disent, maintenant, qu'il est temps de mieux partager. »* L'ancien ministre estime qu'on peut améliorer les bas salaires en baissant les cotisations sociales et en développant la participation.





POLITIQUE

de la table ronde de Matignon

de M. Rocard sur l'immigration

et Yvon Briant avaient également fini par abonder dans le même sens, mais – union de l'opposition oblige – personne n'exigea un vote au sein du comité de coordination qui se plia finalement aux consignes communes de MM. Jacques Chirac et François Léotard. Va-t-on assister, ce mardi 29 mai, à la répétition du même scénario ? C'est toute la question.

L'analyse de MM. Chirac et Léotard n'a pas changé. Elle est au demeurant très simple. Ils ne veulent pas contribuer *« à faire un coup de pub »* à M. Rocard et à son gouvernement. Ils ne veulent pas non plus – mais cela est officiellement moins rapporté – contribuer à conforter face à M. Jean-Marie Le Pen l'existence *« de la fameuse bande des quatre »* : *« Plus nous sommes opposés à Le Pen*, expliquait-on dans leur entourage, *plus nous devons être opposés à Rocard. Nous ne devons pas faire croire à une assimilation de nos politiques. »* Il n'est pas sûr que le deuxième argument ne l'emporte pas d'ailleurs sur le premier . Avant même la première table ronde, beaucoup de députés dits de la base, au RPR comme à l'UDF, ne reprochaient-ils pas violemment en privé à leurs responsables *« cette erreur insensée »* d'accepter ce genre d'invitation sans imposer la présence du président du Front national ? A croire que le reproche continue insidieusement de porter. Même absent, M. Le Pen aura-t-il donc toujours raison ?

Mais il n'est pas sûr que cette raison-là l'emporte. MM. Chirac et Juppé devaient se réunir lundi matin pour arrêter la position officielle du RPR. Les propos de M. Edouard Balladur expliquant que l'opinion aurait aujourd'hui du mal à comprendre que les responsables politiques n'acceptent pas de se concerter sur un tel sujet, est le premier indice d'une évolution des esprits. En voyage en Asie, M. Giscard d'Estaing a laissé également, selon ses proches, *« des consignes ouvertes »*. M. Pierre Méhaignerie, de toute façon, a prévu une conférence de presse, mardi 29 à midi, pour justifier les raisons de son acceptation à se rendre à cette table ronde . Lesté par un groupe UDF qui traîne les pieds sur ce terrain, M. Millon préfère s'en remettre à la décision commune. Au nom du sacro-saint principe de l'union, l'opposition parviendra-t-elle enfin à dégager l'essentiel de l'accessoire ?

DANIEL CARTON.

Devant « Le grand jury RTL-*le Monde* »

M. Léotard repousse tout « programme commun de gouvernement »

Invité, dimanche 27 mai, du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. François Léotard a souhaité que l'opposition puisse prendre *« une position commune »* sur l'opportunité de se rendre à la table ronde sur l'immigration prévue le 29 mai à l'Hôtel Matignon. Le président du Parti républicain a admis que les propositions soumises par M. Michel Rocard *« allaient plutôt dans le bon sens »* – puisque venant pour une bonne part de l'opposition – mais il a affirmé ne pas comprendre *« la démarche »* du premier ministre : *« Il faut que M. Rocard sache bien qu'un programme commun de gouvernement entre l'opposition et la majorité sur le problème de l'immigration ne peut être concevable. Nous avons trop souffert de la politique, ou plutôt de l'absence de politique en ce domaine, depuis maintenant presque dix ans, pour venir aujourd'hui au secours d'un Parti socialiste qui connaît un grand désarroi. Il y a confusion dans les esprits – on mélange immigration et antisémitisme – et il y a confusion des méthodes. Si l'on veut associer l'opposition, que l'on examine ses propositions de loi. Il y a enfin confusion des responsabilités : le premier ministre veut faire payer à l'opposition une sorte de taxe de coresponsabilité sur le malaise moral que connaît aujourd'hui la société française. Nous ne voulons pas payer cette taxe. »* M. Léotard a dénoncé *« la méthode Rocard consistant souvent à ne pas gouverner et à entourer des non-décisions d'une apparence de consensus »*. Il a fustigé également le comportement de M. François Mitterrand dont *« le silence sur le sujet devient assourdissant »*.

Interrogé, d'autre part, sur l'état de l'opposition, M. Léotard a déclaré : *« Les formules de confédération ne sont pas du tout à la hauteur de l'enjeu. »* Le président du PR, initiateur de la Force unie, plaide toujours pour la constitution *« d'une famille pluraliste, décentralisée et commune »*. *« Si nous avions une vraie formation commune*, a-t-il expliqué, *vous n'auriez pas cette espèce de course-poursuite entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing, qui consiste pour chacun à essayer de doubler l'autre. Cela dure depuis quatorze ans, exactement depuis le mois d'août 1976, quand M. Chirac a quitté le gouvernement de M. Giscard d'Estaing. Peut-on espérer que l'opposition libérale et républicaine sorte de cette situation et génère autour d'elle un mécanisme démocratique auquel tout le monde sera soumis, y compris ses plus grands chefs qui ne pourront pas s'exprimer de façon à entraîner derrière eux des gens qu'ils n'ont pas consultés ? »*

M. Mitterrand a dîné avec ses fidèles

C'est avec un peu de retard que le dîner d'anniversaire du 10 mai 1981 a été organisé, dimanche 27 mai. L'emploi du temps de M. François Mitterrand en était la cause... mais tradition oblige, il tenait à ce que mai ne s'achève pas sans que ce repas ait eu lieu. A l'initiative de M. Louis Mexandeau, ce rendez-vous annuel réunit autour de M. Mitterrand ses fidèles. Seule dérogation à la règle : 1987, année où le cercle s'était élargi à des socialistes représentatifs des différentes strates du parti comme MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Pierre Mauroy.

C'est ainsi que, cette fois, avaient pris place autour de deux tables les amis politiques les plus anciens du président de la République, ceux de la Convention des institutions républicaines comme Mme Edith Cresson, MM. Roland Dumas, Claude Estier, Georges Fillioud, Pierre Joxe, André Laignel ou encore Louis Mermaz. Parmi la bonne vingtaine de convives, il y avait aussi ses vieux amis comme M. Georges Beauchamp et le médiateur, M. Paul Legatte.

La conversation a permis aux invités de M. Mitterrand d'évoquer bien sûr quelques vieux souvenirs, notamment sur le congrès d'Epinay de 1971, de quoi montrer qu'au-delà des dissensions actuelles entre mitterrandistes, fabiusiens, jospinistes ou mermaziens, existent et perdurent les liens affectifs entre conventionnels. Les conventionnels ne sont-ils pas, selon eux, les plus consensuels dans leurs courants respectifs ? Ils y voient là leur véritable filiation mitterrandienne.

M. Mitterrand, qui venait tout juste d'intervenir à l'Institut du monde arabe à l'occasion de la création officielle de la Fondation franco-arabe sur le cancer, a évoqué l'entretien qu'il avait eu, samedi à Moscou, avec M. Mikhail Gorbatchev. Il a jugé le numéro un soviétique très décidé, très convaincu et pas réellement inquiet.

Il a aussi à propos de l'extrême droite, démenti toute responsabilité dans l'émergence du phénomène. Mais c'est la question sociale qui a été la plus évoquée. Le chef de l'Etat s'est enquis du sentiment que les uns et les autres retiraient de leurs contacts avec le terrain. La nouvelle étape sociale, que chacun ici et là promet, tardant à venir, M. Mitterrand est plus impatient que jamais de voir s'accélérer les choses. Le 10 mai il avait demandé à M. François Perigot, président du CNPF, que les patrons engagent des discussions avec les partenaires sociaux sur les bas et moyens salaires. Le lendemain, il avait repris ce thème avec le secrétaire général de FO, M. Marc Blondel. Mardi 29 mai, il se rend à Auxerre, dont le maire, M. Jean-Pierre Soisson, est son ministre de l'emploi. La réduction du « déficit social » est au premier rang des préoccupations présidentielles. Les inégalités sont, à ses yeux, inhérentes au système capitaliste. Elles se sont accrues parrallèlement au développement de l'économie. S'il considère que son électorat ne lui en veut pas de n'avoir pas mis fin au système capitaliste, en revanche, M. Mitterrand estime que les inégalités que ce système génère ne sont guère admises. Déficit social entraînant déficit électoral, il faut, a-t-il répété, s'attaquer au premier pour réduire le second.

La fin de cette réunion de famille a été plus austère que son début : les premiers propos échangés ont été consacrés à la poésie, et singulièrement aux vers d'Aragon sur le mois de mai.

A. CH.

Selon un sondage SOFRES-*Figaro*

Baisse de la popularité du gouvernement

Selon un sondage réalisé par la SOFRES entre le 10 et le 12 mai 1990, sur un échantillon national de 1 000 personnes, et publié dans *le Figaro* du 28 mai, la popularité du gouvernement est en baisse nette. 42 % des Français approuvent l'action de M. Michel Rocard, au lieu de 56 % il y a huit mois.

Sur l'immigration, 63 % des personnes interrogées désapprouvent la politique du gouvernement (en septembre 1989, 52 % avaient une opinion négative). A propos de l'emploi, 58 % désapprouvent la politique du gouvernement (au lieu de 30 % il y a huit mois). Sur la politique sociale, l'écart est là aussi significatif : 50 % des personnes interrogées désapprouvent l'action gouvernementale contre seulement 25 % en septembre 1989. Enfin, 63 % estiment que le gouvernement agit *« au jour le jour »*. Ils n'étaient que 47 % à le penser huit mois auparavant.

□ **Réactions positives aux propositions de M. Joxe pour la Corse.** – La publication, le 25 mai, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, de la lettre envoyée aux élus corses proposant des aménagements du statut particulier de l'île, notamment un exécutif distinct de l'Assemblée régionale et aux compétences élargies, a suscité de nombreux commentaires. *« Enfin ! »*, s'est exclamé M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud. M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, a approuvé le principe d'une compétence accrue de l'exécutif régional. M. François Giacobbi, sénateur MRG de Haute-Corse, s'est déclaré favorable à *« des changements suscitant le progrès économique et social »* mais opposé *« à toute aventure institutionnelle »*.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Deux étude

Les campe

SOCIÉTÉ/CULTURE

Le quatre-vingt-dixième Katholikentag à Berlin

L'Eglise allemande le cœur à l'Est

Pour la première fois depuis plus de trente ans, le Katholikentag a pu réunir des Allemands de l'Ouest et de l'Est. Du 23 au 27 mai, deux cent mille personnes ont manifesté leur joie et leur foi dans les rues de Berlin. A ce grand rendez-vous politico-religieux auquel participaient le chancelier ouest-allemand M. Helmut Kohl et le président de la République fédérale M. Richard von Weizsacker, étaient également conviés de nombreux évêques et personnalités de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, dont Mgr Lustiger, archevêque de Paris.

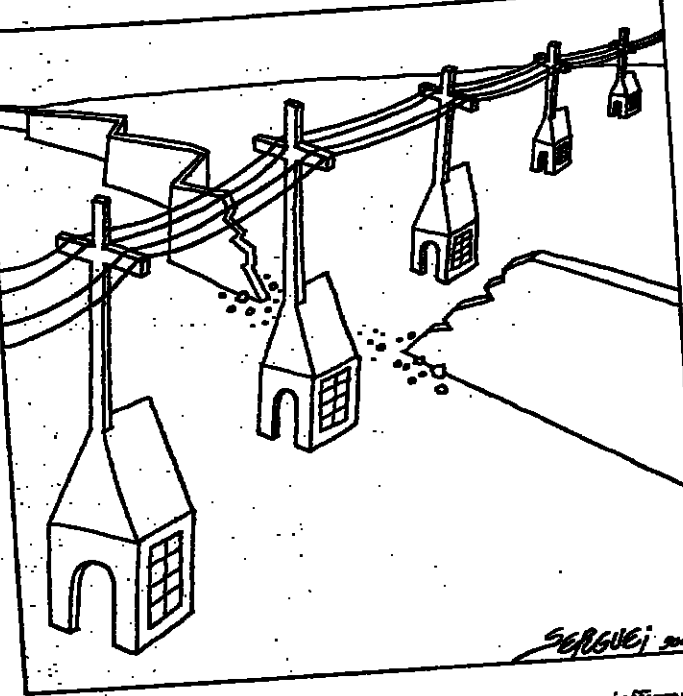
BERLIN

de notre envoyé spécial

La superposition était inévitable. Dans ce stade olympique rempli à bloc — 95 000 personnes au moins — on célébrait dimanche, pour la première fois depuis plus de trente ans, une messe solennelle qui réunissait en un même chœur Allemands de l'Ouest et Allemands de l'Est. On ne pouvait s'empêcher de penser au Berlin olympique de 1936 qui avait porté aux nues les fastes du nazisme. C'était comme deux images appliquées l'une sur l'autre, l'une en positif, l'autre en négatif. Le souvenir horrible d'hier couvert par la joie d'aujourd'hui.

Des signes, ce quatre-vingt-dixième Katholikentag en a drainé bien d'autres. Le lieu par exemple qui, contrairement aux apparences, n'a pas été prémédité. C'est en 1986 que le cardinal Joaquim Meisner, alors évêque de Berlin (aujourd'hui archevêque de Cologne) avait suggéré le choix de la cité berlinoise pour abriter ce grand rassemblement des catholiques allemands qui a lieu généralement tous les deux ans en alternance avec le Kirchentag des protestants.

Sur le « Ku-damm » surpeuplé



et fiévreux, samedi soir, ils étaient donc venus chanter (*Alleluia* ou *Let it be*) leur joie de se retrouver. Là, comme sur maints drapeaux et affiches, on pouvait lire : « *Wie im Himmel so auf Erden* » (sur la Terre comme au Ciel). Sous-entendu : unis. Quelques heures plus tôt, ils avaient marché longuement le long de la Spree pour venir applaudir le président Von Weizsacker devant le Reichstag.

Une vaste kermesse

Certains, encore essoufflés, n'en finissaient pas de fredonner sur l'air d'un cantique : « Seigneur, donne-nous un métro ! » Comme en RFA la politique et la religion font bon ménage, M. Weizsacker, précédant le cardinal Meisner, a prononcé un discours réaffirmant qu'il n'était pas question pour l'Allemagne de « *reconstruire ni sur l'Elbe, ni sur l'Oder et la Neisse, ni sur la frontière soviétique, les murs qui sont tombés à Berlin* ».

On retrouvait donc derrière les paroles bibliques ou politiques le même leitmotiv de l'unité retrouvée. Un quart des participants s'étaient déplacés de l'Est. Eu égard à la faible proportion de catholiques en RDA (8 % de la population) en comparaison de la RFA (un catholique pour un protestant), le chiffre était significatif.

Cependant, rien n'a failli à la stricte organisation du tout puissant Comité central des catholiques allemands (ZDK). Le Katholikentag (né en 1848), jadis plus spirituel et intellectuel, reste ce qu'il est devenu progressivement après guerre : une vaste kermesse. voire une « foire » pour les plus critiques. C'est toujours l'occasion, pour l'Eglise, de mesurer en spectatrice-actrice (les eucharisties dans les salles d'exposition sont légion) son impact dans la société. Toutes les associations, caritatives ou humanitaires, tous les mouvements de jeunes ou d'« assistants laïcs pastoraux » y sont représentés. Les ordres religieux y pratiquent les relations publiques à merveille. Tous les thèmes du moment y sont traités : l'écologie, le développement des sectes, l'avortement — qui actuellement, par le jeu de législations distinctes, divise la RFA et la RDA (*le Monde* du 22 mai). Cent cinquante femmes sont venues clairement manifester, préservatifs en main, leur désaccord avec les principes jugés bien trop conservateurs de la hiérarchie...

Carrefour spirituel

Les catholiques allemands sont contestataires. Pour s'en convaincre, il suffisait de se rendre dans le hall 11 du parc des Expositions : un véritable mur des contestations y avait été érigé. A leur échelle, les petits billets, cloués dans la brique, reprenaient les arguments tirés de la contestation « officielle ». Celle de ces théologiens qui, l'an passé, ont clairement remis en cause l'autorité du pape dans des domaines concernant notamment la morale privée. Signe des temps supplémentaire : la contre-manifestation « Initiative de l'Eglise d'en bas » (par opposition à l'Eglise « *d'en haut* »), organisée parallèlement depuis 1968, a même été quasiment intégrée à la manifestation-mère.

Sans conteste, le « clou » eut lieu samedi après-midi : douze conférences avaient lieu au même moment sur le même sujet : comment les chrétiens de l'Ouest et de l'Est devaient coopérer à la construction de la « *maison européenne commune* ». Ici, M. Helmut Kohl, devant M. Jozef Antall, premier ministre hongrois, enflammait son auditoire en affirmant : « *l'Allemagne, c'est ma patrie, l'Europe c'est mon avenir* ». Là encore, c'est Mme Prunskiene, premier ministre lituanien, qui, devant Mgr Karl Lehman, président de la Conférence des évêques allemands, appelait à la solidarité des pays européens « *qui ne peuvent pas se permettre d'oublier les pays baltes* ». Plus loin, c'était M. Jacques Santer, le premier ministre luxembourgeois, ou Vaclav Maly, prêtre très actif lors de la « révolution de velours » à Prague. Ici encore, le cardinal Lustiger s'interrogeait : « *s'agit-il de faire l'Europe ou de la découvrir?* », rappelant, comme l'a fait Mgr Sterzinsky, l'évêque de Berlin (Est et Ouest) que « *l'unité culturelle et spirituelle n'a jamais cessé d'exister* ».

Ces conférences sur l'Europe ont surtout mis au jour les liens forts qui unissent l'Eglise catholique allemande aux Eglises des pays de l'Est. On sait désormais que l'épiscopat a ordonné clandestinement plusieurs prêtres tchécoslovaques. Le Katholikentag a confirmé cette vérité sous-jacente : la mise en œuvre, ou plus exactement la redécouverte, selon les voeux de Jean-Paul II, des bases d'une Europe chrétienne passe géographiquement par Berlin, consacré par ces trois jours, carrefour spirituel entre chrétiens de l'Ouest et chrétiens de l'Est. Cependant, si la première pierre à la réfection commune s'inscrit si fortement dans les gravats du « mur de la honte », certains appellent déjà l'Eglise allemande à réfléchir doublement à sa nouvelle situation. « *Les voisins de l'Allemagne, parfois ont encore peur* », a rappelé Mgr Lustiger. « *Eglise d'Allemagne*, a-t-il ajouté, *vous donnez beaucoup de vos biens. Vous devez donner plus encore : donnez votre âme.* »

JEAN-MICHEL DUMAY

Mgr Lustiger : fonder en Europe un nouvel « idéal moral »

Le cardinal français, Jean-Marie Lustiger a prononcé son premier discours à Berlin sur la nouvelle situation en Europe de l'Est. « *Il faut que nous réussissions à exorciser les dérives des Eglises nationales* », a-t-il déclaré, évoquant la place des Eglises luthériennes et orthodoxes.

« *Je n'affirme pas que l'Europe sera chrétienne*, ajoute l'archevêque de Paris, *mais plutôt que l'Europe n'existera pas, ne se réunifiera pas si les chrétiens de chaque nation ne répondent pas à l'appel de conversion qui les mènera à l'unité. Aujourd'hui, la foi au Christ est la seule voie de communication entre tous les peuples d'Europe qui permette de passer au travers de toutes les barrières – politiques, étatiques, culturelles. Cette voie de communication a tracé le chemin de la liberté.* »

L'avenir de la liberté en Europe passe par la question de « *l'idéal moral qui fonde une société et sans lequel la liberté n'est jamais assurée. Poser une telle question ne revient pas à vouloir imposer un ordre moral par contrainte sociale. Poser une telle question permet de mettre en lumière la condition nécessaire pour qu'une société demeure libre.* »

SCIENCES

La sûreté nucléaire

Deux études sur les risques de fusion des réacteurs

EDF et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) ont réalisé récemment deux études sur «la probabilité de fusion du cœur» des réacteurs nucléaires. Ces rapports, « *qui doivent encore subir des contrôles croisés* », montrent que cette probabilité est de 4,95 cent millièmes par année-réacteur pour les 900 mégawatts (étude EPS 900 de l'IPSN), et de un cent-millième par année-réacteur pour les 1 300 mégawatts, plus récents (étude EPS 1300 d'EDF).

« *Des chiffres tout à fait comparables aux études du même genre réalisées dans le monde, et notamment aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale* » depuis une quinzaine d'années, commente M. François Cogné, directeur de l'IPSN. Ils confirment notamment les estimations avancées dans son dernier rapport (*le Monde* du 9 mars) par M. Pierre Tanguy, inspecteur général pour la sûrete nucléaire à EDF. Selon lui, la probabilité d'un tel accident dans les vingt ans serait de « *quelques pour cent* », ce qui, rapporté à une cinquantaine de réacteurs et par an, représente bien un risque de «quelques» cent millièmes.

Ces études confirment que le risque présenté par un réacteur à l'arrêt dont le cœur n'a pas été déchargé est important puisqu'il intervient pour 32 % du total (étude EPS 900). Là non plus, les spécialistes ne sont pas surpris : lors des arrêts pour maintenance (le cœur n'est pas déchargé pendant environ la moitié du temps de ces opérations), les systèmes de sûreté, en cours d'entretien, sont forcément moins opérationnels, et les techniciens redoublent généralement de précautions. Aucune étude n'avait cependant encore chiffré la part de ce risque.

Ces rapports ne prennent en compte que le risque de fusion, de type Three Mile Island, où, contrairement à Tchernobyl, l'ultime barrière – l'enceinte de confinement – n'avait pas cédé. « *Une telle étude reste à faire*, reconnaît M. Cogné. *Les chiffres seraient probablement à diviser par dix. Mais*, ajoute-t-il, *cela n'est pas urgent : plus que les chiffres eux-mêmes, qui ne sont que des estimations, ce sont les valeurs relatives des différentes séquences qui sont très importantes pour nous. Cela nous permet de bien identifier et de sérier les risques.* »

J-P. D.

□ **Fuite radioactive à Fessenheim.** – Cinq mètres cubes d'eau radioactive provenant de la piscine de stockage des combustibles de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), se sont déversés samedi 26 mai dans le grand canal d'Alsace. Les contrôles ont montré que les rejets sont restés « *largement inférieurs aux limites fixées par la réglementation* », et cet incident « *est sans conséquence pour l'hygiène publique et l'environnement* », a indiqué M. Pierre Pellerin, directeur du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI).

La « délégation nationale » de l'UNAPEL

Les parents d'élèves catholiques veulent se dégager de la tutelle ecclésiastique

« *L'école catholique n'est pas l'école de l'Eglise, elle est dans l'Eglise. Sa finalité n'est pas de fabriquer des chrétiens mais de proposer librement à tous un message et des valeurs* ». C'est sans ambiguïté que M. Alain Cérisiola, président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre), a précisé sa vision de l'avenir de l'enseignement catholique devant la délégation nationale annuelle de son organisation réunie à Pau les 26 et 27 mai. Il confirme ainsi la réputation de modération et d'ouverture qui lui avait valu son élection en 1988 à la tête de la grande organisation des parents d'élèves du privé (810 000 adhérents).

Plus nettement encore, M. Cérisiola a marqué sa volonté de voir les parents d'élèves de l'enseignement catholique jouer un rôle de véritables partenaires au sein de leur école, sans être soumis à la hiérarchie catholique.

« *L'inspiration doit demeurer l'Eglise mais pas forcément l'administration* », a-t-il précisé, en faisant remarquer que « *l'Eglise ne se résume pas à la hiérarchie. Tous les laïcs chrétiens en font partie* ». L'UNAPEL propose donc de « *repenser* » les structures de l'enseignement catholique afin de faire de L'école une « *communauté éducative* » ouverte sur le monde et sur la vie.

Pour amorcer cette importante évolution, le président de l'UNAPEL peut s'appuyer sur les résultats d'une vaste enquête réalisée à sa demande auprès de 280 000 parents et de 5 000 élèves de lycée. Interrogés sur les priorités de l'enseignement catholique, parents et jeunes citent d'abord la formation de la personnalité (48 % des parents et 64 % des jeunes).

La catéchèse ne vient qu'après (20 % des parents, 10 % des jeunes), tandis que la dimension religieuse de la culture n'est jugée prioritaire que par 20 % des parents et 7 % des jeunes.

Cette mutation de l'UNAPEL n'est pas en contradiction avec la conception des autorités de tutelle. Le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique l'a confirmé clairement en clôture de la délégation : « *Il faut*, a-t-il dit, *abandonner une vision pyramidale de l'exercice de la responsabilité. L'école catholique n'est la propriété de personne. Elle n'est pas propriété d'Eglise, elle est celle de tous. Il ne saurait y avoir ceux qui seraient exclusivement les garants de sa spécificité et ceux qui se contenteraient d'en être les utilisateurs.* »

Le Père Cloupet a d'ailleurs annoncé qu'une révision des statuts était à l'ordre du jour et qu'un texte serait soumis à la consultation des partenaires d'ici la fin de l'année.

Cette rénovation de l'enseignement catholique s'inscrit enfin dans le cadre d'une réflexion plus large sur la construction européenne.

L'Europe sera d'ailleurs au centre, l'an prochain, du congrès quadriennal de l'UNAPEL qui se tiendra au printemps 1991 à Lille. Pour la première fois l'UNAPEL invitera, en effet, ses homologues de l'enseignement catholique des pays de la Communauté européenne à participer à ses travaux.

PARIS

Les campements d'expulsés se multiplient

La capitale connaît désormais trois campements de personnes expulsées de leur logement. Depuis le 2 mai, quarante-huit familles, c'est-à-dire trois cents personnes dont cent cinquante-trois enfants, chassées de deux immeubles qu'elles squattaient, se sont réfugiées place de la Réunion dans le vingtième arrondissement. L'association Emmaüs leur a prêté des tentes et le Comité des mal-logés, ainsi qu'un grand nombre d'organisations caritatives, politiques et syndicales les soutiennent. Une proposition de relogement pour près de la moitié d'entre elles a été formulée le 21 mai par la mairie de Paris. Les appartements proposés appartiennent à la Ville de Paris, mais sont situés à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et dans d'autres communes plus loin de Paris. Les municipalités ont protesté, refusant de jouer le rôle de «ghettos d'accueil» et la situation est bloquée.

Dans le dix-huitième arrondissement, c'est le parvis du Sacré-Cœur de Montmartre qui héberge sept familles dont trente enfants. Expulsées en janvier d'immeubles en rénovation dans le quartier de la Goutte d'Or, vingt-deux familles avaient été relogées provisoirement dans des hôtels ; selon la CGT, quatre seulement avaient obtenu un logement définitif. Six ont décidé d'occuper le parvis du Sacré-Cœur pour attirer l'attention sur leur cas. Plusieurs organisations – Secours Populaire, Parents d'élèves de la FCPE, Confédération des familles, Ligue des droits de l'homme, les Verts, – appellent à une manifestation de soutien, mardi 29 mai en fin d'après-midi.

Enfin, une dizaine de familles expulsées fin avril de leur logement déclaré insalubre s'étaient installées au début du mois de mai devant la mairie du dix-neuvième arrondissement ; après une semaine de campement elles avaient accepté une solution provisoire en foyer. Mais en apprenant, samedi 25 mai, que le bureau d'aide sociale suspendait le financement de ce relogement, elles ont repris position devant la mairie du dix-neuvième arrondissement.

هكذا من الأصل

ENVIRONNEMENT

L'assemblée des défenseurs de la nature à Lille

Le retour en grâce de M. Brice Lalonde

Les représentants des associations de protection de la nature, groupées au sein de France nature environnement (FNE), on tenu leur XXIIème congrès à Lille, du 25 au 28 mai. Le climat de confiance semble rétabli avec le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, qui a reçu un accueil chaleureux de ceux qui, l'an dernier encore, le conspuaient.

LILLE

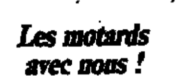
de notre envoyé spécial

Depuis la percée des Verts dans le paysage politique français, les militants associatifs de la protection de la nature apparaissent par comparaison moins accrocheurs, moins dynamiques. Plusieurs piliers de la « fédé » (1) ont déjà franchi le Rubicon et se sont enrôlés sous la bannière du parti des Verts, à commencer par l'ancien président, Jean-Pierre Raffin, aujourd'hui député européen, le journaliste Jean Carlier et Alain de Swarte, directeur de la revue *Combat-Nature*. Ces vétérans du combat écolo demeurent actifs au sein de la Fédération, certes, mais ils préfèrent aujourd'hui se battre sur le front politique pour faire aboutir leur point de vue.

A cette perte de substance « par le haut » s'ajoute un manque à gagner « par le bas », en ce sens que les nouveaux militants écolos sont aujourd'hui aspirés par la machine verte. Beaucoup d'associations voient leurs effectifs fondre, comme celle du Gard, malgré la lutte engagée contre le barrage de la Borie, le TGV et bientôt l'usine Melox de Marcoule. Et celles qui recrutent, comme dans les Landes (SEPANSO) ou à Arras (Nord-Nature), puisent dans un vivier où les jeunes sont minoritaires.

Cela explique sans doute le peu de ferveur des militants associatifs à participer à la grand-messe du congrès annuel, où stands et participants se font chaque fois plus rares. D'où aussi le ronron de commissions qui, cette année, se sont penchées sur les méfaits du tourisme – y compris du « tourisme nature » aujourd'hui à la mode.

Contrairement aux deux années précédentes, le congrès n'a pas donné lieu à des échanges aigres-doux entre la base écolo et le ministre. Une lune de miel a même paru s'instaurer dans les propos officiels. « *On peut saluer votre courage dans l'affaire des pollutions agricoles* », a dit à M. Brice Lalonde le président de Nord-Nature, M. Emile Vivier. A son tour, le secrétaire d'Etat a salué la longanimité du professeur dans l'incessant combat qu'il mène pour la défense de la nature du Nord-Pas-de-Calais, si malmenée au cours des siècles par les mines et l'industrie.



Les motards avec nous !

Le président de la Fédération, M. Pierre Delacroix, n'a pas non plus ménagé ses éloges, qu'il s'agisse du projet de loi contre le tout-terrain hors piste (« moto verte » ou « 4x4 »), de la ratification des conventions de Berne et de Bonn (pour la protection des espaces naturels) après dix ans d'attente, de la position de la France en faveur de l'interdiction de l'ivoire, du rappel de la loi interdisant la chasse de printemps en France, y compris dans le Médoc, ou encore de la conversion du secrétaire d'Etat à l'idée de créer un « grand ministère de l'environnement ». Cette avalanche de compliments, saluée par des applaudissements nourris, a même permis au porte-parole de la moto verte, M. Jean-Marc Maldonado, de se faire applaudir à son tour par les écolos !

Le secrétaire d'Etat à l'environnement n'avait plus qu'à enfoncer le clou. « *Un grand ministère de l'environnement est obligatoire et inévitable* », a-t-il martelé, alors qu'il avait naguère soutenu le contraire (*le Monde* du 9 mai 1989). Il a aussi précisé que le droit de « non-chasse » – permettant à un propriétaire de soustraire son terrain à la loi Verdeille – serait soumis au Parlement à l'automne. Après le parc national du Mont-Blanc, toujours « *en gestation* », des avant-projets de parc seront étudiés pour la Corse et la Réunion. Toujours des applaudissements, donc.

C'EST OFFICIEL,
LES TOURISTES SONT
PLUS DANGEREUX
QUE LES CENTRALES.
PESSIN

C'est à peine si le ministre a été accroché sur le feu vert donné au procédé Melox, qui sera fabriqué à Marcoule à partir du plutonium de la Hague. « *Ce procédé permet de réduire d'un tiers en cent soixante-dix ans la quantité de déchets nucléaires à vie longue* », a-t-il précisé. Mais l'ancien militant anti-nucléaire a refait surface : « *L'actualité nous a montré qu'il y a des billets de retour du communisme. Il y en a aussi pour le nucléaire.* » Et d'annoncer un vigoureux coup de pouce à l'énergie solaire...

Les protecteurs de la nature, apparemment convaincus par tant de gestes de bonne volonté, n'ont même pas pensé à interroger M. Lalonde sur son projet de « plan national pour l'environnement ». Ce « plan vert », qui devait être présenté le 5 juin, date symbole correspondant à la Journée de l'environnement, ne pourra au mieux être connu avant la fin du mois. Le travail préparé par son conseiller, M. Lucien Chabason, n'a en effet guère enthousiasmé les ministères auxquels il a été soumis. Et Matignon a demandé un report d'au moins quinze jours pour harmoniser les positions. « *Essayez de ne pas vous battre avec tous les ministres en même temps* », a dit Michel Rocard à Brice Lalonde pour tempérer sa fougue.

ROGER CANS

(1) La Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) s'est transformée l'an dernier en France nature environnement

> ### Un président juriste
>
> Les délégués présents à Lille ont renouvelé leur conseil d'administration, qui a élu un nouveau bureau. La présidence de France Nature Environnement, détenue depuis 1986 par M. Pierre Delacroix, ancien capitaine au long cours devenu professeur de géographie, échoit cette fois à un juriste, M. Jean Untermaier (quarante-six ans), professeur de droit de l'environnement. Ce dernier, maire de Montceaux-Ragny (Saône-et-Loire), dirige l'Institut de droit de l'environnement, qu'il a créé au sein de l'université Jean-Moulin (Lyon-III).

Montpellier se prononce par référendum pour le tri des ordures

Consultés par référendum sur le traitement des ordures ménagères de l'agglomération de Montpellier (*le Monde* du 26 mai), 15 % des inscrits des seize communes organisatrices se sont déplacés, samedi 26 mai, pour voter. Ce taux de participation est voisin de celui enregistré en 1983 lors du référendum sur le tramway à Grenoble. A Palavas, station balnéaire située juste à côté de l'actuelle décharge saturée, le taux de participation a dépassé 40 %.

Près de 90 % des votants se sont prononcés pour un système de collecte sélective des ordures à l'image de celui déjà mis en place à Dunkerque. Il impliquera la création de déchetteries par quartier, puis un dernier tri sur le site d'enfouissement. Près de 63 % ont enfin opté pour la réalisation d'une fosse étanche destinée à recevoir les résidus non recyclables ou transformables en compost, sur la commune de Montarnaud, à l'ouest de Montpellier. Ce site a toujours été contesté par les maires des communes riveraines.

Le district de Montpellier devrait bientôt confirmer sa demande de déclaration d'utilité publique afin de pouvoir réaliser ce nouveau centre de traitement des ordures. En dernier lieu, c'est le conseil d'État, saisi par le préfet, qui devra donner son aval ou enterrer le projet.

JUSTICE

Le XXIIIe congrès du Syndicat de la magistrature

La réconciliation manquée

Après trois jours de débats passionnés, houleux, le Syndicat de la magistrature a réussi, de justesse, à éviter l'éclatement. Au cours du congrès avancé, qui s'est tenu du 24 au 27 mai à Paris, une motion a bien été votée ; des instances dirigeantes ont pu être renouvelées. Mais le consensus n'a pas été trouvé et la synthèse a été impossible entre les deux tendances qui s'affrontaient : la première, autour du bureau sortant, conduite par M. Frédéric N'Guyen, qui se voulait plus radicale, prônant un syndicalisme de rupture avec le pouvoir socialiste, a été laminée par la seconde, conduite par M. Maurice Zavaro, qui est apparue plus soucieuse de pluralisme. La tension entre les deux camps, alimentée par de solides querelles de personnes, subsiste, et on se demande – alors que la cassure est si manifeste – comment ces syndiqués pourront désormais travailler ensemble.

Ce sont des copains de vingt ans qui ne se disent plus bonjour. Des « camarades » dont les regards se fuient ou se défient. On n'a pas fait la fête, comme c'était depuis toujours la tradition. On n'a pas dansé, comme on aimait tant le faire, toutes différences hiérarchiques gommées, légèrement excités par une sangria aigrelette, au rythme d'une sono de patronage. Et, même lorsque tout a été fini, lorsque c'était trop tard pour mieux faire, on a pu croire que certains en viendraient aux mains. Derrière eux, ils ont laissé de vieux mégots, des motions raturées, des bulletins de vote éparpillés et de tenaces rancunes.

Attitude « stalinienne »

Dans la solennelle première chambre de la cour d'appel de Paris, ils étaient venus nombreux – près de trois cents – passer les quatre jours du long week-end de l'Ascension, décidés à « clarifier », au cours d'un congrès avancé (mai au lieu de novembre) un conflit interne qui, depuis cinq mois, empoisonnait la vie du syndicat et donnait de lui une bien piètre image. Ils n'en pouvaient plus de se déchirer. Chacun à leur façon, ils l'avaient déjà dit : les sept conseillers, qui avaient démissionné l'hiver dernier ; le président élu, qui n'avait pu endurer la situation plus de trois mois ; les syndiqués, ballottés dans des conflits surréalistes ; et même le bureau, dont la légitimité était discutée.

Comment comprendre, en effet, quelque chose à cette querelle de famille, qui a dégénéré en psychodrame ? Le congrès de mai devait permettre au Syndicat de la magistrature de repartir sur des bases plus saines, plus claires. En fait, c'est un camp qui est parvenu, sans le vouloir vraiment, à éliminer l'autre. Deux listes s'affrontaient. L'une, émanation du bureau sortant, était animée par MM. Frédéric N'Guyen, juge d'instruction à Paris, permanent du syndicat, et Christophe Seys, juge des enfants à Lyon. Cette tendance estime que le syndicat a trop « *collé* » au gouvernement depuis 1981, encouragé par ceux de ses membres qui ont quitté leur juridiction pour fréquenter de trop près les allées du pouvoir. Dénonçant la politique trop molle « *d'accompagnement du pouvoir* », ils entendaient voir lever l'appartenance syndicale de leurs « *camarades* », tant qu'ils occuperaient des fonctions relevant du bon vouloir de l'exécutif et prônaient une stratégie syndicale plus offensive et plus autonome.

Ce langage passait pour séduire et rassembler une partie des jeunes magistrats de base, souvent provinciaux, qui réclament une plus grande démocratie syndicale et reprochent aux précédentes directions de les avoir traités comme quantité négligeable. Attitude « *sectaire* », « *stalinienne* », estiment, eux, les partisans de l'autre liste, conduite par M. Maurice Zavaro, maître de conférences à l'Ecole nationale de la magistrature, solidement appuyé par ces « anciens » du syndicat, ébahis qu'on songe à les chasser de ce lieu auquel ils tiennent tous si fort. Rejetant ce qu'ils perçoivent comme une attitude d'exclusion, d'intolérance, confortés dans cette analyse par les méthodes employées par M. N'Guyen et ses amis pendant les cinq mois passés à la tête du syndicat et par l'encadrement trop strict du congrès qu'ils ont mis en place, les amis de M. Zavaro voulaient définir une ligne syndicale de « *critique constructive* » à l'égard du pouvoir, plutôt que de rupture.

Les deux logiques étaient-elles conciliables ? Certains, comme M. Pierre Lyon-Caen, procureur de la République à Nanterre, co-fondateur du SM, s'y sont employés, espérant comme lui qu'on assisterait à « *l'enterrement de la hache de guerre* », plutôt qu'à celui du syndicat. M. N'Guyen a espéré qu'à la fin du congrès, « *dimanche soir, on pourra se parler et manger ensemble* » et a appelé au dialogue. Peu l'ont cru. Mais il fallait d'abord vider son sac. Ce fut fait, et pas toujours de façon très élégante. Responsables au ministère de la justice de la mission modernisation ou de l'administration pénitentiaire, des syndiqués ont été vivement pris à partie et accusés de n'être au syndicat que les représentants d'une politique rejetée par ce même syndicat. Un juge d'instruction de Colmar vint raconter comment des conversations téléphoniques qu'il avait eues avec l'ancien président – son ami depuis dix ans – avaient été enregistrées à son insu et utilisées pour démontrer sa prétendue collusion avec le pouvoir et la hiérarchie. M. N'Guyen, victime de « *procès en sorcellerie* », rapporta que ses détracteurs n'hésitent pas à l'appeler « *Pol Pot* », surnom où flotte un relent raciste. Il avait auparavant expliqué qu' « *au sein du SM* » on avait utilisé « *à des fins qui paraissent clairement politiques aujourd'hui* », les rapports d'inspection le concernant, qui figuraient dans son dossier lors de son examen par la commission d'avancement (*le Monde* du 19 décembre 1989).

Etait-il encore possible, dans ces conditions, de faire la paix, de « *s'enrichir de ses différences* », comme le souhaitait tant M. Pierre Lyon-Caen ? « *Peut-on jouer avec cet outil et sacrifier l'avenir à des querelles secondaires ?* » Tous en étaient d'accord : le Syndicat de la magistrature est un lieu irremplaçable. Il était, naguère, fait de débats et de chaleur, de solidarité et d'échanges. Certains n'étaient venus à la magistrature que grâce à lui. Pouvait-on le reconstruire ou était-il trop tard?

Un succès empoisonné

On s'est d'abord testé, dans une bataille de procédure inepte, qui a duré tout un après-midi. On a ensuite tenté de débattre autour de thèmes ancestraux : « *Quel syndicat, quel juge, quelle justice ?* » Une nouvelle fois, les personnes, plus que les idées, se sont affrontées. On a – la tête ailleurs – parlé de la crise de la justice un peu et, surtout, de celle de ses magistrats. On est tombé d'accord sur des revendications communes : des moyens accrus pour la justice, une réforme du statut des magistrats... On s'est entendu sur des modalités d'action pouvant aller jusqu'à la grève. On a pris ses marques et il a bien fallu voter dans une ambiance fiévreuse. On a mis près de quatre heures à dépouiller les 482 bulletins. Le résultat a enfin été connu : laminée, la liste de Frédéric N'Guyen et Christophe Seys n'obtient que deux sièges au Conseil, qui ne sont d'ailleurs pas pour ses leaders. La liste de Maurice Zavaro en obtient douze. Un succès empoisonné, presque trop beau pour ramener la paix. Avant même l'annonce officielle des résultats, la liste défaite, abandonnant la tribune, rédigeait un communiqué vengeur : « *Le Syndicat de la magistrature est aujourd'hui normalisé. Il a été repris en main après une montée en force des éléments de la chancellerie, des cabinets ministériels et de ceux qui doivent leur carrière au pouvoir actuel. (...) La liste menée par le bureau sortant a été massivement évincée en raison d'un scrutin qui interdit l'expression du pluralisme. Paradoxalement, c'est sur les propositions et les valeurs de cette même liste que le congrès s'est déterminé, pour les reprendre largement à son compte. C'est pourquoi cet échec masque une victoire politique importante* ».

Tout semblait dès lors être dit. Et le congrès, baptisé de clarification, s'acheva dans l'atmosphère pestilentielle dans laquelle il s'était ouvert.

AGATHE LOGEART

Remis au ministre

Le rapport Clauzel propose de désarmer les policiers

Un rapport remis par le préfet Jean Clauzel à M. Pierre Joxe, lundi 28 mai, propose de délimiter les missions confiées aux polices municipales afin d'éviter tout empiétement sur les compétences de la police d'Etat et de la gendarmerie. Le rapport Clauzel propose notamment de désarmer les policiers municipaux.

Plus de deux mille six cents communes possèdent une police municipale. En 1984, elles n'étaient que mille sept cents. Ce développement continu indique, selon M. Clauzel, que les polices municipales répondent à des besoins qui ne sont « *pas totalement satisfaits* » par la police et la gendarmerie nationales.

Il n'est donc plus question de supprimer les polices municipales – comme cela avait été envisagé dans une loi du 7 janvier 1983. Mais un cadre juridique précis et des missions mieux définies devront permettre d'éviter que des policiers municipaux outrepassent leurs compétences en procédant à des contrôles d'identité ou des interpellations de suspects « *sans se soucier exagérément des carcans légaux imposés à la police nationale* », comme le soulignait en 1985 un rapport de l'Inspection générale de la police nationale (*le Monde* du 4 octobre 1985).

Pour éviter de tels dévoiements, le rapport Clauzel cantonne les polices municipales dans des missions « *complémentaires* » à celles de la police d'Etat. Leur fonction première doit être de veiller à la bonne application des arrêtés du maire (en matière de construction ou d'habitation) et d'exercer une police administrative et de proximité. Aux policiers municipaux d'assurer la surveillance des sorties d'école et de sanctionner les infractions liées aux bruits de voisinage. A eux d'assumer les tâches administratives de la commune, des objets trouvés à la remise des cartes d'identité et au service d'ordre lors des fêtes locales.

Garde-champêtres urbains

Ils seront désormais habilités à verbaliser par procès-verbal les manquements aux arrêtés municipaux, ainsi que certaines infractions au code de la route : non plus simplement celles relatives au stationnement, mais aussi les excès de vitesse en ville, le non-respect d'un feu rouge ou d'un sens interdit. En outre, ils seront autorisés à demander à un contrevenant de décliner son identité (mais pas de la contrôler) ; en cas de refus, ils pourront le conduire devant un agent ou un officier de police judiciaire.

Sorte de garde-champêtres urbains, les agents de police municipale n'ont pas à constituer une « *troisième police* ». Leurs missions ne peuvent être que « *complémentaires* » de celles de la police nationale et de la gendarmerie. Ces dernières ont une compétence exclusive pour les missions de police judiciaire et la lutte contre la délinquance, insiste le rapport. En vue de lever toute ambiguïté à ce sujet, il propose de retirer la qualification d'agent de police judiciaire adjoint aux fonctionnaires territoriaux. Dans le même temps, le contrôle des polices municipales sera renforcé : une instance nationale sera créée à cet effet, et un code de déontologie élaboré.

Seulement 37 % des policiers municipaux sont aujourd'hui dotés d'une arme de poing, alors qu'un décret de 1973 les y autorise. S'appuyant sur cette statistique et sur la redéfinition des missions, le rapport Clauzel retient le principe du désarmement individuel de tous les policiers municipaux. Des bâtons de défense, des menottes ou des bombes lacrymogènes devraient leur suffire pour assurer leur fonction.

conciliation manquée

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A Toulouse

Les jeunes avocats se divisent sur le financement de l'aide légale

Le 46e congrès de la Fédération nationale de l'Union des jeunes avocats (FNUJA) s'est tenu du jeudi 23 au samedi 26 mai à Toulouse. Inauguré par le garde des sceaux, il a donné lieu aux premières prises de position depuis la divulgation du rapport Bouchet sur l'aide légale.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Le 46e congrès de la FNUJA se plaçait sans conteste dans une de ces périodes charnières pleines d'inconnues. Le début de l'année 1990 a été marqué par une grève qui a touché, à des degrés divers, de nombreux barreaux français : la grève de l'aide légale, cette *« justice des pauvres »*, qui part à vau-l'eau. Les prochaines semaines verront l'Assemblée nationale discuter du statut du futur avocat conseil et entériner, sans doute, la fusion des professions d'avocat et de conseiller juridique. Sans parler des réformes du code pénal, en cours, et de sa procédure, souhaitée, ces jeunes membres du barreau sont aujourd'hui confrontés à des choix d'importance.

Profitant de la venue à Toulouse du garde des sceaux, ils lui ont fait connaître leurs exigences et critiques. Pour les jeunes avocats, il s'agit de tenir le cap *« entre tradition et modernisme »* dans des domaines aussi divers que la formation des jeunes – *« deux ans de théorie, c'est trop »* –, l'ouverture à des non-professionnels du capital des futures sociétés commerciales – *« Nous ne tolérerons aucune prise de participation extérieure, même minoritaire »* – ou le salariat des avocats. Face à eux, Pierre Arpaillange s'est montré un interlocuteur ouvert mais déterminé, défendant tout à la fois les dispositions de son projet de loi et la nécessaire *« concertation »* avec les professionnels.

Les principaux points de friction n'ont pourtant pas concerné les nouveaux cadres d'exercice. La FNUJA, rappelant qu'elle avait donné dès 1987 *« l'impulsion »* pour un rapprochement avec ses *« frères conseillers juridiques »*, se réjouit de voir le projet enfin à son terme. La véritable passe d'armes entre congressistes et avec le ministre de la justice s'est faite autour du rapport sur l'aide légale du conseiller d'Etat Paul Bouchet (*le Monde* du 19 mai).

Point de départ de ce travail, un constat commun : le système d'aide légale qui, en France, est censé permettre l'accès de tous à la justice, est, de plus en plus, inadapté. *« On dit souvent que notre justice est inégalitaire ; c'est vrai en partie »*, a admis le garde des sceaux lui-même. Second postulat : pour démocratiser la justice, il faut repousser vers le haut le seuil minimal de revenus qui donne droit à l'aide légale. Selon le rapport Bouchet, ce plafond devrait passer de 3 465 F au SMIC (4 428 F) pour l'aide totale et de 5 250 F à une fois et demie à deux fois le SMIC pour l'aide partielle.

Une entreprise « prioritaire »

Poussé, en raison des grèves des différents barreaux français, à envisager une réforme en profondeur, le ministre a défini les quelques principes qui le guideront dans cette entreprise qualifiée de *« prioritaire »* :

– l'intérêt des justiciables – et non celui du corps des avocats – sera le fil directeur du gouvernement ;

– le devoir de solidarité envers les plus démunis est souligné ; outre le don pur et simple, l'aide légale peut et devra prendre les formes les plus variées (crédit et assurance de protection juridique, en particulier en cas d'aide partielle) ;

– il faut chercher à rendre l'avocat plus disponible pour cette clientèle amenée à se développer ;

– le financement ne saurait relever du « tout Etat ». *« D'autres concours »*, que le ministre n'a pas détaillés, seront donc nécessaires. La participation des CARPA (caisses anonymes des règlements pécuniaires des avocats) semble d'ores et déjà admise puisque, selon le rapport Bouchet, celles-ci ne sont pas hostiles.

C'est sur ce dernier point néanmoins – quelques sifflets ont accueilli les propos du garde des sceaux – que le bât blesse le plus. *« Les missions de service public doivent être assurées par l'Etat »*, a asséné le président de la FNUJA, Rémi de Gaulle, avant d'ajouter en substance que la participation des avocats au financement de l'augmentation massive de l'aide juridique ne pourrait se faire qu'au détriment de la qualité, dans la mesure où les CARPA doivent déjà apporter leur concours financier en matière de formation et de gestion des ordres.

Au sein même de la fédération, le débat est vif et le clivage réel. Dès les états généraux de Bobigny (*le Monde* du 20 février), le désaccord était patent entre ceux qui trouvent normale la participation *« de solidarité »* (par l'intermédiaire des CARPA ou sous forme d'un abattement sur le prix du tarif horaire) et ceux qui la rejettent.

Divisés pour l'instant sur ce point délicat, les jeunes avocats ont préféré, dans une prudente motion d'attente, le passer sous silence et mettre en place une cellule de crise qui travaillera tout l'été.

JUDITH RUEFF

de l'intérieur

municipaux

Cette proposition, sans doute la plus audacieuse du rapport, pourrait provoquer des remous chez les maires qui craindraient de voir amoindrie l'autorité de « leur » police. Par ailleurs, le rapport avance plusieurs mesures qui permettront à tout citoyen de distinguer, du premier coup d'œil, les policiers municipaux des fonctionnaires de police nationale. Leurs voitures et leurs cartes tricolores ne devront plus copier le modèle national. De même pour leur uniforme, qui devra à présent être commun à toutes les polices municipales.

Enfin, le rapport demande qu'un statut digne de la fonction publique territoriale soit reconnu à ces policiers. Recrutés sur concours à programme national, mieux formés, agréés par le procureur de la République et le préfet, ces fonctionnaires territoriaux devront bénéficier de possibilités de promotion interne et d'accès au cadre B de la fonction publique territoriale. Ces policiers municipaux d'un nouveau genre pourront, avance le préfet Clauzel, porter le nom de *« gardes municipaux »*.

ERICH INCIYAN



هكذا من الأصل

MUSIQUES

Sous l'inspiration de Rostropovitch

De Schnittke à Beethoven, les émotions journalières d'un festival

EVIAN

de notre envoyé spécial

Les quinzièmes Rencontres musicales d'Evian se sont achevées, dimanche soir, sur deux œuvres impressionnantes d'Alfred Schnittke, ce compositeur russe né en 1934, interdit et voué à l'obscurité pendant vingt-cinq ans dans son pays, où il n'a subsisté qu'en écrivant quelque soixante musiques de film.

Avec le merveilleux orchestre des jeunes du Curtis Institute de Philadelphie, Rostropovitch a donné une interprétation magnifique de la *Symphonie in memoriam* que Schnittke écrivit pour sa mère en 1976, vaste lamento d'un seul tenant, traversé un moment par une ombre de danse, où une goutte d'eau tombe, lancinante, rythme un temps lugubre. A la fin pourtant émerge un signe d'espérance, lorsque l'orgue entre et chante un motif frais, populaire, comme à l'aube du final de la *Symphonie pastorale* : le calme, la sérénité envahissent l'orchestre.

Plus extraordinaire encore, peut-être, le *Concerto pour violoncelle* a été commandé à Schnittke par Rostropovitch, qui l'a créé à Evian sous la direction de Theodor Guschlbauer, tous deux débordant d'un lyrisme torrentueux et acéré. Pendant près de quarante minutes, le violoncelle n'a guère de répit : il a tant à dire, cet homme solitaire, ce musicien qui se libère, qui avance dans des paysages sinistres et poignants.

On s'épuise parfois à suivre cet inlassable combat intérieur, presque mystique, d'un créateur blessé qui refuse de capituler (Schnittke a été gravement malade l'an passé). Toute la fin est d'une intensité bouleversante : après un lent choral des cuivres, on pénètre dans une sorte d'intermonde, comme dans le *Concerto pour violon*, d'Alban Berg. Une fanfare d'enfer semble engloutir le violoncelle, qui reviendra cependant, en une plainte qui s'effondre puis remonte et se perd dans le suraigu, dans l'au-delà. Mort et transfiguration?

Ces quinze journées d'Evian nous ont ainsi offert, sous l'inspiration de Rostropovitch, un programme ouvert et équilibré. A côté d'œuvres contemporaines très substantielles (en particulier, grâce à Geneviève Joy, deux superbes *Préludes pour piano*, d'Henri Dutilleux, d'une extrême richesse d'écriture poétique), il y avait pour le grand public nombre d'œuvres très classiques, et même quelques «friandises » comme les pièces légères assemblées par le trio Stern, Rampal, Rostropovitch, ou, samedi, en présence des reines d'Espagne et d'Italie, le *Concerto pour flûte et harpe*, de Mozart par Rampal et Marielle Nordmann.

Le folklore d'Europe centrale

Soliste privilégié de l'année, Isaac Stern (ce sera Menuhin l'an prochain) nous a ravis le même soir avec l'*Adagio* K.261, de Mozart où l'on retrouvait avec joie sa sonorité comme un fil d'argent ou un diamant scintillant dans l'azur. Michael et David, ses deux fils chefs d'orchestre, ont encore du chemin à faire sur ses traces : le premier, et le plus doué (assistant de Dohnanyi à Cleveland), a donné avec le Curtis une exécution brillante, d'une extrême précision, mais fort sèche, du *Concerto pour orchestre*, de Bartok, tandis que le second, plus sensible, manque cruellement de technique : on lui avait confié, il est vrai, une bien pâle formation de fortune de l'Orchestre français des Jeunes pour la *4e Symphonie*, de Beethoven.

Les jeunes artistes au contraire brillaient de mille feux dans nombre de concerts, en particulier à l'église d'Evian l'après-midi, confirmant la valeur souvent exceptionnelle des Quatuors Anton et Manfred, des pianistes Nicholas Angelich et Eric Le Sage et du violoncelliste Jian Wang.

Parmi les soirées mémorables de ces Rencontres, on privilégiera celle du Quatuor Bartok que l'on écoutait avec bonheur après treize ans d'absence : ils jouaient le *Quatrième Quatuor* de leur « saint patron » avec cette fougue, cette vitalité effervescente qui emplit les lignes et la polyphonie complexes arrachées au sol et au folklore d'Europe centrale.

Ce même courant souterrain à haute tension soulevait le *Quintette à cordes*, de Schubert, où Alain Meunier venait ajouter son lyrisme si intérieur, montant comme une lame de fond de son violoncelle. Instants inoubliables que cet *adagio* immobile, entre vie et au-delà, où passe une tempête, un sentiment d'horreur irrépressible comme une vision de la mort, et le trio du scherzo, sublime chant de désespoir dans un dépouillement absolu.

Quant au *Trio à l'Archiduc*, de Beethoven, il mariait deux vieux complices, Eugène Istomin et Isaac Stern, au maître de céans, Rostropovitch, qui jetait des œillades attendries à son invité d'honneur. Quelle belle alliance : Stern, moins rayonnant que jadis mais toujours ému et émouvant, Istomin dont les doigts roulaient sur le piano comme un ruisseau insouciant sur les cailloux, et Slava, épanoui par cette musique si belle, goûtant chaque trait avec délices. La fin de l'*adagio* en particulier fut admirable, comme un feu de braises encore ardentes sous la cendre qui semblaient se réveiller une dernière fois et s'éterniser dans un rêve avant de s'éteindre.

JACQUES LONCHAMPT

La légende du Rail Band de Bamako

Avec le Sénégalais Ismaïl Lo, l'orchestre malien a été la révélation du Festival des musiques métisses d'Angoulême

Au fil des ans, le Festival des musiques métisses juxtapose deux événements : le premier, consacré au jazz, le second, à la musique africaine. Les talents de programmateur-explorateur de Christian Mousset, le directeur artistique du festival, ont amené à Angoulême, bien avant que leur gloire ait touché le reste de la France, Mory Kanté ou Johnny Clegg.

Cette année, le volet africain de la programmation se divisait en deux nuits, la première mandingue, la seconde sénégalaise. Mory Kanté et Salif Keita (qui se produisait à Angoulême) sont issus de la tradition mandingue. Mais leur établissement en Europe est très loin d'avoir épuisé la richesse du vivier musical malien.

Cette richesse s'incarne dans la légende du Rail Band du Buffet de la gare de Bamako, orchestre mythique dont le nom revient régulièrement dans les biographies des musiciens d'Afrique de l'Ouest, pas forcément maliens. Mory Kanté et Salif Keita y ont fait leur classes.

Le Rail Band se produisait pour la première fois en France à Angoulême, vingt ans après ses débuts et l'on se prenait à craindre le pire, un peu comme s'il avait fallu attendre aujourd'hui pour découvrir Jerry Lee Lewis sur scène. De la formation originale il ne reste que deux membres. Le Rail Band fonctionne comme un centre de formation : le guitariste actuel de Salif Keita jouait avec lui il y a encore un an et demi.

Il n'a pas fallu plus de trente secondes à la formation (trois chanteurs, deux guitaristes, basse, batterie, trois cuivres et deux percussionnistes) pour balayer tous les doutes en un tourbillon et trois harmonies. Le Rail Band est un orchestre de danse, influencé par les musiciens zaïrois qui viennent régulièrement jouer à Bamako, mais il a développé un son, une dynamique qui n'appartiennent qu'à lui.

Djelimodi Tounkara, colosse affable et sérieux, est l'un des deux membres fondateurs encore en activité. Il a sur l'usage de la guitare électrique plus d'idées que la plupart des musiciens de rock. Son jeu tournoyant est la quintessence de la guitare en entrelacs telle qu'elle se pratique dans la région. En plus il sait de temps en temps prendre la tangente, sans qu'on aie jamais l'impression d'entendre un solo de guitare.

Un avenir planétaire

La soirée mandingue avait en fait commencé par un apéritif sud-africain. Mango Groove est un groupe multiracial qui joue une musique pop légère très inspirée de la musique sud-africaine des années 50 . L'idée est jolie, c'est imaginer un instant ce qu'aurait été l'Afrique du Sud si l'apartheid n'avait pas existé. Elle est maligne aussi, car la musique est abordable, directe et dansante, cuivrée, très proche de la musique de danse américaine d'avant le rock'n'roll, jive ou mambo. L'effet est un peu gâché par des compositions parfois triviales et le jeu de scène exaspérant de la chanteuse Clare Johnston que l'on aurait cru échappée du dernier concours de l'Eurovision.

Entourée d'un groupe fait de bric et de broc qui jouait trop fort dans l'espoir que le volume cacherait sa misère, Nahawa Doumbia, considérée comme la plus grande chanteuse malienne, a tout juste gagné le droit de revenir la fois prochaine : c'est à peine si l'on pouvait imaginer ce que pourrait donner sa voix dans des circonstances plus favorables. Et avant que le Rail Band ne termine la nuit, Salif Keita a dissipé les rumeurs inquiètes qui entouraient sa santé musicale.

Au Sénégal, Ismaël Lo est une vedette. Il a déjà enregistré quatre disques (dont Celluloïd a extrait deux disques compact pour la consommation française). Il vient de signer avec Barclay, et tous ceux qui lui veulent du bien (en gros tous ceux qui connaissent déjà sa musique) lui prédisent un avenir planétaire. Peut-être un peu engoncé dans ces espérances, Ismaël Lo a quand même réussi à faire passer quelques vérités premières : Ismaël Lo est un grand chanteur (plutôt à l'américaine qu'à l'africaine), un excellent chef de groupe et arrangeur et – surtout – un compositeur capable d'accrocher l'oreille européenne.

Le reste de la nuit sénégalaise était consacré à deux jeunes groupes Louga Lo et Wala Afro, à la nouvelle formation des frères Touré et à la chorale de Julien Jouga. Commandant de l'armée sénégalaise, dévot, Julien Jouga promène ses soixante choristes et quelques percussionnistes à travers le monde proposant ses harmonies très catholiques sur des thèmes africains. Quand le mélange prend, on retrouve l'image miroir de l'influence protestante sur les harmonies des groupes sud-africains comme Ladysmith Black Mambazo.

THOMAS SOTINEL

► Angoulême à Paris. Au Bataclan, mardi 29 mai : Mango Groove. Au New-Morning, les 29 et 30 : le Super Rail Band de Bamako ; Walo Afro et Louga Lo, le 31 ; Nahawa Doumbia, les 1ers et 2 juin ; Ismaël Lo, le 9 juin ; La Chorale Julien Jouga se produira en l'église Saint-Louis des Invalides le 29 avec l'Orchestre de la Garde républicaine et le 30 seule.

CULTURE

Jorge Ben de retour

Sous des couleurs africaines et un nouveau patronyme Benjor – Jorge Ben réaffirme à l'Olympia sa forte présence

Contrairement à Caetano Veloso, Marie Bethania ou Gilberto Gil, Jorge Ben n'a pas participé au tropicalisme, le mouvement de renouvellement de la chanson brésilienne. Mais Ben, qui a grandi un pied dans la samba pure et dure des favelas, l'autre dans la samba sophistiquée des quartiers riches de Rio, n'en est pas moins une grande figure de la musique brésilienne, une de celles qui frissonnent d'intelligence, de finesse, d'humour, qui jouent en même temps avec simplicité l'amour de la vie entre soleil et mer.

Après un silence de quatre années, Jorge Ben revient. Il publie un superbe album où s'étalent ses racines africaines -sa mère, fait rare pour une Brésilienne est d'origine éthiopienne- Il y a déjà dix ans, Jorge Ben développait en musique son métissage dans l'album *Africa Band*. Mais la retraite imposée par la rupture avec sa vieille maison de disques lui a permis de faire le tour de ses influences, celles du Nordeste, de Rio et de sa périphérie, celles d'Algérie (avec le raï) de l'Afrique occidentale, orientale.

Entouré de vieux requins qui ont joué avec Gil Evans, *de jeunes* loups appartenant au Paralamas do Sucesso –l'un des principaux groupes rock du Brésil– et pour Mama Africa, de King Sunny Adé et de ses musiciens, Jorge Ben, loin de renvoyer à la nostalgie des années passées, nous propulse, princier et grandiose, vers un futur joyeux, dynamique.

Pour ce retour au premier plan, Jorge Ben a signé avec la firme discographique Warner, qui craignant on ne sait pourquoi une confusion entre son nom et celui de George Benson -également sous contrat- a curieusement repris des méthodes préhistoriques, et lui a demandé tout simplement de s'appeler désormais Benjor.

Ni un robot ni un ordinateur

A *quarante* sept ans, et après une aventure musicale d'un quart de siècle, Jorge Ben a obtempéré. Pour pouvoir enregistrer *son nouvel album. Mais non sans un pied* de nez à la multinat*ionale américaine*, sous forme d'une chanson : Homem do negocios, l'homme d'affaires, où le chanteur dit : « Vous l'homme *d'affaires, poussez-vous. Je ne suis ni un robot, ni un ordinateur, ni votre domestique. Non, non. Sûr que vous êtes un petit malin. Car pour réussir à garder votre place en piétinant et écrabouillant les gens, vous devez collectionner dettes, mauvais oeil, emmerdes. Quand vous vous adressez à moi, n'essayez pas de me changer. Car je pense, je parle, j'entends. Je sais que je suis un poète, un artisan de mon travail. C'est dans ma nature, ô merveille* ».

En tournée, y compris au Brésil, sous le nom de Benjor, Jorge Ben a cependant gardé son identité pour les trois concerts donnés les 28, 29, 30 mai à l'Olympia.

CLAUDE FLÉOUTER

▶ Olympia. Les 28,29,30 mai, 20 h 30. Tél : 47-42-82-45.

Un souffle fraternel

Le pianiste et compositeur Chris McGregor, originaire d'Afrique du Sud, est mort des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

En 1964, Chris McGregor et son sextette, les Blue Notes, doivent quitter leur Afrique du Sud natale. L'orchestre est multiracial. C'est une première. Le pouvoir ne plaisante pas. Chris McGregor, fils d'un professeur dans une mission de l'Eglise d'Ecosse du Pondoland, dans le Transkei, a grandi parmi les familles Xhosa. Il n'a jamais cessé de jouer avec les musiciens noirs. Mesure-t-on aujourd'hui l'énormité de ce choix qui continuerait encore de choquer en Afrique du Sud ? En 1964, Mongezi Feza (trompette), Dudu Pukwana (saxophone alto), Nikele Moyake (ténor), Johnny Dyani (basse) et Louis Moholo (drumps) s'installent en Europe avec leur « leader », leur chef, Chris McGregor. Au Festival d'Antibes-Juan-les-Pins, ils remportent un vif succès.

Leader, chef, tout ce lexique de l'autorité convient aussi mal à Chris McGregor que celui de la liberté à la ville du Cap (jumelée avec Nice). Animateur – *anima*, c'est le souffle – fraternel, sensible. Chris n'aura su créer que des communautés heureuses, chaudes, rayonnantes dont la raison d'être était la musique, le lien profond, l'amitié et la philosophie : un humanisme serein. Il les a nommées le Brotherood of Breath : la confrérie du souffle. Le public n'a pas toujours suivi leurs démonstrations de liberté. On le regrette encore plus aujourd'hui.

La période la plus forte du Brotherhood of Breath se situe à la fin des années 60. L'époque s'y prête. Le groupe fondateur du pianiste est installé à Londres. Il rallie alors toute une génération d'improvisateurs britanniques qu'il forme : Alan Skidmore, Harry Beckett, Nick Evans, Mike Osborne, John Surman, tous rejoignent un big band qui ne se comporte pas comme les autres : ni sur scène, où nulle hiérarchie n'apparaît, ni dans la vie. Encore plus libertaires que libres, les ensembles de Chris McGregor d'où disparaît même son nom, pratiquent l'improvisation sans règle autour de repères simples : la polyphonie, les riffs obsédants et une nostalgie de la danse assez proche de celle qui habite la musique d'un autre Sud-Africain célèbre, Noir celui-là, Abdullah Ibrahim (Dollar Brand).

A partir de son installation en Lot-et-Garonne (1974) et de la mort de son compagnon de route Mongezi Feza (1975), l'histoire du Brotherhood est faite d'alternances de disparitions et de reconstitutions jusqu'à l'initiative de Christian Mousset qui en suscite un nouvel avatar pour le Festival d'Angoulême en 1981 : avec Didier Levallet, Louis Sclavis, John Tchicaï, François Jeanneau, etc.

Chris McGregor se produit de plus en plus en solo ou en trio : la chance l'a quitté. Sa ferme est inondée, il perd son piano. Il ne bénéficiera même pas de la mode tardive, si l'on peut dire, de l'anti-apartheid. L'été dernier, il s'était produit avec une nouvelle cohorte et Archie Shepp, poursuivant ensemble leurs rêves de musique et de libération. La disparition de Chris McGregor, avec son visage malicieux et ses cheveux longs, met un terme à l'un des chapitres de l'histoire du jazz et de la musique africaine.

FRANCIS MARMANDE

PHOTOGRAPHIE

Fausses réalités

De manière analogue, trois créateurs tentent de substituer leurs oeuvres au monde réel



© FAUCON

Bernard Faucon doit une part de sa notoriété aux mannequins qu'il met en scène, au milieu d'enfants, dans des saynètes fantaisistes et surréelles. Alors qu'on les croyait rangés au rayon des accessoires, les voici qui resurgissent en vingt et un portraits tirés sur cibachrome.

En fait ces quatre-vingt-trois pantins acquis par un musée de Kyoto nous convient à un rituel d'adieu. Figés dans une gestuelle éternisée, ils posent sans cérémonie devant le mur du cabanon d'Apt, raides et contris, en groupe de trois ou quatre, grimaçants d'un sourire glacé, pour une ultime farandole, dans une lumière triste et douce.

C'est à une idée semblable qu'obéissent les scènes fictives créées à partir de mannequins de cire débusqués dans des musées par l'Américaine Susan Wides, trente-deux ans. Entre *Arbus* et *la Belle au bois dormant*, ces héros étranges incarnent les stéréotypes et les figures mythiques de la société américaine. Ce reportage fictif, conciliant le réel et l'artifice, rapproche le vrai du faux et aboutit à une mise en cause du réalisme par l'image de sa représentation.

Emettre et capter, déconstruire et reconstituer, réfléchir par effets de miroir les reflets d'une figuration dénaturée sont aussi les constantes du monde illusoire d'Alain Fleischer. Sa dernière série *Fenêtre sur cour*, réflexion sur la nature de l'illusion, est une subtile mise en abîme de l'image picturale. Dans des lieux fonctionnels (chambre, salle de bains, cuisine), il inverse le processus du voyeurisme puisque c'est l'odalisque d'Ingres qui, par un malicieux clin d'œil, épie le locataire chez lui. Ses vues polaires et symétriques, conçues tel un plan de film, suscitent le désarroi de la perception, et fascinent d'autant plus qu'elles captent les reflets du cadre même où elles sont présentées.

PATRICK ROEGIERS

▶ Bernard Faucon, « Derniers Portraits », galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4e.

▶ Susan Wides, « World of wacks », Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Rennes, Paris 3e, jusqu'au 31 mai.

▶ Alain Fleisher, Galerie Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3e, jusqu'au 6 juin.

PEINTURE

L'Italie à Montrouge

Le Salon de Montrouge célèbre Mario Sironi et se sauve ainsi de la médiocrité

Comme tous les salons, celui de Montrouge, qui a trente-cinq ans d'ancienneté, tire des hommages rendus à quelques morts célèbres du vingtième siècle l'essentiel de son intérêt. Irait-on le visiter s'il ne contenait cette année une quarantaine d'huiles de Mario Sironi ? On peut en douter. Car le salon lui-même, une oeuvre par *artiste*, toutes accrochées côte à côte, si serrées qu'on ne peut les voir, qu'elles se combattent et s'annulent, ne révèle guère d'inconnus brillants ni de tendances inaperçues.

Comme d'habitude, il y a là ce qui se voit ailleurs dans les galeries d'art de Paris. Seule différence : les pasticheurs et imitateurs sont encore plus nombreux à Montrouge que dans les galeries. Le néo-conceptuel propret, l'assemblage écologiste, le pseudo-primitivisme et la « peinture-peinture » bien en chair et en croûte y ont chacun leurs zélateurs, dont les modèles s'identifient au premier regard sans trop de peine. Dans ce concours à l'imitation, il n'y a que des différences d'adresse.

Reste donc Sironi, qui naquit en Sardaigne en 1885 et vécut à Milan. Sa peinture porte la marque des avant-gardes et des modes du premier quart du vingtième siècle. Sironi a eu des tendresses pour le cubisme, pour le futurisme, pour l'archaïsme à la Carlo Carra, l'expressionnisme et l'abstraction. Ses références ne sont pas moins diverses, du pariétal au Quattrocento, en passant par l'étrusque etle romain. A travers ces engouements successifs, abandonnés dès qu'ils tournaient au système, il est demeuré cependant fidèle à quelques principes majeurs : composition simple, en frise ou en bandeaux superposés, figures monumentales construites par la géométrie, suppression des détails superflus, couleur sombre, à dominante de terres et de noir, matière picturale épaisse et comme maçonnée.

Une étrange frénésie

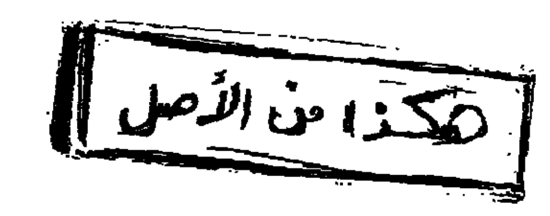
Ses toiles des années 10 prennent leurs sujets dans les paysages de banlieue et d'usines. Quand la mythologie et les citations primitives chassent cette thématique sociale, les oeuvres deviennent de plus en plus composites. L'une d'elles dénommée *Architecture*, exécutée en 1944, énumère des motifs gothiques, des ornements tirés d'on ne sait quel panthéon mérovingien ou celte, une pyramide, une coupole baroque vue en coupe, deux figures religieuses médiévales et un agrégat de figures humaines traitées schématiquement, le tout en bistre, brun et blanc.

Ce n'est plus un tableau, c'est une anthologie, comme s'il ne restait à Sironi d'autre sujet que sa mémoire, qu'il vide dans sa peinture avec une étrange frénésie. On comprend que notre époque, dont les peintres ont la tête encombrée de modèles incompatibles, puisse trouver quelque charme à cet art de l'overdose de culture. La peinture de Sironi est symptomatique, c'est son plus grand mérite et sa principale singularité. Mais il n'est pas certain qu'ils la garantissent longtemps contre l'oubli.

PHILIPPE DAGEN

▶ Hôtel de Ville, Montrouge, jusqu'au 5 juin.

□ **Mort du peintre indonésien Affrandi.** –Affrandi, qui est mort le mercredi 23 mai à Java à l'âge de quatre-vingt-trois ans, était passionné par les post-impressionnistes et les expressionnistes européens. Il était la figure principale de l'art indonésien. Juste avant la seconde guerre mondiale, au moment même où les artistes s'engageaient dans le mouvement d'indépendance contre la présence néerlandaise dans le pays, il opte pour l'art populaire et décrit avec une énergie robuste la vie quotidienne de son pays, les marchés, la pêche, ou les combats de coq. En dépit de ses succès internationaux, il sera longtemps boudé par le pouvoir en place, avant d'être tardivement reconnu et honoré par le président Suharto.



هكذا من الأصل

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

La décennie prodigieuse

En mêlant ocre et blanc pour composer la silhouette d'une joueuse sur l'affiche officielle des Internationaux de France de tennis 1990, le peintre Claude Garache a fait œuvre prémonitoire : les soixante-troisièmes championnats sur terre battue à Roland-Garros, qui ont commencé lundi 28 mai, offrent un tableau féminin juvénile (Graf, Seles, Capriati, Sanchez, Sabatini) beaucoup plus intéressant que celui des hommes en raison des forfaits (Lendl, McEnroe, Wilander, Connors) et des blessures (Chang, Muster). En 1989, le tournoi de la porte d'Auteuil avait attiré 326 700 spectateurs.

Les années 80 avaient commencé au rythme lancinant du *lift*. Elles se sont achevées, note *dérisoire, sur un* service à la cuillère. De Björn Borg, le Viking implacable, à Michael Chang, l'Asiatique mystique, le stade Roland-Garros a été le théâtre d'une grande décennie de tennis, sans doute la plus intense depuis ces *sixties* où les Australiens Rod Laver, Roy Emerson, Fred Stolle, Tony Roche, Roy Emmerson à nouveau, Ken Rosewall puis Rod Laver encore inscrivirent successivement leur nom au palmarès.

Il s'attache à ces dix dernières années les images, fortes ou émouvantes, d'un Guillermo Vilas étuvé par un Mats Wilander encore imberbe, d'un Yannick Noah, ivre de bonheur mais déjà ailleurs sous son palmier de tresses, d'un John McEnroe consumé par une rage chronique autant qu'auto-destructrice, d'un Michael Pernfors, petit soldat colonial étranglé froidement par le fakir Ivan Lendl, d'un Henri Leconte bafouilleur, déboussolé par la défaite.

A feuilleter ainsi le livre des souvenirs, il n'apparaît pas seulement qu'une génération de champions a chassé l'autre, que le jeu est devenu plus athlétique, que le cadre des raquettes s'est agrandi, que la couleur des balles a viré du blanc au jaune, qu'un juge-arbitre a été sacrifié sur l'autel des querelles intestines au circuit. La toile de fond a aussi changé.

Où sont les bâches râpées et les resquilleurs rusés ? Roland-Garros n'est plus le stade fantôme, refuge des lycéens du seizième arrondissement qui séchaient un devoir de philo pour passer un après-midi sous les marronniers ou bien des nurses des quartiers chic qui profitaient du soleil de mai. Désormais, les Internationaux de France sont un événement majeur du calendrier national et mondial, l'équivalent du grand prix de formule 1 de Monaco ou du Festival de Cannes.

Roland-Garros a changé de dimension. Signe révélateur de cette mutation : en 1980, Björn Borg avait commenté sa victoire sur Vitas Gerulaitis dans le minuscule restaurant des joueurs converti en salle d'interview où il n'y avait ni sonorisation ni traduction simultanée à l'intention des quelque cinq cents journalistes accrédités ; en 1989, Michael Chang s'était exprimé dans une salle climatisée de cent trente places et avait pu être écouté par les mille autres journalistes restés à leur table de travail grâce à un réseau de télévision interne. Là où il suffisait de recevoir à la bonne franquette 7 000 à 8 000 mille personnes par jour, il en passe désormais 30 000. *« En dix ans, on a coulé pour 200 millions de francs de béton »*, dit Gilles Jourdan, responsable des travaux à Roland-Garros depuis 1979, pour donner la mesure du phénomène.

Un stade refait à neuf

De l'ancien stade construit en 1928 pour permettre aux « Mousquetaires » – Henri Cochet, René Lacoste, Jean Borotra et Toto Brugnon – de défendre la Coupe Davis conquise l'année précédente et laissé pratiquement intact pendant quarante ans, il ne reste rien sinon les lignes vaguement art déco de l'ensemble. Tout a été refait à neuf en commençant par les gradins de la tribune D pour finir cette année par la rénovation de la tribune C, en passant par la réfection des vestiaires, des restaurants et la création d'une nouvelle tribune de presse, l'édification d'un central bis, l'extension sur un terrain de rugby voisin. Pourtant Gilles Jourdan a un regret : *« On a vu trop petit. Mais qui pouvait prévoir le boom ? »*

Signes extérieurs du succès : la surface occupée par le stade est passée de plus de 3 hectares à près de 6 hectares ; sur les seize courts de compétition, six sont nouveaux ; le tournoi emploie 51 personnes à plein temps soit deux fois plus qu'en 1980 ; 100 000 personnes de plus que dix ans auparavant ont franchi les grilles du stade en 1989. Autre marque indiscutable de l'engouement : la croissance exponentielle du prix des places au marché noir.

Les principaux bénéficiaires de cette évolution restent les joueurs : le montant des prix distribués a été multiplié par onze pour atteindre 33,883 millions de francs. *« En plus ils sont maintenant hébergés gratuitement, et ils disposent d'une garderie pour leurs enfants. Leurs épouses sont invitées à des défilés de mode ou à des visites de musées. Pour les distraire nous organisons aussi des soirées au concert et aux courses à Vincennes »*, précise Patrice Clerc, engagé en 1979 pour prendre en main le secteur commercial du tournoi et devenu directeur en 1985.

Responsable de l'administration depuis 1978, Hervé Dutreil se souvient qu'à cette époque il lui arrivait d'aider à monter des fauteuils ou à déballer des cartons dans les heures précédant les premiers matches. Aujourd'hui, il manie surtout les dossiers juridiques qui s'entassent sur son bureau : *« On consacre 500 000 francs par an au développement et à la protection de la marque Roland-Garros dans le monde entier. Il faut être de plus en plus vigilant pour éviter que notre nom ne soit utilisé sans autorisation. »* La montée en puissance du tournoi s'est accompagnée de la création en 1986 d'un département marketing, confié à Gilles Bertoni. L'année suivante, la griffe Roland-Garros faisait son apparition sur des produits aussi divers que voitures, serviettes de bains, sacs, lunettes, montres, et balles de tennis : *« C'est un moyen de faire vivre le tournoi au-delà de la durée de la compétition et de lui conserver une certaine image. C'était aussi l'occasion de développer un véritable partenariat avec nos commanditaires. »*

Après avoir été un champ d'expérimentation pour les panneaux d'annonce électroniques et pour le minitel, Roland-Garros doit ainsi permettre à Thomson une expérience de retransmission en haute définition à la Vidéothèque de Paris et à la FNAC. La télévision a sans doute été le principal vecteur du développement du tournoi. Or, à l'inverse de Wimbledon et de Flushing-Meadow, Roland-Garros a choisi de demander peu pour obtenir beaucoup : en clair, les chaînes (A2 et FR3) payent deux à trois fois moins cher que leurs homologues anglaises et américaines pour couvrir un événement du grand chelem mais assurent une retransmission quasiment intégrale. Dernière opération en date du genre : l'ouverture de circuits à l'URSS et à la Chine avec le concours d'Alcatel.

Un chiffre d'affaires de 200 millions de francs

Moins de vingt ans après avoir été sur le point de déposer son bilan l'entreprise Roland-Garros réalise ainsi en quinze jours un chiffre d'affaires de l'ordre de 200 millions de francs. Et alors qu'en 1980, 70 % des recettes provenaient de la billetterie, actuellement celles-ci sont composées de trois masses sensiblement égales provenant des entrées, des droit de télévision et des commanditaires.

Comment un négociant en bois précieux (Patrice Clerc), un pilote de ligne en rupture d'aviation (Gilles Jourdan), un étudiant en droit tout juste libéré de ses obligation militaires (Hervé Dutreil), et un publicitaire diplômé de sciences po (Gilles Bertoni), ont-ils constitué, sans autre atout que l'enthousiasme de la jeunesse, un équipage capable de faire franchir au navire Roland-Garros le cap de la réussite sur les mers agitées du tennis professionnel ?

« Cela c'est fait malgré nous », affirme Patrice Clerc. Pour le directeur du tournoi *« si la ville de Paris n'avait pas autorisé deux extensions successives, s'il n'y avait pas eu une génération de joueurs exceptionnels, un public de pratiquants passionnés et une presse jouant un rôle de loupe, il n'y aurait pas eu de phénomène Roland-Garros. Soit le tournoi déménageait, soit l'épreuve disparaissait du calendrier. Il a fallu que Philippe Chatrier, élu président de la fédération française en 1972 et de la fédération internationale en 1977, mette toute son énergie à lui rendre son prestige et à le mettre au niveau de Wimbledon et de l'US Open »*.

ALAIN GIRAUDO

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Monaco

Un virtuose nommé Alesi

Ayrton Senna (McLaren-Honda) a conforté sa première place au Championnat du monde de Formule 1 en remportant pour la troisième fois, dimanche 27 mai, le Grand Prix de Monaco. Le Français Jean Alesi (Tyrell-Ford) a confirmé sa performance du Grand Prix des Etats-Unis à Phœnix en prenant la deuxième place à une seconde du pilote brésilien et une seconde d'avance sur le troisième, l'Autrichien Gerhard Berger (McLaren-Honda).

MONACO

de notre envoyé spécial

Depuis qu'en 1929, la principauté a lancé la mode des courses automobiles en ville pour distraire une clientèle aussi riche que désœuvrée, le circuit de Monaco n'a guère évolué. La courbe du gazomètre qui précède la ligne de départ et d'arrivée, le virage de Sainte-Dévote, la montée du Beau-Rivage, les virages Massenet, du Casino, Mirabeau, l'épingle de l'ancienne gare, les virages du Portier, du Tabac, de la Rascasse ou Anthony Noghes, rythment depuis plus d'un demi-siècle la course de bolides passés entre-temps de quelques dizaines à plus de sept cents chevaux.

Désormais, le pire est souvent à redouter sur ce circuit anachronique où tout dépassement se joue à quitte ou double, mais, depuis 1983, seuls trois champions du monde, le Finlandais Keke Rosberg, le Français Alain Prost (quatre fois) et le Brésilien Ayrton Senna (trois fois), ont pu s'imposer à Monaco. L'édition 1990 n'a pas failli à cette tradition avec ce nouveau succès du pilote brésilien précédé au premier tour par un spectaculaire accrochage entre Alain Prost (Ferrari) et Gerhard Berger (McLaren-Honda) qui imposa un second départ.

Cette fois, l'accident s'est produit au premier tour au Mirabeau, un virage à droite en descente. Parti en troisième position, Jean Alesi (Tyrrell Ford) avait saisi la première occasion de ravir la deuxième place à Alain Prost en s'infiltrant à la corde. L'Autrichien Gerhard Berger avait cru pouvoir l'imiter, mais n'avait pu éviter la roue arrière droite du champion du monde.

L'incident avait provoqué la colère d'Alain Prost. Selon lui, le jeune pilote avignonnais, n'aurait pas dû tenter une manœuvre aussi hardie dans un premier tour. Avant le second départ, Jean-Marie Balestre président de la Fédération internationale de l'automobile, avait demandé à Jean Alesi de *« faire attention »*. Mais au deuxième départ, le pilote de la Tyrrell-Ford avait recommencé la même manœuvre, au même endroit, sans connaître cette fois la même réussite.

« J'ai du respect pour Alain, disait-il, *mais j'estime que je l'avais doublé proprement. Je fais la course comme lui. »* Après avoir démontré sa virtuosité au volant lors du premier grand prix de la saison, à Phoenix, où il avait mené la course pendant trente-cinq tours devant Ayrton Senna, Jean Alesi confirmait par sa réaction qu'il disposait aussi d'un beau tempérament de champion.

L'équipe Tyrrell en plein renouveau

Sur ce ciricuit exigeant autant de virtuosite que de prises de risques pour frôler en permanence les rails de protection, il avait fait presque aussi bien que Senna, le funambule, dans les séances de qualification. Malgré le vieux moteur Ford Cosworth de sa Tyrrell dont la puissance est inférieure d'une centaine de chevaux par rapport aux modernes V 10 Honda et Renault ou V 12 Ferrari et Lamborghini.

Avide de nouveautés après les dernières saisons dominées par l'écurie McLaren-Honda et par les querelles entre Alain Prost et Ayrton Senna, le microcosme de la formule 1 attendait le Grand Prix de Monaco pour juger le vrai potentiel de Jean Alesi et de l'équipe Tyrrell en plein renouveau. Présentée quelques semaines plus tôt à Imola, la nouvelle monoplace avait fait sensation avec son museau surélevé et ses ailerons avant en forme de dièdre.

« Comme notre compétitivité cette saison ne pouvait dépendre du moteur, nous avons tout misé sur le châssis, explique l'aérodynamicien Jean-Claude Migeot. *En améliorant très sensiblement l'écoulement de l'air sous le châssis, on peut réduire les ailerons arrières, pénalisants en consommation et en vitesse de pointe et compenser ainsi notre handicap de chevaux. »*

En résistant superbement pendant les trente derniers tours au retour de Gerhard Berger propulsé par le surpuissant moteur Honda, Jean Alesi a démontré le bien-fondé des solutions retenues par les ingénieurs de chez Tyrrell. Même s'il a souffert plus que jamais pour rallier l'arrivée. *« C'est la première fois que j'avais autant de pression sur moi avant et pendant une course,* expliquait-il. *Je ne suis pas complètement prêt. La fatigue m'a fait rater quelques vitesses et quelques trajectoires. Je n'ai que vingt-cinq ans et douze courses en formule 1. »*

Pour viser sa première victoire, Jean Alesi devra probablement attendre de voir sa Tyrrell équipée du V10 Honda pour les deux derniers grands prix de 1990 ou, plus probablement, pour la saison prochaine. *« Je suis sûr de faire une grande carrière et d'être un jour champion du monde »*, nous avait-il affirmé cet hiver dans sa maison familiale d'Avignon. Depuis ce Grand Prix de Monaco, il n'est peut-être plus seul à le penser.

GÉRARD ALBOUY

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

SPORTS

RUGBY : la victoire du Racing Club de France devant Agen (22-12)

La finale des allongés

Faudra-t-il un jour rapatrier d'urgence les spectateurs du Parc ? Il y avait un moment, samedi soir 26 mai, qu'elle durait, cette finale du championnat de France de boxe tribale, un bon moment que l'arbitre, dépassé, avait renoncé à exercer son apostolat et à sortir un ou deux belligérants, comme cela, pour l'exemple, pour leur apprendre à ne point faire de chaque mêlée une marmelade écrasée de coings et de poings, de chaque maul l'auberge rouge. Tribune ouest, côté cœur, côté Racing, la fanfare, saisie par l'émulation, s'oubliait à jouer la Madelon avec quart de gnôle et remonte en ligne.

Bref, il y avait que cela n'allait plus, « showbiz » ou non, nœuds papillon ou pas, une triste partie de mailloche, violente et inacceptable, bête à brouter l'herbe du parc, ce dont beaucoup, d'ailleurs, ne se privèrent point dans cette querelle des allongés.

Un superbe final à une stupide finale n'a point valeur d'absolution. Pas plus que la victoire des gens de la capitale au trente-sixième round sur les hommes de l'armada fédérale agenaise ne saurait faire oublier tout ce qui précéda, chef d'oeuvre de bêtise collective, dans cette succession de bagarres d'avant-boire.

Car tout de même : l'enjeu, la passion, l'envie d'être – enfin ou encore – champions de France ne justifie pas tout, et n'excuse pas grand-chose. Et surtout pas que deux grandes équipes perdent à ce point le sens des convenances et de l'honneur qui leur est fait, pour, soixante-dix minutes durant, s'adonner à une bataille de chiffonniers.

Le Racing Club de France et le Sporting Club d'Agen se sont volé la finale, ce qui est leur droit. Ils nous l'ont longtemps volée dans une démonstration de fiers à bras, dans la vaillance et l'héroïsme d'un douteux pugilat, du type « t'vas voir ta gueule à la mêlée ». Comme si ces pauvres arguments pouvaient encore tenir lieu de système de jeu quand on avance tant de promesses et dispose de tant de talents. Car les deux équipes avaient beaucoup promis et notamment une grande finale, allant même jusqu'à demander que ceux de leurs adversaires qui étaient sous la menace d'une suspension puissent jouer ce match. C'est dire si l'on s'aimait, si les intentions étaient pures et joyeuses, si la fête s'annonçait belle et bonne. Et elle le fut d'abord, cinq minutes, le temps pour les trois-quarts du Racing, le cœur en nœud pap, de faire effectivement des deux premières balles d'attaque deux magnifiques illustrations de ce joli souci.

Une longue pénitence

Ce fut beau en effet. Assez pour que le Racing prenne l'avantage – une pénalité de l'ouvreur Pouyau à la 4e minute sur un hors-jeu agenais en forme de sauve-qui-peut. Assez pour entrevoir la qualité extrême des hussards farceurs et, déjà, l'omniprésence d'une troisième ligne parisienne de format international. Et trop pour durer, publicité mensongère annonçant mal une longue pénitence, soixante-dix minutes de parenthèses, et sans doute de calvaire pour le pauvre M. Debat, arbitre épouvanté de ces rudes élégances, hésitant à sévir, sinon à siffler. Plus tard, aux vestiaires, il aura ce commentaire : *« Quand j'ai senti que ça n'allait pas, je leur ai dit qu'ils n'étaient pas venus avec l'intention de jouer et que, s'ils continuaient à se comporter comme des imbéciles, je pouvais me hisser à leur niveau. »*

Les joueurs s'en moquèrent bien qui eurent cure de cette étrange mise en garde comme de leur première suspension. Soixante-dix minutes plus tard Agen et le Racing se retrouvaient à égalité (9 à 9). Avec pour seul fait d'armes dans un cas un drop magnifique de l'ouvreur agenais Montlaur, longtemps malheureux, et dans l'autre une somptueuse pénalité réussie par l'ailier parisien Abadie, grimé façon Paradis Latin, venant, conformément à l'habitude, sauver le Racing en situation délicate. En fait, quelques minutes auparavant, un autre homme, l'arrière bleu et blanc, Jean-Baptiste Lafond, avait réussi, d'une folle attaque lancée dans son en-but même, à arracher ce match à son douteux climat, à briser cet enchaînement malsain des coups donnés et coups rendus. La finale commença alors *in extremis*, faillit être gagnée à la dernière minute du temps réglementaire par le Racing sur une offensive flamboyante, et s'en alla aux prolongations, comme pour un repentir collectif.

Ces prolongations furent d'abord belles, aussi belles que le reste avait pu être laid. Elles furent longtemps tout ce que cette finale aurait dû être, une splendide course poursuite. Le Racing y prit l'avantage un court instant grâce à une pénalité de son ouvreur Pouyau. Agen revint par Montlaur (12 à 12), buteur repenti. Et le Racing alors s'offrit dix minutes de fantasia, d'ivresse, de jeu déployé pour marquer, enfin, un premier essai, dans cette finale au régime sec, un essai de toute beauté avec, au bout du mouvement, l'homme revenu de loin, le troisième ligne Laurent Cabannes, Lazare de la route, victime en 1988 d'un très grave accident.

Paris valait bien, au moins, cet essai-là, qui, avec la transformation, faisait la différence (18-12). Alors, Agen, enfin, tenta le tout pour le tout, c'est-à-dire l'impossible, une attaque derrière ses propres poteaux, désordonnée et suicidaire. Et arriva ce qui devait arriver, le contre par Geoffroy Abadie, faux blond et faux fantaisiste, et un second essai (22-12). Le Racing Club de France était champion de France, trente et un ans après.

Agen ne le serait pas. Et, puisque tout était dit, autant finir comme l'on avait commencé. Les cinq dernières minutes furent, évidemment, indignes. A coups de poing et de pied, pour solde de toute honte.

PIERRE GEORGES

FOOTBALL : Coupes d'Europe

Des arbitres accusés de corruption

Le comité exécutif de l'Union européenne des clubs de football, qui s'est réuni la semaine dernière, a décidé de nommer une commission d'enquête chargée d'examiner d'éventuelles affaires de corruption concernant des arbitres ayant officié lors de rencontres de Coupes d'Europe. Selon le quotidien *l'Equipe*, daté du lundi 28 mai, M. Antero Da Silva Resende, ancien président de la Fédération portugaise et l'un des actuels dirigeants de l'UEFA, a déclaré qu'*« une plainte a été déposée, il y a quelque temps, à l'UEFA. Il s'agit d'une accusation très grave, d'autant plus qu'elle concerne un de nos clubs... Dans cette histoire de corruption l'accusation est très concrète et faite avec beaucoup de détermination. »*

Le quotidien sportif rappelle à ce propos qu'avant le match qui devait opposer l'Olympique de Marseille au club portugais de Benfica, Bernard Tapie, le président de l'OM, avait été contacté par de mystérieux intermédiaires lui proposant de se montrer *« généreux pour attendrir l'arbitre »*. Après la validation du but marqué de la main par Vata, le 18 avril, le président marseillais avait averti les instances européennes et mené sa propre enquête. Il aurait ainsi réussi à prouver que l'argent offert aux arbitres corrompus aurait été versé sur un compte codé de l'Union de banques suisses, et de là repartirait en direction d'une autre banque helvétique.

L'Equipe publie dans son édition de lundi des photocopies de documents montrant qu'effectivement des transferts d'argent auraient été effectués, au profit de bénéficiaires non identifiés, avec des ordres de paiement portant les mentions SPO et POR. Ces sigles peuvent laisser penser qu'il s'agit des clubs de Porto et du Sporting de Lisbonne.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Formule 1
Grand prix de Monaco

Classement. – 1. Ayrton Senna (Bré., McLaren-Honda), les 259,584 km en 1 h 52 min 46 s 982 (moyenne 138,097 km/h) ; 2. Jean Alesi (Fra., Tyrrel-Ford) à 1 s 087 ; 3. Gerhard Berger (Aut., McLaren-Honda) à 2 s 073 ; 4. Thierry Boutsen (Bel., Williams-Renault) à 1 tour ; 5. Alex Caffi (Ital., Arrows-Ford) à 2 tours.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

Classement. – 1. Ayrton Senna (Bré.), 22 pts ; 2. Gerhard Berger (Aut.), 16 ; 3. Jean Alesi (Fr.), 13 ; 4. Alain Prost (Fr.), 12.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Finale retour

• Antibes b. Limoges 100-96 (Limoges ayant gagné la première manche (111-96), les deux équipes finalistes doivent disputer un troisième match, mardi 29 mai, à Limoges.

CYCLISME

Tour d'Italie

Après la dixième étape, disputée dimanche 27 mai, le coureur italien Gianni Bugno conserve le maillot rose de leader. Laurent Fignon, qui s'était blessé au dos lors d'une chute collective au cours de la cinquième étape, a décidé d'abandonner une épreuve qu'il avait remporté l'an dernier.

GYMNASTIQUE

Championnats d'Europe

Le Soviétique Valentin Moguilny a remporté la médaille d'or au concours général, lors des championnats d'Europe de gymnastique qui se sont terminés dimanche 27 mai à Lausanne (Suisse). Le Français Patrice Casimir a terminé à la vingt-septième place.

MOTOCYCLISME

Championnat du monde de vitesse
Grand Prix de RFA

L'Américain Kevin Schwantz (Suzuki) a remporté, dimanche 27 mai, le Grand Prix de RFA dans la catégorie des 500 centimètres cubes, cinquième manche du championnat du monde motocycliste de vitesse. Son compatriote Wayne Rainey a pris la deuxième place sur sa Yamaha et conserve la tête du championnat avec 94 points.

SPORTS ÉQUESTRES

CSIO de Lucerne

L'équipe de France de saut d'obstacles a remporté, dimanche 27 mai, le Grand Prix des Nations du concours hippique du CSIO de Lucerne (Suisse), avec 8 points de pénalisation. Elle devance la Suisse et la Grande-Bretagne, grâce aux prestations de Jean-Marc Nicolas, Eric Navet, Hervé Godignon et Pierre Durand.

AGENDA

CAMPUS

Le technique et l'Europe

Le lycée Jean-Geiler de Strasbourg va accueillir le premier centre de liaison et d'information pour le développement des échanges européens dans les enseignements techniques et professionnels. Cet organisme, baptisé EUCLIDE, disposera de trois postes de l'éducation nationale et d'un budget annuel de 1 million de francs pour répondre à la mission que lui a attribuée le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, M. Bernard Chapuis : *« Faire mieux connaître, faire mieux distinguer les uns des autres, faire mieux utiliser par les établissements techniques tous les programmes de la Communauté européenne, tous les contacts – notamment en entreprise, – les documents, les personnes-ressources, les relais administratifs, les circuits d'instruction des dossiers susceptibles de favoriser progressivement une mobilité européenne des jeunes engagés dans les filières techniques et professionnelles. »*

Sous la direction du proviseur de l'établissement, M. André Stengel, EUCLIDE sera équipé pour offrir ces données sur minitel aux établissements demandeurs. Une discussion a été ouverte avec le maire de Strasbourg, Mme Catherine Trautmann (PS), pour rechercher dans un second temps un autre local au centre.

J. F.

Aix-Tübingen

Sous l'égide du collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, les universités de Provence (Aix-Marseille) et de Tübingen ont créé un cursus intégré sur quatre ans (DEUG, licence, maîtrise) en histoire, en archéologie et en allemand. Les étudiants recrutés en première année à la rentrée 1990 étudieront en alternance à Aix-en-Provence et à Tübingen et obtiendront le double diplôme (français et allemand). Bonnes connaissances de l'allemand exigées.

★ *Renseignements et dossiers d'inscription : Université de Provence. Mission des relations internationales. 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 1.*

Université d'été

Le groupe français d'éducation nouvelle organise, du 28 au 31 août, une université d'été à l'Institut universitaire de technologie du Mans sur le thème « Formation-Education : construire des pratiques d'égalité », pour les enseignants, les parents et les éducateurs.

★ *GFEN. Yannick Le Gagne, 33, rue du Préau. 72100 Le Mans.*

CARNET DU Monde

Décès

– Auxerre.

Mme Yvette Augé,
son épouse,
M. et Mme Michel Augé,
M. et Mme Jean-Mary Guiollot,
M. et Mme Jean-Claude Augé,
M. et Mme Jean Massé,
ses frères, sœur, beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice AUGÉ,
directeur honoraire
de la Caisse d'allocations familiales
et de l'URSSAF de l'Yonne,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu le 23 mai, dans sa soixante-huitième année, à Auxerre.

Les obsèques civiles ont eu lieu le vendredi 25 mai, à 16 heures, au cimetière des Conches, à Auxerre.

Condoléances sur registre.

Fleurs naturelles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Bourneil,
89024 Auxerre.

– Cahors.

Mme Marguerite Imbert,
Mlle Colette Imbert,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert CROS,
directeur honoraire de banque,

survenu le 26 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à Cahors.

Les obsèques religieuses auront lieu ce jour, lundi 28 mai, à 14 h 30, en la cathédrale de Cahors, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Cahors-Ville.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

155, rue Donadieu,
46000 Cahors.

– Essomes-sur-Marne (Aisne).

Couetsch Bousset-Lob,
son épouse,
Léonie,
sa fille,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LOB,

survenu le 24 mai 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 mai, à 10 heures, en l'abbatiale d'Essomes-sur-Marne, où l'on se réunira.

L'incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Bourbetin »
02400 Essomes-sur-Marne.

(Le Monde daté 27-28 mai.)

– Le docteur et Mme J. Poujol,
M. Bernard Poujol,
M. et Mme Vincent Poujol,
Mlle Catherine Portalier,
née Poujol,
Mlle Monique Portalier,
ont la tristesse de faire part du décès
d

docteur J.-P. POUJOL,
chevalier de la Légion d'honneur,

dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 25 mai, en l'église du Saint-Esprit, Paris-12e, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Remerciements

– Mme Clément Vialatel,
Ses enfants,
adressent leurs remerciements à tous ceux qui ont témoigné par leur profonde sympathie l'affection et l'estime qu'ils portaient au

docteur Clément VIALATEL.

Services religieux

– Mme Renée Martinet,
Mme Marguerite Colonieu,
Mme Jean-Claude Martinet,
Mme Frédéric Martinet
et ses enfants, Eloïse, Capucine et Violaine,
M. Pierre Martinet,
font part qu'un office religieux sera célébré en mémoire de

Frédéric MARTINET,
avocat au barreau de Paris,

en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1er, le mercredi 30 mai 1990, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Messes anniversaires

– **Raymond GAST**

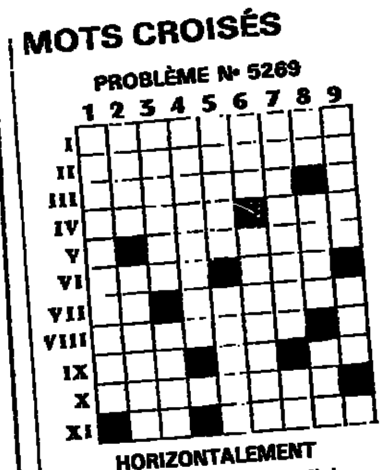
quittait sa famille et ses amis, le 29 mai 1983.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le vendredi 1er juin 1990, à 19 heures, en la chapelle des Franciscains.

7, rue Marie-Rose,
75014 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5269



HORIZONTALEMENT

I. Qui peut prendre l'air. – II. Transformées en liquides. – III. Qui n'ont donc pas de charges. – IV. Lieu de travail pour le serf. Parle sans réfléchir. – V. Instrument de ramassage. – VI. Remplissaient des bourses. Mot pour décliner toute responsabilité. – VII. Note. Souvent réclamées à grands cris. – VIII. Etre dans une attente optimiste. – IX. Pas vilaine. Participe. Qui a donc circulé. – X. Très utile quand on veut boucler. – XI. Traditions. Sillonnait les mers.

VERTICALEMENT

1. Une expression cochonne. – 2. On l'ouvre bien quand on veut le rincer. Mousse, pour le serrurier. – 3. Pour l'aération du bidet. Comme des yeux de déesse. – 4. Une véritable piraterie. – 5. Une ligne sur le bâtiment. Etre dans l'ignorance de ce qu'on va gagner. – 6. Fétide, chez le pharmacien. Un mal qui peut atteindre les carpes. – 7. Un homme qui a le sac. Un peu de tabac. – 8. Bande d'étoffe. Qui a une certaine allure. Un bicarbonate quand il est de Vichy. – 9. Pour la grosse artillerie. Vieux tournois.

Solution du problème n° 5268

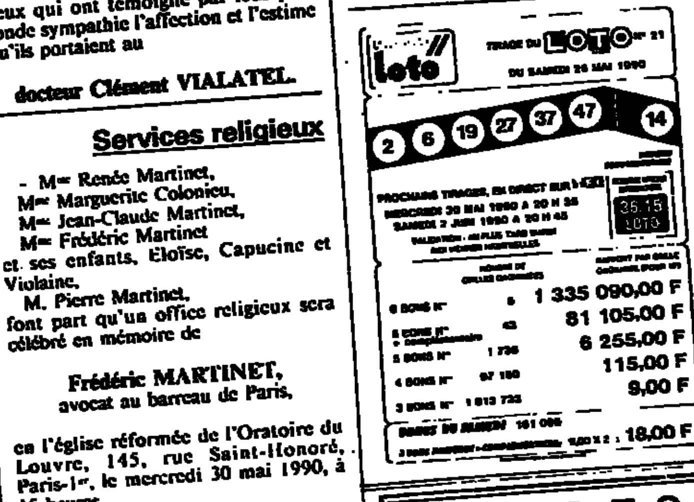
Horizontalement

I. Philanthrope. Râ. – II. Rami. Hautaines. – III. Pluie. Dindons. – IV. Jhelam. Vêt. Etai. – V. Euripide. Erroné. – VI. Ce. Tell. – VII. Troubadour. Prêt. – VIII. Etêta. Cautère. – IX. Obi. Célérité. O.S. – X. Nuls. Uélé. Iris. – XI. Né. Air. Clos. – XII. Isard. Intrépide. – XIII. Lier. Sua. Osés. – XIV. Tee. Ail. Pied. As. – XV. Email. Asie. Etna.

Verticalement

1. Projectionniste. – 2. Ha ! Huer. Bues. Em. – 3. Imper. Œil. Aléa. – 4. Lilliput. Sari. – 5. UaP. Bec. Idéal. – 6. Imitateur. Ri. – 7. Thé. Dédale. La. – 8. Ha ! Vélo. Elans. – 9. Rude. Lucre. Tupi. – 10. Otite. Rai. Craie. – 11. Pan. Ru. Utile. – 12. Eider. Ptéropode. – 13. Notoire. Isis. – 14. Renan. Eros. Dean. – 15. Assiettes. Fessa.

GUY BROUTY



AGENDA

CINÉMA

LUNDI 28 MAI

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)
LUNDI

Le Cinéma des pays nordiques : l'Histoire d'un garçon (1919), de P. Lykke-Seest, 14 h 30 ; Intermezzo (1936, v.o. s.t.f.), de Gustaf Molander, 17 h 30 ; *la Mort volée (1938, v.o. s.t.f.), de Nyrki* Tapiovaara, 20 h 30.

EXCLUSIVITÉS

ALOUETTES, LE FIL A LA PATTE (tchèque, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81)

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC *Montparnasse*, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ALWAYS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : *Miramar*, 14 (43-20-89-52)

APRÈS APRÈS-DEMAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37)

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95)

BERLIN JÉRUSALEM (Fr.-Isr., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

BLAZE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40)

BLUE STEEL (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52)

BOURG-LA-FOLIE (*Caraïbes*) : Cinoches, 6 (46-33-10-82)

LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86)

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-26-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escurial, 13 (47-07-28-04) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; *Pathé Marignan-Concorde*, 8 (43-59-92-82) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : Republic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01)

CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont (*Publicis Matignon*), 8 (43-59-31-97) ; *Republic Cinémas*, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68)

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : *Forum Horizon*, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; *Pathé Marignan-Concorde*, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; *Denfert*, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet *Parnasse*, 6 (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46)

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8 (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; *Pathé Wepler II (ex-Images)*, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96)

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet *Parnasse*, 6 (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6 (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6 (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet *Parnasse*, 6 (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6 (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet *Parnasse*, 6 (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6 (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 *(43-26-58-00)* ; *Saint-André-des-Arts I*, 6 *(43-26-48-18)*

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (*Pol., v.o.*) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 *Juillet Parnasse*, 6 (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts* I, 6 (43-26-48-18)

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82)

ELEMENTAIRE, MON CHER... *LOCK HOLMES* (Brit., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; *Bienvenüe Montparnasse*, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19 (46-42-13-13)

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'ESPOIR AUX TROUSSES (Pol.-Dan.-Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47)

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37)

GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (**) (Austr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83)

GLORY (A., v.o.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93)

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

LA GUERRE DES ROSE (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

HALLOWEEN 4 (*) (Brit., v.f.) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE TOUS (A., v.o.) : *14 Juillet Odéon*, 6 (43-25-59-83).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-59-19-08) ; *Sept Parnassiens*, 14 (43-20-32-20).

IL GÈLE EN ENFER (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-46).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; *Paramount Opéra*, 9 (47-42-56-31) ; *Les Nation*, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; *Mistral*, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01)

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

JOURS TRANQUILLES A CLICHY (Fr.-It.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; *Sept Parnassiens*, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01)

LECTURES DIABOLIQUES (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01)

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09)

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09)

MILOU EN MAI (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82)

MISTER FROST (Fr., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41)

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81)

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07)

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65)

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Géode, 19 (46-42-13-13)

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 *(47-42-60-33)* ; *Rex (le Grand Rex)*, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; *Miramar*, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27)

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS (A., v.o.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-97-52)

OU EST LA MAISON DE MON AMI ? (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82)

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00)

PRÉSUMÉ DANGEREUX (Fr., v.f.) : *Paris Ciné I*, 10 (47-70-21-71) ; *Pathé* Clichy, 18 (45-22-46-01)

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14)

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40)

RÊVES (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; *UGC Champs-Elysées*, 8 (45-62-20-40) ; *Max Linder Panorama*, 9 (48-24-88-88) ; Escurial, 13 (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; *Pathé Wepler*, 18 (45-22-46-01).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

ROBBY, KALLE ET PAUL (All.-Suis., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; *Saint-André-des-Arts I*, 6 (43-26-48-18).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38).

STAN THE FLASHER (*) (Fr.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01)

STANLEY & IRIS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : *UGC Biarritz*, 8 (45-62-20-40) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; *UGC Danton*, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) ; *Gaumont Convention*, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-59-19-08).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; *Le Triomphe*, 8 (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).

VENGEANCE AVEUGLE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

***LA VIE EST UN LONG FLEUVE* TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; *La Bastille*, 11 (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; *UGC Maillot*, 17 (40-68-00-16) ; *v.f.* : UGC *Montparnasse*, 6 (45-74-94-94) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : *Epée de Bois*, 5 (43-37-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AVENTURE EXTRAORDINAIRE D'UN PAPA PEU ORDINAIRE. Film français de Philippe Clair, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; *Le Triomphe*, 8 (45-74-93-50) ; *Pathé Français*, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (*ex-Images*), 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

2 FLICS A DOWN TOWN. Film américain de Richard Benjamin, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; *Pathé Français*, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Wepler II (ex-Images)*, 18 (45-22-47-94) ; Le *Gambetta*, 20 (46-36-10-96).

JE T'AI DANS LA PEAU. Film français de Jean-Pierre Thorn : Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

NOUVELLE VAGUE. Film franco-suisse de Jean-Luc Godard : Forum *Horizon*, 1 (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; *14 Juillet Bastille*, 11 (43-57-90-81) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-79).

TREMORS. Film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; *Pathé Français*, 9 (47-70-33-88) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-46-01) ; *Le Gambetta*, 20 (46-36-10-96).

SEANCES SPECIALES

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45.

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : *Denfert*, 14 (43-21-41-01) 20 h 40.

ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A.-All., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 14 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) 13 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 20 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45

CASANOVA DE FELLINI (*) (It., v.o.) : *République Cinémas*, 11 (48-05-51-33) 15 h 20.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 16 h.

LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) 12 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : *Grand Pavois*, 15 (45-54-46-85) 14 h.

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 16 h 40.

DODE'S CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : *République Cinémas*, 11 (48-05-51-33) 18 h.

DROLE DE DRAME (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h 15.

DRUGSTORE COW-BOY (*) (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 20 h, 22 h.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : *Reflet Logos II*, 5 (43-54-42-34) 12 h 10.

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : *Ranelagh*, 16 (42-88-64-44) 20 h.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 19 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 40.

HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 10.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) *11 h 40*.

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 17 h 30.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-36) *11 h*

LE JUPON ROUGE (*Fr.*) : *Studio* Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 40.

MIDNIGHT (A., v.o.) : *Action Rive Gauche*, 5 (43-29-44-40) 12 h.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : *Grand Pavois*, 15 (45-54-46-85) 22 h 30.

MOISE ET AARON (All., v.o.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04) 12 h.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 16 h 45.

MONSIEUR HIRE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 h.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 20 h.

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné *Beaubourg*, 3 *(42-71-52-36)* 11 h 15.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 30

PATHER PANCHALI (Ind., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30) 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

PICKPOCKET (Fr.) : *Reflet Médicis* Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 12 h.

LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : *Les Trois Luxembourg*, 6 (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 45 ; v.f. : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.

SOLARIS (*Sov., v.o.*) : *République Cinémas*, 11 (48-05-51-33) 21 h 10.

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 16 h.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 14 h

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 16 h

LA VÉRITÉ (Fr.) : *Studio des Ursulines*, 5 (43-26-19-09) 15 h 40.

WALL STREET (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 19 h 30.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses)

10, PLACE CHARLES-DULLIN. Atalante (46-01-11-90) ; (dim. soir, mar.) *20 h 30* ; *17 heures dim.* (28).

10° FESTIVAL DES CONTEURS DE CHEVILLY-LA-RUE. Centre culturel André-Malraux (46-86-54-48) ; 20 h 15 (28).

ALERTE 3. *Théâtre Hébertot* (43-87-23-23) ; (dim. soir, lun.) 21 heures, 15 heures dim. (25)

ALEXANDRE LE GRAND. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) ; (dim. soir, lun.) 21 heures, *17 heures dim.* (29).

HAUTE SURVEILLANCE. Théâtre de Nesle (46-34-61-04) ; (dim., lun.) 19 h 30 (23).

LES LETTRES DE LA RELIGIEUSE PORTUGAISE. Guichet *Montparnasse* (43-27-88-61) ; (dim., lun.) 19 heures (29).

LE MAJORDOME MYOPE. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80) ; (dim., lun.) 20 h 30 (29).

PEAU DE CHAGRIN. Théâtre Berry (43-79-71-70) ; 20 h 45 (29).

LE PLUS HEUREUX DES TROIS. Théâtre visuel international de Vincennes (43-65-63-63) ; *(dim., lun., mar.)* 20 h 30 (23).

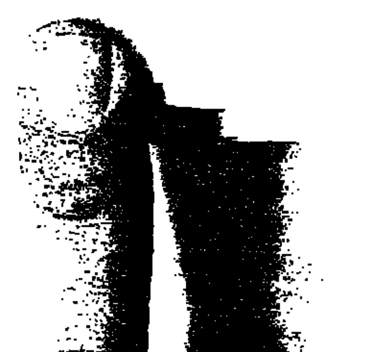
POUSSIÈRES D'AMÉRIQUES. Théâtre Arcane (43-38-19-70) ; (dim. soir, lun.) 21 heures, 17 heures dim. (28).

UBU KIRALY (UBU ROI). *Théâtre national de l'Odéon* (43-25-70-32) ; 20 h 30 lun., mar. (28).

Y A FARID CHOPEL. Splendid St-Martin (42-08-21-93) ; (dim., lun.) 20 h 15 (29).

JAZZ

LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Jean-Paul Amouroux, 22 h 30, Boogie-woogie.



AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 MAI 1990 A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 mai à 0 heure et le mardi 29 mai à 24 heures :

Les conditions anticycloniques vont prédominer sur la majeure partie du pays. Les résidus pluvio-orageux sur l'extrême Sud-Est et la Corse vont s'atténuer et laisser la place au soleil. Une perturbation atlantique abordera la Bretagne en cours de journée.

Mardi : nuages sur le Nord-Ouest, soleil ailleurs.

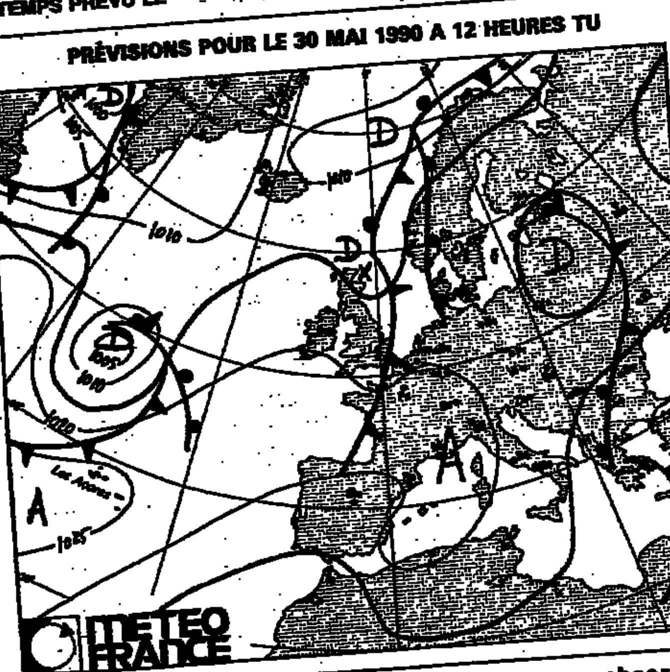
Le matin, le temps sera bien ensoleillé sur la quasi-totalité du pays, excepté la Bretagne où le ciel sera déjà très nuageux. Des brumes matinales apparaîtront sur l'Aquitaine et les côtes de la Manche. Le ciel sera très nuageux sur la Bretagne et peu nuageux de la Vendée au Nord-Pas-de-Calais. Partout ailleurs, après dissipation des brumes matinales, le soleil brillera.

L'après-midi, le ciel sera très nuageux ou couvert de la Bretagne à la Normandie. Le soleil se voilera par des nuages élevés du Poitou-Charente au Nord-Pas-de-Calais. Quelques nuages instables subsisteront sur le sud-est des Alpes et la Corse avec quelques ondées possibles.

Sur les autres régions du pays, le temps sera bien ensoleillé. Le mistral et la tramontane souffleront modérément de 40 à 50 km/h.

Les températures seront fraîches à l'aube. Elles seront comprises entre 5 et 8 degrés sur la moitié nord, entre 7 et 11 degrés sur la moitié sud, 12 et 15 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, la température sera comprise entre 15 et 19 degrés sur la Bretagne et les régions voisines de la Manche, et de 19 à 22 degrés sur le Nord et l'Est. Sur la moitié sud du pays, elles atteindront 23 à 25 degrés, avec des pointes à 26 degrés sur le littoral du Sud-Est.



PRÉVISIONS POUR LE 30 MAI 1990 A 12 HEURES TU

METEO FRANCE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-05-199

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-05-90 à 6 heures TU et le 28-05-90 à 6 heures TU

FRANCE											
AJACCIO	24	15	N	TOURS	22	10	D	LOS ANGELES	22	13	C
BIARRITZ	21	15	D	TOULOUSE	24	11	D	LUXEMBOURG	28	7	D
BORDEAUX	23	9	D	POINTE-A-PITRE	-	-	-	MADRID	26	11	D
BOURGES	21	9	D	**ÉTRANGER**				MARRAKECH	31	16	D
BREST	22	7	D	ALGER	24	24	C	MEXICO	-	-	-
CAEN	18	6	B	AMSTERDAM	17	3	C	MILAN	21	14	P
CHERBOURG	17	7	D	ATHÈNES	29	21	D	MONTRÉAL	26	9	D
CLERMONT-FER.	20	4	D	BANGKOK	34	27	N	MOSCOU	15	5	N
DIJON	28	8	D	BARCELONE	21	14	P	NAIROBI	23	14	C
GRENOBLESM-H	23	8	D	BELGRADE	19	11	D	NEW-YORK	21	13	D
LILLE	19	7	B	BERLIN	16	6	D	OSLO	12	7	D
LIMOGES	20	10	D	BRUXELLES	19	8	N	PALMA-DE-MAL.	22	14	N
LYON	21	10	D	LE CAIRE	-	-	-	PÉKIN	30	19	D
MARSEILLE-MAR.	25	15	-	COPENHAGUE	13	4	A	RIO-DE-JANEIRO	29	20	D
NANCY	20	4	D	DAKAR	25	21	D	ROME	24	14	C
NANTES	22	10	D	DELHI	42	32	D	SINGAPOUR	33	27	O
NICE	22	15	N	DJERBA	29	21	P	STOCKHOLM	12	4	N
PARIS-MONTS	22	10	D	GENÈVE	20	7	D	SYDNEY	18	17	C
PAU	22	10	D	HONGKONG	25	24	P	TOKYO	27	17	C
PERPIGNAN	25	17	D	ISTANBUL	-	-	-	TUNIS	28	18	C
RENNES	22	7	D	JERUSALEM	36	16	D	VARSOVIE	16	5	N
ST-ETIENNE	20	5	D	LISBONNE	23	16	D	VENISE	21	13	N
STRASBOURG	21	7	D	LONDRES	22	10	N	VIENNE	19	8	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 28 mai

TF 1

20.35 Téléfilm : A notre regrettable époux. De Serge Korber, avec Jacqueline Maillan, Alida Valli, Jacques Dufilho (1re partie). *Révélations sur un mari défunt... et sa fortune.*
22.20 Magazine : Médiations. De François de Closets, Richard Michel et Jean-Marie Perthuis. Thème : Les pièges du bac, avec Lionel Jospin.
23.45 Magazine : Minuit sport.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Intrigues.
1.05 TF 1 nuit.

A2

20.40 Variétés : Avant que le ciel nous tombe sur la tête. De Claude Fléouter, Denys Limon et Dominique Colonna. Avec Michel Boujenah, Florent Pagny, Jacques Martin.
22.15 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
23.10 Informations : 24 heures sur la 2.
23.30 Météo.
23.30 Magazine : Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Yehudi Menuhin.

FR3

20.35 Cinéma : Marius. ■■ Film français d'Alexandre Korda (1931).
22.45 Journal et Météo.
23.10 ▶ Magazine : Océaniques. Marseille de père en fils, de Jean-Louis Comolli, Michel Samson et Anne Baudry. 1. Ombres sur la ville.
0.30 Musique : Carnet de notes. Prélude et fugue en ut mineur, de Bach, par Emile Naoumoff, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Et la femme créa l'homme parfait. ■ Film américain de Susan Seidelman (1987). Avec John Malkovich, Anne Magnusson, Glenne Headly.
22.05 Flash d'informations.
22.10 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids lourds : Jean-Marie Chanet (France) - Derek Williams (GB).
23.25 Sport : Basket professionnel américain.
0.25 Cinéma : Les quatre saisons. ■■ Film américain d'Alan Alda (1980). Avec Alan Alda, Carol Burnett, Len Cariou.

LA 5

20.40 Téléfilm : L'étouffante loi de la jungle. De Joey Romero, avec Julia Montgomery, Steven Memel. *La fille d'un ambassadeur terroriste malgré elle.*
22.10 Téléfilm : Peur dans la ville. De Harvey Hart, avec Don Johnson, Mark Hamill. *Un jeune pompiste menaçant.*
23.30 Magazine : Aparté. De Pierre-Luc Séguillon.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma : Inspecteur Lavardin. ■ Film français de Claude Chabrol (1985). Avec Jean Poiret, Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont.
22.15 Feuilleton : Splendeurs et misères des courtisanes. De Maurice Cazeneuve, d'après Balzac, avec Georges Géret, Corinne Le Poulain (2e épisode).
23.40 Musique : Boulevard des clips.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Informations : Dazibao.

LA SEPT

21.00 Cinéma : Koko, le gorille qui parle. ■■ Film français de Barbet Schroeder (1977).
22.20 Court métrage : Le coup du berger. De Jacques Rivette.
22.50 Court métrage : Chambre de bonnes. De Jean-Pierre Moulin.
23.00 Documentaire : 10 jours... 48 heures (v.o.). De Georges Dufaux.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Quel avenir pour une société francophone en Amérique du Nord ? (2e partie).
21.30 Dramatique. Au nom près, de Bernard Obadia (1re partie).
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Michael Franks.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné les 17 et 18 décembre 1989 à la Philharmonie de Berlin) : Symphonie nº 1 d'Owtschinnikow ; Concerto pour piano et orchestre op. 14, de Mossolow : Symphonie nº 5 en mi bémol majeur op. 82, de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. : Vladimir Ashkenazy ; sol. : Steffen Schleimacher. A 22.00, Sonate pour violon et piano nº 1 en ré mineur op. 75, de Saint-Saëns. A 22.30 Virtuoses, virtuoses : Lian Rechtman joue Chopin (sonate pour piano nº 2 en si bémol mineur op. 35).
0.30 Myosotis.

Mardi 29 mai

TF 1

16.45 Club Dorothée.
17.05 Série : 21 Jump Street.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : Zone rouge. ■ Film français de Robert Enrico (1986).
22.35 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne.
0.25 Journal, Météo et Bourse.
0.45 Série : Mésaventures.
1.10 TF 1 nuit.

A 2

14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros en direct et en Eurovision.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Cinéma : Le coup de sirocco. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1978).
22.25 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
23.20 Informations : 24 heures sur la 2.
23.35 Météo.

FR 3

15.03 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 ▶ Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : La Chine, un an après. *Diffusion d'un reportage effectué clandestinement suivi d'un débat avec des leaders étudiants.*
22.15 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : Rancho de luxe. ■ Film américain de Frank Perry (1975).
0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Quelle joie de vivre. ■■ Film franco-italien de René Clément (1961). Avec Alain Delon, Barbara Lass, Gino Cervi.
15.20 Magazine : Dontact.
15.30 Cinéma : Cher frangin. ■ Film français de Gérard Mordillat (1988). Avec Luc Thuillier, Marius Colucci...
17.25 Sport : Cyclisme. Tour d'Italie.
17.50 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Christian Plaziat.
20.30 Cinéma : L'empire du soleil. ■■ Film américain de Steven Spielberg (1987).
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Le maître de musique. ■■ Film franco-belge de Gérard Corbiau (1987). Avec José Van Dam, Anne Roussel, Philippe Volter.
0.35 Cinéma : Visitor. ■ Film italo-américain de Michael J. Paradise (1980).

LA 5

14.30 Série : Soko, brigade des stups.
15.25 Série : Bergerac.
16.26 Dessins animés.
18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Les deux missionnaires. □ Film franco-italien de Franco Rossi (1974). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Jean-Pierre Aumont.
22.15 Série : China Beach.
23.30 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.45 Série : Maîtres et valets.
15.35 Musique : Boulevard des clips (et à 1.00).
17.15 Informations : M 6 info.
17.25 Série : L'homme de fer.
18.15 Série : L'ami des bêtes.
18.55 Série : Aline et Cathy.
19.25 Série : La fête à la maison.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : Sans famille. De Jacques Ertaud, d'après Hector Malot (1re partie).
22.15 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Défense de toucher. □ Film italien de Nello Rossati (1976).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Informations : Dazibao.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (12).
15.00 Théâtre : Hécube. D'Euripide.
17.00 Danse : Carmen. Ballet de Roland Petit.
17.50 Vidéo danse : Le sourire de Reims. De Bernard Ferry et la compagnie Icosaèdre.
18.05 Cinéma : Les mâles. ■ Film canadien de Gilles Carle (1970). Avec Donald Pilon, René Blouin, Andrée Pelletier (v.o.).
19.50 Court métrage : La confession.
20.05 Documentaire : France et France (2). De Clifford Chanin.
21.00 Documentaire : Vive Québec. De Gilles Carle.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Carlo Gesualdo « Dis-moi qui tu es... » (2). Gesualdo en son temps.
20.30 Archipel science. Evaluer la recherche.
21.30 La Société des réalisateurs de films (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. L'araignée.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

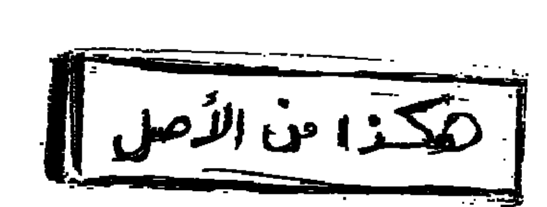
20.30 Musique Ensembles. Parcours, de Ducreux ; Embrasure, de Depraz ; Chain I, de Lutoslawski ; Intermezzi, d'Eliasson ; Ondes, espaces mouvants, de Mefano, par l'Ensemble 2e2m, dir. : Paul Mefano ; sol. : Irène Jarsky, soprano.
22.30 Récital. Evelyne Dubourg, piano : Variétude, de Vogel ; Sonatine pour piano nº 2, de Busoni ; Deux poèmes pour piano, de Scelsi ; Epitaffio per Alban Berg pour piano, de Vogel ; sonate pour piano nº 9 op. 68, Deux poèmes pour piano op. 69, Deux poèmes pour piano op. 71, Vers la flamme, pour piano, op. 72, de Scriabine.
0.00 Club d'archives. Hommage à Isaac Stern.

Audience TV du 27 mai 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34,9	7/7 8,6	Stade 2 11,3	Actual. région 6,6	Jours en juin 1,4	Réaux... 4,7	Culture pub 2,4
19 h 45	39,3	7/7 11,2	Maguy 14,7	19-20 infos 6,3	Ça cartoon 1,6	Journal 3,7	Murphy... 2,1
20 h 16	50,8	Journal 18,1	Journal 15,8	Benny Hill 7,1	Ça cartoon 3,0	Journal 3,9	Cosby Show 2,3
20 h 55	58,7	Légitime... 27,7	Beauté fatale 15,4	Chapiteau 3 4,0	Maître... 1,5	Se faire réfor. 6,5	La Gibraltar 4,5
22 h 08	50,7	Légitime... 32,3	Musique cœur 5,9	Bande ann. 4,0	Bande ann. 0,9	Se faire réfor. 5,0	Sports 6 3,4
22 h 44	29,4	les Amants 9,9	Musique cœur 4,2	le Divan 3,0	Joie de vivre 1,1	Fanny Hill 7,7	Ce plaisir... 3,3



هكذا من الأصل

COMMUNICATION

En France, au Canada et en Grande-Bretagne

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion renforce ses activités de production

La radio fit sa fortune. La télévision commerciale fut sa priorité des dix dernières années. Sans renoncer à l'une ou à l'autre, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) se fixe désormais pour objectif, à l'horizon 2000, de devenir un grand de la production audiovisuelle. Après avoir investi aux Etats-Unis, elle privilégie désormais le Canada, la Grande-Bretagne et l'ensemble France-Luxembourg.

Baptisé « CLT 2000 », le plan stratégique à moyen terme qui vient d'être adopté par la Compagnie luxembourgeoise ne prévoit aucune remise en cause de ses activités traditionnelles. Pas question de délaisser la radio qui fournit encore 70 % des profits. *La maison mère de RTL entend au contraire poursuivre sa politique d'implantation en FM pour compenser le recul de l'onde longue ou moyenne* (en RFA, par exemple, RTL Hörfunk a vu ses recettes publicitaires chuter de 15 % au premier semestre). A la création d'une station au Bade-Wurtemberg, de Maxximum en France, de Radio Atlantic 252 en Irlande pour desservir la Grande-Bretagne, viendra s'ajouter cette année un nouveau programme en anglais – RTL International – diffusé par le satellite Astra sur les îles Britanniques et la Scandinavie.

Pas question, non plus, de renoncer à la presse et à l'édition. Si la CLT s'est défaite de sa participation dans le magazine *Actuel* et envisage de le faire d'ici à la fin de l'année dans *le Bien public* à Dijon, elle souhaite rééditer à l'étranger l'exceptionnelle réussite de *Télé Star* deux millions d'exemplaires hebdomadaires vendus et le lancement d'un nouveau titre en France à l'automne.

Pas question enfin de renier dix ans d'efforts pour faire de la CLT, un diffuseur dans nombre de pays européens. Dix ans d'efforts couronnés de bonheurs divers. Prometteurs en RFA où la Compagnie vient d'ajouter 24 % de la chaîne bavaroise Tele Fünf aux 49 % qu'elle détenait dans RTL PLus. Inattendus aux Pays-Bas avec la percée de RTL-Véronique (25 % de parts d'audience, sept mois seulement après son lancement). Mitigés en France, où M 6 demeure encore lourdement déficitaire. Instables en Belgique et en Lorraine où le redressement de l'audience des deux programmes qu'y contrôle la CLT, ne garantit nullement leur maintien ou leur retour à la rentabilité.

Les quotas nationaux et européens

Devant cette diversité, explique dans son dernier rapport annuel le PDG de la CLT, M. Gaston Thorn, *« la seule manière de sécuriser la profitabilité de nos opérations en télévision consiste à être très présent en amont de la chaîne de l'image »*. Ne prévoit-on pas une forte pénurie de programmes dans les années qui viennent ? C'est pourquoi le plan « CLT 2000 » élaboré par M. Gérard Lefèbvre fait de ce secteur, la priorité des priorités. *Un secteur que la CLT connaît bien, pour y disposer* depuis longtemps de filiales spécialisées dans la production (Hamster, Créativité et Développement, Télé-Union), d'activités de prestations de service (RTL Productions, VCF), et d'une société de distribution (Pandora). Mais un secteur où la Compagnie est bien décidée à se renforcer.

Cette mutation, la CLT l'a entamée il y a dix-huit mois déjà, en décidant une première tranche de 150 millions de francs d'investissements et en réactivant une filale devenue « coquille vide », International Film Production (IFP), pour *en faire le centre d'un véritable réseau de maisons de production* (*le Monde* du 24 décembre 1988). Depuis, la compagnie n'est pas restée inactive, prenant des participations dans deux sociétés de production américaines, Saban (25 % du capital achetés 100 millions de francs) et Quatro Cento.

Aujourd'hui, sous l'impulsion de M. Jean Chalopin, producteur et conseiller de la direction, elle concentre son action dans trois pays – le Canada, la Grande-Bretagne et l'ensemble constitué par la France et le Luxembourg – *qui lui permettent d'accéder au marché* international, de bénéficier de multiples aides et de satisfaire aux... quotas nationaux et européens. Au Canada, elle vient de créer à 50-50 avec M. Denis Héroux, Cinévidéo Plus, une société de production audiovisuelle et cinématographique dont un premier film, *les Dames galantes*, est déjà en tournage. En Grande-Bretagne, elle s'apprête à entrer à hauteur de 50 % dans le capital de Humphrey Barclay Productions et de First Choice, deux jeunes sociétés produisant pour la télévision. En France, enfin, elle envisage de compléter la gamme de ses filiales en réactivant la société Stand Art pour produire des séries.

Cette politique, la CLT entend encore la compléter par des accords de coproduction à long terme directement passés avec des diffuseurs appartenant ou non à la galaxie du groupe. *« Les responsables des chaînes liées au groupe se réunissent régulièrement pour en débattre*, raconte l'administrateur délégué de la CLT, M. Jacques Rigaud. *Mais le seul accord que nous ayons signé pour l'instant, l'est avec la ZDF, la première chaîne publique allemande. Bâtir des programmes européens au quotidien n'est pas chose facile... »*

PIERRE-ANGEL GAY

La chaîne de M. Hersant devant le CSA

De nouveaux actionnaires pour la Cinq

La Cinq s'apprête à modifier la composition de son capital. Les responsables de la chaîne devaient en informer le Conseil supérieur de l'audiovisuel, lundi 28 mai à 11 heures. La loi contraint en effet les propriétaires de télévisions privées à soumettre au CSA toute modification de leur actionnariat, faute de quoi ils risquent un retrait d'autorisation.

La Cinq, qui avait déjà comparu devant les « sages » le 17 mai pour son bilan annuel, n'avait pas caché alors ses graves problèmes financiers (plus de 1 million de francs de pertes par jour) et évoquait déjà une restructuration de son capital (*le Monde* du 22 mai). Selon M. Yves de Chaisemartin, directeur général de la chaîne, les deux actionnaires principaux - M. Robert Hersant et M. Silvio Berlusconi - sont *« en négociation avec trois groupes sans qu'aucun accord n'ait encore été conclu »*.

La modification du capital porterait sur les parts détenues par les petits actionnaires (Mutuelles agricoles, les Echos, groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux), qui veulent se désengager. Parmi les candidats à la reprise de ces actions figure M. Jean-Marc Vernes, qui détient déjà 18 % de la chaîne et Hachette.

Le nom de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion est également cité parmi les prétendants. Mais si M 6 (dirigée par la CLT et la Lyonnaise des eaux) souhaite aboutir à une prise de participations croisées avec la Cinq à moyen terme, M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, dément tout rôle de son groupe dans les discussions en cours.

J.-F. L.

Pour garder le contrôle de MGM-UA

M. Gian Carlo Parretti parie sur les recettes de quatorze films

M. Gian Carlo Parretti a profité du Festival de Cannes pour rassurer la profession sur l'issue de son OPA sur la compagnie américaine Metro Goldwyn Mayer-United Artist.

L'homme d'affaires italien a déjà versé 225 millions de dollars d'acompte et paraît assuré de trouver d'ici le 23 juin les 1 250 millions de dollars restant. Il bénéficie en effet d'un prêt de 650 millions de dollars du groupe Time Warner, d'une avance de 75 millions de dollars consentie par MGM sur trois films produits par Pathé, d'un crédit de 200 millions de dollars et de l'apport de 60 millions par Kirk Kerkoria, principal actionnaire de MGM, qui conservera ainsi une part dans le nouveau tour de table.

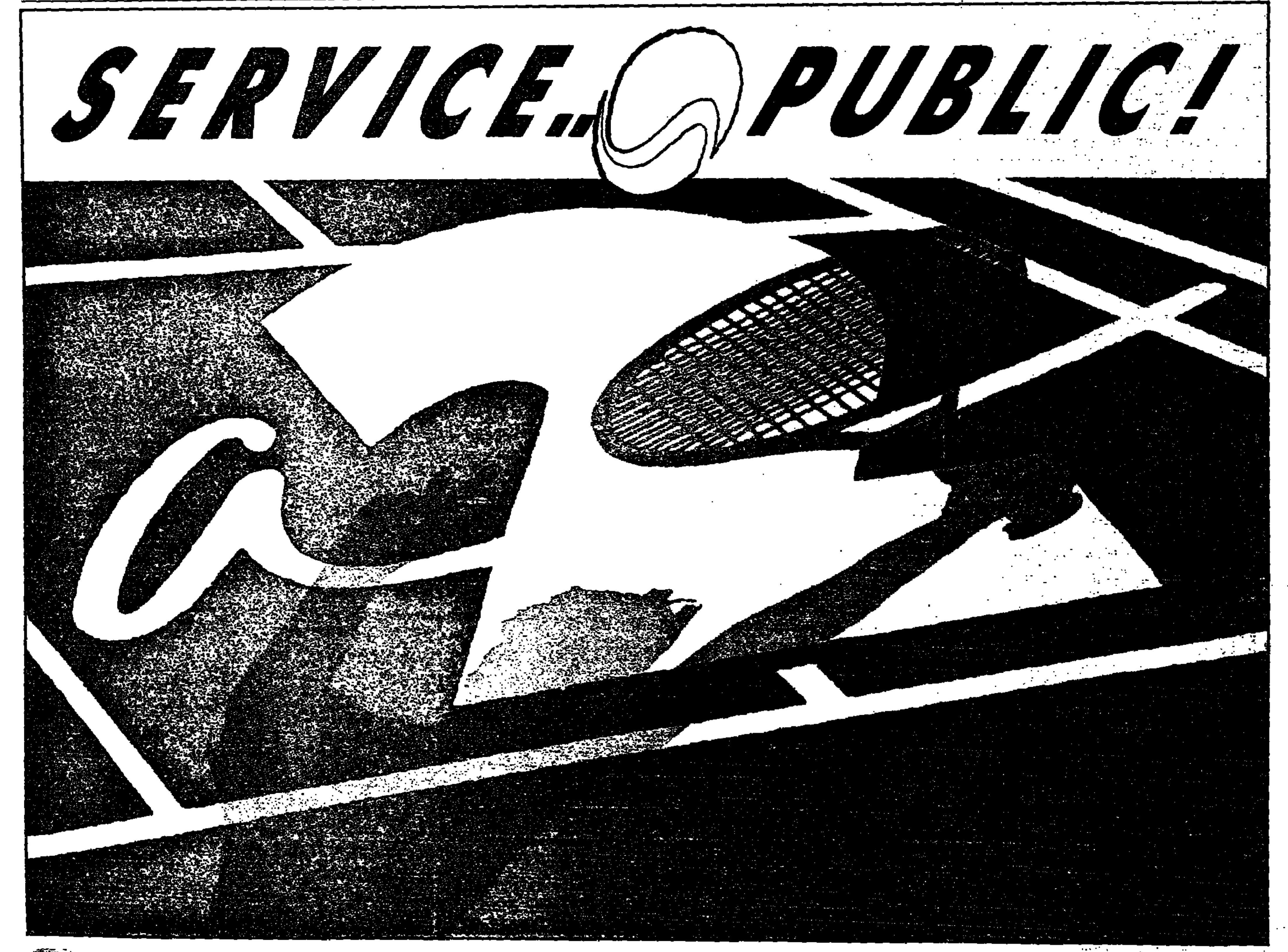
Si M. Parretti risque ainsi d'ajouter la prestigieuse firme du Lion à ses deux autres compagnies cinématographiques, Pathé et Cannon, rien ne dit qu'il parviendra à conserver la propriété de son empire. Il doit en effet rembourser le prêt de Time Warner et 160 millions de dollars d'intérêts avant 1994, faute de quoi il devra céder au groupe américain toute la cinémathèque de MGM-UA, qui constitue son principal actif. Pour y parvenir, l'homme d'affaires italien se prépare à restructurer radicalement son groupe pour en améliorer la rentabilité.

Mais il compte aussi beaucoup sur les recettes des quatorze films actuellement en production tant chez Pathé qu'à la Metro Goldwyn Mayer, pour un budget total de 210 millions de dollars. Selon M. Parretti, ces productions - parmi lesquelles on trouve Rocky 5 et le dix-septième James Bond - devraient rapporter près de 430 millions de dollars. S'y ajouteraient les revenus de la cinémathèque, évalués par M. Parretti à 382 millions de dollars. Enfin, le futur propriétaire de la MGM-UA veut achever, sous l'égide de Pathé Europe, la constitution d'un réseau de salles de cinéma performant, avec des partenaires comme Warner, la Finivest de M. Silvio Berlusconi et le groupe britannique Heron. C'est dans ce cadre que sera sans doute réglé le sort de Pathé France dont, pour le moment, Pathé USA ne détient, sur le papier, que 10 %.

Fournir une garantie crédible

La stratégie de M. Parretti n'a pas encore convaincu les experts financiers de Wall Street, qui continuent d'observer avec scepticisme son OPA sur MGM-UA et considèrent que le groupe Time Warner est lui-même trop endetté pour fournir une garantie crédible. La fulgurante ascension de l'homme d'affaires italien qui était, il y a encore quinze ans, simple garçon de café à Orvietto provoque toujours beaucoup de questions. Ainsi l'hebdomadaire italien *Europeo* révèle, dans son édition du 20 mai, qu'Interpart - *société holding luxembourgeoise, centre de la nébuleuse des entreprises de M. Parretti* - a été radiée de la liste des sociétés publiques le 28 février 1989. Cette décision rarissime a été, selon l'hebdomadaire, prise par les autorités boursières luxembourgeoises parce qu'Interpart, qui entendait alors augmenter de plus de trente fois son capital social, ne pouvait apporter la preuve qu'au moins un quart de ses actions étaient entre les mains de sociétés cotées.

JEAN-FRANÇOIS LACAN



Le Monde

ÉCONOMIE

BILLET

Trous d'air dans le contrôle aérien

Quelle mouche pique les *contrôleurs aériens* ? On croyait que l'accord signé avec le ministre des transports à l'automne 1988 avait satisfait l'essentiel de leurs revendications : le reclassement en *totalité* dans la catégorie A de la fonction publique, l'octroi en 1989 d'augmentations de primes diverses dans des *proportions* dépassant les 10 % et, surtout, le *protocole d'accord* signé le 9 février dernier dans la fonction publique qui laisse espérer aux *contrôleurs à bref délai*, une spectaculaire augmentation qui pourrait atteindre, pour certains, les 4 000 francs et réglerait définitivement les problèmes de retraite.

Or on constate, en ce printemps, *une multiplication* des menaces de grève. Ce n'est qu'à grand-peine qu'un accord a été trouvé entre l'administration et les contrôleurs de Nice, qui voulaient, le 27 mai, prendre en otages les spectateurs du Grand Prix de Monaco. Leurs collègues d'*Athis-Mons* perturbent le trafic, ce lundi 28 mai, en se *croisant* les bras. Les aiguilleurs du ciel seraient-ils devenus insatiables ?

Cette agitation s'explique par la conjonction de plusieurs événements. Tout d'abord, les décrets d'application qui doivent définitivement régler les *questions* statutaires tardent à être publiés, *et les discussions* se poursuivent avec les *organisations* syndicales sur le nombre des grades et les conditions d'accès au grade le plus élevé. D'autre part, la CGT fait de la surenchère en demandant *une* prime mensuelle de 5 000 francs *pour les contrôleurs* de la région parisienne.

Mais la cause la plus *sérieuse* du malaise actuel tient à la croissance désordonnée du trafic aérien, qui demeure sur la pente des 10 % annuels, entraînant des dysfonctionnements dans le système de la navigation aérienne, *une tension forte devant* les écrans de surveillance et une augmentation des *risques*. Malgré la hausse des créations annuelles de postes de contrôleurs (passées de 100 à 160), il faut toujours cinq ans pour former un bon professionnel et la pénurie persistera.

Les *usagers n'ont plus qu'à* espérer que le syndicat autonome *majoritaire*, le SNCTA, parviendra à persuader ses troupes de résister aux sirènes de la CGT et de ne pas demander de l'argent alors que ce sont les hommes qui manquent le plus.

AL. F.

INSOLITE

Retraite en or

Quel que soit l'avenir de l'industrie mondiale de l'automobile, M. Roger Smith, le patron de General Motors n'a pas de souci à se faire pour sa retraite qu'il doit prendre le 31 juillet prochain. Il a en effet *profité* de la dernière assemblée *générale des actionnaires* du groupe, le vendredi 25 mai, pour faire doubler le montant de la pension qui lui sera versée.

Dans le cadre d'un plan de revalorisation des *retraites* des 3 350 cadres de l'entreprise, *celle* de M. Roger Smith a été fixée à 1,1 *million* de dollars (plus de 6 millions de francs) par an. De quoi lui éviter les mésaventures *racontées avec* un humour décapant par le réalisateur Michael Moore dans le film *Roger and me* qui décrit les conséquences sociales de la fermeture d'une usine General Motors dans la ville de Flint (Michigan).

Dix-neuf mois d'occupation, batailles d'experts et d'avocats

Les vaisseaux fantômes de La Ciotat

Le ministre de l'industrie M. Roger Fauroux devait recevoir ce lundi 28 mai M. Adam Backstrom, président du groupe américano-suédois Lexmar qui propose de racheter les chantiers navals de La Ciotat et créer quelque deux mille emplois. *Cette rencontre risque d'être de* pure forme, le gouvernement *s'opposant à la réouverture du* chantier et estimant le plan de Lexmar irréaliste.

Depuis ce jour de juin 1986 où le *ministre de l'industrie* de l'époque, M. Alain Madelin, *effrayé par l'énormité des subventions* que les contribuables devaient débourser pour faire survivre les chantiers navals, *décidait d'en finir* avec Normed et ses trois établissements de *Dunkerque*, de La Seyne et *de La* Ciotat, la petite ville des Bouches-du-Rhône a empoigné le flambeau de la résistance. Certains disent de l'aveuglement...

LA CIOTAT

de notre envoyé spécial

Dunkerque, c'est bien fini, La Seyne *aussi... Comme furent rayés* de la carte, pour cause d'impuissance économique, le chantier Dubigeon à Nantes et les Ateliers de La Rochelle. *« La Ciotat sans ses chantiers, imaginez Marseille sans Notre-Dame de la Garde ! C'est monstrueux ! »*, lance, menaçant, un retraité de Normed.

Ils sont pourtant encore bien là, les chantiers, avec les grues dégingandées, les énormes portiques roulants, les hangars de pré-assemblage, les cales, le parc de stockage où poussent des valérianes, mais le martèlement des tôles et le crépitement des machines à oxycoupage ne règlent plus le travail de la journée. Parfois, un lugubre appel de la sirène signale le début d'une « manif » ou la visite d'un hôte de marque, comme M. André Lajoinie le 17 mai. La CGT et le Parti communiste occupent l'établissement depuis dix-neuf mois à la tête d'une équipe de 125 hommes et de 4 femmes à la volonté d'airain. Tout est propre, on peint et on repeint les bâtiments en bleu et blanc, on range. Bref, il importe de préserver l'outil de travail.

L'accord reste lettre morte

« Si demain le gouvernement dit oui à la réouverture, il nous faudra un mois et demi pour remettre le matériel actuel en état de marche. Et le premier navire pourrait être livré au printemps 1991 », assure Jo Rodriguez, le secrétaire du syndicat CGT des chantiers, entré en 1969 comme soudeur dans l'entreprise, et aujourd'hui commandant en chef de la résistance.

A l'époque, pas moins de dix navires étaient lancés chaque année. La compagnie suédoise Sal commandait huit *cargos d'un* coup, Tristan Vieljeux des séries quatre par quatre. Depuis *le Périclès*, mis sur cale en décembre 1851, jusqu'au porte-conteneur mexicain *Monterrey*, « libéré » le 16 juillet dernier après des péripéties innombrables, La Ciotat aura livré quelque trois cents navires de tout acabit pour les noms les plus célèbres de l'armement mondial.

Lorsque le 2 juin 1989 Jacques Chérèque, le ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, ceint de sa réputation d'expert en reconversions difficiles, parvint à réunir toutes les parties concernées autour d'une table, et un mois après, arracha à la CGT un accord industriel et social de diversification économique, tout le monde pensa que la page de la grande construction navale était tournée sans trop de drame. Tapie, Dumez, la SARI s'engageaient à relancer l'économie. Le gouvernement promettait de nombreuses aides pour construire des navires de plaisance ou des laboratoires pharmaceutiques, mais surtout pas des tankers, des cargos ou des méthaniers !

Douze mois plus tard, l'échec est patent, l'accord reste lettre morte. La Ciotat est le rocher de Sisyphe de Jacques Chérèque, et le dossier, sur le plan social tant que juridique et politique, ne cesse de s'embrouiller.

105 irréductibles de la CGT

Le trouble-fête s'appelle Lexmar, un groupe dont le siège est au Connecticut et qui coiffe des filiales au Liberia, à Rio et à Londres. Son président, le Suédois Adam Backstrom, a eu autrefois maille à partir avec les autorités de son pays à cause d'affaires immobilières et il s'est converti aux Etats-Unis dans le transport maritime, par nature spéculatif.

Et voici qu'au début août, à la surprise générale, il offre de reprendre le chantier, fait monter les enchères, s'attire les bonnes grâces de la CGT et torpille du coup le beau plan de liquidation en douceur du gouvernement. Depuis, de procès en parties de bras de fer, de guerre de communiqués en rapports des services secrets habilement distillés, la situation devient inextricable et l'été s'annonce chaud.

Les alliances ne sont pas celles que vous croyez. D'un côté Lexmar France, dont le nom s'inscrit en grosses lettres à l'entrée du chantier sous les drapeaux de la Suède, des Etats-Unis et de la France qui claquent au vent. Présidée par Benoît Batherotte, un ancien acolyte de Bernard Tapie, la société a embauché, à la fin décembre, la bande des 105 irréductibles de la CGT, auxquels se sont ajoutés, plus tard, 24 salariés supplémentaires.

Le personnel gagne en moyenne 10 000 francs par mois pour effectuer des opérations de gardiennage et d'entretien, mais Lexmar, qui a déjà déboursé 70 millions, n'a toujours pas récupéré un centime de chiffre d'affaires. Leur fait face le maire de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafond (UDF), chef d'entreprise, qui a battu l'ancien maire communiste aux dernières municipales précisément sur le thème des méfaits d'une économie locale exclusivement dépendante de la construction navale lourde.

Son analyse, appuyée par le conseil régional, n'a pas varié d'un iota et se calque exactement sur celle du gouvernement : fermer les chantiers et diversifier l'économie en jouant notamment sur les avantages fiscaux des zones d'entreprise situées en bordure du péage de l'autoroute, et renforcer le potentiel touristique.

M. Michel Rocard a confié récemment à M. André Lajoinie qu'il ne connaissait pas très bien le dossier. En revanche, le tandem Roger Fauroux, le ministre de l'industrie, et Jacques Chérèque, qui se partagent les rôles, en maîtrise maintenant bien les mille subtilités.

Au centre, le conseil général des Bouches-du-Rhône, présidé par le socialiste Lucien Weygand, qui ne doit sa fragile majorité qu'à l'appoint des voix communistes. En vertu des lois de décentralisation, c'est lui le gestionnaire du domaine public maritime. Il a accordé à Lexmar une autorisation provisoire d'occupation du site jusqu'à la fin juin. L'emploi obsède Lucien Weygand, qui ne veut pas *« faire de la population de ce département une armée de porteurs de valises »*.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Lire la suite page 24

Un projet de loi prévu à l'automne

Le ministère de la solidarité s'apprête à alléger les charges des centres de santé

Les centres de santé se portent mal. Ces établissements à but non lucratif, les dispensaires d'autrefois, sont pénalisés par une série de règlements auxquels échappe le secteur privé libéral. Pour remédier à cette situation, un projet de loi et un décret sont en préparation au ministère de la solidarité.

Alors que l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) vient de rédiger un rapport mettant en relief les graves difficultés que rencontrent la plupart des 2 224 centres de santé (*le Monde* du 11 avril), plusieurs de ces établissements se trouvent effectivement dans une situation critique.

En conflit avec la caisse primaire d'assurance maladie de Paris, le centre médical du Quatre-Septembre est au bord de la fermeture. A Paris encore, le centre du Moulinet, qui appartient à la Fédération mutualiste de la région parisienne, va licencier plus de vingt médecins et auxiliaires médicaux alors que le centre Charcot de la Croix-Rouge traverse, lui aussi une mauvaise passe. A Grenoble, d'autres établissements sont menacés.

Gérés par des associations, des mutuelles ou des municipalités, ces centres destinés à développer la prévention et à accueillir les populations les moins favorisées se trouvent fréquemment dans des zones où les médecins libéraux dépassant les tarifs de la sécurité sociale (secteur 2) sont les plus nombreux.

Quant au Comité national de liaison des centres de santé (CNLCS), il reproche aux organismes de Sécurité sociale de *« refuser de plus en plus le tiers payant à des centres situés dans des zones où la médecine libérale à honoraires libres est puissante »*.

Outre l'extension aux centres de santé des allégements de cotisations vieillesse et d'allocations familiales dont bénéficient les praticiens conventionnés du secteur 1 (appliquant strictement les tarifs de la Sécurité sociale), le CNLCS réclame une convention nationale et un allégement de la tutelle des caisses primaires.

Réduction de 3 % à 5 %

S'ils n'ont pas l'intention de satisfaire toutes ces revendications, les services de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, entendent néanmoins réagir rapidement. Il est vrai que la convention médicale, conclue à l'arraché en mars dernier entérinée non sans états d'âme par le gouvernement n'encadre que très modérément le développement du secteur 2. Aussi, le ministère prépare-t-il un projet de loi qui permettra, comme le suggère l'IGAS, de réduire les charges pesant sur les centres de santé. En fonction du nombre de médecins salariés, les charges sociales pourraient être réduites de 3 % à 5 % et la procédure de gestion du tiers payant serait allégée, permettant de diminuer les coûts de gestion.

Des contrats d'objectifs, conclus avec la Sécurité sociale, les élus locaux ou l'Etat, seront par ailleurs introduits afin de financer plus facilement des actions de prévention mieux adaptées à l'environnement social des centres. Compte tenu de l'emploi du temps de la session parlementaire de printemps (qui ne comportera pas de projet de loi portant diverses mesures d'ordre social), les propositions du gouvernement seront examinées par l'Assemblée nationale lors de la session d'automne.

Le ministère prendra aussi un décret assouplissant certaines normes techniques définies par un décret de 1956, qui sont jugées dépassées. Ainsi, par exemple, les centres qui dispensent des soins infirmiers ne peuvent, contrairement au secteur libéral, assurer leurs services à domicile. Au ministère, on souligne néanmoins que l'adaptation des centres de santé nécessite qu'ils comptent également sur eux-mêmes. Nombre de dispensaires sont soupçonnés de mener une gestion marquée par *« une rigueur hétérogène »*...

JEAN-MICHEL NORMAND

Le 29 mai à Paris

Les Pays-Bas vont boycotter l'installation de la BERD

LA HAYE

de notre correspondant

Aucun ministre néerlandais, ni celui des finances, ni celui des affaires étrangères, ne participera, mardi 29 mai, à la cérémonie de signature des statuts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), a-t-on appris dimanche 27 mai à La Haye.

Officiellement, M. Wim Kok (finances) et M. Hans Van Den Broek (affaires étrangères) ont un emploi du temps surchargé. Mais leur absence constitue une illustration supplémentaire du désagrément des Pays-Bas à propos de la localisation du siège de la BERD à Londres (au détriment d'Amsterdam) et de l'attribution de sa présidence à M. Jacques Attali (et non pas à M. Onno Ruding).

Le gouvernement néerlandais ne va pas jusqu'à remettre en cause sa participation à la nouvelle institution, mais l'acte officiel de naissance de la banque ne sera paraphé que par l'ambassadeur néerlandais à Paris et par le « thésaurier » général du ministère des finances.

Cette *« bouderie »* est en contradiction avec les propos fatalistes tenus par le ministre des affaires étrangères au soir de la double décision des quarante-deux pays et organismes fondateurs de la BERD en faveur du tandem Londres-Attali. *« Nous acceptons ce choix »*, avait déclaré M. Van Den Broek, sans cacher *« son immense déception »*, mais en donnant l'impression de jeter l'éponge après plusieurs semaines d'opposition à la mainmise des grands pays sur la BERD.

CHRISTIAN CHARTIER

(Lire également, en page 26, l'entretien avec le secrétaire adjoint au Trésor américain, M. David Mulford.)

La sous-traitance progresse dans la restauration collective

Depuis le début de la décennie, les entreprises de restauration collective ne cessent de gagner du terrain sur un marché qui ne progresse plus guère. C'est ce qu'indique le dernier numéro d'*INSEE Première*.

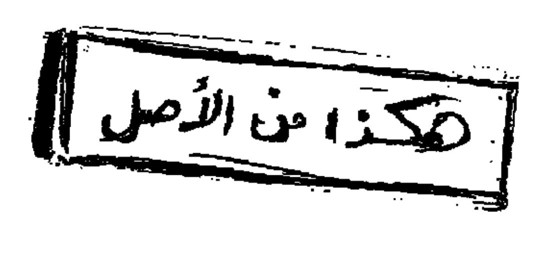
En 1988, chaque personne résidant en France a mangé plus d'une fois par semaine en moyenne dans une cantine. Sur les trois milliards de repas servis au total (pour un chiffre d'affaires de 78 milliards de francs), plus d'un milliard (36 %) l'ont été dans une cantine scolaire ou un restaurant universitaire ; 800 millions (26,6 %) dans un hôpital ou un établissement social ; 750 millions (25 %) dans une cantine d'entreprise, le reste (13 %) dans un centre de loisirs.

Depuis 1975, le nombre de repas servis dans des cantines ne progresse *plus que* faiblement : 1 % l'an au lieu de 6 % auparavant (avec le développement de la restauration d'entreprise). Mais celui des repas servis par des entreprises privées sous-traitantes a augmenté de moitié en huit ans (1981-1988), soit de 6 % par an, atteignant 18 % du total en 1988, pour un chiffre d'affaires de près de 11 milliards de francs. Après la restauration d'entreprise, la sous-traitance gagne aujourd'hui les écoles et les hôpitaux.

Progression du nombre de repas

Indice (220, 200, 180, 160, 140, 120, 100) ; base 100 = 1970 ; 1970, 1974, 1978, 1982, 1986, 1988 ; Sous-traitance ; Restauration collective totale ; Source : comptes nationaux - INSEE

Le secteur, qui emploie 42 000 salariés, est extrêmement concentré. Trois entreprises (Eurest, du groupe Wagons-Lits, la Générale de restauration du groupe Accor et la Sodexho, aujourd'hui asssociée à Eurest dans HR, Hôtellerie et Restauration) servent 58 % des repas et réalisent 56 % du chiffre d'affaires hors TVA ; huit entreprises (les trois précitées plus le Centre français de restauration, Gardner Merchant France, Orly restauration, la Société hôtelière de restauration et Sogères) en servent 86 % et réalisent 85 % du chiffre d'affaires.



هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

ETRANGER

Sept ans avant le rattachement de la colonie à la Chine

Les ingérences de Pékin menacent la prospérité de Hongkong

La récente défection de l'ancien chef de la mission chinoise à Hongkong, M. Xu Jiatun, qui s'est réfugié au début du mois de mai aux Etats-Unis avec une partie de sa famille, a servi de révélateur à une crise qui mûrissait depuis des mois. A sept ans de sa restitution à la Chine populaire, la colonie britannique devient chaque jour plus dépendante de l'atmosphère ambiante à Pékin.

M. Xu, qui avait qualifié l'an dernier le capitalisme de « trésor de l'univers », symbolisait la manière douce de la Chine envers un territoire dont elle comptait bien récupérer intactes les richesses. Son successeur, M. Zhou Nan, qui ne manque pas une occasion de faire prévaloir le point de vue des durs de Pékin, symbolise désormais une politique plus idéologique, autoritaire, agressive sinon provocatrice, et dont l'impact psychologique et économique suscite de violents remous.

Au moment où l'on apprenait le départ discret de M. Xu pour la Californie, Sir Y.K. Pao, l'un des « taïpan » (magnats) de Hongkong, l'un des hommes les plus riches du monde et que l'on sait proche de M. Deng Xiaoping, commençait à retirer ses premières billes d'un territoire qui fit sa fortune d'armateur. Il a ainsi transféré aux Bermudes le siège social de ses magasins Lane Crawford, suivant l'exemple d'autres compagnies-phares de Hongkong telles que Jardine's, et 30 % des sociétés cotées en Bourse. Il pourrait, selon le *Financial Times*, être imité par son rival, également bien en cour à Pékin, M. Li Ka-shing.

Mille émigrants par semaine

Hongkong peut respirer maintenant que le président Bush a décidé de renouveler pour un an à la Chine le statut de nation la plus favorisée ; l'abrogation de cette clause aurait coûté à la colonie, qui sous-traite massivement sur le continent et en réexporte les produits, environ 80 milliards de dollars de Hongkong (60 milliards de francs). Un des arguments invoqués contre le non-renouvellement de cette mesure était qu'elle toucherait Hongkong au moins autant que la Chine.

Mais la récession qui a frappé la Chine depuis 1988 et encore plus après l'écrasement du « printemps de Pékin », a déjà coûté très cher à Hongkong : son taux de croissance prévu de 6 % pour l'année fiscale 1989-1990 (qui court du 1er avril au 31 mars), a finalement été de 2,5 %, en raison principalement d'un second semestre de croissance zéro. L'excédent budgétaire escompté a fondu comme neige au soleil : 20 millions au lieu de 9,3 milliards de dollars de Hongkong.

Il ne semble toutefois pas s'agir uniquement de difficultés conjoncturelles. En un an, les exportations de capitaux auraient été multipliées par dix, dépassant 22 milliards de dollars. Cette fuite d'un argent qui aurait toutes les raisons d'être placé ou réinvesti sur place en raison de la prospérité du territoire et de sa fiscalité souriante, est avant tout causée par une crise de confiance dans l'avenir de Hongkong. Crise dont le changement d'attitude de Pékin à l'égard de Hongkong est le principal responsable.

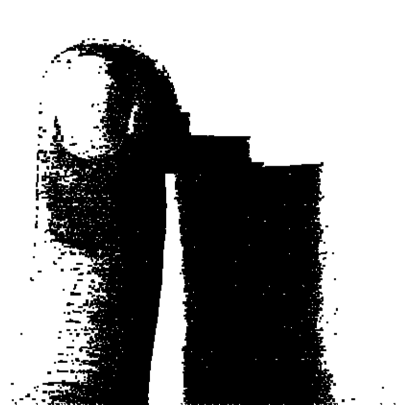
Après avoir promis à Hongkong l'autonomie après 1997, la Chine vient de promulguer, contre l'avis de la majorité de la population locale, une mini-Constitution (« *Basic Law* ») qui lui assure la réalité du pouvoir. Plus encore, elle exige d'être associée dès aujourd'hui aux décisions des autorités locales. Après avoir dénoncé les manifestants qui, il y a un an, étaient descendus dans la rue pour soutenir le « printemps de Pékin », elle fustige la décision de Londres d'accorder un passeport britannique à 50 000 membres de l'élite hongkongaise, alors même que cette mesure a pour but d'en réduire l'exode. Une attitude menaçante qui n'est guère faite pour rétablir une confiance défaillante.

Certes la poule continue de pondre des œufs d'or, les industries, les services et le tourisme à engranger des profits considérables, l'administration locale à faire des projets grandioses et à long terme, comme celui du nouvel aéroport international, et à en trouver le financement.

Mais l'optimisme qui prévalait semble avoir cédé la place à une résignation qui explique le fort taux d'émigration, qui se caractérise par l'achat de passeports de complaisance (Tonga, Philippines...) voire l'envoi de sa femme accoucher aux Etats-Unis ou au Canada, parfois aux frais de l'employeur.

Une situation malsaine qui risque, si Pékin continue de souffler le froid plus souvent que le chaud, de se dégrader dans les années qui viennent.

PATRICE DE BEER



INDUSTRIES

Investi par les constructeurs de l'Ouest

Le marché automobile de l'Europe de l'Est croîtrait de 30 % d'ici à 1995

Opel, la filiale européenne de General Motors, a annoncé que les voitures qu'il montera en RDA au terme de l'accord signé en mars dernier avec Automobilwerk Eisenach (AWE), seront des Vectra. Au départ, quelque 10 000 exemplaires seront montés en rythme annuel, puis vers 1993 la production s'élèvera à 150 000 par an.

Fiat, lui, construirait des Tipo en Pologne dans les usines du constructeur FSO dès l'année prochaine, a annoncé la direction de cette entreprise. Et ce malgré la désorganisation de FSO qui a provoqué le renoncement du japonais Daihatsu à y assembler ses véhicules. Ce ne sont que les deux plus récentes annonces des contructeurs automobiles en Europe de l'Est. Tous les industriels occidentaux ont des projets ou ont entamé des pourparlers avec des entreprises des pays de l'Est.

Selon le cabinet d'études DRI/McGraw Hill, ce marché va progresser de 30 % d'ici à 1995 (dont 34 % en URSS, ce qui représentera 1,7 million de véhicules). Grâce aux investissements étrangers, la production totale atteindrait 3,2 millions de voitures dont 2,9 millions seront vendues à l'Est et le reste, soit 330 000, seront exportées à l'Ouest (les exportations des constructeurs de l'Est ont été de 179 000 en 1989).

Les vaisseaux fantômes de La Ciotat

Suite de la page 23

Mais l'Etat, qui agit par l'intermédiaire de son mandataire, la Banque Worms, refuse de vendre l'outillage à Lexmar et paralyse ainsi la société. La mairie de La Ciotat a fait jouer son droit de préemption et a racheté 13 hectares, amputant d'autant la superficie utile du chantier. « *J'ai le droit pour moi, mais mon arme suprême, c'est le contrôle de l'urbanisme, et je l'exercerai jusqu'au bout par la délivrance ou le refus des permis de construire* », affirme M. Jean-Pierre Lafond.

« *Cette légalité-là est illégitime*, déclare en s'insurgeant Jo Rodriguez. « *Dans ce pays on utilise la justice contre l'emploi et, à la fin de 1990, on comptera 3 000 personnes ex-employées de Normed en « fin de droits », une notion barbare, disposant seulement de 2 000 francs par mois.* » Le chômage ici dépasse 21 %.

Dernier acteur qui, pour agir dans l'ombre, n'en exerce pas moins une influence : M. Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet de Laurent Fabius et candidat malheureux aux dernières législatives contre le maire d'Aubagne, le communiste Jean Tardito. Il est de toutes les rencontres importantes, écoute, recueille les confidences, car il n'a pas abandonné l'idée d'un mandat dans la région où il a des attaches familiales. « *C'est un honnête homme et de grande qualité* », dit de lui Jo Rodriguez. Evidemment, Jean-Claude Colliard voudrait que les chantiers redémarrent et, ce faisant, il contrarie le schéma gouvernemental.

Ce schéma tient en trois phrases: « *Tant que M. Backstrom ne nous aura pas expliqué avec précision le contenu de son plan industriel, économique et financier et quels sont ses actionnaires et ses banquiers, tant qu'il continuera à présenter des évaluations de prix de revient fantaisistes pour ses pétroliers, nous nous opposerons à discuter avec lui. D'ailleurs, Bruxelles nous a mis en demeure de respecter nos engagements de réduction de capacités de production. Toutes les aides à la reconversion et à la diversification, sinon, deviendraient caduques* », commente-t-on au ministère de l'industrie. La dernière semaine aura été fertile en rebondissements. Une rencontre à l'Elysée entre Mme Elisabeth Guigou et M. Benoît Barthérotte a vite tourné à l'aigre, et M. Backstrom qui devait rencontrer M. Fauroux, s'est décommandé *in extremis*.

Reste le fond, économique, du dossier. Peut-on, sans aide de l'Etat, construire vingt-quatre grands pétroliers écologiques de 290 000 tonnes à raison de trois par an d'ici à 1999 à La Ciotat ? Oui, affirme sans ambage Lexmar, applaudie par la CGT et par le mouvement La Ciotat au cœur, qui ont couvert la jolie petite ville d'affiches et de graffitis. La conjoncture est favorable, ajoute Lexmar. Les prix des pétroliers grimpent. Le Congrès américain va adopter des mesures pour n'autoriser, à la fin du siècle, l'accès dans ses eaux territoriales qu'à des tankers à double coque. Et à la clé 2 000 emplois directs et 550 millions de francs d'investissements.

Le prix de revient des pétroliers est évalué à 552 millions de francs pièce par Lexmar mais, dans leur contre-argumentation, les experts français, se référant au chantier européen le plus compétitif dans ce domaine, celui d'Odense, au Danemark, crient à la falsification... « *Impossible de construire à moins de 700 ou 800 millions de francs. Entretenir les illusions ? Etre obligés de recommencer dans trois ou quatre ans un nouveau plan social ? Jamais !* »

On a beau savoir, avec le philosophe Gaston Bachelard, que « *tout être voué à l'eau est voué aux vertiges* » ... tout de même, à La Ciotat, la guerre de tranchées déclenchée à l'été 1986 défie maintenant la raison. Et les seuls à garder les pieds sur terre et à bénir les protagonistes sont les cohortes de conseils et d'avocats qui campent aux abords des chantiers.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Des cartes à puce aux articles d'hygiène

LA CIOTAT

de notre envoyé spécial

Créée en octobre 1986 pour faciliter la diversification industrielle dans les bassins de La Ciotat et de La Seyne, la société Provence Industrialisation, qui fonctionne comme mandataire du ministère de l'industrie, indique qu'au début mai 141 entreprises nouvelles (représentant 3 817 emplois, dont 160 seulement occupés par d'anciens salariés de NORMED) sont soit déjà en production soit en cours d'implantation.

Sur ce total, 83 sociétés pour 2 426 emplois, concernent les « zones d'entreprises » situées à Aubagne, Géménos et La Ciotat . Les nouvelles entreprises peuvent bénéficier, en plus des aides des collectivités locales, soit de la prime d'aménagement du territoire, soit d'une exemption de l'impôt sur les bénéfices pendant dix ans.

Parmi ces entreprises, en grande majorité des petites PME, citons le suédois PLM (boîtes de conserve), Gemplus (cartes à puce), Sieb (automates bancaires), Merck (chimie fine), Intimil (articles d'hygiène)...

M. Patrick Nollet, président de Provence Industrialisation, conteste que la création des 300 hectares de zone d'entreprise ait pour résultat de vider Marseille intra muros de ses activités. « *Au 1er février, dit-il, les transferts d'entreprises d'origine marseillaise qui bénéficient des exonérations d'impots sur les bénéfices pendant dix ans représentent 8 entreprises, un déplacement de 311 personnes et la création de 123 emplois nouveaux.* »

F. GR.

□ **Manifestation paysanne à Morlaix (Finistère).** – Plus de 1 500 tonnes d'artichauts invendus ont été déversés samedi 26 mai dans l'après-midi sur le parking du parc des expositions de Morlaix par des agriculteurs du Finistère et des Côtes-d'Armor. Les agriculteurs – ils étaient de 1 200 à 1 500 – voulaient ainsi protester contre l'ampleur des invendus qui atteignent 24 000 tonnes, soit cinq fois la production normale d'un mois de mai. La clémence de l'hiver et la précocité du printemps ont en effet accéléré la récolte des artichauts, qui ne s'est étalée que sur quatre semaines au lieu de deux mois et demi, provoquant un encombrement du marché.

Information SICAV

DIEZE
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV DIEZE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 9 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 11 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV DIEZE sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 11 heures 30, 91/93, Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Information SICAV

REVENU VERT
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV REVENU VERT sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 10 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS, pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 10 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV REVENU VERT sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 10 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

PEUGEOT S.A.

Les actionnaires de la société PEUGEOT S.A. seront réunis en Assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16e, le 27 juin 1990 à 10 heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi seront adressés sur simple demande au Service des titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.



المصرف العربي عبر القارات

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

S.A. au capital de 300.000.000 F.

Réunie le 17 mai 1990, sous la présidence de M. Mohamed Nour-Eddine Kerras, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque intercontinentale arabe a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Le bilan totalise 7 341 480 075 francs contre 7 271 514 740 francs au 31 décembre 1988.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 119 988 francs contre 470 805 francs pour l'exercice 1988.

La dotation nette aux comptes de provisions d'exploitation s'est élevée à 54 625 472 francs contre 54 011 139 francs au 31 décembre 1988.

Information SICAV

UNIVERS OBLIGATIONS
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNIVERS OBLIGATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 12 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 28 juin 1990 à 11 heures 30, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV UNIVERS OBLIGATIONS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 28 juin 1990 à 12 heures, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Information SICAV

EURODYN
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 9 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS, pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 9 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

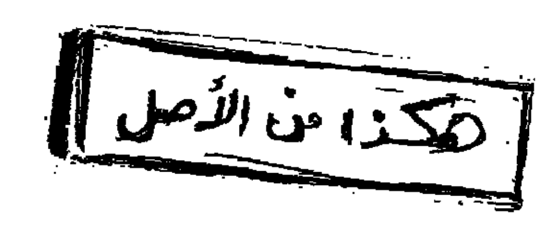
2) Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 10 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Un entretien avec le secrétaire adjoint au Trésor américain

« J'ai bon espoir que les textes pour la BERD puissent être votés par le Congrès avant la fin de l'année », nous déclare M. David Mulford

Les représentants des quarante-deux membres fondateurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) doivent se retrouver mardi 29 mai à Paris pour la cérémonie de signature des statuts. Parmi eux, M. David Mulford, secrétaire adjoint au Trésor américain chargé des affaires internationales, a présidé la délégation américaine lors des négociations qui ont conduit à la création de cette nouvelle organisation internationale. Il explique, dans un entretien au Monde, sa vision de la banque.

« Quelle est votre vision du rôle de la BERD ?

- La BERD peut représenter une institution importante dans le soutien et le financement de la transition vers l'économie de marché dans laquelle se sont engagés les pays d'Europe de l'Est. La Banque mondiale se concentre sur des *prêts sectoriels et des prêts aux* infrastructures et pour l'environnement. La BERD a une « mission spéciale » puisque moins 60 % de ses prêts seront dirigés vers le secteur privé ou les entreprises d'Etat amenées à être privatisées. Le reste,soit 40 %, sera des prêts au développement et aux entreprises d'Etat. C'est donc une institution assez spécialisée. Si la nouvelle direction de la Banque permet l'accomplissement de cette mission,ce sera une contribution unique et déterminante pour le développement de cette région d'Europe. Une contribution très différente de celle de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international. Nous avons insisté pour que cette institution soit véritablement différente.

- Quand l'URSS sera-t-elle, selon vous,pleinement éligible au concours de la BERD ?

- Lorsque la banque commencera de fonctionner,l'URSS versera sa part de capital et sera autorisée à emprunter cette part de capital versé. A la fin d'une période de trois ans,et à l'issue d'un vote nécessitant une majorité de 85 %, elle pourra devenir pleinement éligible. Mais cela dépend entièrement de ses performances économiques et de quels progrès sont faits dans les réformes et dans son attitude envers l'économie de marché. Il est encore trop tôt pour porter un jugement.

- C'est la première fois depuis 1945 que les Etats-Unis ne jouent pas un rôle moteur dans la création d'une institution financière internationale. Comment l'interprétez-vous?

- Les Etats-Unis ont décidé d'essayer de jouer un rôle important dans la Banque. Nous avons obtenu une participation au capital de 10 %. Après tout,une importante partie de notre population est originaire d'Europe de l'Est. Nous avons porté un intérêt très grand pour cette banque. Mais toute l'idée est qu'il s'agit d'une banque régionale,avant tout européenne.

» A l'époque où l'idée de la Banque est née,en France,sous l'égide de M. Mitterrand,elle était conçue comme une banque européenne. Il n'était pas sûr que la Communauté allait inviter d'autres pays à y participer. L'Europe de l'Est constitue une partie intégrante de l'Europe. Il y a en Europe de nombreux pays *importants* et pleins de succès qui aident à porter le fardeau du redressement de l'Europe de l'Est. Ce n'était pas le cas après la guerre,lorsque le FMI et la Banque mondiale ont été créés. L'Europe doit donc,avec les Etats-Unis,partager le coût de la transition de l'Europe de l'Est vers l'économie de marché.

- Les Etats-Unis soutenaient la candidature de Prague pour l'attribution du siège de la Banque. N'êtes-vous pas déçu que Londres l'ait emporté ?

- Je croyais que les Etats-Unis avaient soutenu la candidature de Chicago,puisque la population originaire de l'Est y est si importante ! (Sourire)

» Plus sérieusement nous pensions au début que le choix de Prague était très judicieux parce que la ville est située sur le territoire de l'Europe de l'Est. Mais la Communauté européenne a vivement insisté pour que la Banque se trouve sur son territoire. Il n'était donc plus possible de continuer à défendre notre position, puisque la Communauté faisait preuve d'une telle détermination.

« Simple histoire de famille ! »

- Quelle impression vous ont fait les désaccords exprimés au sein de la Communauté au sujet du choix du siège (Londres) et du président de la BERD (Jacques Attali) ?

- Simple histoire de famille !

- Les négociations en vue de la création de la Banque ont été extrêmement rapides. Qu'en avez-vous pensé ?

- Nous avons travaillé très dur pour que la Banque soit créée rapidement. J'ai fait huit voyages en Europe depuis le début de l'année, bien sûr pas tous consacrés exclusivement à la BERD. Mais à chaque fois, la Banque représen*tait pour moi une grande priorité.* Nous étions très enthousiastes à cause de cette « mission spéciale » qui se dessinait pour la Banque. Il ne s'agissait en rien de créer une réplique de la Banque mondiale.

- Ne craignez-vous pas que les crédits pouvant être consentis par la BERD soient trop faibles au regard de l'immensité des besoins des pays d'Europe de l'Est ?

- Pas du tout. La BERD aura, sur une période de cinq ans, une capacité de prêt de 12 milliards de dollars, dont 60 % iront au secteur privé. Sept milliards, cela représente une somme considérable pour des pays qui n'ont pas une capacité d'absorption très grande.

- Avez-vous vaincu l'opposition du Congrès américain à la création de la BERD ?

- Pas encore. Il faut maintenant que deux lois soient votées, l'une sur la participation des Etats-Unis à la Banque, et l'autre sur l'autorisation des crédits. Il existe une vive opposition au Congrès, pas seulement des démocrates, mais de tous ceux qui pensent qu'il n'y aurait pas dû y avoir d'organisme à part entière. Ils voulaient simplement développer l'activité de la Banque mondiale vers les pays d'Europe de l'Est. Il y a aussi une opposition à la participation de l'URSS à la Banque, et sur le fait qu'elle puisse être autorisée à obtenir des crédits. Il ne sera pas facile de vaincre l'opposition du Congrès. Mais j'ai bon espoir que les textes pour la BERD puissent être votés avant la fin de l'année. »

Propos recueillis par FRANÇOISE LAZARE

Après plusieurs mois d'hésitation

La Tchécoslovaquie annonce une série de hausses de prix

PRAGUE

correspondance

Le gouvernement tchécoslovaque a décidé d'appliquer dès le *9 juillet* une hausse de 25 % en moyenne du prix des produits alimentaires, comme premier pas vers une réforme globale des prix.

Pour cela, quelque 27 milliards de couronnes (9,7 milliards de francs) de subventions allouées au niveau des prix de *détail* seront supprimées, *mais* une somme équivalente sera distribuée aux consommateurs, à raison de 140 couronnes pour chaque salarié ou bénéficiaire d'allocations familiales.

La hausse, qui portera sur quelque trois *mille* produits, *doit* atteindre près de 50 % pour la viande, le lait et le pain, et 25 % pour les cigarettes. Cette décision, annoncée jeudi 24 mai lors d'une conférence de presse, intervient après plusieurs mois d'hésitation *sur l'ampleur et le rythme* des réformes économiques.

Le calendrier finalement adopté début mai prévoyait certes une refonte des prix au second semestre de cette année, mais le ministre en charge de la réforme économique, M. Vaclav Vales, affirmait aussi que la réforme des prix est une tâche qui dépasse les capacités d'un gouvernement de transition. Le nouveau gouvernement sera formé à l'issue des premières élections libres, les 8 et 9 juin pro*chain.*

PETER GREEN

La France, marché prioritaire pour les Suédois

Le roi de Suède conduit une importante délégation industrielle à Paris

Le roi Carl XVI Gustaf de Suède et sa femme sont attendus, mardi 29 mai à Paris, à la tête d'une importante délégation d'industriels suédois, conduite par M. Gyllenhammar, PDG du groupe Volvo. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre des manifestations organisées par le Centre suédois du commerce extérieur, organisme qui a choisi la France comme partenaire commercial et marché prioritaire pour 1989-1990.

STOCKHOLM

de notre correspondante

C'est une délégation on ne peut plus *« européenne »* que Paris accueillera, avec des représentants au plus haut niveau d'entreprises *qui font la puissance industrielle* et financière de la Suède. Depuis longtemps bien implantées dans l'espace communautaire, ces sociétés ont, ces cinq dernières années, étendu leur présence dans les pays de cette CEE – à laquelle la Suède, neutre, n'appartient pas – afin d'écarter le risque de se retrouver en marge du grand marché intérieur qui va se mettre en place.

Auparavant, les deux tiers des investissements suédois à l'étranger se faisaient en Amérique du Nord. Les Etats-Unis étaient, pour la Suède, le plus grand marché d'exportation. Aujourd'hui, c'est l'Europe du Marché commun qui est prioritaire et c'est vers elle que vont maintenant quelque 60 % des exportations. La perspective de 1992 aidant, les entreprises estiment qu'elles doivent se rapprocher le plus possible de leurs marchés d'exportation et les deux tiers de leurs investissements se font dans ces pays.

La France, considérée longtemps comme pays *« difficile »* par les Suédois – question de culture, de langue, d'attitude – fait, depuis 1989, l'objet de toutes leurs attentions, à tel point qu'elle a maintenant dépassé la Grande-Bretagne dans ce domaine. Les investissements suédois dans l'Hexagone ont augmenté *« de manière dramatique »* en 1989-1990, selon M. Bo Hampus Israelsson, le PDG du Centre suédois du commerce extérieur, pour atteindre 22 milliards de couronnes (autant en francs) alors que le chiffre total pour l'étranger est de quelque 60 milliards. *« Une coïncidence d'ailleurs qui n'a rien à voir avec la campagne du Centre qui avait fait de la France son marché de l'année »*, constate M. Israelsson.

Volvo fait maintenant une entrée par la grande porte, la Scania va construire une usine de camions à Angers, les redoutables forestiers Stora, SCA et autres achètent (mais les Finlandais aussi) d'importantes sociétés françaises en vue de s'assurer un quasi-monopole. Dans certains secteurs, comme le papier journal par exemple, ABB a cerné l'Hexagone mais n'a pas encore commencé à le pénétrer vraiment... Les filiales suédoises en France restent cependant relativement peu nombreuses comparé à d'autres pays occidentaux : 300 qui emploient quelque 135 000 Français contre 300 environ dans un petit pays comme les Pays-Bas, 500 en RFA et 700 aux Etats-Unis.

Renforcer les échanges commerciaux

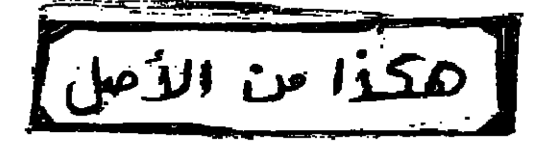
« Nous souhaitons que les Suédois s'intéressent davantage à la France », ajoute M. Israelsson, qui a essayé, à travers le vaste programme d'information de la campagne de son Centre, de convaincre les patrons, de PME surtout, que les Français ne sont pas *« impossibles »*, que la langue n'est pas une barrière en soi (le Centre organise d'ailleurs des cours de français) et que, sur ce point, on constate que, contrairement à leur réputation, de plus en plus d'hommes d'affaires français s'expriment *« plutôt bien »* en anglais... *« Nous qui travaillons avec des Français savons qu'il n'est pas plus difficile de travailler avec eux qu'avec les Britanniques ou les Allemands. Souvent, d'ailleurs, c'est le contraire »*, dit encore M. Israelsson.

Il reste maintenant à renforcer les échanges commerciaux bilatéraux. Or la Suède n'est pas un marché prioritaire pour la France. Les chiffres sont là : les importations de Suède *représentent seulement* 1,7 % du volume total et les exportations vers la Suède sont encore plus faibles, 1,4 %. Un chiffre *« très insuffisant »* que l'on souhaiterait, dit-on, voir doubler du côté suédois.

Il n'empêche que les industriels suédois regardent avec envie cette *France nucléaire où les usines* peuvent tourner sans avoir à s'inquiéter de l'avenir de leur approvisionnement énergétique. En Suède, le gouvernement est, apparemment, déterminé à rester fidèle jusqu'au bout à la décision de 1980 de se débarrasser des centrales d'ici à 2010, en commençant le démantèlement en 1995 et 1996. Tous les grands patrons d'industrie qui seront à Paris cette semaine s'insurgent contre ce qu'ils appellent l'irresponsabilité des dirigeants politiques suédois – quand ils ne disent pas tout aussi ouvertement que ce serait de la folie furieuse que de priver, à un moment où elle en aurait pourtant bien besoin, l'économie suédoise d'une source d'énergie qui fonctionne bien, qui est peu chère et qu'il n'est surtout pas possible de remplacer dans les quelques années à venir. De la même manière, ils voient augmenter le PNB des autres pays de l'OCDE deux fois *plus* vite en moyenne que le leur. Et puis, autre source de chagrin, dans la CEE, l'absentéisme n'est pas un fléau comme en Suède.

Autant de raisons qui amènent les Suédois à se rapprocher le plus étroitement possible de ces pays *bienheureux en menaçant*, quand ils ne l'ont pas déjà fait, de déménager carrément leurs installations de Suède pour profiter de conditions plus avantageuses ailleurs.

FRANÇOISE NIETO



CHAMPS ECONOMIQUES

Sauver la Méditerranée

Autour d'un bassin déjà très pollué, la population côtière et le flux touristique vont doubler d'ici à l'an 2025

PENDANT des années, la Banque mondiale a été accusée d'aider au financement de projets destructeurs de l'environnement. L'institution de Washington a reconnu elle-même s'être trompée lors d'opérations comme la colonisation de la forêt amazonienne, au Brésil, ou l'aménagement du fleuve Narbada, en Inde. Mais aujourd'hui, c'est fini. Depuis 1987, la Banque mondiale dispose d'un département de l'environnement où travaillent une vingtaine d'experts. C'est à eux qu'on soumet les grands projets avant de leur donner le feu vert.

En liaison avec la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque mondiale vient de préparer un « Programme environnemental pour la Méditerranée » (PEM), qui propose de faire injecter une quinzaine de milliards de dollars pour la sauvegarde de ce « mare nostrum » aujourd'hui en péril (*le Monde* du 26 avril). Ce programme, qui s'ajoute à celui lancé en 1980 (3,3 milliards de dollars prêtés par la BEI et 2,3 milliards prêtés par la Banque mondiale), est fondé sur un rapport alarmant d'une centaine de pages qui décrit la situation des deux côtés d'une mer de plus en plus souillée par l'homme (1).

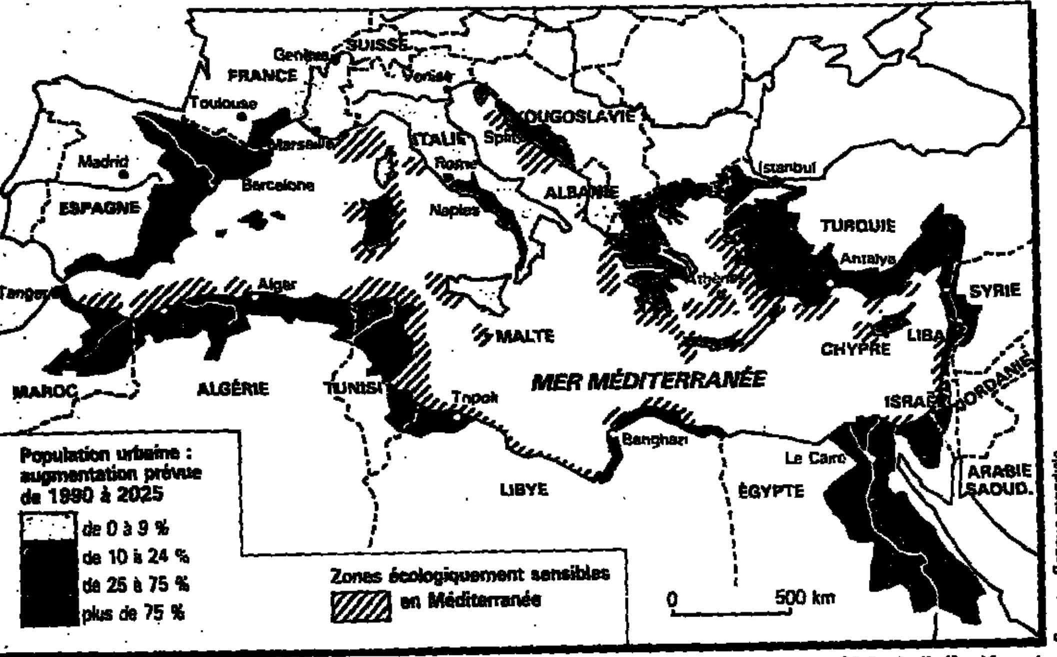
Une faune intoxiquée

On se mobilise contre les marées noires lorsqu'elles déversent d'un coup des milliers de tonnes d'hydrocarbures dans l'océan. Mais on oublie que, quotidiennement, des bateaux perdent du mazout ou vident carrément leurs cuves – ce qu'on appelle « dégazage » ou « déballastage ». Dans la Méditerranée, on estime la quantité de pétrole ainsi libérée à 650 000 tonnes par an, soit l'équivalent de trois *Amoco-Cadiz* ou de dix-sept *Exxon-Valdez* !

Une enquête menée en 1988 dans quatre pays riverains (Espagne, France, Grèce, Italie) a révélé qu'une plage sur quatre était impropre à la baignade tant l'eau de mer contenait de germes pathogènes. Les grands fleuves comme l'Ebre, le Rhône ou le Pô drainent vers la mer quantité de produits chimiques qui intoxiquent la faune marine.

Pollution et surexploitation ont parfois réduit de 80 % la ressource halieutique, les produits de la pêche, de sorte que le bassin méditerranéen est devenu importateur de poissons. L'essentiel des prises (un million de tonnes par an, soit 1,2 % de la pêche mondiale) provient de la Méditerranée centrale, entre la Sardaigne et le Péloponnèse, c'est-à-dire loin des centres de pollution. En Méditerranée orientale, le barrage d'Assouan, en bloquant la descente des sédiments du Nil vers la mer, a entraîné la fermeture des pêcheries de sardines et d'anchois qui prospéraient dans le Delta.

Sur les vingt-neuf bassins versants qui alimentent la Méditerranée en eau douce, vingt sont considérés comme « *sérieusement affectés* » par la pollution. On évalue la quantité de pesticides déversés en mer à 550 tonnes. Sans parler des engrais azotés ou phosphatés qui, par suite du ruissellement, se retrouvent dans la mer. Nitrates et phosphates provoquent la prolifération des algues et parfois l'asphyxie de l'eau (« eutrophisation »), comme on le constate régulièrement en mer Adriatique au débouché du Pô, soupçonné d'apporter 80 % de la pollution organique.



Se pose aussi le problème de la quantité d'eau disponible. Des îles comme Malte et Chypre sont déjà obligées de dessaler la mer pour s'approvisionner en eau potable. A Malte, la moitié de l'eau douce est fournie par des usines de dessalement, ce qui porte le prix du mètre cube à quinze fois celui pratiqué en moyenne en France ! En Libye, on réussit à cultiver le désert grâce à des forages qui pompent l'eau souterraine. Mais cette irrigation a pour effet de puiser dans une nappe phréatique qui ne se renouvelle pas (eau fossile) et aussi de saler des sols d'où l'eau s'évapore trop vite.

Qu'il s'agisse d'épuisement de la ressource en eau ou de pollution par défaut d'assainissement, la pénurie menace. Elle menace d'autant plus que les bouches à abreuver vont croître à un rythme vertigineux. Les experts prévoient que la population côtière va doubler d'ici à l'an 2025, passant de 82 millions aujourd'hui à quelque 170 millions. A cette population résidente va s'ajouter le flux touristique, qui va lui aussi doubler au cours de la même période et atteindre le chiffre de 260 millions !

Encore si cette explosion démographique était répartie sur tout le pourtour méditerranéen ! Mais non ! La rive sud, qui n'accueillait en 1950 que 32 % de l'effectif total, en supportera 60 % en 2025, soit une augmentation de 400 % en trois quarts de siècle. C'est donc cette rive sud, la plus pauvre, qui devra faire face aux menaces les plus graves sur son environnement.

Des programmes prioritaires

Que peuvent donc faire la Banque mondiale et la BEI pour aider ? « *Nous avons défini quatre programmes prioritaires* », explique Thierry Baudon, chef de la division environnement de la Banque mondiale pour la région Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord. « *D'abord, la gestion de l'eau, qu'il s'agisse de quantité ou de qualité. Ensuite, la gestion des déchets, surtout toxiques. Puis la pollution marine, et enfin l'aménagement du littoral, là où se trouvent les grandes concentrations humaines.* »

Parmi les grands projets figure le « Programme national d'environnement » préparé par la Tunisie. Le pays s'est vu accorder dix-huit mois pour constituer un « portefeuille de projets » qu'un groupe de donateurs s'engagera à financer, au moins partiellement. Il s'agit notamment de traiter les effluents des industries chimiques de Gabès pour préserver les poissons du golfe, de créer une agence financière dans le bassin de la Medjerda pour sauver le lac d'Ichkeul, d'installer plusieurs unités de déballastage dans les ports, dont une mobile, et enfin de créer un « *parc marin* » autour des îles les plus intéressantes.

En Yougoslavie, la Banque mondiale va « *mettre le paquet* » sur la ville de Split. Cette superbe cité antique et moderne voit en effet ses collines dévorées par l'industrie du ciment et sa baie souillée par les eaux usées qui sont rejetées à la mer sans la moindre épuration. La Banque va aussi se pencher sur les effets du tourisme dans les îles dalmates et sur les moyens de contrôler la libéralisation du foncier actuellement en cours.

La Banque s'intéresse à l'aménagement de la côte sud-ouest de la Turquie, où le tourisme connaît un essor sans précédent. Trente-sept municipalités vont être intégrées dans un plan d'aménagement concerté, qui devrait permettre de ne pas reproduire le bétonnage de la Costa Brava espagnole.

En Algérie, un plan « *mer bleue* » est à l'étude pour aménager le littoral oranais. Mais l'effort principal portera sur les déchets toxiques de l'industrie lourde, qui représentent le plus fort tonnage des rivages méditerranéens. Il sera procédé à l'inventaire des fûts naguère stockés dans le désert et aujourd'hui entreposés aux abords des usines. Puis on mettra sur pied un programme d'élimination. La Banque financera la formation du corps d'inspecteurs de l'environnement récemment créé par le gouvernement algérien.

Combien coûteront ces programmes – et quelques autres ? « *Nous allons dépenser entre 3 et 6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années*, précise Thierry Baudon. *Mais la Banque ne prêtera qu'en dernier ressort, en finançant de 30 à 60 % des investissements en devises.* » Au total, si l'on tient compte du fait que 3 ou 4 milliards de dollars sont dépensés chaque année par la Banque mondiale pour les projets méditerranéens, le PEM apportera près d'un milliard de plus chaque année en faveur de l'environnement.

La Banque, toutefois, ne financera pas tous les programmes. « *Nous avons deux critères*, souligne Thierry Baudon. *Il faut d'abord que le projet soit nouveau et pas indispensable, c'est-à-dire qu'on ne finance pas des travaux qui doivent de toute façon être entrepris. Il faut ensuite qu'il puisse être reproduit ailleurs, qu'il serve de modèle à d'autres, sans le secours de Washington.* »

ROGER CANS

(1) Lire aussi le « Plan bleu », plan directeur pour la Méditerranée. Sous la direction de Michel Grenon et Michel Batisse. Ed. Economica. 442 p., 185 F.

Faire face au déficit industriel

La promotion des grands contrats au détriment du commerce courant perpétuerait les difficultés des échanges extérieurs

par Françoise Milewski

LE solde commercial de l'industrie française fut excédentaire de 103 milliards de francs en 1984 et déficitaire de 52 milliards en 1989, matériel militaire compris. Une dégradation aussi vertigineuse en cinq ans suscite la multiplication de groupes de réflexion, sinon la définition des moyens à mettre en œuvre pour résoudre le problème.

On en vient à espérer qu'au mieux le déficit cesse de se creuser, n'osant anticiper un retour à l'équilibre à court terme. Par delà les aléas mensuels dus aux exportations d'Airbus, voire aux fluctuations saisonnières, il convient de s'interroger sur les causes structurelles du déficit du commerce courant.

Le déclin récent de l'excédent industriel se juge à l'aune de son extension jusqu'au milieu des années 80. Tandis que le solde industriel vis-à-vis des pays de l'OCDE a toujours été déficitaire depuis 1973, l'excédent avec les pays non membres de l'OCDE s'est amplifié après le premier choc pétrolier puis de nouveau après le second.

L'orientation volontariste des exportations vers les pays en développement a pris la forme des grands contrats civils de biens d'équipement qui concernaient plusieurs types de travaux : ensembles industriels (usines clés en main), complexes énergétiques (terminaux pétroliers, oléoducs et gazoducs), infrastructures d'aménagement du territoire (routes, ports, adduction d'eau), réseaux ferroviaires, construction navale et aéronautique. Ce commerce des grands contrats, associant ingénierie et biens d'équipement, a été soutenu par les pouvoirs publics.

Un soutien public

La signature d'accords bilatéraux avec les pays clients revêtait une grande importance ; les relations diplomatiques et les négociations sur les conditions financières déterminaient peu ou prou l'obtention de marchés pour lesquels les pays industrialisés détenaient des compétences techniques similaires. L'attribution de crédits commerciaux à long terme aux pays clients, d'assurances et de garanties aux entreprises exportatrices complétait le soutien public à ce type de commerce.

Cette politique a porté ses fruits : l'année 1984 a constitué la meilleure performance avec 128 milliards de francs d'excédent industriel vis-à-vis des pays non membres de l'OCDE. La crise de l'endettement des pays en développement, alors même que leurs recettes d'exportation s'élevaient encore, puis la chute de ces recettes due à la baisse du dollar (printemps 1985) et à celle du prix du pétrole (printemps 1986) ont fortement réduit leur capacité d'importation.

L'effet fut atténué pour la France par les commandes engrangées les années antérieures, mais le repli n'en fut que plus brutal : à peine plus de 50 milliards d'excédent ont été dégagés en 1988 vers cette zone. Conjugué au creusement du déficit avec l'OCDE, il a provoqué la dégradation globale des échanges industriels. Cela se lit dans l'évolution de la répartition géographique du déficit. L'estimation d'un commerce courant opposé à celui des grands contrats de biens d'équipement l'illustre davantage encore.

Le solde du commerce courant s'est très fortement dégradé depuis 1985. Plusieurs causes à cela : le recul des importations des pays en voie de développement a aussi concerné les produits du commerce courant. La reprise de l'investissement en France a gonflé les achats de biens d'équipement depuis 1985, les fournisseurs étrangers profitant bien davantage que les producteurs nationaux du surcroît de demande intérieure.

La baisse du dollar a, en 1985 et 1986, réduit la compétitivité-prix des produits français à l'exportation : les ventes en direction de l'OCDE ont souffert d'une compétitivité restaurée des produits américains et de ceux des pays dont la monnaie avait, pendant un temps, baissé en même temps que le dollar (NPI – nouveaux pays industrialisés – d'Asie) : l'effet fut d'autant plus massif que l'industrie française propose peu de produits à haute technologie pour lesquels les prix ne constituent pas l'argument décisif de vente. Biens de consommation et biens intermédiaires ont été les plus atteints.

Des équipements lourds

Tous ces facteurs concomitants furent-ils indépendants ? On peut en douter. L'orientation volontariste des exportations vers les pays en développement a infléchi la production vers les équipements lourds destinés à équiper les usines clés en main, le plus souvent dans les industries de base. De plus, le mode de négociation des grands contrats – pour lesquels les accords d'Etat à Etat ont une part primordiale et les montages financiers sont garantis par les pouvoirs publics – a déplacé les efforts des entreprises de la recherche de la meilleure compétitivité industrielle à celle du meilleur montage politique et financier.

Le développement des ventes vers les pays pétroliers aurait dû être traité comme un surplus lié à la progression exceptionnelle de leurs recettes d'exportation. Mais ces marchés peu risqués puisque garantis par l'Etat en cas de difficultés de paiements ont en fait dissuadé des efforts nécessaires pour supporter la concurrence des pays industrialisés sur leurs propres marchés et sur le marché national. Ce n'était pas inéluctable mais a eu lieu.

Le déficit industriel révèle la mauvaise compétitivité de l'industrie française. Il existe cependant des compétences sectorielles reconnues au plan international pour des produits de haute technologie : télécommunications, nucléaire, aérospatial, armement, certains matériels électriques. Ces segments ont tous bénéficié d'un appui de l'Etat, direct ou indirect (financement de la recherche, marchés publics, etc.), et ont été le plus souvent portés par de grands contrats à l'exportation.

Lire la suite page 28

► Françoise Milewski est économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques)



هكذا من الأصل

Désamorcer le développement

Pour éviter un chaos socio-écologique il faut moins consommer et moins produire

par Simon Charbonneau

DANS la majorité des cas, le développement ne fait pas problème mais est *simplement perçu* comme une donnée de base à l'intérieur de laquelle la réflexion peut alors s'exercer. Ce déficit de la réflexion est d'ailleurs à l'origine *des difficultés actuelles* à *envisager* les réponses adéquates aux défis du siècle à venir. Car les réponses conçues aujourd'hui par les « experts » pour faire face à ces multiples défis *s'inscrivent elles-mêmes dans la logique vicieuse d'un système* qui est celui du développement ou plutôt d'un développement qui fait système.

Plus que jamais le développement n'a pour finalité que lui-même et s'alimente de ses propres scories, ce qui peut *se vérifier dans trois domaines,* celui de l'eau, des déchets et des transports. Dans le domaine de la gestion de l'eau qui, aujourd'hui, émerge enfin sur le devant de la scène, les politiques *actuelles et à venir ne font que conforter les spirales* infernales. Tout le monde sait que, depuis la dernière guerre, la croissance des besoins en eau suit celle du produit national brut.

C'est ainsi qu'après une période *d'accalmie due à la crise économique,* la *consommation* en eau s'est à nouveau réveillée. L'extension continue des périmètres d'irrigation grâce à des subventions publiques et la multiplication de certains *équipements de loisirs, gros consommateurs d'eau,* comme les golfs ou les aqualands, sont à l'origine de cette explosion des besoins.

Qu'une période de sécheresse inhabituelle vienne se greffer là-dessus et une situation de crise *va alors se manifester inévitablement* avec de multiples conflits d'usage. Face à elle, au lieu de s'attaquer en priorité au problème de la consommation, les pouvoirs publics vont raisonner uniquement en *terme d'augmentation de la production d'eau.* L'unique préoccupation de l'administration, des élus comme des industriels ou des agriculteurs sera celle « de la mobilisation de la *ressource en eau* », et *l'on* va voir alors se multiplier des plans de développement comme celui élaboré en Aquitaine par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, dont les conséquences écologiques sont bien entendu loin d'être évaluées.

Ainsi, avec l'alibi du « soutien des débits d'étiage », vont se multiplier *les fameux barrages-réservoirs* et de *nouveaux* forages profonds sont en voie d'être effectués au détriment du capital naturel des générations futures. Cette réponse ne peut bien entendu que conforter à *son tour la demande* en eau des secteurs les plus « assoiffés » qui voient ainsi mis à leur disposition les équipements nécessaires.

La gestion des *déchets* est soumise aux mêmes tentations. Compte tenu de la masse croissante *de déchets de toutes catégories* produite par une société industrielle en expansion et de leur mobilité également croissante, une politique de prévention se met en place *progressivement visant à réduire les phénomènes* de pollution inévitable. Alors qu'il faudrait s'attaquer au problème le plus en amont possible en réduisant la masse des déchets potentiels au stade de *la production, la politique actuelle vise à une* gestion en aval de la consommation. Il en résulte la multiplication des installations de traitement des déchets et des *pollutions diverses qui, elles-mêmes, produisent des déchets* qu'il faut bien mettre quelque part.

Le court terme

L'*augmentation* spectaculaire des quantités de « déchets de déchets » entraînant des transferts de pollution démontre les limites de cette gestion. *Celle-ci est en réalité axée sur le court terme et ne recherche* qu'à décongestionner temporairement le système industriel qui se voit ainsi conforté dans ses objectifs de croissance. La masse des *déchets potentiels continuera alors* à *augmenter* d'autant plus qu'une solution apparente est avancée.

E*n matière* de politique des transports, c'est la même chose. L'accroissement continu de la circulation urbaine et interurbaine, ainsi *que celui de la mobilité géographique, a pour* conséquence inévitable le développement concomitant des phénomènes d'encombrement et de congestion qui ne sont pas limités à l'*automobile*. Depuis vingt ans les réponses du système face à ces défis ont *toujours été les mêmes : davantage de parkings,* d'autoroutes et de rocades.

Quoiqu'en pensent certains écologistes, le développement actuel des transports en site *propre et des TGV s'inscrit* dans la même logique. Au lieu de réfléchir à une politique urbaine et rurale limitant les phénomènes de mobilité, on multiplie les moyens de transport en *tout genre qui créent à leur tour un effet* d'appel.

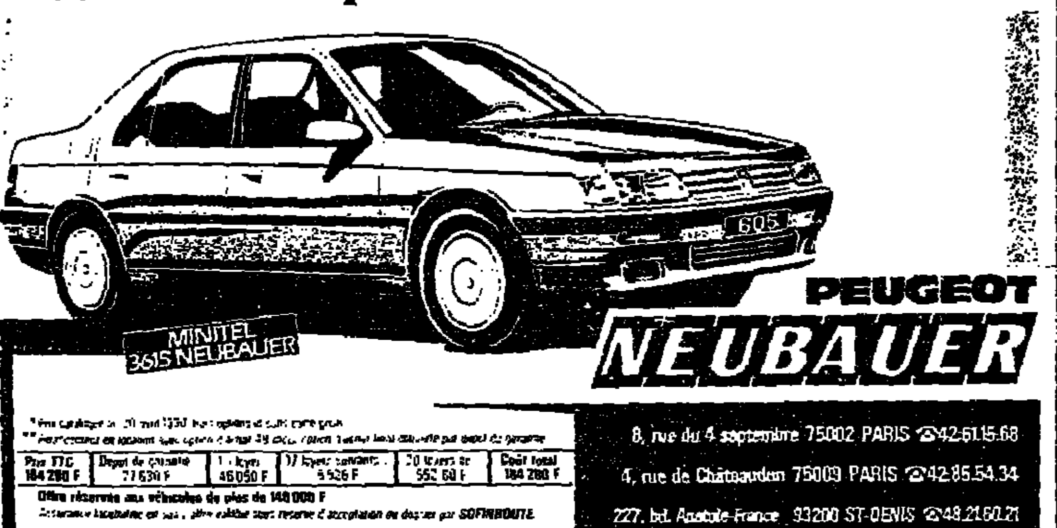
A ces trois exemples pourraient être ajoutés ceux constitués par l'*énergie* ou la *démographie* qui illustrent *admirablement le cercle vicieux du développement, qui ne* peut que déboucher sur une impasse. Il faut donc prévoir l'inévitable, à savoir la menace d'un chaos socio-écologique conforté par *une gestion à visée totalitaire.*

Le seul moyen de sortir de ce cycle infernal c'est de concevoir des boucles qui soient d'authentiques régulations, et non pas des causes futures d'implosion. Ce dont on a *besoin aujourd'hui c'est de politiques visant* à *désamorcer* le développement scientifique, technique et économique. Une telle politique de décélération contrôlée signifie non seulement moins consom*mer* et *moins produire mais aussi prévoir* des *moratoires* dans le domaine technique et scientifique.

Trouver des régulations adéquates, c'est en effet d'abord abandonner *l'illusion* des solu*tions techniques et scientifiques aux problèmes engendrés par* les abus de la science et de la technique. C'est aussi remettre en question le nouveau dogme du libre échangisme généralisé *qui menace aujourd'hui la planète* : une société humaine et équilibrée ne peut reposer sur la compétition économique internationale.

Pour casser les boucles perverses *qui emportent l'humanité dans un incroyable vertige,* seule véritable tragédie des temps modernes, il faut surtout que l'être humain change radicalement d'attitude face à la nature comme face à *lui-même. En somme, une affaire qui relève* davantage du spirituel et du religieux que d'un surcroît de science.

► Simon Charbonneau est maître de conférences à l'université de Bordeaux I.



Faire face au déficit industriel

Suite de la page 27

Le bilan qu'on peut tirer de la *politique des grands contrats* est de nouveau d'actualité : après plusieurs années de recul, les commandes totales se sont accrues en 1988 et 1989. Déjà *depuis 1984, la progression* des *commandes* d'avions, d'Airbus en particulier, avait atténué le recul des commandes d'infrastructures. Depuis 1988 les deux ont progressé. Certes, les ventes aéronautiques, *pour l'essentiel destinées aux pays industrialisés,* n'amplifient pas le coût budgétaire des exportations.

Ce fut le cas des autres grands contrats à cause des nombreuses cessations de paiement des pays clients, les entreprises exportatrices étant assurées contre ces risques par des organismes publics. Mais la croissance retrouvée des importations de l'OPEP grâce à la remontée du prix du pétrole, la recherche de commandes *militaires pour regarnir* les plans de charge des entreprises, alors que la concurrence entre les fournisseurs s'est intensifiée, sont autant d'incitations à favoriser de nouveau une *politique active de grands contrats.*

L'ouverture des marchés de l'Est, qui bénéficieront de procédures particulières de soutien public, y contribuera également. Il s'agira en effet d'y implanter des unités de production fabriquant les biens de *consommation* souhaités, car les exporter serait à long terme trop coûteux en devises pour les pays de l'Est.

Se tourner vers des marchés en expansion est évidemment bénéfique : toute commande de grand contrat aide au rééquilibrage des échanges extérieurs de l'industrie, à condition que ne soit pas négligé dans le même temps le commerce courant. Il l'a été. Le sera-t-il à nouveau ?

La contrainte extérieure

Une politique de grands contrats est plus efficace à court terme que ne l'a été la réorientation des échanges vers les pays de l'*OCDE* car *la concurrence a révélé les insuffisances* de l'appareil productif français. L'effort d'investissement entrepris depuis 1985 contribue à lever cet obstacle, à terme. Mais il reste plus facile pour une entreprise d'ex*porter sous garanties et incitations* publiques que d'affronter sur des marchés courants la concurrence des autres firmes. Le risque subsiste donc que continue de se dégrader le commerce courant et que le déficit global de l'industrie évolue au gré des grands contrats.

Le déficit industriel est à l'heure actuelle aisément financé. Des exportations agroalimentaires exceptionnelles – grâce aux céréales en particulier – ont per*mis de limiter en 1989* le creusement du déficit commercial toutes marchandises, malgré la dégradation de l'industrie et l'alourdissement de la facture énergétique.

Mieux, la *balance des paiements courants,* qui intègre les échanges d'invisibles, n'a enregistré qu'un faible déficit (– 23 milliards de francs, soit 0,4 % du PIB), grâce surtout au *tourisme.* Les *investissements* des entreprises à l'étranger ont ainsi pu être accrus, creusant le déficit de la balance de base sans que des tensions monétaires apparaissent pour autant.

La contrainte extérieure est *donc nettement allégée,* depuis 1986, et, en ce sens, il n'y a pas lieu de s'alarmer du déficit industriel. En revanche, un solde négatif de l'industrie est un problème en soi, parce qu'il témoigne d'une compétitivité insuffisante. Que se développent par-delà les frontières, européennes en particulier, des échanges entre firmes implantées en plusieurs pays n'en modifie pas la portée.

Certains pays (la *RFA*, l'Italie) ont un excédent *commercial* de *leur industrie, d'autres* (la France, le Royaume-Uni), un déficit. Preuve que l'environnement national dans lequel évoluent les entreprises est plus ou moins performant. L'enjeu est celui de l'emploi et non le seul équilibre *comptable* entre déficits commerciaux de certains produits et excédents des autres.

Un ample déficit de l'industrie a aussi l'inconvénient d'accroître la sensibilité aux chocs externes : une mauvaise récolte céréalière ou de moins bonnes performances des échanges de services pourraient creuser le déficit des paiements courants au point de faire resurgir la contrainte extérieure. Tel n'est pas le cas à présent. La réapparition récurrente *du discours sur la rigueur* et la nécessité de ralentir la demande intérieure, chaque fois que survient un mauvais résultat mensuel du commerce extérieur est de ce fait peu efficace.

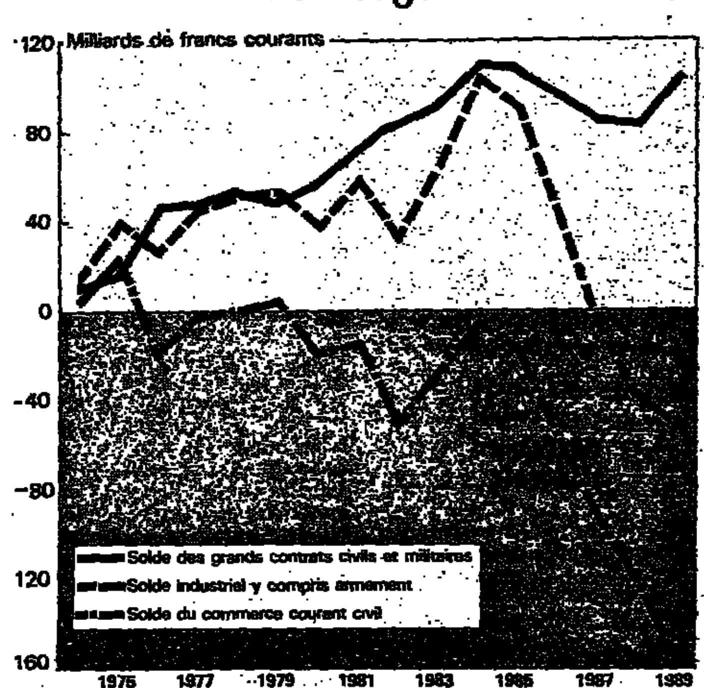
Le contenu en importations des demandes finales est le plus haut pour l'investissement. Doit-on en conclure qu'il faille *limiter la croissance* des importa*tions* de biens d'équipement ? Evidemment non. Ou celle de biens de consommation en pesant sur la demande des ménages ? *Ce serait risquer* d'amputer les *perspectives* d'investissement, faute de croissance des débouchés. S'alarmer à juste titre de l'ampleur *du déficit* industriel ne doit pas conduire à réagir par des *mesures* à court terme. *Tant* qu'il est aisément *finançable* par d'autres échanges de marchandises ou de services, le déficit peut être creusé pour importer les biens d'équipement nécessaires à la modernisation de l'outil de production.

S'orienter de nouveau vers la *promotion des grands contrats* au détriment du commerce courant perpétuerait les difficultés actuelles. Privilégier l'objectif de la résorption rapide du solde extérieur de l'industrie risque de conduire à *un succès sans lendemain.*

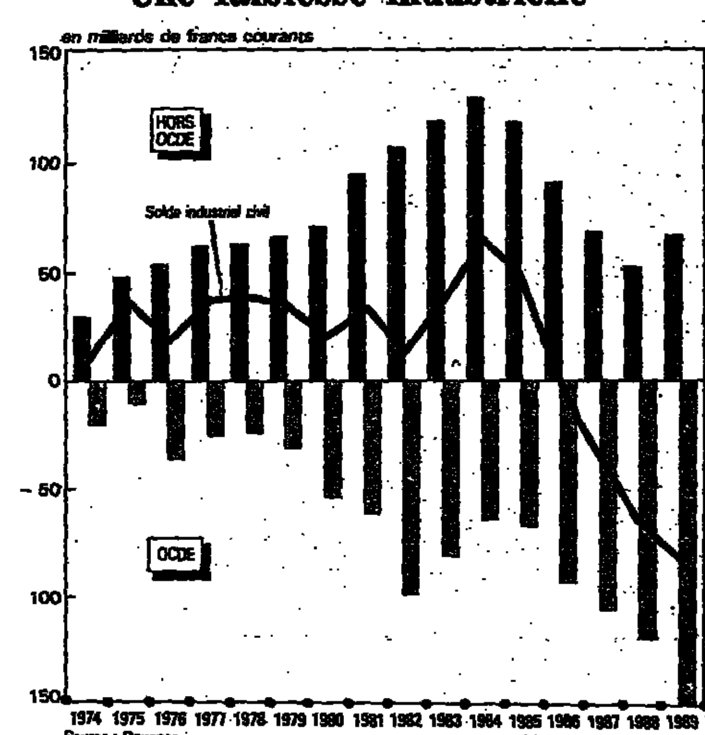
L'*amélioration* durable du solde industriel passe par la résorption du déficit du commerce courant. Cela suppose une restructuration des secteurs industriels pour *affronter* la concurrence internationale, davantage que la poursuite, voire l'accroissement, des aides à l'exportation, en particulier du soutien aux grands contrats.

FRANÇOISE MILEWSKI

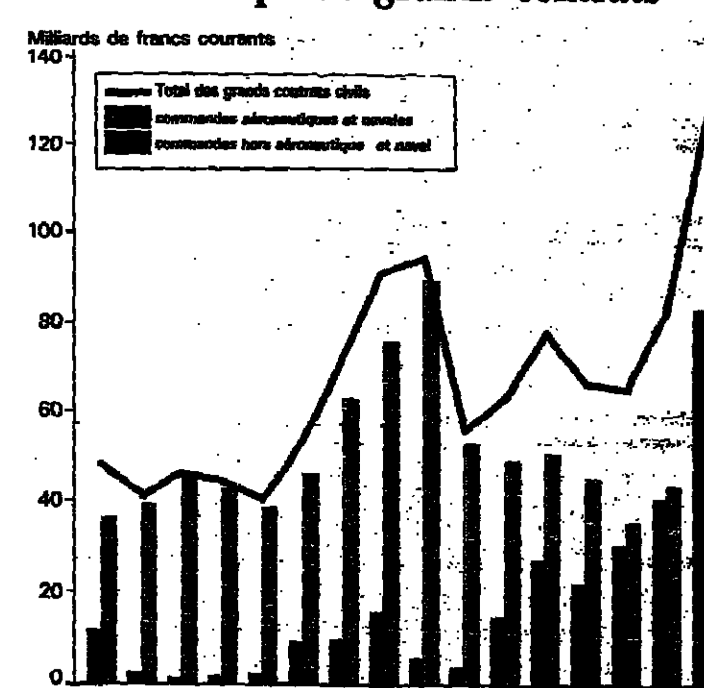
En rouge



Une faiblesse industrielle



Les à-coups de grands contrats



L'Aquitaine tout terrain

II. – Qui a pin a pain

Dans son numéro du 22 mai, « Champs économiques » a commencé la publication d'une série de quatre reportages consacrés au Sud-Ouest. Le premier article présentait l'agriculture dans cette région et ses capacités d'adaptation. Dans le deuxième, il est question de la forêt landaise, la plus grande d'Europe, qui, sur 1 million d'hectares, emploie près de trente mille personnes.

SES racines plongent dans le sable et de ses cimes elle voit la mer. La forêt des landes de Gascogne est un peuplement amphibie. La preuve : seule l'espèce locale du pin maritime a su s'acclimater depuis au moins huit mille ans. Un sol très pauvre qui se ressuie trop vite. Un climat rigoureux dont les humeurs sautent de la canicule au froid. Il fallait une essence de caractère pour coloniser la lande à bruyère.

Etalée sur 1 million d'hectares, la forêt landaise est le plus grand massif boisé d'Europe, une barrière de tiges et d'aiguilles, dressée devant l'océan. Si le pin maritime a grandi sur cette frange atlantique, il a pris son temps pour faire souche.

Jusqu'au dix-huitième siècle, il fréquentait les abords de rivières ou d'étangs, s'avançait prudemment sur quelques dunes. Les moutons parcouraient la lande calcinée sous l'oeil d'échassiers au teint jaune en proie à la malaria. Les bouquets d'arbres ne couvraient pas 100 000 hectares. Dès 1810, on s'inquiéta de voir le sable gagner sur les cultures et les villages. Le grain se faisait menaçant, étouffant.

Un parfum de résine

Un certain Brémontier fit aménager une dune artificielle de 200 mètres de large destinée à retenir les sables venus de la mer. Et sur ce littoral mouvant, 100 000 hectares de pins maritimes furent ensemencés à la volée. La forêt pastorale s'effaçait devant la forêt de protection.

L'ère de la production viendrait plus tard, vers 1850, ouverte par la volonté d'un ingénieur des Ponts, proche de Napoléon III, Jules Chambrelent. Convaincu qu'après drainage le pin offrirait monts et merveilles, bois et résine, ce technicien entreprenant emporta l'adhésion du Parlement : une loi de 1857 donna le coup d'envoi d'une véritable conquête. Le Second Empire s'offrait un balcon en forêt.

A la veille de 1914, 850 000 hectares avaient été plantés. Dans ses *Bords d'eaux* (1), l'écrivain Pierre Veilletet a décrit cette prospérité : *« Les arbres ont atteint leur première révolution. Ils sont en majesté. Le commerce du bois semble promis à un avenir radieux aux débouchés illimités : ainsi les galeries de mines galloises ou belges tiennent-elles par vertu landaise. Deux cents usines au bas mot traitent la résine que l'on recueille dans de petits pots de terre cuite. La communauté jadis bien chétive s'est enrichie de nouveaux types humains : le résinier et son hapchot, le muletier et son attelage, les scieurs volants qui installent leur bivouac et leurs façons frustes de coupe en coupe. »*

Pendant la première moitié du siècle, la gemme donna en effet son parfum à la forêt des Landes et le poteau de mine sa grandeur. Tôt le matin, les pins matures sont écorcés à la verticale. Des pots vernissés sont fixés aux troncs. On ouvre des plaies dont l'acide sulfurique accroît le saignement. La résine s'écoule à raison de 300 litres par hectare et par an, versée comme le vin dans de grosses barriques. Tous les ans, la « carre » (blessure) est prolongée vers le haut de 60 à 80 centimètres. C'est le gemmage à vie.

A cette époque, la résine est précieuse. On l'utilise pour les peintures et les vernis, les cirages, le savon et les colles de papeterie. Elle sert aussi à colmater les fissures sur les coques des navires. Lorsqu'un arbre est promis à l'abattage, on place le plus de carres possibles pour l'épuiser complètement en quatre ans. C'est le gemmage à mort. La forêt landaise comptera plus de résiniers.

Au lendemain de la seconde guerre, le décor a changé. Le manque de bras est préjudiciable à l'entretien de la forêt comme à son exploitation. Entre 1937 et 1952, 300 000 hectares ont brûlé. Le grand incendie du 20 août 1949 survit dans les mémoires *« comme une vieille cicatrice dont les étés trop chauds réveilleraient la douleur »*, note P. Veilletet. La gemme landaise périclite, supplantée par la main-d'œuvre bon marché du Portugal, de Grèce, de Turquie ou de Chine.

Les résiniers se résignent. On compte à présent moins de quatre-vingts familles, la plupart de souche ibérique. Les « pignes » de pins, qu'on appelle les cônes, agrémentent les couronnes mortuaires des pays germaniques. Les poteaux de mine ont fait leur temps. Les années 60 consacrent le massif de Gascogne comme réserve sur pied de bois d'œuvre et de papier.

L'image du papier

Depuis 1925, La Cellulose du Pin (groupe Saint-Gobain) a parié sur cet essor forestier. Dans son usine cathédrale de Facture, en Gironde, elle traite chaque jour 5 000 tonnes de bois de trituration collecté sur place et transformé en pâte à papier kraft. Soucieuse de valoriser les bois d'éclaircie, La Cellulose participe aussi aux efforts de recherche visant à améliorer la productivité de la forêt et la qualité des arbres. Dans la perspective d'un prochain déficit en peupliers, elle s'est même lancée dans cette « culture » à Margaux...

Périgueux
DORDOGNE
LOT-ET-GARONNE
Agen
Bayonne
Pau
Massif Dordogne-Garonne
Massif des Landes de Gascogne
Massif Adour-Pyrénées

L'industrie aidant, la forêt landaise s'est donné une image papetière. Le bois d'œuvre reste pourtant sa dominante. Sur un accroissement naturel de 9 millions de mètres cubes par an, la récolte atteint 6,1 millions de mètres cubes. Le sciage en absorbe 3,7 millions et l'industrie 2,4 millions. Le massif arrive en tête pour la production nationale de parquets, de lambris, de moulures, de coffrages et de palettes.

La modernité des usines et la « montée en bois » de la forêt permettent à l'Aquitaine d'évoluer à contre-courant. Quand la filière française est déficitaire (– 14 milliards de francs en 1987), elle connaît dans la région un excédent de 1,1 milliard de francs. Vingt-neuf mille emplois s'y attachent pour une valeur ajoutée de 3,5 milliards de francs. Le taux d'investissement annuel (6,5 %) rejoint celui de l'aéronautique. *« Qui a pin a pain »*...

Contrairement à l'idée reçue, la forêt ne pousse pas toute seule. Elle exige des reboisements (20 000 hectares par an sont replantés en Aquitaine). Bien pousser signifie qu'elle doit s'élever droit et dense, sans nœuds ni poches de résine. Là où le vent souffle et courbe les troncs, la main de l'homme doit redresser les torts de chaque arbre. La forêt landaise ne serait pas si fière si la recherche ne l'avait, depuis 1960, prise sous tutelle.

Chercheur à la station INRA de Cestas, Michel Arbez est un des artisans de la grande sélection végétale opérée dans le massif. *« Elle a permis de promouvoir un matériel armé contre le froid et les insectes, d'offrir des variétés à la carte en pratiquant des croisements. »* Parfaitement adapté au milieu, le pin maritime avait un défaut comparé au scandinave : son manque de rectitude. A force de tâtonnements et d'expériences, de sensibles corrections ont été apportées. L'essor des vergers à graines, puis du clonage ont permis des gains de forme et de volume de 50 %.

L'obsession des chercheurs se résume à une question : connaître la loi de croissance et de concurrence des arbres pour passer intelligemment de 1 200 à 150 « tiges » avec le maximum de bois de qualité. La ligniculture en vigueur ressemble étrangement à l'agriculture. Les plantations de pépinières (moins coûteuses en graines que le semis à la volée) supposent un travail préalable de la terre qui est assainie, labourée, fertilisée. Cette sylviculture intensive du pin maritime met à profit les avancées de l'amélioration génétique. Celle-ci élimine peu à peu les fourches et les branches indésirables, atténue les courbures, accélère les révolutions. Au siècle dernier, il fallait soixante-cinq ans pour faire un arbre. Quarante ans suffisent aujourd'hui, et bientôt trente...

Des chercheurs sans tradition

Forêt gérée, la forêt landaise est aussi parlante : la recherche et l'information scientifiques, d'ordinaire jalousement conservées, sont diffusées par l'association Arbora. Cent cinquante chercheurs de la filière mettent leur science au service des professionnels. *« Une telle structure n'existe pas ailleurs »*, affirme son président, Pierre Morlier. Une fierté affichée qui traduit la soif de reconnaissance dont s'estiment privés les forestiers d'Aquitaine.

« Nous sommes les betteraviers de la sylviculture, nous n'appartenons pas à la haute futaie, déplore Christian Pinaudeau, le directeur de la Maison de la forêt. *Sans avoir recours aux grands savants de l'extérieur, nous avons créé la première forêt artificielle qui s'est régénérée, en cultivant l'arbre comme une plante sarclée. Nous avons un savoir-faire, mais pas de traditions. Nous sommes des francs-tireurs. On vient nous voir du monde entier, sauf les ministres et les parlementaires. »*

Illustration de cet état d'esprit : les agents de l'Office national des forêts se gardent de porter l'uniforme quand ils sillonnent le massif (à 95 % propriété privée). Ce serait mal vu. *« On n'a aucune leçon à recevoir »*, ajoute C. Pinaudeau.

Encore trop morcelée, la forêt landaise, comme tout ce qu'on bâtit sur le sable, reste fragile. Malgré les pistes, les points d'eau et les pare-feu, les flammes ont dévoré 7 000 hectares le 1er avril, après 3 000 hectares en juillet 1989. 100 000 hectares seraient touchés par une armée de chenilles processionnaires.

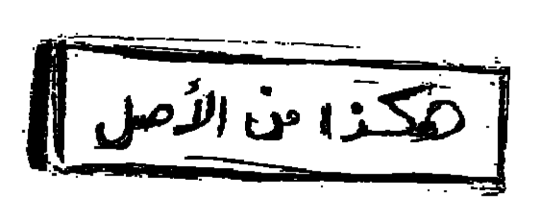
« La forêt est invisible, constate C. Pinaudeau. *Elle est seulement visible quand elle brûle. »* Si un incendie détruit un peuplement, aucun fonds de calamité ne vient soulager les propriétaires. Le forestier est un homme poussé à la pluriactivité qui court des risques sur plusieurs décennies. Les professionnels réfléchissent à la création de produits financiers adaptés à cette gestion de l'arbre dans le temps.

Ils regardent aussi vers le Grand Sud avec appétit. De la Gascogne à la Catalogne, 6 millions d'hectares sont debout. Des pins, mais pas seulement. Il y a la Dordogne et la Garonne couvertes de chênes et de châtaigniers. Le sapin, le hêtre et encore, le chêne du massif Adour-Pyrénées. Plus bas encore les tulipiers de Virginie, les eucalyptus de Galice, les feuillus des Asturies. Avec son foyer espagnol, le Sud-Ouest se chauffe de bon bois...

de Sainte-Hélène en Médoc
ERIC FOTTORINO

(1) *Bords d'eaux*, Pierre Veilletet, 1989. Editions Arléa, 167 pages, 85 francs. Le titre de l'article est aussi emprunté à cet ouvrage.

La semaine prochaine :
DU BLOND TABAC



هكذا في الأصل

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le degré de la maladie monétaire

SI, comme c'est le cas, en gros et en détail, le « modèle » de l'économie soviétique doit être considéré comme l'échec absolu, nous disposons d'un critère, à la fois *plus précis et plus impitoyable que tout* autre, pour juger des faiblesses et des insuffisances de notre propre système. Ce ne serait pas, comme beaucoup l'ont soutenu pendant longtemps, les uns par passion idéologique, les autres par ignorance, de par sa nature même *que ce « système » se révélerait instable, constamment en proie à de nouveaux* déséquilibres (le chômage ou l'inflation, selon le cas, le déficit extérieur ou l'accumulation des surplus dans d'autres). Ses défauts, et les dangers qui le menacent, il conviendrait d'en chercher l'origine dans *les multiples compromis que, par opportunisme politique* et manque de rigueur, il ne cesse de passer avec les méthodes et les facilités apparentes offertes par le système d'en face, le système d'économie centralisé, aujourd'hui moribond dans sa version extrême, mais plus ou moins présent dans tous les pays, sous des formes pas toujours *facilement identifiables*.

C'est à une telle interprétation que peut inviter, par *exemple*, la *lecture du rapport présenté à un récent* colloque tenu à Bordeaux (j'en parlais dans ma précédente chronique) par le professeur Jean-Charles Asselain sur le thème « Conditions et perspectives du rétablissement de la convertibilité des monnaies en Europe de l'Est ».

Il serait, certes, grossièrement exagéré de prétendre qu'au moment où les pays de l'Est réalisent à quel point la convertibilité monétaire est *inséparable de toute réforme économique digne de ce nom* l'Ouest *s'en* éloigne. Sur un point fondamental, les économies de marché et les économies centralement planifiées (ECP) s'opposent radicalement. La différence touche précisément à la fonction de la monnaie. Si le plan central exerce réellement ses prérogatives, c'est *lui* qui procède à l'affectation *des ressources disponibles entre les grandes unités de production.*

Concrètement, cela *signifie qu'il* ne *suffit pas à une entreprise soviétique d'avoir des roubles à sa disposition* pour obtenir telle ou telle matière première dont elle a besoin, ou tout autre approvisionnement. Il lui faut encore, ou plutôt d'abord, une autorisation, délivrée sous forme d'un bon de livraison, du ministère compétent, lequel, *au moins en principe, a pour mission* de suivre les instructions du plan central. Dans un tel système, la monnaie, comme le dit très bien l'étude citée, *« ne joue qu'un rôle passif ; elle ne confère pas à elle seule un droit sur les biens réels »*. Pour désigner ce statut diminué de la monnaie, certains auteurs ont forgé le concept d'inconvertibilité marchandise ou inconvertibilité réelle, dont use souvent, notamment, le professeur Jean Marczewski.

A propos de ce type d'inconvertibilité qui retire à la monnaie le principal attribut que nous lui reconnaissons, deux *remarques s'imposent* ou *plutôt devraient s'imposer tout de suite à* l'esprit. La *première*, qui constitue la thèse de fond du rapport Asselain, est que tant qu'il en subsiste une trace dans une économie, il est inutile d'aller plus loin. L'affectation autoritaire des ressources disponibles bloque, par avance, toutes réformes visant à rétablir, fût-ce *partiellement* et *progressivement, les fonctions traditionnelles de la monnaie.* Avant même d'*examiner* la question sous ses multiples aspects, on en est intuitivement convaincu.

Il fallut pourtant, pour dissiper les illusions nourries à ce sujet, les échecs répétés et concordants de toutes les réformes entreprises en vue de conférer aux monnaies socialistes un certain degré de convertibilité, à *commencer par la création, dès 1963, du « rouble transférable »* (RT), *appelé à être « la monnaie commune des pays socialistes »*. Vingt-sept ans après, le RT n'est toujours *« ni transférable ni véritablement une monnaie »*.

L'illusion faillit, avec la complicité militante de plusieurs économistes anglo-saxons, être poussée jusqu'aux extrêmes limites de l'absurde pendant les années 70. Certains experts soviétiques caressèrent sérieusement, semble-t-il, *le projet de créer un rouble pourvu d'une « convertibilité purement financière »*. Autrement dit, on ne changerait rien au système existant, mais on inviterait les « non-résidents » à ouvrir des comptes en roubles convertibles (convertibles en d'autres monnaies). L'argent n'ayant en principe pas plus de couleur (ni rouge *ni* blanc) que d'*odeur*, l'*attrait supposé pour les capitalistes de ce rouble financier* eût été, dans l'esprit de ses promoteurs, de rapporter un bon taux d'intérêt et d'être à l'abri de l' « inflation du dollar » *qui faisait à l'époque rage*.

Quand l'abstraction consiste non *pas à sortir la substantifique moelle contenue dans la réalité, mais à ne pas tenir* compte de cette dernière, tout devient possible sur le papier mais rien pour de vrai. Un rouble financier, coupé de toutes bases arrière (la convertibilité en marchandises) aurait risqué de coûter cher à l'URSS. Celle-ci y aurait perdu toutes ses *précieuses réserves en devises convertibles, car nul doute que les détenteurs auraient, un jour* ou l'autre, exercé à plein le seul droit de conversion qu'on leur donnait.

Quant à la deuxième remarque à laquelle je faisais allusion, elle renvoie aux pièges de l'utopie. D'une certaine façon, le nouveau système, en réduisant la monnaie à un rôle subalterne, se donnait l'air de servir l'intérêt général exprimé dans les *objectifs* du *plan quinquennal au détriment du pouvoir de l'argent. Le résultat, on le connaît : la monnaie nationale ayant été* inconsidérément dépouillée de ses attributs, l'économie soviétique s'est... « dollarisée ». Mais on doit sans doute pousser la réflexion plus loin et hors de son contexte. Dans les pays capitalistes aussi, la méconnaissance des *exigences de l'équilibre monétaire aboutit à alourdir encore un peu plus* le poids *de l'économique* et du monétaire sur les individus et les nations.

L'UNE des conséquences les plus appauvrissantes pour la vie économique d'une monnaie inconvertible – entendez ici : d'une monnaie qu'on ne peut pas changer librement contre des devises étrangères – est d'obliger pratiquement les pays qui en sont affligés à équilibrer leurs échanges *commerciaux deux à deux. Que faire en effet des soldes ?* Avec *une monnaie convertible*, le *problème* est résolu facilement, ou plutôt ne se pose pas : si la France enregistre un excédent sur, mettons, l'Espagne, elle pourra convertir en deutschemarks ou en dollars ses pesetas non employées en achat de marchandises « made in Spain », en d'autres termes, *financer son déficit vis-à-vis de l'Allemagne* et des Etats-Unis par son *excédent* sur l'Espagne. En permettant la multilatéralisation des échanges, *la convertibilité monétaire est l'instrument indispensable et prodigieusement efficace* de leur *essor*.

C'est pourquoi, contrairement à un *préjugé* tenace et soigneusement entretenu par tous les lobbies protectionnistes, la notion de « réciprocité », qui revient le plus souvent à exiger, indirectement, l'équilibre bilatéral, est profondément contraire à l'esprit et à la *lettre du libre-échange. Elle constitue une menace permanente pour* le *système symbolisé par le* GATT, qui est à la base de la prospérité occidentale et auquel les pays ex-socialistes ou encore socialistes aspirent de toutes leurs forces à participer. L'URSS, qui s'est toujours *prononcée*, pour ses *relations commerciales avec le monde capitaliste, en faveur de la multilatéralisation la plus absolue, vient d'obtenir un siège d'observateur* à Genève (où est installé le secrétariat du GATT).

Dans son rapport, J. Ch. Asselain note que « l'indétermination propre au bilatéralisme... laisse place aux rapports de force ». Que constate-t-on dans la réalité ? Que la nouvelle loi américaine sur le commerce, où le concept de réciprocité est partout sous-jacent, *autorise chaque année le Congrès à mettre tel ou tel pays en accusation, tour à tour le Japon, l'Inde,* le Brésil, *pour faire pression sur lui afin* d'assurer la défense (ou la promotion ?) des intérêts américains, en réalité de tel ou tel intérêt américain particulier. A Bruxelles, l'exigence de réciprocité est quasiment devenue la doctrine officielle de la Commission *pour la conduite de la politique commerciale commune.*

La soviétisation relative mais en voie de progrès des pratiques *économiques et monétaires du monde capitaliste* prend des aspects plus subtils et encore plus dangereux. J. Ch. Asselain écrit encore : *« L'inconvertibilité de type soviétique rend particulièrement désavantageuse la position de pays créditeur : en économie centralement planifiée, la détention d'une créance ne confère à elle seule aucun pouvoir de disposition sur les biens réels produits par le partenaire, c'est le pays débiteur qui se trouve en position de force ! »* *Un peu plus loin*, il remarque que tout solde créditeur en rouble transférable *« peut s'analyser comme un crédit automatique »*.

SOUS *une forme* certes beaucoup *moins inacceptable*, le régime du dollar standard sous lequel nous n'avons cessé de vivre depuis quarante ans a, au fil des ans, accentué certains de ses traits qui pourraient justifier une critique du même ordre. Les banques centrales des pays excédentaires accumulent à titre de réserves placées en bons du Trésor américains les dollars qu'elles rachètent sur le marché des changes. Par ce moyen, elles font un crédit automatique et permanent aux Etats-Unis, et cela de la façon *la plus* directe possible. *Les bons du Trésor en question sont en principe à l'entière disposition de leurs souscripteurs.*

Mais supposons que demain le Japon *ou, plus modestement, Taïwan aient besoin de liquidités et s'avisent, pour s'en procurer, de liquider sur le marché un montant important de bons du Trésor EU. La conséquence mécanique d'une telle vente serait de faire monter* brutalement les taux d'intérêt américains. Washington le tolérerait-il ? Poser la question, c'est montrer qu'un certain doute plane pour le moins sur la parfaite convertibilité de l'actif réputé le plus liquide du monde (hormis le billet de banque et le compte à vue), à savoir un titre portant la signature du Trésor des Etats-Unis !

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les pays d'Occident cherchent, au moins en principe, à sortir du système dollar. Jusqu'à ce jour, qu'ont-ils inventé ? L'émission (heureusement interrompue depuis dix ans) d'une monnaie internationale, le droit de tirage spécial (DTS), dont la caractéristique est qu'elle pourrait répondre à la définition de l'instrument que voulait être, à sa naissance, le rouble transférable. *Selon* J. Ch. Asselain, celui-ci devait être une *« monnaie abstraite, idéale, purement institutionnelle »* (c'est-à-dire ne circulant que par virements entre *les* banques centrales et les institutions internationales). *L'écu lui-même pourrait, de par son caractère ésotérique pour le commun des mortels et par son côté* instrument de transfert réservé aux institutions monétaires, se prêter, si on n'y prenait garde, à d'incontrôlables manipulations.

BIBLIOGRAPHIE

« Travailler au noir », de Jean-François Laé

Dans le vestibule de l'emploi

« IMMERSION totale». C'est ce que propose une célèbre école de langues vivantes pour faire parler le plus rapidement possible ses élèves dans l'idiome de leur choix. Il est aussi des enquêtes d'investigation où l'immersion totale est le seul moyen d'appréhender *un sujet par nature fuyant*, disparate, et qui se situe de l'autre côté d'une ligne légale. Telle est bien la situation du «travail noir».

Pour y voir un peu clair, le sociologue Jean-François Laé a passé deux *ans à fureter à travers les métiers du* bâtiment, de la réparation automobile, du montage des stands, du maquettisme, dans l'agglomération rouennaise. Il a suivi ainsi une cinquantaine *d'hommes et, gagnant leur confiance,* pénétré de plus en plus avant dans ce champ complexe où se marient la fraude, la convivialité, le labeur et le loisir hors des normes. On finit par s'attacher à ces drôles de personnages, la plupart du temps hauts en couleur. Ce qui donne à ce livre savant, écrit dans une belle langue, l'attrait d'un ouvrage de fiction.

Dès l'abord, on comprend mieux comment ceux qui ont choisi la totale liberté du travail, *«dans le vestibule de l'emploi»*, arrivent le plus souvent à échapper à la sanction du pouvoir. *«Chaque administration*, écrit Jean-François Laé, *est doublement aveugle : par sa petite vue... d'une strate de la réalité et par la totale méconnaissance de ce que fait l'administration voisine.»*

Quatre figures

Il y a en effet beaucoup de péchés dans la maison du travailleur «au noir» : fraude fiscale, entorse aux règles de la Sécurité sociale, publicité mensongère, non-inscription au registre du commerce ou des artisans, concurrence déloyale, et comme chaque infraction relève d'une institution spécialisée, le coupable a de bonnes chances de passer à travers les mailles du filet. Les chambres patronales, devant cette carence – *on le saura à la* fin du livre – organisent souvent leur propre «chasse au noir». Mais *«elles sont prisonnières d'une dualité entre un peu plus d'Etat pour contrôler le travail au noir et le refus d'une surréglementation empêchant tout développement économique»*.

Un bon sociologue ne peut se passer de jouer au typologue. Jean-François Laé nous propose donc, à travers ses expériences, quatre «figures» : l'artisan ouvrier en déroute, toujours endetté ; l'ouvrier salarié cherchant à dépasser son *propre statut* ; le *«petit noir»*, individu sans emploi qui s'accommode de très faibles ressources ; les «all-blacks», qui font tout au noir et qui ont les revenus les plus importants, hors de *tout statut professionnel*.

Les *portraits que notre auteur* brosse ensuite d'acteurs bien en chair, désignés par un nom d'emprunt, s'inscrivent certes dans ce cadre, mais les motivations sont d'une grande richesse. *Pour l'un, la hantise, c'est* le travail continu, et il n'utilise les allocations-chômage que comme ressource d'appoint ; pour l'autre, c'est la réponse spontanée aux voisins qui veulent se faire aider *sans* facture et qui, de *proche* en *proche*, le *recommandent* à d'autres. Un troisième dirige le chantier d'une villa construite sur les bords de la Seine par un... entrepreneur qui n'a pas le permis de construire.

Parfois, le choix entre le contrat temporaire, le chômage ou le travail au noir est un véritable dilemme. Certaines situations rappellent celles du film de Julien Duvivier, *la Belle Equipe*. Il faut absolument qu'un restaurant soit ouvert tel jour et le travail au noir garantit une *flexibilité* et une rapidité que n'assurent pas les entreprises sur les petits chantiers. Le dénommé Campart a «cassé» les prix pour repeindre une voiture : il fournit la peinture, loue une chambre de séchage *et conseille les clients... qui* font eux-mêmes le travail. On n'en finirait plus de visiter les coins et recoins de ce paysage pittoresque.

Si certains travailleurs au noir se rangent dans la catégorie des escrocs, la plupart ont leur «code d'honneur» afin de maintenir leur réputation dans le *milieu professionnel. La fixation* des prix des prestations varie. Quand c'est possible, le troc est préféré à l'échange monétaire. Mais dans les autres cas deux modèles inspirent les acteurs face aux clients : celui du bulletin de salaire ou celui de l'artisanat. Toujours règne en tout cas cette volonté d'autonomie *qui sépare le travail de l'emploi et souligne l'importance des relations interpersonnelles.*

Quoi qu'on fasse, l'éradication du travail au noir n'est pas pour demain, parce qu'il existe depuis bien longtemps («colportage» au dix-septième ou au dix-huitième siècle) et parce qu'il est aussi un phénomène culturel. *«Le rapport à l'argent est modifié par la manière de le gagner»*, et tel professionnel ne peut supporter les contraintes de l'entreprise.

C'est le mérite de Jean-François Laé de nous avoir conduits, grâce à des exemples vécus, à travers les dédales de l'économie souterraine. On y perd en essais de chiffrages globaux (mais peuvent-ils être vraiment sérieux ?). *On y gagne en connaissance des comportements.*

PIERRE DROUIN

► *Travailler au noir* de Jean-François Laé. Editions A.-M. Métailié, Paris, 230 p., 115 F.

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

SOCIETE D'AMENAGEMENT du Sud de la France, notre expansion s'appuie sur un savoir faire reconnu au niveau international, nous souhaitons accueillir dans notre Comité de Direction un

DIRECTEUR DE L'INGENIERIE

Pour lui confier le développement de ce centre de profit. Vous participerez à l'élaboration des orientations stratégiques, définirez les nouveaux produits et domaines de compétence qui viendront s'ajouter à ceux qui nous ont déjà valu notre expertise, et coordonerez les talents d'une division de 120 personnes.

Issu d'une grande école, vous avez suivi la réalisation de projets d'envergure (du Génie Civil à l'Equipement Electronique) et vous souhaitez maintenant guider vers le succès une unité complète, carte maîtresse de notre croissance.

Bien sûr, pour les interventions à l'étranger, vous parlez anglais et même peut-être une troisième langue.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V, photo et rémunération) sous référence 1050 M à notre Conseil qui le traitera confidentiellement.

Daniel Desjardins
5, rue de la Surintendance - 78100 Saint - Germain - en - Laye

Directeur Général Adjoint

BARCELONE — 600.000 FF minimum à débattre

Je suis le Directeur Général d'une entreprise dans un secteur en développement située à Barcelone. Chiffre d'affaires budgeté 500 millions de FF (10.000 millions Pts) pour 1990 ; 800 personnes. Nous faisons partie d'un Groupe International dont le chiffre d'affaires consolidé dépasse 2.700 milliards de FF (55.000 millions Pts). En raison de la rapide expansion de notre entreprise en Espagne et du fait que je suis de plus en plus pris par des questions de développement, je recherche un Directeur Général Adjoint.

Il aura la responsabilité des Services Informatique, Administratif, Comptable, Fiscal, Contrôle de Gestion et du Personnel et les Opérations comportant un total de 300 personnes. Sa première mission sera de mettre en place un contrôle de gestion efficace que l'Entreprise pourra utiliser comme aide à la décision et pour ce faire il sera obligé d'améliorer l'organisation des Services Comptable et Informatique.

Ce poste conviendrait à une personne ayant la maturité d'un homme de 40 ans environ, ayant fait des études supérieures commerciales ou une école d'ingénieur. Il sera avant tout un organisateur connaissant très bien l'informatique et le contrôle de gestion ; il est évident qu'il est déjà un meneur d'hommes.

Espagnol et Français sont indispensables. L'Anglais sera un plus.

Je vous remercie de bien vouloir envoyer votre C.V., sous référence LL-101-M à notre Conseiller, Raymond ELKIN, 16 rue Gabriel Péri, 94220 Charenton-Le-Pont qui s'engage à ne pas nous présenter votre dossier sans votre accord.

Pour garder la nature confidentielle de cette recherche vous pouvez (si vous le désirez) demander à votre Avocat ou à votre Notaire de solliciter par écrit les premiers renseignements concernant ce poste.

Raymond ELKIN
Conseiller en Relations Humaines

GROUPE INTERNATIONAL — 11 Milliards de CA, plus de 2 Milliards en France.

DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS

HEC, ESSEC, ESCP...
Ingénieur + ISA...

Résultats financiers de premier ordre, leader sur nos marchés, des produits et services en constante évolution technique destinés à un réseau de grossistes professionnels et très appréciés des prescripteurs : tels sont les quelques éléments moteurs qui ont forgé notre notoriété et traduisent le professionnalisme de nos hommes.

Achats de sociétés et nouvelles implantations industrielles prouvent la détermination de notre Groupe face à une concurrence vigoureuse et de qualité.

Agé d'au moins 35 ans, vous aurez à manager les Directions des Ventes, du Marketing et de la Communication, représentant plus de 100 personnes, dont près de 80 cadres.

La réussite dans ce poste exige une personnalité et un potentiel de haut niveau sachant agir avec souplesse et détermination et vous permettra d'évoluer vers un poste de management général en France ou en Europe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence A 0517 à notre Conseil Madame FAVEREAU - 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS, qui vous garantit la plus stricte confidentialité.

DIRECTEUR GENERAL

Editions - Paris - Un groupe international d'éditions, en forte croissance, recherche le directeur général de sa filiale française qui publie des recueils d'information spécialisée à destination des entreprises, collectivités et professions libérales, ainsi que des ouvrages de loisirs, vendus uniquement par correspondance. Rendant compte directement à la maison-mère et assisté d'une petite équipe de direction, il sera responsable du management global de cette unité et de son développement sur le marché français. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat âgé de 36 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou équivalent. Il devra justifier d'une expérience réussie de la direction d'un centre de profit, acquise au sein d'une maison d'éditions spécialisées ou chez un éditeur de publications périodiques, ainsi que de réelles aptitudes au management. La connaissance de la VPC constituerait un atout. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) sera fonction des compétences présentées et assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9648M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Directeur financier 400 KF +

Nous sommes la filiale française de financement et de location d'un Groupe Européen de 17 000 personnes, qui fabrique et commercialise des biens d'équipement.

Notre société regroupe une équipe de 30 professionnels tous très motivés par leur métier.

Pour en animer la Direction Financière et accompagner sa croissance et ses développements, nous cherchons un expert rompu aux techniques des sociétés financières et des marchés financiers.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, il a si possible complété sa formation par l'expertise comptable, il parle couramment l'anglais.

Nous lui conferons les missions suivantes:
- assister la Direction Générale dans la préparation des budgets et des plans à long terme,
- superviser les services comptable, informatique, contentieux et crédit,
- suivre la trésorerie,
- superviser les reporting au Siège.

Ce poste est basé en banlieue nord de Paris où est situé l'ensemble de la direction du Groupe pour la France.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 83M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

Le Monde des Juristes

GROUPE CONCEPT (4 000 collaborateurs, 2,3 Mds de CA en 1989), 3e SSII française et 6e européenne, est leader sur le marché de l'informatique et des services dédiés aux métiers de la finance, de la comptabilité et de la gestion.
Dans son contexte de très fort développement, nous recherchons un

Fiscaliste Junior

Intégré au sein de notre direction juridique et en liaison avec les différentes directions comptables, vous travaillez en collaboration avec le responsable fiscal.

Agé d'environ 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise - option fiscalité, ENI...), vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience professionnelle en entreprise ou en cabinet.

Votre aisance relationnelle, votre rigueur et votre autonomie vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence S 0510 à notre Conseil.

CONCEPT RECRUTEMENT
2, PLACE ANDRE MALRAUX 75001 PARIS

GROUPE CONCEPT

Votre avenir s'inscrit dans le "temps"

Notre créativité et notre adaptabilité nous placent leader dans différents créneaux de la gestion électronique du temps.
Notre croissance s'appuie sur des marchés et partenaires nouveaux.

Directeur d'usine

A partir de votre intégration, votre action auprès du PDG empruntera les deux axes majeurs : renforcement de la structure et efficacité de l'organisation. Passé ce court terme, votre projet personnel rejoindra la pérennité de notre entreprise (85 pers) et le dessein collectif de notre groupe.

Dans cette démarche, vous aurez la charge de mobiliser l'ensemble des potentiels techniques et humains en cohérence avec la stratégie globale que vous aurez contribué à élaborer. Valorisant la créativité de notre équipe (source des produits spéciaux) votre action de management sera le garant du développement de la synergie entre notre société et les unités coordonnées par le holding.

De formation ingénieur, votre connaissance du milieu électronique ainsi qu'une première expérience du management seront des atouts pour assurer le succès de la démarche proposée.

Pour ce poste, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. DLM à notre Conseil qui vous garantit toute confidentialité.

17, rue Angélique Vérien 92200 NEUILLY



hébert conseil
Ressources humaines
membre de syntec — OPQCM

SOCIETE D'EDITION ET DE PRESSE spécialisée en droit fiscal et social recherche de jeunes juristes pour des postes de

REDACTEUR FISCAL H/F

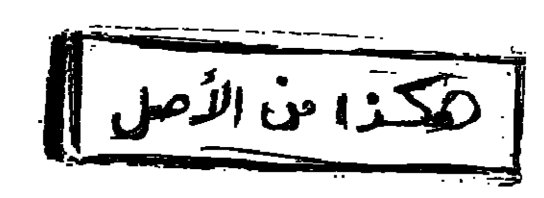
(réf 8623)

REDACTEUR SOCIAL H/F

(réf 8624)

Si vous êtes motivé par l'un ou l'autre de ces postes, adressez lettre manuscrite motivée et CV en rappelant la référence à

HERTZ CONSULTANTS — 34, rue de l'Arcade 75008 PARIS



هكذا من الأصل

Le Monde des Juristes

Responsable du service administratif central
Etudes économiques et juridiques

(1) 42.27.40.27

evian

2,4 Mds de CA. 1500 personnes, une expansion constante sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Athlon, et toujours en position de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Rattaché à notre Directeur Administratif et Financier, vous êtes l'interlocuteur des directions opérationnelles en intervenant sur l'ensemble des aspects juridiques les concernant : Droit de la consommation, de la concurrence, des contrats, des assurances et des sociétés.

A l'écoute du marché et de ses évolutions tant en termes économiques que techniques ou commerciaux, vous êtes un relais d'informations capital pour notre Direction générale.

De formation supérieure, école de commerce ou juridique + 3[e] cycle de gestion (IAE, DESS, IEP...), vous avez une première expérience en entreprise et maîtrisez l'anglais.

Ce poste basé à Evian, très ouvert sur l'ensemble de notre société, est un tremplin pour évoluer vers d'autres fonctions.

Vous voulez en savoir plus, appelez le (1) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature sous réf. MH 65 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE BSN

Notre groupe a pour vocation de développer des ensembles immobiliers multifonctionnels, notamment des CENTRES COMMERCIAUX. Nos importantes perspectives de développement nous conduisent à renforcer nos équipes et à rechercher

UN JURISTE DROIT IMMOBILIER

Attaché à la direction des programmes vous serez à la fois l'homme de terrain et le spécialiste qui apporte une assistance juridique quotidienne aux Responsables de programmes. Vous élaborerez avec eux les solutions adaptées à chaque cas, dans le cadre général des procédures juridiques définies par la Direction Administrative et Financière.

JEUNE DIPLOME DE DROIT PUBLIC, (Maîtrise, DESS, I.C.H. souhaité) votre réussite dans ce poste mobilisera votre culture de juriste. Elle exige aussi le discernement que donne une première expérience bien validée dans des domaines où votre compétence est sans faille : droit de la construction, marché de travaux, rédaction d'actes préliminaires de commercialisation, de baux, de copropriété ou d'association, assistance juridique quotidienne à des Responsables de programmes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération souhaitée) sous référence 34 - 124/LM à notre conseil

MRT CONSULTANTS 20, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.



consultants

JURISTE
au tempérament d'entrepreneur

Nous sommes l'un des grands noms du BTP.

Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons renforcer notre équipe de Direction en y intégrant un jeune juriste d'entreprise qui traitera, au niveau du Groupe, les questions juridiques et fiscales relatives au droit des sociétés, au montage d'opérations, à la gestion des contrats et au contentieux.

Il interviendra également dans l'étude et la réalisation de nos projets de reprise de sociétés, tant en France qu'à l'étranger, notamment en milieu anglophone.

D'esprit ouvert et imaginatif, dynamique et ayant le goût du challenge, il est appelé à devenir rapidement un interlocuteur privilégié de nos Directions opérationnelles.

De formation DESS ou diplôme anglo-saxon équivalent, le candidat que nous souhaitons rencontrer a une première expérience d'au moins 5 ans, acquise dans un contexte d'affaires.

Merci d'écrire à notre Consultant qui vous assure d'une totale discrétion : Guy Deschamps Conseil, 38 rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Juriste confirmé
Prenez la responsabilité de notre service contentieux

LA COMPAGNIE BANCAIRE, 1[er] Groupe européen des établissements financiers, recherche un collaborateur expérimenté pour prendre la tête du service Contentieux de l'une de ses filiales spécialisée dans le crédit bail et l'investissement immobilier.

Disposant d'une large autonomie et en relation directe avec les autres services de la société, vous traitez les dossiers arrivés au pré-contentieux.

Entouré de votre équipe, vous mettez en œuvre les moyens amiables et judiciaires pour obtenir le recouvrement des impayés. Vous assurez personnellement le suivi des dossiers les plus complexes notamment en matière de replacement des contrats auprès de nouveaux preneurs.

Pour réussir à ce poste, vous avez de solides compétences juridiques, une expérience de recouvrement contentieux et une autorité naturelle dans vos relations avec la clientèle et les intervenants judiciaires. Une connaissance du crédit-bail et de la fiscalité immobilière est souhaitée.

Cette mission sera pour vous l'opportunité d'entrer dans une société gérant des opérations représentant des enjeux financiers importants, d'accroître vos responsabilités et d'évoluer à terme au sein de la COMPAGNIE BANCAIRE.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 349 à Hervé GIMENEZ COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



MEDIAPA

JEUNE REDACTEUR



Partenaire pluridisciplinaire privilégié de l'Industrie, le CEntre Technique des Industries Mécaniques a une mission de recherche, de développement, de formation et de diffusion de l'information auprès des entreprises de la mécanique. Le développement de ses conventions de recherche et d'échange avec ses partenaires industriels Français et étrangers, publics ou privés, nous conduit à rechercher, pour son Département Juridique, un jeune Rédacteur de Contrats.

Il a pour mission d'initier les contrats gérant les accords de collaboration, d'assister les équipes des laboratoires dans la préparation et la négociation des accords et de suivre l'évolution de la législation, par exemple dans le domaine de la propriété industrielle.

Nous souhaitons rencontrer, pour cette activité "contrats", un jeune juriste, si possible de formation Droit des Affaires, justifiant d'une première expérience de 3 à 5 ans. Relationnel, il est bien sûr motivé par un environnement technique de haut niveau. Il pratique l'anglais et est ouvert à des déplacements de courte durée.

Le poste est basé à Senlis.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 3/2857 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

KPMG/Fidal, Premier Cabinet Conseil Européen en droit des affaires, recherche pour ses directions régionales de Bretagne, Normandie, Pays de Loire, Picardie,

Juristes spécialisés

- FISCALITÉ,
- DROIT DES SOCIÉTÉS,
- DROIT PATRIMONIAL (formation notariale avec ouverture sur le droit des affaires).

Vous avez une formation supérieure en droit des Affaires, une première expérience de 3 ans minimum, et vous conjuguez finesse de raisonnement, rigueur et sens relationnel.

Nous vous offrons un savoir-faire, un solide plan de formation, l'appui d'une équipe et un métier passionnant offrant d'intéressantes perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à KPMG/Fidal - 2 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET, à l'attention de Madame Leclercq.



MEDIAPA

JURISTE (H/F)
Droit immobilier

Etude notariale - Cette étude parisienne qui emploie environ 50 personnes connaît une forte croissance de son activité, notamment dans les domaines du droit immobilier et du droit des sociétés. Pour accompagner son développement lié à celui de sa clientèle de promoteurs et de Sicomi, elle recherche un spécialiste en droit immobilier. Véritable conseil juridique pour ses clients, il se verra confier des missions faisant appel à son expertise en matière d'urbanisme, de construction, de fiscalité et de crédit-bail. Ce poste s'adresse à un juriste de formation, idéalement notaire diplômé, disposant d'au moins cinq années d'expérience acquise dans un office notarial. Outre ses compétences dans le domaine du droit immobilier, il sera également homme ou femme de communication et d'imagination. Merci d'adresser votre dossier de candidature, qui sera traité en toute confidentialité, à B. AUBRY en précisant la référence S/8551M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39. (PA Minitel 36.15 code PA)



Grand Groupe Immobilier Filiale de la Caisse des Dépôts recherche pour le service juridique et fiscal de sa Direction financière et administrative (Paris)

JURISTE DEBUTANT

VOS FONCTIONS :
- apporter conseil et assistance aux services fonctionnels et aux filiales du groupe.
- contribuer à la vie et à la protection juridique du holding,
- assurer la gestion du fichier juridique des participations du groupe.

VOTRE PROFIL :
maîtrise en droit des affaires et spécialisation en droit immobilier, fiscal ou droit des sociétés, avec des connaissances en micro-informatique.

VOS QUALITES :
rigueur, organisation, autonomie, sens du contact relationnel.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions s/réf. JS5A à CHP HOMMES & STRUCTURES - 90, av. du Maine - 75014 PARIS.

ORC

Société de Conseil internationale
recherche

JURISTE CONFIRMÉ

(droit commercial, droit des sociétés, droit bancaire) pour mission de conseil pendant un an auprès du gouvernement d'un pays de la péninsule indochinoise.
Expérience professionnelle d'au moins 10 ans.
Anglais courant. Disponibilité immédiate.

Adresser C.V. à l'attention de M[me] Ballan - JGP
5, rue de Rocroy, 75010 Paris.

P.M.E. (300 pers.), filiale d'un grand groupe [illegible] d'Entreprises, spécialisée dans les applications électriques et électroniques, avec pour clientèle : Administrations et Grands Comptes en France et à l'Etranger, recherche

Responsable Juridique

Il aura la charge :
- de l'Analyse et du Contrôle des Engagements de la Société
- de l'Assistance aux services fonctionnels
- de la Gestion contractuelle des Affaires.

Ce poste, rattaché au Secrétariat Général, est basé en proche banlieue Sud-Ouest. Il s'adresse à un candidat de formation juridique ayant une expérience d'environ 5 ans en Entreprise.

Adresser CV et prétentions à CORIS - 2 avenue Descartes - 92350 LE PLESSIS ROBINSON à l'attention de Monsieur de SAINT PAUL.



Dans le cadre de son développement

ETABLISSEMENT FINANCIER
(Paris-17[e])
recherche

UN(E) GÉRANT ACTIONS ÉTRANGÈRES

ayant une bonne connaissance du marché allemand

Vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une banque ou un établissement financier (français ou étranger).

Cet acquis vous permettra de prendre la responsabilité de la gestion de nos placements en actions étrangères, principalement sous forme d'O.P.C.V.M.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 8922
Le Monde Publicité - 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.





Le Monde de la Gestion

Dans le cadre de sa politique de décentralisation, la Direction Comptable d'un important groupe industriel recherche un

Responsable Administratif et Comptable

Mantes **250 KF**

Rattaché au Chef du département Comptabilité Centrale du groupe, vous serez en charge des comptabilités de plusieurs entités décentralisées dont vous aurez préalablement assuré la mise en place (procédures comptables et informatiques).

Directement en contact avec les opérationnels, vous serez d'autre part responsable du suivi de la trésorerie et des travaux administratifs de ces entités.

De formation DECS/ESC, vous avez 30-35 ans et une expérience de 5 ans dans une fonction comptable, en entreprise et/ou en cabinet.

Le poste requiert en outre des qualités de communication et d'initiative, une bonne maîtrise de l'informatique et de la comptabilité de gestion. L'anglais serait apprécié.

A terme, vous pourrez bénéficier des perspectives d'évolution de carrière offertes par le groupe en France ou à l'Etranger.

Contacter **Fabrice de l'Assomption** au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à **Michael Page Comptabilité**, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. FL5672MO.

MP

Michael Page Comptabilité
Spécialiste en recrutement Comptable

LBW



Constructeur américain, leader incontesté de l'informatique transactionnelle, TANDEM COMPUTERS (10.000 personnes/1,6 milliard de dollars), recherche un

Jeune Contrôleur Financier

Boulogne (92)

Collaborateur privilégié du Directeur Financier, vous prenez en charge l'ensemble du contrôle financier de TANDEM FRANCE (500 MF de CA).

Vous assurez le reporting, le contrôle budgétaire et continuez à développer l'informatique de gestion. Par ailleurs, vous traitez des questions qui relèvent à la fois des domaines financiers et comptables (polyvalence oblige).

Esprit de synthèse, rigueur, méthode, mais aussi pédagogie et sens de la communication sont les qualités déterminantes pour votre réussite dans cette fonction.

Vous êtes âgé de 26/30 ans diplômé d'une école supérieure de commerce complétée d'un DESCF et avez deux à trois ans d'expérience professionnelle en cabinet d'audit/entreprise. L'anglais opérationnel est indispensable.

Le groupe offrira à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution à des postes de gestion opérationnels.

Contacter **Frédéric Pougeon**, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rém. actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis, rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. FP 5727 MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

LBW

CÔTE D'AZUR

Organisme de Développement [illegible]

CHARGÉE D'ÉTUDES

De formation économiste, vous connaissez l'entreprise.

Vous avez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

Vous êtes libre pour voyager à l'étranger

Vous êtes au minimum bilingue anglais

Votre mission : aider les entreprises à exporter et les entreprises étrangères à s'implanter.

■ Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à

Mme COURTADON - 5, rue Galliéni 92100 Boulogne.

LEADER MONDIAL SUR LES MARCHES D'OPTIONS, LA SOCIÉTÉ GENERALE POURSUIT SON DEVELOPPEMENT ET RENFORCE SES EQUIPES SPECIALISEES.

DIVISION OPTIONS *H/F*

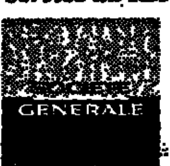
Débutant ou avec une première expérience, vous êtes diplômé de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA...

Rester leader est notre ambition, rejoignez-nous pour y contribuer comme :

- ***MARKET-MAKERS SUR OPTION** de :* *Change, Taux, Matières Premières, Action et Indices*
- ***COMMERCIAUX** auprès d'une clientèle de Grandes Entreprises Françaises et Etrangères.*
- ***RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT*** *Nouveaux produits et montages spéciaux.*

Nos métiers passionnants requièrent de réelles qualités d'entrepreneur, motivation et esprit de compétition dans un contexte de travail en équipe. Ces postes sont à pourvoir en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence MO, à Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 29, rue Taitbout - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

UNE MISSION D'ORGANISATION DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Filiale récente d'un groupe anglo-saxon, intervenant dans le négoce de produits chimiques (CA 70 Millions de Francs), nous souhaitons adapter nos structures à ce nouvel environnement et créons la fonction de :

FINANCIAL CONTROLLER

Paris

En relation avec l'ensemble des opérationnels et le Groupe, vous mettrez en place notre informatique et nos nouveaux systèmes d'information et couvrirez, assisté d'une équipe restreinte, la totalité des responsabilités d'une petite Direction Financière (budgets, comptabilité, trésorerie, fiscalité...).

28/30 ans, de formation supérieure et comptable, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence en cabinet d'audit ou au sein de la filiale d'un groupe anglo-saxon. L'anglais est impératif, une première expérience similaire serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier : CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle, sous réf. C258M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Carré Turenne

GEC ALSTHOM **LYON**

NOTRE DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE
recherche

LE RESPONSABLE "CONTROLE DE GESTION"

d'un Département (1 200 personnes)

Sous l'autorité du Responsable de l'administration de ce Département, il prend en charge l'ensemble du Contrôle de Gestion et du Reporting s'y attachant, ainsi que toutes études économiques ou financières demandées par la Direction.

Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 28 ans, Grandes Ecoles de Commerce ou Universitaire avec DECS. Il a une première expérience en Contrôle de Gestion acquise en milieu industriel et il possède une bonne pratique de l'outil informatique.

Très intéressantes possibilités d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence 5520-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

IP

Le Groupe IP, Régie Multi Média Internationale (Radio - TV - Presse), filiale d'HAVAS, réalisera un CA (90) de 7,7 Mds de FF dont 56 % à l'étranger. Avec 1 200 salariés répartis dans 30 filiales et 8 pays, nous poursuivons notre développement et notamment vers l'Europe de l'Est. Nous recherchons un

Auditeur interne H/F

auquel nous confierons la responsabilité de l'audit de nos filiales françaises et étrangères et des missions d'audit ponctuelles (acquisition, informatique...). Dans le cadre de ces interventions, vous participerez également à l'élaboration et l'analyse des états consolidés.

Après 3 ans en Cabinet d'Audit International, vous êtes autonome dans les missions qui vous sont confiées. Vous désirez évoluer dans un poste à dimension européenne vous permettant, au travers de nombreux contacts à l'étranger, de participer activement au développement de notre Société. Basé à Paris, vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée pour lesquels la connaissance de l'allemand et de l'anglais sont indispensables. Ce poste vous offrira de réelles opportunités d'évolution au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à Serge TACCHI INFORMATION et PUBLICITE (Réf. AUDI) - 31, rue du Colisée - 75008 PARIS

LA DYNAMIQUE DES ESPACES PUBLICITAIRES



1er groupe européen de FORMATION, notre activité de FORMATION AU MANAGEMENT et à la GESTION est destinée aux dirigeants et aux cadres d'entreprises.

Contrôleur de Gestion, Auditeur
devenez

FORMATEUR - CONSULTANT en GESTION

Votre profil :
- vous disposez d'une formation supérieure BAC + 5 (Ecole Sup de Co. DESS gestion-DECS).
- vous avez moins de 30 ans et une 1ère expérience à dominante gestion,
- vous êtes très motivé pour transmettre vos connaissances et votre savoir-faire.

Votre mission :
- vous animerez des stages inter-entreprises CEGOS destinés aux cadres opérationnels,
- vous conseillerez nos clients en intervenant au sein de leur Entreprise. Vous créerez pour eux des séminaires, que vous négocierez avec eux. Vous assurerez le suivi de nos clients,
- vous participerez à l'amélioration permanente de ces stages, en perfectionnant leurs contenus, la pédagogie et l'instrumentation.

Etre Formateur à la CEGOS vous procurera :
- la notoriété du N° 1 de la Formation des Adultes en Europe (stages courts),
- l'opportunité d'approfondir et de transmettre votre expérience par des méthodes éprouvées et sans cesse renouvelées, au sein d'une équipe de consultants très professionnels,
- la possibilité d'accéder à la responsabilité d'un centre de profit.

Si cette fonction vous attire, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la réf. 037/13/M à Françoise GIRARD, CEGOS, DRH - Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.



هكذا من الأصل

Le Monde de la Gestion



Opérationnels...
devenez membres de notre "état major"

Vous êtes un homme de la logistique ou un gestionnaire d'entreprise, ou un responsable commercial/marketing, venez rejoindre notre groupe en forte évolution. Holding d'un des leaders de la grande distribution, nous recherchons aujourd'hui des responsables force de proposition et de coordination entre notre conseil d'administration et nos filiales. Vos missions : organiser, animer les échanges holding/filiales, conseiller ces dernières dans la mise en place de l'application des directives préconisées par la holding et s'assurer de leurs réalisations. Votre profil : de formation supérieure, école de commerce ou ingénieur, votre expérience d'environ 5 ans au sein d'une direction opérationnelle, impliquant conception contrôle et management d'équipe, vous a permis de développer votre sens de la communication et de la diplomatie, vos qualités d'animateur ainsi que votre curiosité d'esprit et votre sens concret et pragmatique.

Evelyne LEVY, 2, avenue Hoche 75008 PARIS — Réf. 4331/M

SV&GM
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Responsable
de la consolidation, du budget et du reporting

Sud-Est — **320 KF +**

Pour renforcer sa direction financière, une société de services industriels à vocation internationale recherche un cadre à fort potentiel qui sera principalement chargé de la consolidation comptable, du budget et du reporting des filiales françaises et étrangères. Il devra également participer à l'amélioration des procédures et systèmes existants afin de faire accélérer les clôtures, augmenter la fiabilité du reporting et des informations financières nécessaires à la direction. Rattaché au Directeur Comptabilité Gestion, ce poste évolutif s'adresse à un diplômé d'une école supérieure de commerce option financière et comptable ou équivalent, possédant plusieurs années d'expérience au siège et/ou dans une importante filiale étrangère d'une multinationale, de préférence dans les services industriels ou le BTP. Les contacts réguliers avec les filiales étrangères nécessitent la pratique courante de la langue anglaise. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet sous référence FM 05 à Françoise Meyer - 25, rue Falque - 13006 Marseille. Tél : 91.37.77.77

Meyer & partenaires

AUGUSTE-THOUARD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- 500 collaborateurs.
- 500 millions de CA.
- 1er groupe français de conseil en immobilier d'entreprise

JEUNE AUDIT OU JEUNE FINANCIER...
... PASSEZ AU MONDE DES AFFAIRES.

A 25-27 ans, doté d'une formation supérieure : ESSEC, Sciences-Po, Sup de Co... et après 2 ou 3 années d'expérience d'AUDIT ou de FINANCE... vous souhaitez aujourd'hui prendre une orientation qui corresponde mieux à votre PERSONNALITE : Plus d'ouvertures,. des négociations à haut niveau, une responsabilité totale sur vos dossiers...

Devenez CHARGE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU auprès des Dirigeants des grands Groupes industriels et sociétés de services.

Pour faire de vous de véritables conseils en investissement et hommes d'affaires, nous vous initierons à des méthodes rigoureuses pour analyser les besoins de nos clients, négocier jusqu'à leurs conclusions des opérations de Vente Acquisition - Location. Dès la 2ème année, rémunération exceptionnelle possible.

POUR CES POSTES, à PARIS et en RÉGION PARISIENNE, merci d'adresser CV, PHOTO et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 56.1857 LM.

Mercuri Urval

CONTESSE

AMUSONS-NOUS UN PEU !

Société de loisirs américaine implantée en France et en très forte expansion, nous recherchons plusieurs

CONTROLEURS DE GESTION H/F
HEC, ESSEC, ESCP...

Vous avez une formation supérieure de type Grande Ecole de commerce, de gestion ou d'ingénieurs et une expérience de 2 à 6 ans. Un MBA serait le bienvenu.
Pour nos différents secteurs d'activités (informatique, hôtellerie, loisirs...), vous élaborerez des systèmes de gestion performants, contrôlerez le fonctionnement des procédures, préparerez et vérifierez les budgets.

L'anglais courant est indispensable.

Si vous recherchez polyvalence et dimension internationale, adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf 78683, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Important Groupe de Distribution, nous recherchons dans le cadre de notre fort développement

Responsables administratifs et financiers
(pour nos filiales et succursales)

En étroite collaboration avec le Directeur d'établissement vous aurez l'entière responsabilité :
- des comptabilités générale et analytique ;
- du contrôle de gestion ;
- de la gestion du personnel ;
- et de l'ensemble de l'organisation administrative.

Agés de 30 ans environ, vous avez une formation Supérieure complétée d'une solide expérience comptable. (Réf. 6759/A)

Auditeurs
(débutants ou confirmés)

Vous assurerez l'audit comptable et financier du groupe, réaliserez des études d'organisation comptable, administrative et informatique, et participerez à des missions d'assistance.

Vos compétences et votre motivation vous permettront d'évoluer rapidement vers des postes à responsabilités dans nos établissements régionaux.

(Réf. 6759/B)

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V., photo et prétentions; en précisant la référence choisie, à MEDIA PA - 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

JEUNE CADRE FINANCIER

REJOIGNEZ LE N° 1 EUROPEEN DU CREDIT AUTOMOBILE

RENAULT CREDIT INTERNATIONAL regroupe l'ensemble des filiales de financement des ventes du Groupe **RENAULT** dans le monde.

Direction Financière du holding, notre mission est notamment de gérer le refinancement du Groupe.

Au sein de cette structure, le middle-office est en charge du contrôle des risques, de la mesure des résultats et des études financières.

Nous souhaitons enrichir cette équipe des compétences d'un jeune cadre de formation scientifique ou commerciale de tout premier plan.

Une expérience de 2 à 3 ans des marchés et instruments financiers vous permettra une participation active à notre réflexion et à l'évolution de nos méthodes.

Nous vous offrons de réelles possibilités de carrière dans un contexte international.

Pour ce poste qui requiert la pratique courante de l'anglais, nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 78841 à Média-System, 6 impasse des deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM



Un groupe financier de 1er plan créant sa filiale de services télébancaire, vous propose de participer au lancement de cette structure légère et très ambitieuse commercialement.

Rattaché au Directeur Général, vous bénéficierez d'une large autonomie pour développer et faire vivre le système d'information, concevoir les outils de reporting et de pilotage.

Pour ce poste, qui exige une forte implication personnelle, nous souhaitons rencontrer un(e) cadre comptable (DECS, MSTCF...) riche d'une expérience d'au moins 3 - 5 ans acquise dans le secteur tertaire et soucieux d'évoluer vers un poste de n°1. (pratique micro-informatique indispensable)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1101 à CONTESSE - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

CONTESSE



MOTOROLA — *Radiocommunications*

Credit Manager

Présent en France depuis plus de 20 ans, MOTOROLA est le premier fabricant mondial en équipements radio spécialisés. Notre division (350 personnes, CA : 550 millions de Frs) distribue des produits à la pointe de la technologie et illustre, par une présence commerciale active, notre volonté de figurer au tout premier rang du marché privé des radiocommunications. Nous recherchons aujourd'hui notre **Credit Manager**. Rattaché au directeur financier, ce futur collaborateur recommande la politique crédit de la division et en contrôle l'application. Responsable d'une équipe de cinq personnes, il supervise les analyses de comptes, suit les en-cours distributeurs et revendeurs et propose les nouvelles limites de crédit. Bénéficiant d'une large autonomie, il est l'interlocuteur privilégié interne et externe en matière de crédit. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes âgé d'une trentaine d'années et avez acquis une première expérience dans une fonction crédit recouvrement ou plus généralement financière dans un environnement anglo-saxon. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Ce poste est basé à **Antony**.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1150.90 M, à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable
...ation, du budget et du...

SONS...

...CADRE FINANCE...

REJOIGNEZ
LE N° 1
EUROPEEN
DU CREDIT
AUTOMOBILE

...OTOROLA

Le Monde de la Gestion

OPÉRATION SPÉCIALE

Responsable trésorerie

350 KF +

Paris

Un groupe de service informatique en très forte croissance interne et externe, réalisant un chiffre d'affaire supérieur à 1 Md de Francs (dont 45 % à l'étranger), veut créer la fonction de trésorerie groupe.

Le responsable trésorerie devra mettre en place une gestion complète et centralisée des flux français et internationaux. Il aura un double objectif d'optimisation des coûts financiers et d'élaboration de prévisions fiables. Il devra renégocier les conditions bancaires et revoir le traitement des devises. Ensuite il jouera un rôle de conseiller interne sur la gestion du BFR des filiales. Développant de nouveaux modules financiers, il proposera des méthodes de financement à moyen terme.

C'est donc un challenge passionnant qui doit motiver un candidat âgé de plus de 30 ans, qui après plus de 5 ans d'organisation et de trésorerie d'entreprise, veut devenir autonome. Sa carrure professionnelle lui donnera la crédibilité nécessaire pour ce poste. Pragmatique et efficace, il sera opérationnel.

L'anglais courant est exigé.

Veuillez contacter Antoine MORGAUT au 49.24.90.00
ou envoyer votre dossier de candidature sous référence AM 9233 LM
à l'adresse suivante :

Kamphuis Morgaut
FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS

Notre société est une entreprise industrielle (deux usines, une en France et une à l'étranger), filiale d'un groupe américain. Notre CA 89 a été de 300 millions de francs et notre marge après impôts de 7%. Nous fabriquons et commercialisons des produits ayant une forte notoriété de marque sur notre marché. Notre culture d'entreprise est forte : une gestion des ressources humaines basée sur le dialogue et l'échange, un souci constant d'optimisation des procédures internes, la volonté de faire évoluer nos méthodes de gestion...

Nous recherchons notre

DIRECTEUR FINANCIER

Votre profil :
- une formation supérieure : grande école de gestion...et si possible DECS
- une expérience de plusieurs années dans le contrôle de gestion ou comme directeur financier adjoint, acquise dans une entreprise industrielle précédée si possible d'une expérience d'audit.
- une véritable maîtrise de la comptabilité industrielle, du reporting anglo saxon et de la langue anglaise.
- une bonne approche de l'outil informatique.

A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des activités comptables et financières de la société, ainsi que de la gestion des brevets, des assurances, du juridique, du fiscal, du contrôle interne...
Vous serez également très impliqué dans la mise en place du nouveau système informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. A 607 à notre conseil

ornicar 6 rue Halévy 75009 PARIS

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

FRANCE DEFI

PREMIER RESEAU FRANÇAIS D'EXPERTS-COMPTABLES

recherche :

COLLABORATEUR Adjoint au Directeur de la Structure

Le candidat possède nécessairement une expérience probante de 3 /4 ans acquise dans une Banque d'Affaire ou similaire. "Battant", rompu aux négociations, il saura participer concrètement à notre développement au sein d'une structure FUSION / ACQUISITION.

Adresser lettre manuscrite et curriculum-vitae à FRANCE DEFI/CEFAT. 34-36, av. de Friedland 75008 PARIS.

Are you ready to take off an international professionalism ?

FOS-SUR-MER

ARCO Chemical

recherche, dans le cadre de projets d'extension à brève échéance en Europe :

JEUNE DIPLOME FINANCIER A HAUT POTENTIEL HEC, ESSEC, ISA, MBA...

Intégré à notre organisation, et formé à nos méthodes dans notre usine de FOS-SUR-MER, il devra envisager une évolution rapide dans nos sites Européens, puis éventuellement internationaux.
Disponibilité géographique à court terme indispensable.
Anglais courant. Réf. 250.

RESPONSABLE FACTURATION INTERNATIONALE DESCAF, DECS...

Il aura en charge la maîtrise complète de la facturation depuis la recherche d'informations financières et juridiques à la comptabilisation et l'analyse des comptes, coûts et résultats.
Perspectives d'évolution envisagées, à FOS ou en Europe.
Anglais nécessaire.
De formation supérieure financière et comptable (DESCAF, DECS...), l'intéressé(e) témoignera d'une expérience d'environ 2 ans dans une fonction proche. Réf. 251.

ARCO

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste à

LG conseil
L.G. CONSEIL,
18 rue Edouard Delanglade, 13006 MARSEILLE.

MEDIA-SYSTEM

AUDIT - CONSEIL

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse, pour construire l'avenir dans un cadre multidisciplinaire.

CONSULTANTS

Diplômés d'une Ecole de Commerce ou d'ingénieurs, vous avez 2 ou 3 ans d'expérience acquise en cabinets de consulting, d'expertise comptable ou d'audit.
Dans le cadre du département spécialisé dans ce domaine, vous serez chargé(e) de réaliser et de mettre en place des consolidations; vous apporterez également à nos clients les conseils en matière d'organisation, de choix de progiciels et de conception de systèmes d'information groupe. Vous vous préparerez ainsi aux responsabilités de manager au sein de notre firme, dans les contextes les plus variés.

Befec membre de Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. sous réf. M/1109/D à Pierre Lemahieu, 33, rue Galilée 75116 PARIS.

SALESMAN H/F
VALEURS DU TRESOR

MAISON DE TITRES,
Filiale d'un groupe leader international de la finance
recrute dans le cadre de son expansion un Salesman.

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent), bilingue anglais, vous êtes fort de deux ans d'expérience commerciale en Valeurs du Trésor.

Vous souhaitez désormais vous investir au sein d'une équipe dynamique et performante pour développer nos relations avec les institutionnels français tout en consolidant votre propre clientèle.

Merci d'adresser Curriculum Vitæ, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 6779 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Experts Conseils

Réseau national de cabinets d'expertise comptable correspondant d'une organisation mondiale d'audit et de conseil, recherche dans le cadre de sa forte expansion des

Collaborateurs
débutant(e)s ou confirmé(e)s

Diplômés de l'enseignement supérieur, débutants ou avec une première expérience en cabinet, vous êtes attirés par les missions d'assistance et de conseil financier, dans des entreprises de taille moyenne et motivés par la pluridisciplinarité des services nécessaires à ce type d'entreprises.

Rejoignez nos équipes motivées et dynamiques dans les cabinets situés à ***Paris, Bordeaux, Cognac, Limoges, Montpellier, Nantes, Nice, Rennes, Roubaix, St-Malo, Pontivy, St-Quentin, Strasbourg.***

Intégrés dans ces équipes vous bénéficierez d'une formation à notre méthodologie, dispensée au plan national, d'un soutien dans la préparation de vos examens professionnels et d'opportunités de carrière au plan national.

Merci d'adresser sous réf. 1055, CV, lettre de motivation et photo à Nathalie Duhart en précisant **IMPERATIVEMENT** la ou les villes où vous souhaitez exercer votre activité.

Coopers & Lybrand associés | 3 av. Percier 75008 PARIS | C&L

L.B.W.

CAMIF

Notre métier : La Vente par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues, des Magasins et des Filiales.
Notre Dimension : 1700 salariés pour un CA de 4 milliards.
Notre projet, nos politiques privilègient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite.
La Direction du Personnel et du Développement Social *recherche*

CHEF DU PERSONNEL
HF

Gestionnaire de Ressources Humaines, il participera à l'élaboration de la politique sociale et mettra en oeuvre les domaines administration et gestion du personnel en conduisant et animant une équipe de 10 salariés. En collaboration avec le Service Formation, il développera la Politique Emploi : promotion, mobilité, gestion des compétences, gestion prévisionnelle...

Homme de progrès, il apportera son concours dans les actions "management participatif-qualité totale" que nous avons engagées. Homme de dialogue, il sera associé aux relations sociales avec les partenaires.

De formation supérieure (E.S.C., Ingénieur...) le candidat disposera d'une expérience professionnelle d'au moins 7 ans, d'une grande technicité, de réelles capacités managériales et d'un fort potentiel.

Ce poste est à pourvoir à NIORT (ville ou les secteurs tertiaires et informatique sont en expansion).



Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel CAMIF Trévins de Chauray 79045 NIORT Cedex.

ORC

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل







ETRE ACTEUR DE L'ECONOMIE

Opérations de Haut de Bilan

La réussite tient en quelques mots simples...
...Quelques mots simples comme fusions, acquisitions et investissements.
A la Banque WORMS, être acteur de l'économie c'est assurer les missions les plus passionnantes de banques d'affaires.
1600 collaborateurs, un réseau national et international étoffé, un nom qui n'est plus à présenter : la Banque WORMS est reconnue pour la rapidité et l'efficacité de ses interventions.
Au sein d'une des équipes les plus performantes de la place, vous participerez à *toutes formes d'opérations de haut de bilan.*
Compétent, passionné, vous prendrez progressivement la responsabilité de vos missions.

Jeune cadre financier

A 30 ans *environ*, vous avez mis à profit une solide formation de base (Grande Ecole Commerciale, DESS Banque et Finance....) par un début de carrière en audit ou expertise comptable (3 à 5 ans).
Etre acteur de l'économie. En quelques mots simples, la Banque WORMS écrit votre réussite.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. OHB/90 à la BANQUE WORMS - Direction des Relations Sociales et du Personnel - Gestion des Ressources Humaines - 1 place des Degrés - CEDEX 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE.

GROUPE FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN

recherche

COMMERCIAL SALLE DE MARCHES

Au sein de la direction des investissements, il intègre l'équipe chargée de vendre tout produit de taux (primaire, secondaire, instruments...) auprès d'une clientèle française de grands institutionnels. Vous conseillez les investisseurs et négociez les blocs et les montages financiers.

Pour ce poste, qui exige autant de battant que de rigueur, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (BAC + 5) de formation financière ou actuarielle, riche d'une première expérience sur les marchés de taux acquise en stage ou dans le cadre d'un premier poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08 1104, à Contesse 38 rue de Villiers, 92532 Levallois - Perret Cedex qui transmettra.

CONTESSE



IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

CONTROLEUR DE GESTION ENTREPRISE

Cette société (800 personnes, 850 MF de CA) est la filiale d'un très grand groupe industriel français. Leader sur son marché, elle étudie, fabrique et commercialise une gamme complète de produits hautement techniques destinés à des clients professionnels (industrie, engineering, chimie, pétrole, bâtiment...). *Son expansion importante et durable la conduit à développer sa Direction Financière* en proposant aujourd'hui le poste de CONTROLEUR DE GESTION.
Ses missions sont les suivantes : en liaison avec l'ensemble des services de l'entreprise et la DG, établissement, suivi et contrôle des plans budgétaires ; conseil et assistance des hiérarchies ; mise en place des standards et procédures internes ; participation au plan d'organisation de l'entreprise ; études et missions économiques particulières pour le compte de la Direction Générale. Cette fonction doit être considérée à terme comme évolutive au sein de l'entreprise ou du groupe.
Nous souhaitons rencontrer un jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 ou 5, ESC, Université ou équivalent), qui dispose d'une première expérience professionnelle dans un poste similaire (contrôle de gestion, audit...).
Les conditions offertes (et notamment le niveau de rémunération), le développement de l'entreprise, ses projets, et les perspectives d'évolution du poste, sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation, CV complet, sous réf. M 335 Q à notre Conseil



NEMESIS 10, rue de Richelieu 75001 PARIS qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

Etre l'interface avec notre réseau d'établissements financiers...

Un des premiers groupes financiers français alliant tradition, expérience et innovation poursuit le développement de partenariat avec des réseaux associés, offrant des services toujours plus personnalisés et adaptés à leurs besoins. Nous renforçons notre structure et *recherchons un* **chargé de clientèle.** Intégré au sein d'une petite équipe, ce jeune cadre a *pour mission d'animer un portefeuille* constitué d'établissements partenaires. Chargé de *représenter la position du groupe auprès de ces derniers, il analyse leurs résultats* financiers et élabore les dossiers d'informations destinés aux administrateurs. De plus, dans un contexte de concurrence accrue, il apporte une assistance à la commercialisation, afin d'optimiser les conditions de prescription des produits financiers à la clientèle. A 28/30 ans, de formation supérieure économique et financière, vous avez acquis une première expérience bancaire. Votre sens de l'analyse, de la négociation et votre disponibilité vous permettront de réussir dans cette fonction. Ce poste est basé à **Paris.**

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1148.90 M, à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec



FISCALISTE

Pour notre Direction Fiscale, nous recherchons aujourd'hui un diplômé de *l'enseignement supérieur* (Maîtrise en Droit avec *spécialisation* fiscale, Ecole Nationale des Impôts). Professionnel de la fiscalité, vos 5 ans d'expérience dans cet univers (cabinet spécialisé, administration, industrie) vous ont permis d'acquérir une véritable autonomie et le sens du travail en équipe.

Homme de conseil, vous prendrez en charge l'assistance technique des filiales et le respect de la politique fiscale du groupe, l'étude des nouvelles réglementations et la diffusion de l'information. Vous serez également associé à différents projets (restructurations, *fusions...) et participerez à la réalisation de la* déclaration fiscale consolidée.
Une mission complète où votre rigueur, vos capacités à déléguer et votre bonne connaissance de l'anglais seront la clé de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), s/réf. FI/LM, à J.M. AULOTTE LAFARGE COPPEE 28, rue Emile Menier 75116 PARIS.







MEDIAPA



AEROSPATIALE recherche pour le Département Contrôle de Gestion opérationnel de sa Division AVIONS (basé à Toulouse)

CONTROLEUR DE GESTION COUTS DE FONCTIONNEMENT

ESSEC, HEC ou SUP de CO PARIS

A 30 ans environ, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion.

Vous serez chargé de l'instruction de demandes budgétaires en matière d'effectif, frais de personnel et de fonctionnement, ainsi que de la proposition d'allocations budgétaires (environ 6000 MF) à la Direction de la Division AVIONS.

Vous élaborerez vos *procédures*, vos outils *informatiques et réaliserez des études* économiques diverses. Réf. CGCF/LM

CONTROLEUR DE GESTION INVESTISSEMENTS

ENSAE, CENTRALE, X, ENSPM + ESSEC, ESC ou Université Gestion

Vous êtes débutant avec jusqu'à 3 ans d'expérience.
Vous serez chargé de l'instruction des demandes budgétaires (1500 MF environ) en matière d'investissements corporels (machines, bâtiments industriels, ensembles complexes spécialisés) ainsi que de la proposition de planification à la Direction de la Division AVIONS.
Vous contrôlerez l'*exécution de ce plan et réaliserez diverses études économiques à partir de données techniques et organisationnelles.* Réf. CGI/LM

Pour ces deux postes des *déplacements sont à prévoir sur les 4 autres sites de la Division* (Paris, Nantes, Saint-Nazaire et Meaulte).
Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. choisie à AEROSPATIALE - M. COTTIN - Service Gestion des Ressources Humaines - 316 Route de Bayonne 31300 TOULOUSE.

aerospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION



Notre métier : La Vente par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues, des Magasins et des Filiales.
Notre Dimension : 1700 salariés pour un CA de 4 milliards.
La Direction Financière recherche

AUDITEUR INTERNE

HF

Vous réalisez des audits opérationnels sur les procédures, l'organisation, les circuits internes et proposez des améliorations.
Vous conduisez des audits financières sur la fiabilité des informations et l'application des règles comptables au niveau de la société mère et des filiales.
Vous créez, animez et développez cette nouvelle fonction au sein de notre organisation.
De formation supérieure (E.S.C.) complétée par un DECS et de bonnes connaissances en informatique, vous disposez d'une expérience professionnelle d'au moins 3/4 ans en cabinet ou en entreprise.
Ce poste est basé à NIORT (60 kms du littoral atlantique).

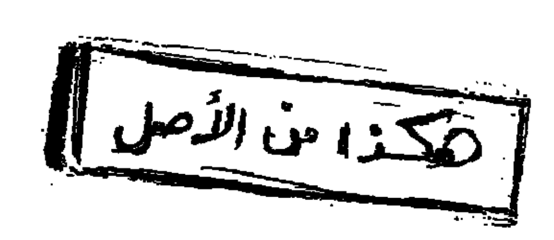




Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel CAMIF Trévins de Chauray - 79045 NIORT Cedex.

ORC

OPÉRATION SPÉCIALE



هكذا من الأصل







MESSIER-BUGATTI

DEUX SOCIETES DU GROUPE SNECMA

Déjà au 3ème rang mondial avec ses programmes aéronautiques actuels de motorisation d'Ariane 5, de l'A340, du Rafale, le GROUPE SNECMA (28000 personnes dont 3700 cadres), *s'engage résolument dans le futur avec le* lancement d'un gros moteur de 80 000 livres et de nouvelles études pour la propulsion des avions Super et Hypersonique.

Ces activités exigent de renforcer nos équipes de gestion pour accroître plus largement nos résultats positifs de 1989.

Dans le cadre de notre nouvelle organisation informatique des *comptabilités industrielle et générale,* nous *recherchons des gestionnaires à fort potentiel pour notre* maison mère et nos filiales.

DIPLOMÉS D'UNE ÉCOLE DE GESTION

Audit - Organisation des systèmes comptables - Fiscalité

Plusieurs postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

- Responsables de comptabilité industrielle et budgétaire
- Contrôleurs de gestion
- Organisateurs comptables
- Fiscalistes

Si vous avez une formation ESC + DECS ou équivalent et si vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise industrielle, écrivez à notre conseil : EGOR GESTION ET FINANCE - 8 rue de Berri - 75008 Paris sous réf. M 11/1296 V qui traitera votre dossier confidentiellement.

GROUPE SNECMA

CONTESSE

Marketing Bancaire

Intervenant de premier rang sur le marché financier, notre groupe allie tradition, expérience et innovation et poursuit son développement avec la volonté affirmée d'être un véritable prestataire de services. Ainsi, nous proposons à nos réseaux partenaires une large gamme de produits financiers qui s'enrichit régulièrement de produits correspondant aux besoins de chacun de ces réseaux. Nous recherchons aujourd'hui le **responsable produits et services** du marché "clientèle institutionnelle". Rattaché au responsable marketing, ce dernier élabore et met en oeuvre des lignes de produits et services adaptées à la stratégie de cette clientèle. Il conçoit les caractéristiques techniques et commerciales des nouveaux produits et prépare les opérations tests. Analysant l'environnement, la concurrence et tenant compte des données marketing, il assure une liaison étroite avec les interlocuteurs du réseau. A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes issu du monde bancaire et y avez acquis quelques années d'expérience commerciale et marketing. Technicien des produits bancaires, vous conjuguez rigueur et créativité. Ce poste est basé à **Paris**.

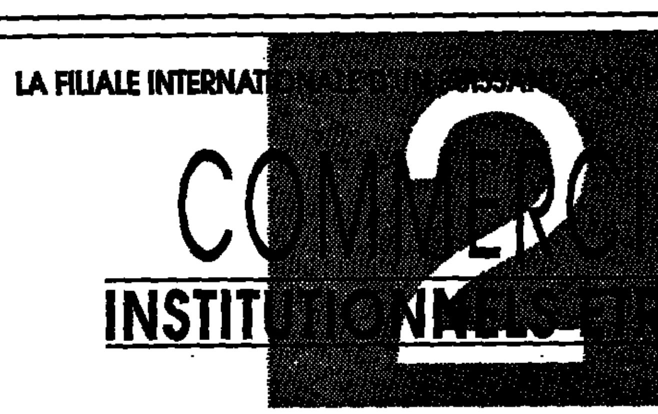
Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1149.90 M, à *notre conseil* - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

LA FILIALE INTERNAT… …ANCIER RECHERCHE



2 COMMERCIAUX
INSTITUTIONNELS ÉTRANGERS

Au sein de l'équipe de Sales (4p.), ils commercialisent tout produits de taux auprès d'une clientèle d'investisseurs institutionnels étrangers. Ils prennent en charge un portefeuille pour le développer : prospection, conseil, négociation et montage des produits de notre table obligataire/monétaire.

Pour ces postes, porteurs d'évolution, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation (BAC + 5) économique/financière, capables d'une *forte* implication dans une équipe performante.

L'un deux pratique les marchés de taux depuis au moins 1 an comme Trader Sales.

L'anglais est obligatoire et de bonnes connaissances en allemand seraient appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1102 à Contesse Publicité - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret cedex, qui transmettra.

CONTESSE

Le CREDIT NATIONAL recherche pour son Département de la Comptabilité, du Contrôle de Gestion et de l'Organisation

Auditeur Comptable

Diplômé Grande Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion, vous avez acquis pendant 3 à 5 ans une première expérience de l'Audit complétée d'une pratique de la comptabilité générale au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Une connaissance de la comptabilité bancaire serait appréciée.

Dans un premier temps, vous participerez avec l'encadrement aux travaux de mise en œuvre de la nouvelle législation bancaire.

Ultérieurement, vous serez appelé à exercer des responsabilités opérationnelles au sein du Département.

Pour ce poste basé à Paris, une bonne connaissance de l'anglais est requise.

Merci d'envoyer une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle au
CREDIT NATIONAL
Département des Ressources Humaines
45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.





HEF DE SERVICE
TRESORERIE FINANCEMENT

EUREST, groupe de restauration collective en forte expansion, réalise en France un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs, et recherche un Chef de Service *Trésorerie Financement.*

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience professionnelle d'au moins 5 *ans dont une partie dans une fonction similaire.*

Responsable d'une équipe de 4 personnes, vous aurez à :

- superviser la gestion de la trésorerie (logiciel Concept) *et optimiser les placements ;*
- rechercher et mettre en place des solutions de financement pour les investissements ;
- veiller à un encaissement rapide des créances clients ;
- *assister efficacement les opérationnels et les* commerciaux.

Dynamisme, rigueur, *sens de l'organisation et du* contact sont des qualités nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à EUREST Collectivités
Service Recrutement - 106, rue Danton
92300 LEVALLOIS PERRET.



Banque Internationale
recherche



Minimum 26 ans

Vous souhaitez élargir votre expérience de la comptabilité générale en participant à la révision des procédures comptables des opérations bancaires, notamment en matière de ratios prudentiels et d'opérations de marché.

Doté d'une formation comptable supérieure (DECS, *DESCF*), vous possédez une expérience d'environ 2/3 ans dans un cabinet d'expertise comptable: un bon niveau d'anglais et maîtrisez l'outil informatique (micro).

Vos connaissances techniques et vos aptitudes relationnelles vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein de notre Etablissement.
Poste à pourvoir à La Défense.

Merci d'adresser CV + lettre *manuscrite* photo et prétentions sous référence 1656/M à Curriculum, 6 passage Lathuile 75018 Paris qui transmettra.



CISIGRAPH, spécialiste de la CFAO présent sur les principaux marchés mondiaux recherche pour accompagner sa croissance son :

RESPONSABLE DES COMPTABILITES ET DU REPORTING FINANCIER

Rattaché au Directeur Financier, dans un contexte d'équipe, vous aurez la responsabilité opérationnelle, l'organisation et l'évolution des domaines suivants :

- Comptabilités des sociétés du groupe (sociales, analytiques, fiscales).
- Reporting financier mensuel des sociétés et du groupe.
- Elaboration et mise en place de principes et procédures comptables et financières.
- Consolidation et publication des états financiers du groupe.
- *Assistance, conseil et audit des filiales en France et à l'étranger.*

Votre profil : A 30-35 ans, vous avez une formation type ESCAE + DECS et justifiez d'une expérience de cabinet complétée par des responsabilités *opérationnelles au siège ou dans une filiale d'une société de structure internationale utilisant procédures et reporting de type anglo-saxon.* Rigueur, esprit d'initiative et disponibilité, sont les qualités requises pour ce poste basé à **Aix-en-Provence** et nécessitant des déplacements. La maîtrise de l'anglais est indispensable, l'allemand apprécié.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) sous réf.C 102 à notre conseil Françoise MEYER - 25, rue Falque - 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.77.77.



LLOYDS BANK S.A.

recherche, à Paris,

Un Opérateur de Marché

FRANCS ET DEVISES A COURT TERME

Ce jeune diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une bonne formation mathématique et 1 à 2 ans d'expérience sur les marchés francs et/ou devises, devra :

- *rechercher les opportunités d'arbitrage sur ces marchés dans la gamme des produits de taux d'intérêt : Fra, Futures, Swaps etc...*
- *développer une activité sur les produits de taux d'intérêt à court terme orientée vers une clientèle de grandes entreprises françaises et étrangères.*
- *à terme, favoriser le développement de l'activité de la salle en matière de produits à court terme.*

Si vous pensez avoir la rigueur, les compétences et la motivation nécessaires à une bonne intégration au sein d'une équipe professionnelle et solidaire, envoyez votre dossier de candidature, qui sera traité confidentiellement, à : ANDERSON SQUIRES - Jacqueline BOYD ou Sophie BOUHNIK - 28, rue Notre Dame des Victoires, 75002 PARIS, ou téléphonez au 42.61.00.81.

Anderson, Squires
Spécialistes en Recrutement Financier

PUBLIPANEL



Notre banque renforce ses positions auprès d'une clientèle de dirigeants et cadres d'entreprises et recherche pour l'une de ses agences un

Chargé de Clientèle Privée
Marseille

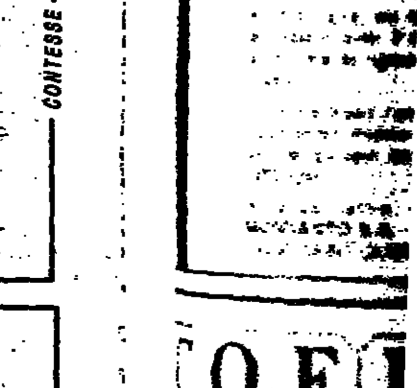
Au sein d'une *équipe de 4 personnes,* vous prenez en charge la gestion et le développement du potentiel de clientèle de particuliers de l'agence, en vous appuyant sur une gamme de produits performants. Agissant en étroite collaboration avec les exploitants PME/PMI, vous contribuez par votre présence active (relationnel, marketing direct...) et votre rôle de conseil, à élargir notre partenariat avec les hommes d'entreprises.

De formation supérieure (bac + 4), votre expérience d'environ 2 ans de la vente de produits financiers vous confère une bonne technicité et la pratique éprouvée d'une clientèle exigeante. Votre dynamisme commercial et votre *aisance* relationnelle vous permettront de *réussir* pleinement dans cette fonction et d'évoluer *rapidement au sein de notre réseau en forte croissance.*

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. YO530 à notre conseil:









Le Monde de la Gestion

OPÉRATION SPÉCIALE



Vendez nos solutions de financement.

IBM France recherche pour sa filiale financière en croissance rapide des

INGENIEURS COMMERCIAUX FINANCIERS.

Cette offre s'adresse à des Jeunes Diplômé(e)s Grandes Ecoles de Gestion ou Scientifiques (Bac + 4 minimum), débutants ou justifiant de 3 à 5 ans d'expérience dans une entreprise du marché financier.

En liaison avec nos équipes commerciales, vous proposerez la SOLUTION DE FINANCEMENT la mieux adaptée (crédit-bail, crédit à moyen terme, location ou offre spéciale) pour aider nos clients à financer leurs projets informatiques.

Votre activité s'exercera dans le cadre d'une de nos agences commerciales à Paris ou en Province.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé et photo) sous référence IFF01 à : IBM France
Département Recrutement - 5, place Vendôme - 75001 PARIS.
Nous vous garantissons la plus grande discrétion. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM

CONSENSUS





PROCHE LYON

Groupe Chimique International, nous recherchons

CONTROLEUR DE GESTION ADJOINT

H/F

Chargé de la préparation des budgets et du reporting mensuel, vous saurez dépasser cette responsabilité pour amener un support réel et efficace aux équipes Commerciales et Marketing en termes d'Administration des Ventes et d'Organisation du Business.

Elément majeur et moteur dans votre rôle de coordination entre les différents départements de la Société et les Usines de Production, vous serez à même d'anticiper les besoins et de satisfaire les attentes de nos trois divisions Agriculture, Espaces Verts et Soins du jardin.

A 25/30 ans, de formation supérieure ESC ou équivalent, avec 2 à 3 ans d'expérience, vous êtes autonome et rigoureux mais aussi dynamique et créatif.

Vous maîtrisez l'anglais et la micro-informatique. Vous serez mobile et aurez les potentialités pour évoluer au sein de notre groupe (en France ou à l'étranger).

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à MONSANTO S.A. - Direction du Personnel - BP 52 38290 SAINT QUENTIN FALLAVIER.

MEDIAPA

COFFRA

LE SPECIALISTE DES AFFAIRES FRANCO-ALLEMANDES

Cabinet d'AUDIT et de CONSEIL, membre du réseau
MOORES ROWLAND INTERNATIONAL,
10ème firme d'audit au plan mondial,
recherche pour faire face à une très forte expansion,



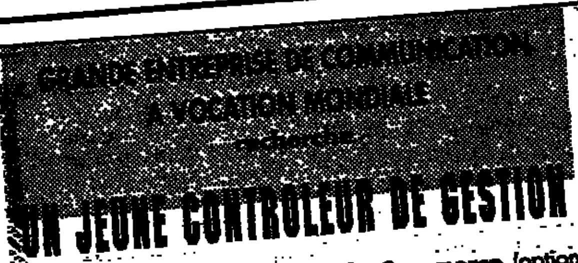
Vous êtes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO, ... et justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en cabinet.

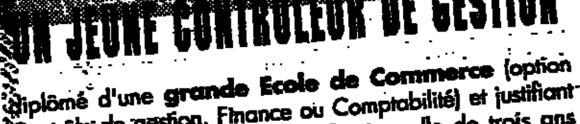
Vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et possédez de bonnes connaissances en anglais.

Vos fonctions, dans une équipe à taille humaine, favoriseront autonomie, sens des responsabilités, polyvalence.

Vos qualités personnelles et professionnelles vous assureront une rémunération très intéressante et de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre lettre de motivation (C.V + photo) à Mr BRANDEL - COFFRA 155 boulevard Haussmann 75008 PARIS.





Diplômé d'une **grande Ecole de Commerce** (option Contrôle de gestion, Finance ou Comptabilité) et justifiant d'une première expérience professionnelle de trois ans environ, acquise de préférence dans des fonctions d'audit.

Votre maîtrise des techniques de contrôle de gestion (comptabilité analytique, études d'investissement, prix de revient) vous permettra notamment d'assurer le contrôle de gestion de l'une de nos Divisions et de participer aux opérations de centralisation des budgets des différents secteurs de l'Entreprise.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'écrire sous référence 10266 à:

HCA - 1 place du Palais-Royal
75001 PARIS qui transmettra.

HCA



ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS (1800 pers) DIVISION COMPOSANTS ELECTROMECANIQUES (Connecteurs, Commutateurs, Relais, Systèmes) recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché directement au Directeur Financier du Groupe, vous serez en charge du Contrôle de Gestion et de la Comptabilité Analytique de notre unité de Meaux. Vous assisterez également la Direction de cette usine pour optimiser sa gestion.

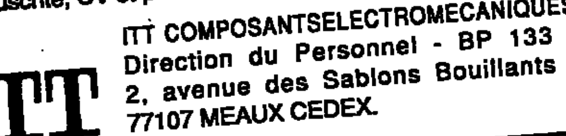
De formation supérieure comptable, vous possédez une première expérience de 2 à 5 ans en contrôle de gestion et/ou comptabilité analytique et vous souhaitez valoriser vos connaissances au sein d'une Direction Financière à caractère international.

Rigoureux et organisé, vous saurez dynamiser votre équipe en vue d'une efficacité maximale.

Notre Groupe offre à un candidat de valeur de larges possibilités d'évolution.

La connaissance de l'anglais est souhaitable. Le poste est basé à Meaux (Seine et Marne).

Si la perspective de travailler dans un Groupe de dimension mondiale vous séduit, veuillez adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :



ITT COMPOSANTSELECTROMECANIQUES
Direction du Personnel - BP 133 -
2, avenue des Sablons Bouillants -
77107 MEAUX CEDEX.

CONTESSE

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER
(20 000 logements gérés en Ile de France)

filiale du
Crédit Foncier de France
recherche pour impulser le développement de son activité de gestion patrimoniale un

DIRECTEUR D'AGENCE

Vous êtes responsable de la gestion administrative et technique d'un patrimoine locatif de plus de 5 000 logements en banlieue ouest (lieu de travail : St Germain en Laye).
A la tête d'une équipe de 60 personnes vous assurez à nos clients un service de haute qualité, et vous êtes l'interlocuteur de l'Administration et des Collectivités locales.
Si vous pouvez faire état d'une formation supérieure, d'une solide expérience dans un poste équivalent, de qualités de gestionnaire, d'animateur et d'homme de contact,
merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite sous réf. "Recrutement DA1/MOD" à

Groupe Foncier Habitat
BP 135 - 94230 Cachan

Le centre de gestion agréé de la région parisienne partenaire privilégié des PME (gestion, conseils, formation)
recherche dans le cadre de son expansion

1 CHEF DE BUREAU
(BTS COMPTABLE MINIMUM)
POSITION CADRE

Capable de diriger et animer une équipe de 5 personnes traitant 150 dossiers de PME.
Aptitude à la formation et au conseil destinés à des artisans et commerçants. Sens du contact.
Esprit d'initiative pour développer activités nouvelles.
**Adresser C.V., candidature et prétentions au :
C.G.A.R.P. - 36, rue de Picpus - 75012 PARIS.**

BANQUE PRIVEE PARIS 8ème
recherche :

RESPONSABLE ENGAGEMENTS/SECRETARIAT BANQUE
Classe V-VI

Le candidat aura la responsabilité de l'animation et de la supervision d'un service de 4/5 personnes, chargées de la gestion et du suivi administratif et juridique :
- des comptes de la clientèle (Sociétés et Particuliers).
- de l'ensemble des engagements (crédits et cautions).

Doté d'un esprit rigoureux et d'une expérience bancaire de plusieurs années, le candidat idéal aura acquis de bonnes connaissances du droit bancaire, et aura l'expérience de la conduite d'une équipe.

RECOR

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous référence LM/S à Madame Dominique VAILLE - Département bancaire 14 rue Lincoln 75008 PARIS.

Important établissement public de MARSEILLE
recherche

CADRE COMPTABLE
(Responsable établissement états de synthèse, réforme comptabilité analytique.)

25/30 ans environ. Niveau DECS.
Maîtrise outil informatique. 3 ans d'expérience.
Adresser c.v. détaillé sous référence 4 664 à :
EUROSUD Publicité - 248, avenue Roger-Salengro, 13344 MARSEILLE Cedex 15.

---

propositions diverses

INTÉRIMAIRES MANPOWER : PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous avez été intérimaire Manpower au moins 4 mois entre le 1er mars 1989 et le 31 décembre 1989

Vous êtes parmi les 37131 ayants droit à une participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation à votre agence pour encaissement rapide.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

SERVICES

Le bilan 1989 du Bureau de vérification de la publicité

Encore trop de publicités douteuses

Les responsables du BVP (Bureau de vérification de la publicité) ont tout lieu d'être satisfaits de l'action de cet organisme paritaire de déontologie publicitaire, qui regroupe annonceurs, agences, régies, médias et représentants des associations de consommateurs.

Son audience s'accroît, les professionnels sollicitent ses avis avant même de lancer une campagne publicitaire. 35 % pour son activité (1 310 dossiers) est ainsi consacrée à ces avis préalables, en progression de 25 % sur 1988, auxquels s'ajoutent cinq mille consultations téléphoniques *« émanant en particulier de créatifs d'agences dans la phase d'élaboration des messages »*. Chargé de veiller à la véracité des publicités, le BVP a ainsi, en 1989, *« déconseillé »* 40 % des dossiers qui lui étaient soumis, demandé dans 23 % des cas des modifications, et dans 3 % une cessation de diffusion.

Pourtant, on peut s'inquiéter de certaines pratiques. *« Certains développent sciemment des publicités mensongères qui leur permettent de mettre en place les premiers appâts de la tromperie, voire de l'escroquerie »*, estime le BVP dans son bulletin de mai.

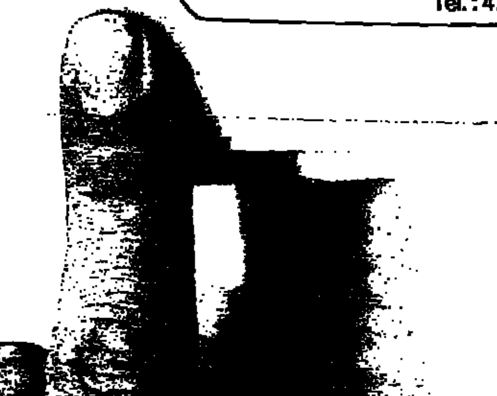
L'énumération est instructive, l'imagination des auteurs n'ayant d'égale que la naïveté de leurs victimes. Certains proposent des postes de *« représentants indépendants »*, aux heures de liberté, pour vendre des adoucisseurs d'eau, des filtres anti-pollution. D'autres vendent des pseudo-franchises pour *« des agences matrimoniales clef en main sans aucune garantie quant à l'aide apportée par le franchiseur au franchisé »*. D'autres encore font des offres d'élevage en tout genre (lapins angoras, chinchillas, escargots...), y compris des élevages en salles de bains !

Ces pratiques sont d'autant plus graves qu'elles ont de quoi séduire les sans-emploi, les chômeurs en fin de droit, tous ceux qui cherchent désespérément un moyen de subvenir à leurs besoins. N'oublions pas non plus les inévitables cures d'amaigrissement, les matériels de sciences occultes et les *« porte-bonheur »*, les livres miracles qui promettent la guérison de n'importe quelle maladie, les publi-postages, les loteries avec prétirage, etc.

Le BVP alerte les supports, pour que ceux-ci refusent l'insertion de telles publicités. C'est en général assez efficace, sans pour autant faire cesser totalement ces activités : soit l'annonceur modifie son message publicitaire suffisamment pour ne plus justifier les foudres du BVP, et cela est purement formel ; soit l'annonceur remplace la publicité imprimée par l'envoi aux consommateurs de *« mailings »* personnalisés, et le BVP n'a plus comme ressource que de tenter de mettre en garde l'éventuel gogo. Le BVP a *« engagé une réflexion »* avec le Syndicat de la vente par correspondance et à domicile *« sur le marketing direct, son développement et l'honnêteté de ses messages »*...

JOSÉE DOYÈRE

□ **Trente Airbus A-320 pour Mexicana de Aviacion.** – La compagnie privée Mexicana de Aviacion devrait annoncer, le lundi 28 mai, son intention d'acheter seize Airbus A-320 et de prendre une option sur quatorze autres biréacteurs de ce type. Elle envisage en outre de passer commande de vingt Airbus A-320 supplémentaires. Pour les trente premiers appareils, la compagnie devrait débourser au moins 1,2 milliard de dollars (6,6 milliards de francs).



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	17 mai 1990
Total actif	708 337
dont	
Or	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	90 083
Ecus	50 877
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 998
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 664
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	33 886
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	704
Effets privés	146 474
Effets en cours de recouvrement	51 530
Total passif	708 337
dont	
Billets en circulation	243 293
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	95 352
Compte courant du Trésor public	24 953
Reprises de liquidités	18 098
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	51 223
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opérations sur appel d'offres	9,50 %
– *Taux des pensions de 5 à 10 jours*	10,25 %
– Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 29 décembre 1989

	18 mai	25 mai
Valeurs franç. à rev. variable	103,4	104
Valeurs industrielles	102,8	103,5
Valeurs étrangères	94,7	96
Pétroles-Energie	132,9	136,5
Chimie	95,6	96,2
Métallurgie, mécanique	97,7	98
Electricité, électronique	112,4	112,7
Bâtiment et matériaux	99,3	99,2
Ind. de consom. non alim.	95,5	98,3
Agro-alimentaire	99,1	100,4
Distribution	89,9	91,1
Transports, loisirs, services	115,7	117,9
Assurances	94,9	96
Crédit banque	113,4	113,7
Sicomi	97,3	97,8
Immobilier et foncier	97,5	98,8
Investissement et portefeuille	100,8	100,2
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	99	99,5
Emprunts d'Etat	99,4	99,4
Emprunts garantis et assimilés	98,8	98,7
Sociétés	98,6	98,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 760,1	4 777,8
Valeurs étrangères	4 430	4 480,9
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	885,5	888,5
Valeurs étrangères	591,7	598,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	114,3	114,9
Emprunt d'Etat	94,4	94,4
Emprunts garantis et assimilés	113,8	114,8
Sociétés	113,6	113,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	556,6	528,9
Produits de base	418,3	427,8
Construction	568,5	574,2
Biens d'équipement	358,8	364,1
Biens de consom. durables	574,1	570
Biens de consom. non durables	664,8	667,3
Biens de consom. alim.	844,6	854,5
Services	576,2	583,1
Sociétés financières	627,4	632,7
Sociétés de la zone franc. exploitant principalement à l'étranger	533,7	533,4
Valeurs industrielles	532,4	538,5

BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	342,8	344,9

TOKYO, 28 mai ↑

Plus 1,21 %

La Bourse de Tokyo a commencé *la semaine en fanfare*. Après avoir subi des ventes bénéficiaires, progressivement bien absorbées, le *marché nippon s'est ressaisi*. Il a repris son ascension et, à la clôture, l'indice Nikkei enregistrait une *avance de 397,73 points (+ 1,21 %)* pour s'établir à 33 191,61. Une fois encore c'est la vigueur du yen qui a *entraîné le marché boursier*. A mesure que les indices montent, les opérateurs baissiers commencent à *se montrer plus optimistes*, contribuant ainsi à la montée des cours.

Des arbitragistes ont dénoué des positions longues sur le terme pour acheter au comptant, de sorte qu'une vingtaine de minutes avant la clôture, le Nikkei progressait de plus de 500 points. Les échanges ont été très fournis et environ 1 milliard de titres ont changé de main contre 600 millions à la veille du week-end.

Une rumeur circulait dans les travées selon laquelle une grande maison de courtage de la place aurait décidé de se porter nettement à la hausse sur dix des principales valeurs de la cote. Vrai ou faux, le résultat est là.

VALEURS	Cours du 25 mai	Cours du 28 mai
Akai	1 030	1 000
Bridgestone	1 530	1 560
Canon	1 770	1 760
Fuji Bank	2 850	2 850
Honda Motors	1 800	1 790
Matsushita Electric	2 160	2 180
Mitsubishi Heavy	1 070	1 050
Sony Corp.	8 550	8 600
Toyota Motors	2 470	2 460

Regain d'intérêt pour les emprunts russes

Plus de cent ans après leur première émission, les emprunts russes *font un retour* dans l'actualité : la semaine dernière, un groupe de quatre-vingt-quatre députés de tous bords (sauf les communistes) avait *« demandé solennellement »* au président François Mitterrand d'évoquer le problème lors de ses entretiens à Moscou avec M. Mikhaïl Gorbatchev. *Les députés soulignent que la* Grande-Bretagne et la Suisse (pour des opérations financières intervenues après 1939) *ont trouvé un* accord avec les autorités soviétiques, et espèrent que la France en *fera autant, et que les détenteurs* seront indemnisés.

Représentant actuellement environ 2,1 milliards de francs, les fameux emprunts ont été émis entre 1822 et 1917, avec un temps fort entre 1880 et 1917, date du dernier « emprunt de la liberté », qui n'est jamais parvenu à ses destinataires.

Tombés dans l'oubli pendant des dizaines d'années (un emprunt valait plus cher aux Puces qu'en Bourse), *les titres font depuis quelques* années l'objet d'un regain d'intérêt. Ainsi, selon M. Bayle, des paquets *importants (50 000 à 100 000* titres) passent de main en main, en dehors des – rares – cotations officielles.

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Sony annonce une hausse de 41,9 % de son bénéfice...** – La firme électronique japonaise annonce une hausse de *41,9 % de son bénéfice net consolidé*, qui, pour l'année fiscale terminée le 31 mars dernier s'élève à 102,8 milliards de yens pour un chiffre d'affaires accru de 34,2 % à 2 879,8 milliards de yens. Le bénéfice d'exploitation de la firme atteint pour sa part 295,2 milliards de yens (+ 83,9 %). *Tous ces résultats sont des* records historiques, indique-t-on au siège de la firme, qui explique ces *performances par le gonflement des* ventes conjugé avec la réduction des coûts.

La direction de Sony estime toutefois qu'avec l'évolution des marchés financiers, les tendances économiques *générales, les tensions commerciales*, les variations des parités monétaires et des taux d'intérêt rendaient de plus en plus difficiles les prévisions *mais* que tous ses efforts tendront à accélérer encore la croissance et à améliorer ses performances...

□ **... double les capacités de son usine de TV couleur en Espagne...** – La firme japonaise a en outre décidé de doubler prochainement les capacités de production de son usine de téléviseurs en Espagne par l'installation d'une seconde unité sur son site près de Barcelone en Catalogne. Avec un *objectif de production pour 1993* de six cent mille, voire un million de téléviseurs par an, Sony compte diviser ses *marchés : l'Europe du Sud* pour cette usine espagnole, et l'Europe du Nord pour ses usines britan*nique du pays de Galles et allemande* de Stuttgart. Le nouvel investissement prévu à Barcelone s'élèvera à 8,5 milliards de pesetas environ.

□ **... et projette de s'installer en Allemagne de l'Est.** – Sony envisage enfin d'installer des activités de production, de ventes et de service en Allemagne *de l'Est. Son président, Norio Oga*, a présenté des projets d'implantation au ministre de l'économie, M. Gerhard Pohl.

□ **Lenôtre : chiffre d'affaires en augmentation de 18 %.** – Lenôtre (restauration) a réalisé un chiffre d'affaires de 490 *millions de francs* en 1989, en hausse de 18 % sur 1989 (415 millions), et de 76 % sur 1985, date de l'augmentation de capital qui a permis à Accor de prendre 40 % de Lenôtre, participation portée ensuite à 70 %.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	428	....	I.M.S.	1250	1248
Asystel	105	96 50 o	I.P.B.M.	138	....
B.A.C.	257 90	....	Loca Investis.	344	....
B. Demachy Ass.	575	....	Locamic	158	....
Bqe Tarneaud	195	....	Matra Comm.	208	....
B.I.C.M.	889	....	Métall.Minière	225	....
Boiron (Ly)	394	390	Molex	242	....
Boisset (Lyon)	278	....	Navale-Delmas	1314	....
Câbles de Lyon	3384	....	Olivetti Logabax	580	599
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1345	....	Om. Gest. Fin.	681	....
Calberson	514	....	Pinault	595	....
Cardif	731	....	Presbourg	98	....
C.D.M.E.	2030	....	Présence Assur.	440	....
C.E.E.	385	....	Publ.Filipacchi	824	....
C.E.G.E.P.	285	....	Razel	660	....
C.F.P.I.	274 50	....	Rémy et Associés	378	....
Cinéma d'Origny	737	....	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	323	....
C.N.I.M.	1308	....	St-H. Matignon	275	....
Codetour	292	....	S.C.G.P.M.	755	....
Conmag	387	....	Segin (Li)	375	....
Conforama	1098	....	Select Invest (Ly)	107	....
Creeks	401	....	S.E.P.	....	....
DAFSA	210 50	....	Serbo	550	....
Dauphin	720	....	S.M.T. Goupil	286	....
Devanlay	1274	....	Sopra	205	....
Deville	490	....	Supra	220	....
Dolisos	162	....	TF1	332 50	....
Editions Belfond	291 20	....	Thermador H. (Ly)	370	....
Elysée Invest.	14 85	....	Unilog	209	....
Finacor	201	....	Union Fin. de Fr.	499	....
Garonor	824	....	Viel et Cie	189	....
GFF (group.fon.f.)	497 60	....	Yves St Laurent	1153	....
Grand Livre	451	....			
Gravograph	280	....			
Guiraud	985	....			
I.C.C.	298 50	....			
IDIA	342	....			
Idianova	152	....			
I.M.S.	1320	....			
IN2	300	....			

Marché des options négociables le 25 mai 1990

Nombre de contrats : 11 881.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier
Bouygues	600	–	–	1,30	–
CGE	640	14	32	17	34
Elf-Aquitaine	720	30	43	12	35
Eurotunnel SA-PLC	50	2,90	5,80	2	4,50
Euro Disneyland SC	110	3,90	8,90	4,50	7
Havas	712	9	26	–	–
Lafarge-Coppée	425	61	62	2,50	–
Michelin	140	3,25	7,20	11	11
Midi	1 500	19	56	–	–
Paribas	640	40	–	5,21	–
Pernod-Ricard	1 250	45	–	15	–
Peugeot SA	775	80	–	3,50	–
Rhône-Poulenc CI	440	8	15	11	35
Saint-Gobain	600	16	29,60	28	28
Source Perrier	1 700	–	190	34,50	–
Société générale	600	27	[illegible]	14	–
Suez Financière	440	41	–	2,50	9
Thomson-CSF	140	2	5	13,50	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 25 mai 1990

Nombre de contrats : 27 596.

COURS	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90
Dernier	102,40	102,38	102,54
Précédent	102,50	102,52	102,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90
102	–	1,37	0,01	0,99

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,65 F ↓

Le dollar s'inscrivait en légère baisse en Europe le lundi 28 mai, dans un marché calme en raison de la fermeture des places de Londres et de New-York. A Paris, la devise *américaine s'échangeait à 5,65 F* contre 5,6595 F vendredi à la cotation officielle. Le yen continuait de progresser à Tokyo, le billet vert repassant en clôture au-dessous de la barre de 150 yens.

FRANCFORT	25 mai	28 mai
Dollar (en DM)	1,6810	1,6790
TOKYO	25 mai	28 mai
Dollar (en yens)	150,05	149,45

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 mai)	9 3/16 - 9 15/16 %
New-York (25 mai)	8 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	24 mai	25 mai
Valeurs françaises	103,3	103
Valeurs étrangères	96,4	95,8
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	562,9	562,9
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 123,34	2 111,90

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	24 mai	25 mai
Industrielles	2 855,55	2 820,92

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	24 mai	25 mai
Industrielles	1 805,2	1 800
Mines d'or	209,7	211,2
Fonds d'Etat	78,36	78,25

TOKYO

	25 mai	28 mai
Nikkei Dow Jones	32 793,88	33 191,61
Indice général	2 419,94	2 434,05

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
$ Yen	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 7/16
DM	7 3/4	8	7 7/8	8	8	8 1/8	8 3/8	8 1/2
Florin	7 3/4	8	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16
F.B. (100)	10 1/8	10 1/2	9 13/16	10 1/16	9 13/16	10 1/16	9 11/16	9 15/16
F.S.	8 5/8	8 7/8	8 11/16	8 13/16	8 11/16	8 13/16	8 5/8	8 3/4
L (1000)	11	12	11 5/8	12 1/8	11 1/2	12	11 5/8	12 1/8
£	14 13/16	15 1/16	15	15 1/8	15	15 1/8	15	15 1/8
F franç.	9 11/16	9 15/16	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,6480	5,6580	+ 60	+ 80	+ 120	+ 145	+ 365	+ 445
$ can.	–	4,7720	–	– 185	–	– 350	–	– 851
Yen (100)	3,7754	4,7793	+ 68	+ 88	+ 136	+ 168	+ 451	+ 521
DM	3,3639	3,3665	+ 38	+ 58	+ 75	+ 100	+ 205	+ 265
Florin	2,9876	2,9902	+ 35	+ 50	+ 68	+ 91	+ 196	+ 251
FB (100)	16,3237	16,3437	– 74	+ 42	– 148	+ 41	– 53	+ 410
FS	3,9733	3,9775	+ 28	+ 42	+ 42	+ 68	+ 184	+ 263
L (1 000)	4,5826	4,5879	– 118	– 47	– 199	– 115	– 395	– 359
£	9,5677	9,5768	– 441	– 362	– 861	– 785	– 2326	– 2139

MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 10 h 12

BOURSE DU 28 MAI

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
	C.N.E 3%	3710	....	....	....
3311	B.N.P. T.P.	1122	....	....	....
1100	C.C.F. T.P.	1300	....	....	....
	Cr.Lyon. T.P.	1125	....	....	....
1116	[illegible] T.P.	2040	....	....	....
2021	Rhone Poul. T.P.	2009	....	....	....
2005	Saint Gobain T.P.	1261	....	....	....
1251	Thomson T.P.	1200	....	....	....
1280	ACCOR	[illegible]	[illegible]	[illegible]	- 0 51
975	Air Liquide	742	733	733	- 1 21
730	Als. Superm.	2000	....	....	....
2080	ALSPI	[illegible]	....	....	....
595	Aplém. Phnar.	2680	2635	2635	- 0 98
2620	AGF Sté Centrale	1220	....	....	....
1200	Aux. Entrepr.	1040	1035	1035	- 0 48
1040	Av. Dassault	495	....	....	....
586	Axa Midi Ass.	271	....	....	....
275	[illegible]	321 10	....	....	....
328	Bail-Equipem.	330	....	....	....
315	Bail Investiss.	930	....	....	....
940	[illegible]	647	....	....	....
650	Bazar H.-V.	754	....	....	....
785	Beghin-Say	503	[illegible]	[illegible]	- 0 32
875	Berger (M.)	1400	....	....	....
1450	Bic	906	[illegible]	[illegible]	- 2 15
806	B.I.P.	940	....	....	....
915	[illegible]	718	....	....	....
710	B N P (Ci)	480	....	....	....
480	Bolloré Tech.	1180	....	....	....
1000	[illegible]	3480	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
395	Cpt. Entrep.	427	....	....	....
1180	Compt Mod.	1200	....	....	....
400	Concept S.A.	395	....	....	....
470	CPR (Paris Réb.)	474	....	....	....
1390	Créd. Foncier	1413	1408	1408	- 0 35
905	Cr Lyon. (Ci)	895	....	....	....
1540	Credit Nat.	1585	....	....	....
395	CSEE	390	....	....	....
2200	Damart	3400	....	....	....
1920	De Dietrich	1982	....	....	....
230	Dév.R.N.C.P.R.	230	229	229	- 0 43
315	Dév.R.Sud-Est	312	314	314	+ 0 64
800	D M C	800	....	....	....
4000	Docks France	3979	....	....	....
860	Dumez	842	840	840	- 0 31
2850	Eaux (Gle)	2740	....	....	....
895	Ecco	907	....	....	....
1080	Electro-Finan.	1040	....	....	....
380	ELS Dassault	369 50	....	....	....
715	Elf Aquitaine	706	....	....	....
505	- (Certific.)	516	....	....	....
1270	Epeda B.-F.	1200	....	....	....
2430	Essilor	2470	....	....	....
1270	Essil.Int.(DP)	1237	....	....	....
655	Euro	716	....	....	....
2150	Eurafrance	2150	....	....	....
2250	Eurocom	2340	....	....	....
105	Eurodisneyland	104 70	....	....	....

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

Cote des Changes

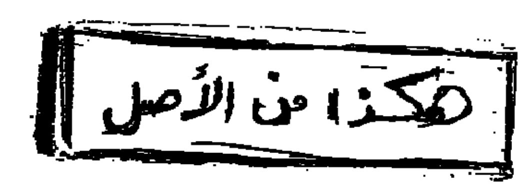
Marché libre de L'or

SICAV (sélection) 25/5

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu



هكذا من الأصل

Le Monde

PAKISTAN

Plus de soixante-dix morts au cours d'affrontements à Karachi et à Hyderabad

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Plus de soixante-dix personnes ont été tuées et environ trois cents blessées, samedi 26 et dimanche 27 mai, à Karachi et à Hyderabad, les deux grandes villes de la province du Sind, au cours d'opérations de maintien de l'ordre et d'affrontements ethniques. L'armée est intervenue à Hyderabad pour faire respecter un couvre-feu décrété il y a quatre semaines. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur une foule de manifestants, comprenant des femmes et des enfants, qui protestaient contre les coupures d'eau et d'électricité dans de nombreux quartiers.

Des véhicules militaires munis de haut-parleurs ont parcouru la ville, demandant à la population de ne pas sortir, mais de nombreux habitants ont bravé ces consignes, chantant des slogans hostiles au gouvernement d'Islamabad et à celui du Sind, qui est dirigé par le PPP (Parti du peuple pakistanais) de Mme Benazir Bhutto.

La plupart des manifestants étaient, semble-t-il, des partisans du MQM, le parti des Mohajirs (émigrés de l'Inde de langue ourdou). Les Mohajirs sont majoritaires à Karachi et à Hyderabad, mais l'administration de ces deux villes est *de facto* contrôlée par les Sindis de souche et le PPP. Les incidents d'Hyderabad ont servi de détonateur aux troubles de Karachi : dans la grande métropole du Sind, qui compte environ dix millions d'habitants, des groupes de manifestants ont attaqué des postes de police et des batailles rangées ont eu lieu entre communautés.

Les troubles du Sind constituent un phénomène récurrent. On estime qu'environ deux mille personnes y ont été tuées entre 1986 et 1989 et, depuis le début de l'année, le bilan dépasse quatre cents morts. La principale cause de ces affrontements est d'origine ethnique.

Batailles rangées

Les Sindis de souche ont le sentiment d'être peu à peu dépossédés de leurs droits et avantages par une communauté mohajir, il est vrai, particulièrement dynamique sur le plan économique. Les batailles rangées qui se produisent régulièrement dans ces deux villes opposent non seulement Mohajirs et Sindis, mais aussi les premiers à d'autres minorités, comme les Pathans, les Baloutchs et les Pendjabis.

La question ethnique se double de considérations politiques : un moment allié du PPP, le MQM est aujourd'hui l'un des piliers de l'opposition au régime de Mme Bhutto. La question du Sind constitue un enjeu extrêmement difficile pour le premier ministre pakistanais. Le chef d'état-major de l'armée, le général Aslam Beg, avait solennellement déclaré, il y a quelque temps, que si le gouvernement ne parvenait pas à rétablir l'ordre dans le Sind, l'armée ne resterait pas un « *témoin inactif* ».

LAURENT ZECCHINI

Avant le sommet américano-soviétique

M. George Bush espère rapprocher les points de vue sur l'Allemagne

Le président américain s'efforcera de faire évoluer les positions de M. Gorbatchev à propos de l'Allemagne lors des entretiens qu'il aura avec lui à partir du 31 mai, mais il admet que la tâche est difficile et que le rapprochement des points de vue prendra du temps. « *Ma tâche est de le convaincre qu'une Allemagne unifiée dans l'OTAN ne présente pas une menace pour l'Union soviétique* », a déclaré samedi 26 mai M. George Bush. « *Il faudra un moment pour parvenir à un accord sur ce à quoi ressemblera l'Europe de l'après-unification allemande* », a-t-il ajouté.

M. Bush a aussi confirmé que les divergences à propos de la Lituanie hypothèquent les relations commerciales avec l'URSS : « *Il y a un problème troublant que je ne veux pas passer sous silence, c'est celui des Etats baltes. (...) je dois faire comprendre à M. Gorbatchev les contraintes qui pèseront sur tout président américain tant que l'autodétermination ne sera pas proche et visible là-bas.* »

M. Gorbatchev a donné pour sa part une interview au magazine américain *Time*, dans laquelle il réitère son opposition à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN : « *L'OTAN est le symbole d'un passé dangereux d'affrontement, et nous n'accepterons jamais de lui attribuer un rôle dominant dans la construction d'une nouvelle Europe* », déclare-t-il notamment. Il considère cependant comme « *difficilement concevable* » un retour à la guerre froide. « *Nous avons,* dit-il, *trop appris l'un sur l'autre pour en revenir aux vieux préjugés idéologiques.* » – (AFP, Reuter.)

□ **Séisme au Soudan : des centaines de morts, des milliers de sans-abri.** – Trente et une personnes auraient été tuées lors du séisme de magnitude 7,1, qui s'est produit le 24 mai dans le sud du Soudan. Trois cent mille autres personnes seraient sans abri. L'activité sismique de cette région de l'Afrique est liée au rift, cet ensemble de fossés parsemés de volcans qui courent de Djibouti au lac Malawi (ex-Nyassa) et qui marquent le début de la fracturation du continent africain.

La grève des contrôleurs

Sérieuses perturbations du trafic aérien dans le nord de la France

La grève lancée au centre d'Athis-Mons (Essonne) de la navigation aérienne par les syndicats SNCTA (autonomes), CGT et SAPAC (électroniciens-autonomes) perturbait sérieusement le trafic du nord de la France, *lundi 28 mai en fin de matinée*. Les grévistes réclament de meilleures conditions de travail, des effectifs, une nouvelle régulation du trafic et des primes.

Les compagnies aériennes ont été contraintes d'annuler de nombreux vols à destination de Paris jusqu'à la fin du mouvement qui est prévu pour le lundi à 21 h 45. Par exemple, Air France assure 40 % de ses vols à destination de la métropole ou de l'Europe, mais préserve toutes ses liaisons longs-courriers (Renseignements au 1-43-20-15-55). Air Inter assure toutes ses liaisons qui ne passent pas par Paris, ainsi que les vols vers la Corse. En revanche, la compagnie intérieure réduit de moitié les mouvements sur les aéroports parisiens (Renseignements au 1-45-39-25-25).

Mécontent du gouvernement

Le mouvement du RECOURS veut saisir l'ONU de « la situation honteuse faite aux sépultures françaises d'Algérie »

Le porte-parole du Recours-France (Rassemblement et coordination unitaire des Français rapatriés et de métropole), M. Jacques Roseau, a indiqué, vendredi 25 mai, qu'une délégation de son mouvement se rendrait, en juin, « *devant les instances de l'ONU, pour porter à la connaissance de la communauté internationale la situation honteuse faite aux sépultures françaises d'Algérie* ».

Cette décision traduit le mécontentement de cette organisation à l'encontre du gouvernement après la réponse faite, mercredi 23 mai, à l'Assemblée nationale, par le ministre des affaires étrangères, au sujet des profanations de tombes constatées dans certains des six cents cimetières français d'Algérie. M. Roland Dumas ayant déclaré, en réponse à une question posée par M. Jean-Michel Ferrand, député RPR du Vaucluse, que si ces cimetières ont été parfois laissés en déshérence, « *la faute en incombe aux autorités comme, hélas ! aux familles* », le Recours estime « *particulièrement choquant* » que M. Dumas « *ait totalement occulté que les pieds-noirs peuvent difficilement retourner sur leur terre natale* ».

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Des proies trop faciles

MOI, ça me bouleverse, ce qui s'est passé hier en Colombie, dans ce pays à feu et à sang, où le cartel de Medellin a porté à 1 million de dollars, 4 000 pour un simple flic, la mise à prix de la tête du chef de la police secrète, un pays entièrement ravagé, livré à la Mafia.

Bombes à retardement, assassinats, voitures piégées, on marchait sur les cadavres pour se rendre aux urnes. Et qui en est sorti ? Un modeste champion de la démocratie, un ingénieur de formation, un kamikaze qui se balade, entouré de quelques gardes du corps, en gilet fluo, comme pour narguer le pouvoir de l'ombre, le pouvoir du mal. L'air de dire : tirez-moi dessus, si vous l'osez. Ils vont se gêner !

Vous avez vu hier sur TF1 ce trafiquant colombien évaluer, en termes de débouchés, le marché européen ? Aux Etats-Unis, les affaires stagnent alors que sur le Vieux Continent on estime à un habitant sur cinq les victimes potentielles de l'arme absolue, celle qui a détrôné, à la veille du troisième millénaire, le bon vieux nucléaire. Celle qui règne par la terreur de Pékin à Palerme, de New-York à Cali et de Hongkong à Moscou. Celle qui mouille, qui éclabousse dans le monde entier le milieu des affaires, de la politique, du management et même de l'Université. Celle qui fait tourner la planète en injectant, à peine investis que déjà blanchis, de 200 à 500 milliards par an dans l'économie internationale.

Et nous, pendant ce temps, qu'est-ce qu'on fait ? On ramasse dans les couloirs du métro les seringues abandonnées par des petits dealers de quatre sous. Et on tend un doigt mouillé pour tenter de savoir d'où souffle aujourd'hui – Lénine, c'est fini, Khomeiny, c'est râpé – le vent sournois qui sape nos libertés.

Ce que je n'arrive pas à m'expliquer, c'est notre inconscience face à ce fléau, c'est notre incurie, c'est notre irresponsabilité. Là, au lendemain de ce succès de la démocratie à Bogota, on se réjouit, on crie victoire, on reprend espoir, on veut y voir un coup fatal aux trafiquants de narcodollars ! Proies trop faciles, déjà anesthésiées, déjà droguées, par l'impossibilité d'imaginer ce retour au bas Moyen Age entièrement livré à la très moderne et très efficace organisation du crime.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 mai

Nouvel effritement

La semaine s'est ouverte rue Vivienne sous le signe de l'effritement. Le mouvement a toutefois tendu à se ralentir. En repli de 0,64 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 n'enregistrait plus vers 11 heures qu'un léger retard de 0,33 %. Progression de Sogenal, Géophysique, Thomson TP, Comptoirs des Entrepreneurs, Epeda, Avions Dassault, Castorama, BHV, Havas. Recul de Luchaire, Rhône-Poulenc certificat, Elf Certificat, Matra, Ofp, Navigation Mixte, Olipar, Legrand, Esso, Eurodisneyland.

□ **La visite de Jean-Paul II à Malte.** – *Le pape a regagné Rome* dimanche soir 27 mai après une visite entamée vendredi à Malte. Le thème de la réunification de l'Europe par les valeurs morales est revenu à plusieurs reprises dimanche dans ses discours devant des intellectuels à Saint-Julian, puis devant quelque 20 000 jeunes dans le grand stade national de Ta' Qali, enfin lors d'une grand-messe sur la plus grande place de La Valette où étaient massées plus de cinquante mille personnes. Malte, a-t-il dit, est « *appelée aujourd'hui, alors que l'Europe se prépare à affronter une nouvelle période de son histoire, riche de nouveaux espoirs et de nouveaux défis, à contribuer à l'unité spirituelle du Vieux Continent* ». – (AFP.)

L'ESSENTIEL

Le numéro du « Monde » daté 27-28 mai 1990 a été tiré à 526 153 exemplaires.